

M. Mitterrand à Moscou

LIRE PAGE 3
LES ARTICLES DE JACQUES AMALRIC
DANIEL VERNET
et DOMINIQUE DHOMBRES

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 19 à 27

Maria Chapdelaine en superproduction
Pierre de Fenoyl, le photographe buissonnier

Morts en Turquie

Jusqu'où peut aller la volonté de nuire? Si l'on en croit les autorités militaires turques, c'est dans le seul but de discréditer leur pays aux yeux de l'étranger que trois détenus (cinq selon des sources officielles) viennent de se laisser mourir à Istanbul après s'être infligé pendant plus de soixante jours le lent supplice de la grève de la faim. Quinze de leurs camarades étaient morts avant eux dans la prison de Diyarbakir en janvier, suivant l'exemple donné il y a trois ans par les dix nationalistes irlandais de la prison de Long Kesh. D'autres, à Istanbul, à Elgazig dans l'Est, poursuivent le mouvement.

S'ils ont choisi ainsi de tenter d'émouvoir par cette protestation désespérée l'opinion internationale, c'est qu'elle reste, huit mois après le rétablissement d'un gouvernement civil en Turquie, leur unique recours. Que demandent-ils? Le statut de prisonniers politiques. Mais les autorités, tant civiles que militaires, ont dit clairement qu'elles ne le leur accorderont pas. Militants pour la plupart de groupes extrémistes armés, ils sont considérés comme terroristes et responsables de la guerre civile larvée qui faisait vingt morts par jour avant le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Ils réclament aussi l'abolition de la torture et celle de la peine de mort, la fin des interminables procès, le droit de rencontrer librement et en tête à tête leurs avocats, celui de recevoir des visites, de lire des journaux, la fin des humiliations qu'ils ont à subir sous prétexte de discipline carcérale, toutes choses qu'un pays qui entend rétablir la démocratie chez lui devrait en priorité et très rigoureusement respecter. Toutes choses que se gardent bien de pratiquer des militaires déterminés à veiller eux-mêmes au maintien de la loi et de l'ordre.

Quelque chose pourtant a changé depuis huit mois en Turquie, avec le timide réveil d'une opinion publique. Non seulement des parents de détenus, pour la première fois après trois ans de silence, ont osé protester publiquement contre le sort fait à leurs fils, mais mille deux cents intellectuels ont signé le mois dernier une pétition demandant au président de la République, le général Evren, le « plein rétablissement de la démocratie », notamment le respect de la liberté d'expression, de la presse et des droits de l'homme. Le Parti social démocrate (légal, mais qui n'a pu se présenter aux élections législatives) leur a fait écho. L'idée d'une amnistie au moins partielle fait d'autre part lentement son chemin dans l'opinion.

Les autorités ne peuvent plus se permettre de n'opposer que mépris et indifférence aux récriminations venant de l'étranger : elles ont dû officiellement reconnaître l'existence de grèves de la faim et la mort de certains grévistes ; elles ont autorisé pour la première fois il y a quelques semaines une mission du Conseil de l'Europe à visiter l'enfer de Diyarbakir et celui de Mamak, la prison militaire d'Ankara ; elles ont pour la première fois le semaine dernière condamné un tortionnaire à la peine de mort.

Autant de signes qui, bien que très largement insuffisants, montrent que les pressions internationales ne sont pas vaines. Deux pouvoirs existent aujourd'hui en Turquie. L'un civil, celui du premier ministre, M. Ozal, atterré à une œuvre difficile de redressement économique, mérite certes - quoi qu'on puisse penser de ses méthodes - d'être encouragé. Mais l'Europe ne saurait se satisfaire pour autant d'une situation dans laquelle l'autre pouvoir, celui du général Evren et de l'armée, fait tout pour maintenir le pays sous sa botte.

DEUX DÉCLARATIONS AU « MONDE » APRÈS LE SCRUTIN EUROPÉEN

M. MAUROY : la défense des libertés est un des axes fondamentaux de notre politique

Le premier ministre estime que les peuples d'Europe ont voulu marquer leur « réticence » face aux mesures d'assainissement économique et que l'opposition met en péril l'unité nationale

Nous publions ci-dessous un article de M. Pierre Mauroy qui tire les leçons du scrutin européen.

Appelés à voter pour l'Europe, les peuples de la Communauté ont voté contre la crise. Dans les dix pays, les oppositions ont marqué des points, au détriment de ceux qui exercent les responsabilités gouvernementales. Et cela indépendamment des orientations politiques des uns et des autres.

Cette situation révèle le trouble des opinions publiques européennes. Elles n'ont plus de repères et cherchent à échapper à l'effort qui est nécessaire pour rattraper le retard accumulé et enrayer le déclin de notre continent.

La période est donc propice pour les démagogues, qui, avec quelques idées simples, prétendent pouvoir faire l'économie de la rigueur nécessaire au redressement. Car, si les peuples d'Europe ont voté dimanche contre la crise, ils ont témoigné aussi de leurs réticences face aux mesures économiques qu'impose, dans tous les pays, la mutation industrielle actuelle. En France, nous avons refusé toute méthode brutale pour procéder à l'indispensable assainissement. La production industrielle se maintient, la protection sociale est sauvegardée et le pouvoir d'achat, préservé. Bref, c'est la déflation sans récession, et nous sommes, avec la République fédérale d'Allemagne, le pays de la Communauté qui compte le moins de chômeurs en pourcentage de la population active.

Ces comparaisons, pour aussi justifiées qu'elles soient, ne sont pourtant pas de nature à convaincre. Elles ne font pas mieux accepter une politique de rigueur nécessaire aujourd'hui et qu'il faudra poursuivre demain.

A gauche, il est aisé de voir l'origine du doute. Les couches popu-

principe, être mieux compris. Le rejet est pourtant total sur des critères qui ne sont pas, en réalité, techniques mais culturels. La droite française se considère propriétaire du pouvoir. La présence de la gauche aux responsabilités gouvernementales est perçue par elle comme illégitime. Les plus tonitruants des



laires pour lesquelles la vie est la plus dure restent les premiers victimes du chômage. Elles attendent un changement profond de leur niveau de ressources, et les gestes importants qui ont été accomplis ne leur paraissent jamais suffisants. La crise les frappe durement, et les efforts du gouvernement pour les protéger sont peu perçus et jugés trop faibles.

A droite, l'effort économique engagé par la gauche devrait, en

porte-parole de l'opposition ne se gênent pas pour le répéter depuis trois ans.

A la crise, et à son corollaire, la rigueur, est venu s'ajouter, en France, un débat de société qui entremêle plusieurs thèmes : les libertés bien sûr, mais aussi la sécurité et l'immigration.

Et, là encore, la démagogie a pu s'exprimer et - hélas! - dans une certaine mesure triompher.

(Lire la suite page 10.)

M. CHIRAC : j'exclus toute négociation avec M. Le Pen

Le président du RPR affirme qu'il n'entend pas changer de stratégie et qu'il fera tout pour « éviter le débordement des impatiences ».

Tout au long de la campagne électorale, M. Chirac s'est adressé à ses auditeurs en les adjurant de voter avec « leur cerveau » et non avec « leurs tripes ». Pour justifier cette mise en garde, il a chaque fois expliqué qu'il comprenait très bien les raisons de ceux qui voulaient exprimer leur « ras-le-bol » par un « vote-sanction ». Beaucoup d'électeurs habituels du RPR se sont donc sentis excusés par avance de porter leurs suffrages sur M. Le Pen, qui exprimait leur exaspération avec le plus de véhémence. L'avertissement qu'ils ont ainsi donné au pouvoir en est également un pour le président du RPR.

M. Jacques Chirac retire néanmoins du résultat du 17 juin un certain nombre de satisfactions, on serait tenté de dire de consolations : Mme Veil est justement arrivée en tête et, sans quelques listes de diversion encouragées, en sous-main, pour la gêner (comme par exemple celle de M. Gomez), elle aurait pu facilement dépasser les 45 % de suffrages exprimés.

Le maire de Paris constate aussi que, malgré toutes les critiques faites à la personne de l'ancien ministre de la Santé et malgré les attaques dirigées contre la composition de sa liste, visant plus spécialement M. Robert Hersant, elle distance largement (soixante points) le total des suffrages communistes et socialistes.

C'était là l'objectif que M. Chirac avait toujours visé, ayant jugé tout à fait utopique d'atteindre la barre des

50% dans un scrutin à la proportionnelle.

M. Chirac ne partage pas l'avis de ceux qui, dans son entourage, se réjouissent que Mme Veil n'ait pas obtenu un succès qui aurait pu faire ombrage au président du RPR. Pour lui, « dans une élection, plus on gagne de voix, mieux cela vaut », et il nie les risques de concurrence supplémentaire qu'un triomphe de Mme Veil aurait introduits dans la « guerre des chefs » de l'opposition. La liste unique a donc été, en définitive, une bonne solution à ses yeux.

Il juge comme un procès d'intention rétroactif l'éloge du système des deux listes fait par certains UDF. Il s'indigne qu'on publie un peu trop « qu'après tout les listes de gauche ont été battues par la liste de l'opposition ».

Hormis une déclaration lue dans la nuit de dimanche depuis son bureau de l'Hôtel de ville, M. Chirac s'est refusé à répondre aux demandes d'interviews et à participer aux débats qui ont suivi le scrutin. Il estime que la nature particulière de l'élection du 17 juin - la désignation des représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg - et l'engagement relatif des élections législatives de mars 1984 ne justifient aucune précipitation.

Pour M. Chirac, « l'essentiel est de sortir la France de la mauvaise voie dans laquelle elle est engagée sur le plan économique et social, et surtout sur le plan politique ».

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Choix

On dit que le chef de l'Etat cherche un successeur au premier ministre. On soupèse les chances de l'un, de l'autre. Chacun a ses qualités, mais tous ont des défauts.

Il y a en vérité un homme, et un seul, capable de mobiliser l'opinion. C'est André Chénou. C'est un chef, bon tacticien et excellent stratège.

Il faut charger Michel Hidalgo de constituer la prochaine équipe gouvernementale.

BRUNO FRAPPAT.

Le PCF entre l'État et la révolution

par ANDRÉ FONTAINE

11,28 % des voix, contre 20,6 % aux européennes de 1979 : où est le temps où le PCF, avec 28,2 % des voix aux législatives de novembre 1946, pouvait se targuer d'être le « premier parti de France »? Le voici ramené à son niveau le plus bas, celui de 1928, et il n'aura pas plus de députés, à Strasbourg, que Jean-Marie Le Pen.

La pilule doit paraître d'autant plus amère à Georges Marchais que le même scrutin fait du PCF, qui a suivi une ligne totalement différente, le « premier parti d'Italie » (1). C'est une belle suite d'erreurs qu'il va falloir passer au crible de l'analyse approfondie annoncée par Pierre Juquin.

Ces erreurs ont une cause commune : l'optimisme, ce péché origi-

nel de la gauche; mais comment, lorsque l'on croit avoir déchiffré le sens de l'histoire, ne pas sous-estimer ceux qui ne le voient pas de la même façon?

1972 - La création de l'union de la gauche est déjà révélatrice de la capacité des communistes français à surévaluer leurs chances. Contrairement à François Mitterrand, pour qui le programme commun constitue un « seuil maximum », Marchais veut en faire « le point de départ pour une puissante action de masse, susceptible d'engager effectivement notre pays dans une étape démocratique nouvelle, ouvrant la voie au socialisme » (2).

Le PS vient à peine de ressusciter, après une période de querelles internes et de scissions qui a eu sur son image l'effet le plus corrosif. Secrétaire général d'un grand parti musclé et discipliné, Marchais est convaincu qu'il n'aura pas grand-peine à satelliser une formation qui ne fait que fédérer des « courants » allergiques les uns aux autres. S'il s'était douté qu'il lui faudrait, en 1981, se contenter de quatre portefeuilles au sein d'un gouvernement complètement dominé par les socialistes, se serait-il allié à Mitterrand?

1977 - Cinq années ont passé. Marchais, qui jusqu'alors n'a tenu aucun compte des avertissements des Soviétiques et de leurs alliés contre Mitterrand, s'avise soudain

(1) Avec 33,3% des voix, le PCF ne retrouve pas son score maximum des législatives de juin 1976 : 34,4%. C'est le recul de la démocratie chrétienne (38,7% en 1976, 33% aujourd'hui) qui fait de lui, d'une courte tête, le premier parti de la Pléiade.

(2) Rapport au comité central du 29 juin 1972, rendu public trois ans plus tard.

que celui-ci entend se servir de lui - c'est son mot - comme d'un « marchepied ». Il refuse de participer avec lui à la « gestion de la crise du capitalisme ». Il le somme d'accepter une « actualisation » du programme commun, qui doit, entre autres, élargir sensiblement le champ des nationalisations. Refus de Mitterrand, fortement poussé dans ce sens par Robert Fabre, alors président du MRG. Marchais s'était-il imaginé qu'il le ferait céder? C'est l'avis de divers connaisseurs, encore qu'on ne puisse écarter l'hypothèse qu'il ait joué délibérément, en cette occasion, la carte de la rupture. L'erreur en l'occurrence n'est donc pas sûre.

(Lire la suite page 2.)

Villourbanne fête les cinquante ans de ses grattes-ciel

LIRE NOTRE SUPPLÉMENT PAGES 13 A 16

Les évêques ne seraient pas présents à la manifestation du 24 juin pour l'école privée

LIRE NOS ARTICLES PAGES 30 ET 31

Les échanges extérieurs ont été excédentaires en mai

LIRE PAGE 37

Le pouvoir à la rencontre de l'opinion publique

I. - « Les médias sont contre nous »

par YVES AGNÈS

« Pierre Mauroy a parfois reçu des conseillers en marketing. Leur point de vue est qu'il faut changer de premier ministre... On confond sans cesse communication et politique. »

Cette remarque déabusée d'un des hôtes de Matignon situe les difficultés du pouvoir socialiste confronté à la baisse des sondages, aux campagnes de presse virulentes et à une opinion publique en proie au désenchantement. Faites-moi une bonne politique et je vous ferai une bonne communication? Pas si simple, surtout pour ce gouvernement-ci.

Les socialistes et leurs alliés communistes étaient peu préparés à ces

rapports délicats que tout pouvoir entretient avec l'opinion publique. Lorsqu'ils gagnent les élections en 1981, ils n'ont guère réfléchi à la question. Ce sont avant tout des militants, et leurs chefs de file ont forgé leur image dans les réunions publiques, pas dans les grandes conférences internationales.

Ils sont si peu préoccupés de la question qu'ils n'ont - pour le PS du moins - pas de relais clairs dans le monde des médias. Qui connaît l'hédomadaire du parti, l'Unité, au-delà des adhérents?

(Lire la suite page 28.)

Mississippi blues
UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER
ET ROBERT PARRISH

Handwritten notes and scribbles at the bottom left corner.

Handwritten Arabic text at the bottom center: « ماذا من الاصل »

Lendemain d'élections

Les élections du 17 juin n'ont fait qu'un heureux : le Front national, de Jean-Marie Le Pen. Du coup, toutes les autres formations sont à l'heure de la réflexion. Lionel Stoléru pense qu'il est grand temps pour l'opposition libérale de se doter d'une aile gauche. Suzanne Citron appelle le PS à une clarification générale, à l'exemple de celle à laquelle la social-démocratie allemande a procédé, en 1959, au congrès de Godesberg. Enfin, André Fontaine examine le cas du PCF, qui a bien besoin, lui aussi, d'une redéfinition de son identité et de ses ambitions.

L'opposition a besoin d'une aile gauche

VOICI trois ans que mes amis et moi-même dénonçons une dérive droite de l'opposition comme si l'UDF et le RPR allaient récupérer l'électorat parti à gauche en 1981 en faisant de la surenchère sur la droite. Les élections du 17 juin comportent dans ce domaine deux enseignements majeurs : - Le premier est que cette surenchère à droite n'a servi à rien pour l'UDF et le RPR, puisque c'est M. Le Pen qui en a tiré tout le bénéfice. Quand un grand parti veut faire de l'extrémisme, il trouve toujours quelqu'un qui en fait plus que lui. - Le second est que, à l'inverse, ceux qui ont voulu virer à gauche en quittant l'opposition, comme c'est le cas d'O. Stoléru, ont été totalement désemparés par leur électorat. On mesure cet échec en constatant que, par rapport au score habituel de 3 % du MRG, O. Stoléru et B. Lalonde n'ont apporté que 0,4 % de plus ! La leçon est claire : les électeurs qui n'apprécient pas le socialisme veulent voter pour l'opposition et non pas « ailleurs ».

par LIONEL STOLÉRU (\*)

réformisme audacieux, pour contrebalancer les tendances conservatrices ou, pis encore, revanchardes. Ainsi conçu, le projet d'une aile gauche de l'opposition se caractérise par trois priorités essentielles : 1) Humaniser le libéralisme : Dans une démocratie industrielle moderne, la liberté s'exerce dans le respect d'autrui. Certains socialistes, toujours aussi archaïques, se plaisent à dénoncer dans le libéralisme la liberté du renard libre dans le poulailler libre, en oubliant que leur socialisme du moulin résigné dans le troupeau asservi ne veut guère mieux. Le libéralisme moderne respecte la liberté d'initiative dans le cadre de règles du jeu équilibrées. Nous voulons un pouvoir syndical fort et représentatif qui équilibre un pouvoir patronal également fort et pleinement responsable. Nous voulons que ces partenaires sociaux aient ensemble dans l'entreprise le pouvoir de décision sur leur mode de vie en commun et sur le partage de la productivité, dans le respect du client. Nous approuvons les lois Auroux et les lois Badinter, qui - enfin - traitent les problèmes posés par le rapport Sureau : on aurait pu, certes, les traiter mieux, mais on ne pouvait pas ne pas les traiter. Nous pensons que nous avons beaucoup à apprendre des entreprises américaines par leur souplesse et leur flexibilité, et des entreprises japonaises par leur qualité de concentration interne à tous les niveaux. 2) Vivre à l'heure de la planète : Le socialisme des affiches de F. Mitterrand de 1981 se plaçait sous le signe rassurant du clocher du village. C'est à rompre les Français que de leur faire croire que nous pouvons dire « pouce » et nous isoler des grandes mutations de l'Europe et du monde : on l'a bien vu depuis 1981. L'aile gauche de l'opposition doit dépasser le nationalisme du Front national et l'isolationisme du pouvoir en place, pour chercher résolument l'ouverture sur le monde, tous les jours dans le respect de règles du jeu équilibrées.

Ces deux enseignements convergent vers une conclusion claire : il faut rééquilibrer l'opposition en créant une aile gauche au sein de l'opposition. Cette tâche est urgente si l'on ne veut pas que l'opposition dépende de M. Le Pen en 1986. Elle est aussi indispensable si l'on veut que l'opposition tire progrès de la baisse de la majorité, ce qui n'est toujours pas le cas. Une aile gauche d'une opposition libérale, cela a-t-il un sens ? Non, si le mot « gauche » est compris comme un prolongement du socialisme. Le projet de l'opposition pour demain n'est pas un compromis mon entre un socialisme sur déclin et une droite nostalgique. Nous ne reconstruirons pas à l'identique, ni à l'identique d'avant 1981, ni, a fortiori, à l'identique d'après 1981. Une aile gauche de l'opposition n'est pas une aile droite de la majorité. Oui, si le mot « gauche » est compris dans son sens progressiste de

Pour une « mise au net » du PS

par SUZANNE CITRON (\*)

LA nécessaire clarification de laquelle l'encercle du pouvoir castrait le Parti socialiste n'a pas encore eu lieu. Le résultat des élections du 17 juin le rend indispensable. La persistance des tabous, les occultations, les faussements, traduisent des attachements sentimentaux et idéologiques primés. Le ralliement du PS, lors du débat sur le compromis Savary, aux positions sectaires et anachroniques du CNAL, en a été l'attestation désastreuse. L'incapacité à concevoir que la formule centralisatrice de l'unification laïque était en discordance avec toute l'évolution sociale et culturelle fut une grande faute.

Le courage intellectuel et politique exige du PS une clarification dans les moeurs, dans les têtes et dans la stratégie.

Dans les têtes

Y a-t-il un seul ou deux partis socialistes dès lors qu'un discours alternatif (sorti du SME, protectionnisme, croissance) s'énonce face à la politique de rigueur cautionnée par le même PS ? En réalité, ce qui est « en jeu » - et J.-P. Chevènement le sent bien, qui n'oublie jamais d'évoquer le rôle historique du CERES aux congrès d'Epinay - c'est le parti socialiste d'Epinay, son idéologie, sa stratégie. La notion de majorité, soudeuse en 1981 par l'élection de François Mitterrand, doit aujourd'hui se clarifier, se décanter, s'actualiser. Cela suppose la mise au net du Parti socialiste et une réflexion sur le discours traditionnel de la gauche française : nous sommes accablés à faire la part du rêve, du fantasme et de l'illusion lyrique hérités de nos « grands ancêtres », tout en sauvegardant, de leur héritage, la générosité, la volonté de justice et le respect humain. Le discours qui s'imagine réalisé au futur dès lors qu'il a seulement été énoncé, l'incantation idéologique qui se veut opératoire, quels que soient les faits, ne sont plus de saison : trois ans de dur labeur et de difficiles épreuves ont scellé ce constat.

A fortiori doit être définitivement précisée le discours de type stalinien, qui substitue à l'analyse du PRESENT un texte ancien, une charte, une bible, sortie de son contexte et figée en vérité éternelle et exclusive : programme commun antérieur, promesses, contrats et projets de 1981, aujourd'hui références intemporelles et sacrées permettant toutes les critiques et les espoirs fallacieux, puisqu'on ignore délibérément et rationnellement les nouvelles données du moment.

La clarification dans les têtes exige donc des socialistes français un Godesberg, incontestablement plus difficile et douloureux pour le PS d'Epinay que pour le SPD de 1959 (1). Elle implique aussi une clarification stratégique.

Dans la stratégie

L'union de la gauche, ancrée historiquement autour du programme commun et axée politiquement autour du PS et du PCF, est en déroute. Un nouveau consensus devrait être recherché avant en France un espace démocratique et social qui rallierait une nouvelle majorité présidentielle autour de quelques idées fortes et simples : - Consensus démocratique, antitotalitaire et antiraciste, dénonçant toutes les formes de dégradation des droits de la personne humaine dans la société française et en tous pays. Antiraciste, mais, face à Le Pen, prenant à bras-le-corps les problèmes de coexistence des immigrés, pluraliste, c'est-à-dire respectueux non seulement des différences de culture et d'identité, mais de points de vue. Sur ce plan, le discours flou et ambigu de Georges Marchais, pour mettre fin à la guerre idéologique franco-française devrait être repris et élargi jusqu'à leur échec électoral.

Politique de rigueur, mais qui soit reconnue comme assurant au maximum la prise en compte et en charge des plus démunis, des plus frappés par le chômage et les reconversions. Politique inventive, qui sache faire appel à l'imagination sociale, créatrice de travail.

Nouvelle pratique gestionnaire qui, faisant la part du rôle social de l'Etat, lutterait contre le bureaucratisme et ses séquences. On s'engagerait à réduire l'opacité et l'interventionnisme réglementaire des administrations centralisées. On désarticulerait (au sens de l'Etat napoléonien) le secteur de l'éducation au lieu de vouloir l'uniformiser autour du modèle traditionnel. On cesserait de confondre service public et gestion étatique. On se mettrait enfin au travail, toutes passions cessantes, pour bâtir un grand service d'éducation, diversifié et pluraliste, au service des enfants, en faisant collaborer toutes les volontés novatrices, là où elles sont.

Parallèlement il ne pourra se faire sans geste ni initiative du pouvoir. La reconquête d'une majorité présidentielle passe par une mise au net du PS et de nouvelles références politiques qui débarrasseront les dirigeants historiques de type mitchén.

Il ne resterait plus alors à Georges Marchais, pour meubler les loisirs de sa retraite, qu'à écrire, une fois évanoui l'Espoir au présent, un espoir... au passé.

ANDRÉ FONTAINE

Le PCF entre l'Etat et la révolution

Justicier du Far-West. Et les Français, de leur côté, même ceux qui aiment la révolution chez les autres, n'ont aucune envie de la faire chez eux. Par-dessus le marché, il y a la Pologne : il suffit de regarder le petit écran pour se convaincre que le pouvoir, qui à Varsovie se réclame de la classe ouvrière, est en réalité venu par elle. Déjà ternie par Budapest et Prague, l'image de l'URSS en subira, dans l'opinion française, un coup dur elle n'est pas près de se relever. 1981 - Georges Marchais se présente à l'élection présidentielle, alors qu'en 1974 il avait soutenu la candidature Mitterrand au nom de l'union de la gauche. Il partage équilibrablement ceux de la droite et fixe aux militants un objectif : 25 % des voix. Il n'a pas compris l'ampleur du ras-le-bol à l'égard de VGE. Plus du tiers de l'électorat communiste traditionnel ehoisit de voter « utile » en ignorant les consignes du parti. Du coup Marchais n'obtient que 15,34 % des voix.

D'où le brutal tête-à-queue dont tout le monde se souvient. Le PCF entre au gouvernement, mais lui faudra se contenter de quatre portefeuilles. 1984 - Au début, tout s'est à peu près bien passé, le gouvernement appliquant à la lettre la plupart des articles de l'accord conclu avec les communistes un lendemain des législatives, quitte à leur faire avaler, entre autres couleurs, les armoiries. Mais tout commence à se gâter lorsque les partisans de la politique de rigueur l'emportent. Que vont faire Marchais et ses amis ? Dire amen ? Impossible. Retourner dans l'opposition ? Tout aussi impossible : ce serait se condamner à y rester longtemps, et d'ailleurs leurs électeurs, visiblement, ne le souhaitent pas.

Mieux vaut donc rester dans le gouvernement pour tenter d'infléchir son action. Mais, pour l'essentiel, les communistes ont beau se désolidariser bruyamment de la politique suivie, notamment en matière de restructurations industrielles, ils se heurtent à un mur. Après avoir déclaré avec force, par la bouche de Georges Marchais, qu'ils ne « toléreraient pas un chômage de plus », ils sont dans l'incapacité d'empêcher qu'il y en ait des dizaines de milliers.

Porté une fois encore par son optimisme, le secrétaire général croit cependant que le peuple reconnaîtra, au moment de voter, où sont ses vrais amis : que l'écart va se réduire sur quelques semaines entre les scores du PS et du PCF ; qu'il pourra alors intervenir dans le débat avec une autorité accrue. Il laisse entendre qu'il réclamera un ministre de plus. D'où se déçoit devant le verdict des urnes. Et le voilà, lui qui faisait saire les autres, obligé de se taire à son tour : il ne pourrait plus parler qu'au son de 11,23 % des Français ou plus exactement si l'on tient compte de l'ensemble des inscrits, d'un peu plus de 6 %.

Une double tentation

Il est certes tentant pour le PCF de se consoler en se rappelant que les nombreux revers qu'il a subis au moment du pacte germano-soviétique, lors du retour de de Gaulle au pouvoir ou après mai 1968, ne l'ont pas empêché de repartir du bon pied. Mais il ne manque pas d'exemples de PC de la diaspora qui ont sombré corps et biens, à commencer par l'allemand, qui a obtenu jusqu'à 6 millions de voix dans la République de Weimar et qui, aujourd'hui, en RFA est marginalisé. Tout comme les PC d'Autriche, de Belgique, des Pays-Bas, du Danemark et de Norvège.

Une autre tentation, au demeurant complémentaire de celle-là, est celle du repli sur soi. Sur ce point, l'Albanais apparaît, en 1978, « la forteresse ». Le carnicier quasi tribal de la société que constitue le Parti communiste, au sein de

laquelle on se retrouve entre camarades, parlant le même langage, honorant les mêmes valeurs et les mêmes mythes, partageant une même dévotion à l'égard des législatives et à l'égard de la classe ouvrière, ne peut pas être un choix. Mais la défensive passive, enseignée un bon auteur, encore que non marxiste, le maréchal Foch, conduit inmanquablement à la défaite, et le propre des réduits c'est d'avoir tendance à se réduire encore plus.

Le sens de l'histoire n'est pas rectiligne. Le Kremlin a déjà perdu, de la Chine à la Grèce, en passant par la Somalie ou la Guinée, plus d'un de ses grands ou petits alliés. Il n'est pas sûr que le capitaine de Mozambique et l'Angola de tomber lentement sous la coupe de l'Afrique du Sud. Ni à réduire vraiment la dissonance algérienne, éthiopienne, polonaise, ni à empêcher la Roumanie de flirter avec Pékin, la Hongrie avec le capitalisme et l'Allemagne de l'Est avec celle de l'Ouest.

Au sein de la diaspora enfin, le temps est révolu où un Maurice Thorez faisait de la « fidélité inconditionnelle » à Moscou la pierre angulaire de l'adhésion au communisme. Au Japon, en Inde, en Suède, en Finlande, les PC se sont largement ouverts à la contestation. Berlinguer a carrément rompu avec la Mecque soviétique, n'hésitant pas à déclarer que la veine de la révolution d'Octobre était désormais « tari », tandis que son collègue en eurocommunisme, l'Espagnol Carrillo, mettait en cause ce qu'il appelait l'« arrétation culturelle » soviétique.

Il serait excessif d'expliquer la spectaculaire vitalité du parti italien par la seule distance qu'il a prise par rapport à l'URSS. Les PC grec et chypriote-grec se portent eux aussi fort bien, alors qu'ils se font gloire de leur prosoviétisme mais le soutien donné par Moscou aux thèses d'Athènes dans sa bagarre avec la Turquie n'y est évidemment pas pour rien. Au Portugal, le PC d'Alvaro Cunhal, le plus stalinien d'Europe, a gagné près de deux points, de 16,3 à 18,5 % entre les élections de décembre 1980 à avril 1983.

Il n'empêche que le PCF souffre de devoir soutenir à la fois la quasi-totalité des positions soviétiques et un gouvernement français qui, sur presque tous les fronts, combat ces positions. Dans la France d'aujourd'hui, où les électeurs mettent au premier plan de leurs préoccupations, comme le montrent les sondages, la défense des libertés, le Parti communiste ne peut que partir de l'existence entre Moscou et lui de liens trop étroits et sur la nature desquels il ne s'est jamais franchement expliqué.

Mais il ne lui faut pas seulement se définir par rapport à l'URSS. Il lui faut aussi se définir par rapport à lui-même. Il a abandonné, en un

Le Monde
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. : 246-72-23
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
341 F 685 F 859 F 1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1245 F 1819 F 2360 F
ÉTRANGER (par message)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1240 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1197 F 1530 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Handwritten note: 10/10/1984



# DIPLOMATIE

# EUROPE

## LA PRÉPARATION DU SOMMET EUROPÉEN DE FONTAINEBLEAU

### Une inquiétante décontraction

De notre correspondant

Luxembourg (Communauté européenne). - Mardi soir 19 juin, à l'issue de la dernière réunion des ministres des affaires étrangères des Dix avant le Conseil européen des 25 et 26 juin à Fontainebleau, M. Chysson n'a pas dévoilé grand-chose de ses impressions quant aux chances d'un règlement du contentieux communautaire.

Les Britanniques assurent vouloir négocier de manière constructive. Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a prononcé un discours où son engagement européen était fortement exprimé et - une attention qui mérite d'être relevée - formulé dans des termes qui tenaient mieux compte qu'à l'habitude des préoccupations et des centres d'intérêt de ses interlocuteurs.

Qu'en a pensé le président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères ? M. Chysson s'est contenté d'observer que les Britanniques, depuis le lendemain du Conseil européen de Bruxelles, en mars, n'ont fait aucune proposition pour essayer d'alléger le différend sur le montant de la compensation budgétaire à leur accorder au cours des années à venir.

On assiste actuellement - c'est, en tout cas, une impression largement partagée - à une étrange tentative de banalisation de l'affaire britannique. L'ordre du jour de Fontainebleau, que les chefs d'Etat et de gouvernement peuvent remanier à leur gré, est chargé. Premier temps : les affaires du monde, le Golfe, le Proche-Orient, les relations Est-Ouest. Deuxième temps : la relation politique et économique de la Communauté. Troisième temps : le conflit budgétaire, et les autres dossiers qui, depuis le

Conseil européen de Stuttgart, lui sont liés. L'air de dire à M<sup>me</sup> Thatcher : nous ne voulons pas recommencer l'exercice impossible de Bruxelles. Si on ne trouve pas rapidement un terrain d'entente, on passera à autre chose et la Communauté continuera à vivre !

Une manière, aussi, de feindre comprendre qu'à Bruxelles on est allé trop loin. Quel est le sens d'une telle attitude ? Sans doute le souci d'indiquer à M<sup>me</sup> Thatcher qu'elle n'a pas, comme elle le croit, toutes les cartes en main dans la négociation. Que, si elle fait défaut, ses partenaires ne se laisseront pas déborder par les contraintes budgétaires. Qu'ils appliqueront au besoin des procédures empiriques pour continuer à faire fonctionner le Marché commun, y compris sans son concours.

Les Français et les autres interlocuteurs du Royaume-Uni agissent donc comme s'il n'existait pas, comme s'il ne pouvait exister, de difficultés budgétaires immédiates de nature à semer le désordre dans la vie quotidienne de la Communauté. Mardi, les ministres ont renvoyé tranquillement à un conseil de la mi-juillet le problème de savoir comment financer l'important dépassement des dépenses par rapport aux crédits inscrits dans le budget de la Communauté pour 1984, comme s'il s'agissait là d'une affaire de routine.

La détermination, même tardive, peut être une vertu. Mais peut-on rendre ainsi parfaitement ordinaire un conflit qui est d'autant moins qu'il n'a jamais été traité comme tel ? Il y a quelque chose d'artificial, et donc de peu rassurant, dans l'apparente décontraction des représentants de la France.

PHILIPPE LEMAITRE.

## Pologne

### AU COURS D'UNE VISITE PRIVÉE A PARIS

## Le porte-parole du gouvernement de Varsovie a l'intention de donner une conférence de presse

De notre envoyé spécial

Varsovie. - Sarcasmes à l'endroit de M. Walesa, refus de toute concession à l'opposition, fermeté envers l'Eglise et silence total sur une éventuelle libération de prisonniers politiques : le régime du général Jaruzelski semble avant toute autre chose vouloir savoir ce qu'il présente comme sa victoire aux élections locales du dimanche 17 juin. Les chiffres officiels définitifs de la participation électorale (74,95 %) ont été publiés mardi 19 juin avant que Solidarnosc ait pu établir ses propres estimations.

Le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a même conseillé aux journalistes occidentaux d'aller demander aux clandestins ce qu'ils pensaient de la loi « d'urgence » - « Nous ne voulons d'aucune espèce de conciliation avec l'opposition », nous confirmait ensuite M. Urban, tout en se refusant à donner la moindre indication concernant une éventuelle amnistie logiquement espérée avant le quarantième anniversaire du régime, le 22 juillet prochain. Des propos qui sont bien loin de répondre au vœu des écolos, à savoir l'instauration d'un « nouveau climat politique susceptible d'éliminer les causes des tensions et de la répression », selon les termes de communiqué publié mardi, à l'issue de la conférence épiscopale de Radom.

Pas de quoi non plus donner de grands espoirs aux détenus politiques qui refusent de sortir de prison s'il leur faut pour cela s'engager à garder le silence en cas de nouvelles arrestations, indétectables selon eux, dans le climat actuel.

### Négociations sur les prisonniers politiques

Des négociations secrètes se poursuivent actuellement à ce sujet entre l'Eglise et l'Etat, mais elles sont singulièrement compliquées par le fait que le procès des quatre inculpés du KOR est annoncé pour le 13 juillet. Le risque est grand de voir le sort de ces quatre hommes séparé durablement de celui des autres prisonniers, d'autant qu'ils ont toutes les qualités requises pour faire d'excellents boues émissaires. Aucune information ne filtre sur ces négociations, mais on sait que les prisonniers concernés font longtemps essayé d'obtenir de pouvoir un geste, une

déclaration d'intention, qui leur permettrait d'espérer que le régime envisage l'avenir autrement que comme une simple normalisation passant par l'écrasement pur et simple de l'adversaire.

Ce serait le cas en particulier si les autorités admettaient le principe d'un retour à terme au pluralisme syndical (que la loi actuelle n'exclut pas complètement). Mais là encore, si l'on en croit M. Urban, toutes les portes sont fermées à double tour. Le pouvoir, explique-t-il, exclut complètement tout « pluralisme ». Si les dispositions régissant les activités syndicales devaient évoluer, ce serait seulement à la demande des seuls syndicats uniques et dans le sens d'un élargissement de leurs prérogatives, rien de plus.

Le porte-parole du gouvernement polonais a affirmé, par la même occasion, qu'il avait décidé de se rendre pour quelques jours en France, à la fin du mois de juin, à l'occasion d'une « escale » sur le chemin de Cuba. Simple visite privée, en principe, puisque M. Urban n'a nullement été invité, semble-t-il, par les autorités françaises. Mais visite d'un genre un peu particulier tout de même : le porte-parole, qui a rang de ministre et qui est devenu un personnage notoire de la scène politique polonaise, compte en effet profiter de ce séjour pour donner une conférence de presse. A l'occasion, M. Urban n'exclut pas la possibilité de rencontrer certaines personnalités politiques françaises, si elles en expriment le désir.

Cette visite, un peu inattendue (M. Urban se défend pourtant de vouloir forcer la porte), intervient à un moment où les relations franco-polonaises sont des plus médiocres. Après quelques signes d'améliora-

tion, marqués par un séjour à Varsovie de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, en février, puis par une visite de parlementaires polonais à Paris, les autorités de Varsovie ont très mal pris la déclaration publiée par le Quai d'Orsay, après les manifestations du 1<sup>er</sup> mai en Pologne. Et la détention de deux Français à Szczecin n'a pas arrangé les choses. L'un d'eux, M. Olivier Roux, a finalement été expulsé. Mais, après une visite-face des autorités polonaises, M. Jacky Chailot, accusé d'avoir voulu introduire en mars dernier du matériel d'imprimerie en Pologne, passera en jugement le 27 juin, soit à la veille de la conférence de presse que M. Urban doit donner à Paris.

JAN KRAUZE.



## Yougoslavie

### DIX NATIONALISTES ALBANAIS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS A DES PEINES ALLANT JUSQU'A DOUZE ANS DE PRISON

La répression se poursuit contre les partisans du nationalisme albanais Kosovo, province autonome de Yougoslavie dont, en majorité, les habitants sont de souche albanaise.

Dix condamnations ont été prononcées le lundi 18 juin 1984 à Pristina, capitale du Kosovo, selon l'agence officielle yougoslave Tanjug. Sur les dix séparatistes accusés d'avoir tenté de former « une république albanaise du Kosovo », neuf ont été condamnés à des peines de trois à douze ans de prison. Le chef du groupe a été interné en hôpital psychiatrique pour « schizophrénie paranoïaque ». Ce procès, selon les observateurs, est le premier d'une série de trois tentés à plusieurs reprises par le pouvoir yougoslave. L'ajug a fait savoir que le procès de vingt membres du Front de libération populaire albanais a été ouvert à Pristina le mardi 19 juin.

La date des entretiens albanais-yougoslaves sur les échanges culturels entre les deux pays a cependant été fixée mardi. Ils devraient avoir lieu du 25 au 29 juin à Belgrade, selon l'agence albanaise Afa, bien que l'Albanie ait protesté à plusieurs reprises contre la répression qui a suivi les émeutes nationalistes au Kosovo, au printemps 1981, et qui s'est soldée par sept cents condamnations.

D'autre part, quarante-huit intellectuels albanais ont adressé une pétition à la présidence collégiale yougoslave en faveur des dissidents arrêtés en mai dernier à Belgrade et à Sarajevo (Le Monde du 13 juin). Ils demandent le « respect des libertés garanties par la Constitution yougoslave ». Trois de ces dissidents poursuivent une grève de la faim depuis près de quatre semaines pour protester contre leur « arrestation illégale ». - (AFP.)

Shade you bun to back Don Matta' baty- linc  
 Shade you bun to back, tune on Nora Pa  
 Shone aid you fan', aid you be Ann rap' eh.  
 Keeness rap Pa port on fee shoe neigh.

**“En matière de haute performance et de fiabilité, même le plus simple composant exige, dans sa technologie et ses aptitudes, un engagement jusqu'aux limites du possible.”**

**Le long périple de la Floride à la Californie**  
 Lorsque la NASA procède au lancement de l'atollage Columbia-Challenger un nouveau concept se matérialise : un vaisseau spatial réutilisable effectuant régulièrement des liaisons avec des structures, voire des ensembles bâtis dans l'espace. Pendant son voyage de retour vers la terre, le vaisseau, dépourvu d'énergie motrice, ne dépend que de ses qualités aérodynamiques, et des forces physiques dues au frottement et à la portance pour ralentir sa course jusqu'à la vitesse permettant d'atterrir en sécurité. SKF a participé au développement de deux systèmes vitaux fournis par le Subcontract Advanced Technology Group : les groupes auxiliaires (APU) de la navette et son système de direction et de freinage. Les groupes auxiliaires sont de petites turbines. Il y en a deux sur la fusée et trois sur la navette. En vol, ils actionnent les équipements hydrauliques, les commandes de vol, maintiennent les opérations d'atterrissage et manoeuvrent le train. L'arbre de chaque groupe auxiliaire est muni de deux roulements SKF à contact oblique tournant à 72.000 tr/min. Ces roulements, en acier spécial, ont une cage renforcée d'argent pour réduire le frottement et favoriser la lubrification. Précédés de quatre unités qui s'écoulent entre la rentrée dans l'atmosphère et l'atterrissage, la vitesse de la navette est ramené de 27 350 km/h à 343 km/h, ce qui permet l'atterrissage vertical comme décrit en coupe dans la commande. Quatre roulements à billes de type spécial sont montés dans la commande. Pour supporter de poids, ces roulements sont aussi bien lubrifiés et tournent directement sur l'arbre.

**Peu de constructeurs sont obligés de fabriquer des produits aussi sophistiqués que les roulements d'aéronautique. SKF en fait partie.**  
 Dans le domaine de la technologie du roulement, il n'existe pas aujourd'hui d'installations comparables au Centre de Recherches SKF aux Pays-Bas combiné avec le Centre SKF des Etats-Unis.  
 La « famille » SKF dans le domaine de la technologie aéronautique réunit des noms tels que : ADR roulements de cellule et d'instruments de bord, Transrol vis à billes et à rouleaux, Sarma éléments de commandes de vol.

**Dans la famille des Boeing, des jumeaux qui ne se ressemblent pas**  
 La mise en service commerciale, à cinq mois d'intervalle des Boeing 767 et 757 - jets de haute technologie - a couronné un programme de développement possible, sans précédent dans l'industrie. Ainsi, près de 60% des pièces essentielles remplaçables en cas de panne sont communes aux deux appareils, pour un poids différent. Ces deux appareils, l'un de 185 places, l'autre de 220, ont révélé à l'usage une économie de carburant plus importante que prévue, ainsi qu'un meilleur rapport distance/charge utile. Cela est dû en partie à l'emploi de matériaux non-ferreux, nés de la recherche spatiale, d'un poids jusqu'à 30% inférieur aux matériaux traditionnels. Et, en partie aussi, à la forme très élaborée des ailes, et aux réacteurs.  
 Des roulements spécialisés SKF sont montés dans les réacteurs Pratt et Whitney, General Electric et Rolls Royce, utilisés sur les deux Boeing. Les billes et les rouleaux de section de billes Sarma du 767 illustrent la participation de SKF dans la construction aéronautique.

**Voler en sécurité dans la tempête**  
 Le Messerschmitt-Böhm-Bowlog BO X5, premier hélicoptère à double turbine dans la catégorie 2 tonnes, a une réputation bien établie de sécurité dans les turbulences. Il est utilisé dans les climats les plus rudes, en Alaska, au Canada, en Norvège et au Nord de l'Europe, dans des missions off-shore. Dans le détroit de Magellan, il a effectué des survols et des décollages sur des plateformes, par des vents de 75 seconds (140 km/h). Le groupe aéronautique d'Allemagne Fédérale, MBB, a vendu ce modèle d'hélicoptère à quelques 120 clients dans plus de 30 pays. Nombre de ses pièces et de ses sous-ensembles sont également utilisés dans les gros modèles de type BK 117, construits en coopération avec Kawasaki Industrie lourde. SKF s'engage aussi dans la fabrication des pièces essentielles pour la sécurité : roulements de plateau oscillant de réducteur planétaire, roulements de rotor de queue et de boîte de transmission, roulements de cellule, billes de commande de vol et d'incidence de péage.  
 De hautes vitesses pour Ariane.  
 Au cours de l'actuelle décennie, quelques 200 satellites géostationnaires seront lancés, destinés pour la plupart aux communications. Afin d'occuper une place sur le marché commercial des lanceurs et pour assurer une capacité de lancement accrue à ses propres satellites scientifiques, l'Agence Spatiale Européenne (ESA) décide en 1973 de développer le programme « Ariane ». Avec ses trois étages et ses 47,5 m de hauteur, Ariane 1 pèse 210 tonnes au décollage. Le carburant représenté à lui seul 90% de ce poids, la structure et la charge utile ne comptent respectivement que pour 9 et 1%.  
 Le groupe SKF participe aux projets spatiaux internationaux à travers ses filiales Tamrol, ADR et Sarma. C'est ainsi qu'en Europe, par exemple, Sarma fournit les billes de structure et de commande. L'implication d'ADR se situe au niveau des roulements intérieurs de haute précision, utilisés par exemple sur les gyroscopes d'attitude, pour les corrections de trajectoire du satellite « Apple » de l'ISRO-India. Entre 1964 et 1966, une seconde série de billes, utilisée et une quatrième génération de fusées Ariane seront lancées par exemple ainsi à Ariane de se hisser à la première place sur le marché mondial des lanceurs commerciaux.

SKF. Votre roulement. Exactement.



adp. M. C. I. S. A.

# AFRIQUE

## L'Ouganda sous la terreur

### II. - LA RECONSTRUCTION, TOUJOURS RECOMMENCÉE...

De notre envoyé spécial JACQUES DE BARRIN

Les forces de l'ordre - sèment la terreur en Ouganda sous prétexte de chasse à des dissidents actifs dans plusieurs régions. Répression, persécutions et exactions ont atteint un tel degré que certains Ougandais en viennent presque à regretter la dictature d'Iddi Amin Dada. (Le Monde du 20 juin.)

Kampala. - Chaque semaine, l'hebdomadaire *Munnansi* (le *Citoyen*) publie une liste d'environ soixante-dix personnes dont il a authentifié l'assassinat. La dernière victime - Bilwako, du village de Kiwoko - dont le nom figure dans l'édition du 5 juin, porte le numéro 1700. A ce rythme-là, il faudra à cet hebdomadaire presque trois décennies pour dresser l'inventaire de tous ceux qui ont disparu depuis le retour au pouvoir, en décembre 1980, de M. Milton Obote, si tant est que le chiffre de cent mille morts, avancé par M. Paul Seemogerere, président du Parti démocratique (DP), se confirme. Tâche sans fin, cependant, car, en Ouganda, la violence est quotidienne.

On avait pu croire, à l'automne dernier, que le pays était peut-être en train de sortir d'un long tunnel. Les troupes gouvernementales semblaient marquer des points sur l'Armée nationale de résistance (NRA), conduite par Yaweri Musuveni, qui manquait d'appuis extérieurs. On entrevoyait même les signes d'un « décollage » économique, et les experts des Nations unies ne tarissaient pas d'éloges sur ce pays qui avait à cœur d'appliquer scrupuleusement les recettes du Fonds monétaire international (FMI). Fragile impression...

Comme si le retour à la normale tenait à un homme, la mort, en décembre dernier, dans un accident d'hélicoptère, du général David Oyite Ojok, alors chef d'état-major des forces armées, ruina tous ces frêles espoirs. En janvier, pour la première fois depuis la chute d'Iddi Amin Dada, en avril 1979, quatre Européens - trois Suisses et un Britannique - étaient abattus près de Kampala, dans des circonstances encore mal élucidées. En février, les guérilleros de la NRA investissent la caserne de Masindi, au nord de la capitale, et s'emparaient d'un énorme stock d'armes et de munitions.

#### La décomposition de l'armée

L'impression que la NRA a repris l'initiative sur le terrain vient d'être confirmée par le coup de main lancé, le 2 juin, par les dissidents sur Hoima, située à 150 kilomètres au nord-ouest de Kampala. Maîtres de la ville pendant plusieurs heures, les guérilleros ont dévalisé la caserne, le poste de police, un entrepôt de nourriture, un magasin de chaussures et la Banque commerciale d'Ouganda, où ils ont fait main basse sur 15 millions de shillings, soit 300 000 francs. Ils ont ensuite organisé entre eux un match de football à l'issue duquel Yaweri Musuveni s'est adressé à la population. « Nous sommes pas des bandits mais des combattants de la liberté », a-t-il dit. Puis, avant de quitter les lieux, le « patron » de la NRA s'est rendu au domicile du responsable du district pour y signer le livre d'or... On ne pouvait mieux s'y prendre pour ridiculiser le pouvoir central.

La réussite de pareils coups d'audace s'explique par l'état de décomposition avancée dans lequel se trouve l'armée gouvernementale après la disparition du général Ojok, qui avait sur elle un certain ascendant. Tout le monde s'accorde à reconnaître que celui-ci arrivait à se

faire obéir et n'hésitait pas à aller sur le terrain pour remettre au pas les indisciplinés. Le chef d'état-major, qui présidait en outre l'Office de commercialisation du café, dont le pays tire plus de 95 % de ses devises, pouvait, à terme, représenter une menace pour M. Milton Obote, avec lequel il entretenait, les derniers temps, des relations plutôt tendues. Ne se trouvait-il pas alors dans la même position que le général Amin Dada lorsque celui-ci, en janvier 1971, confisqua le pouvoir à ce même Milton Obote ?

Le poste de chef d'état-major n'est toujours pas pourvu. Les rivalités tribales, notamment entre Acholis et Langis - deux ethnies du nord du pays - qui forment le gros des troupes, retardent le choix d'un successeur. Plus divisée que jamais, l'armée est placée sous le « commandement » du général Tito Okello, que beaucoup d'observateurs considèrent comme une vieille baderne. Pour se démarquer de ses excès, M. Obote a contraindre de dire : « Cette armée-là, ce n'est pas moi qui l'ai créée ». Il est vrai qu'il s'agit d'une armée de libération, montée en toute hâte, de toutes pièces, avec des éléments très composés et parfois peu recommandables, pour chasser Amin Dada du pouvoir. Livrés à eux-mêmes, ces soldats sans foi ni loi ont tôt fait d'abuser de l'autorité que confère le port d'un vague uniforme.

Beaucoup doutent qu'il soit possible de récupérer ces « soldats perdus ». Le concours à la formation des cadres militaires, apporté jusqu'en mars 1984 par certains pays du Commonwealth et, depuis lors, par les Britanniques, n'est pas à la mesure du mal. L'anarchie est telle que la notion même d'armée ougandaise est en ne peut plus flouer. Personne n'est capable de dire combien d'hommes celle-ci rassemble : « Peut-être 15 000, peut-être 30 000 », s'interroge un diplomate. Ces militaires semblent d'autant moins disposés à s'engager ainsi dans un processus au terme duquel ils perdraient le contrôle des événements et seraient alors à payer très cher leur mauvaise conduite.

Cette peur d'une revanche, que certains manœuvres concilientiers s'emploient, semble-t-il, à attiser - « C'est eux ou c'est vous » - les conduit à d'autres excès. En définitive, cette armée divisée, désorganisée, apeurée, est d'une certaine manière, un « atout » pour le régime de M. Obote. A priori, il n'est, en effet, ni dans le pouvoir de celle-ci ni dans son intérêt de modifier le *statu quo*. Encore convient-il qu'elle demeure en état de contraindre la rébellion. Malgré tout, l'exemple guinéen a récemment montré qu'une armée faible et désolidarisée pouvait réserver de mauvaises surprises au gouvernement en place. « Lorsque Amin Dada a fait son coup de force, il n'avait pas derrière lui toutes les unités du pays », remarque un antochton.

Pour l'heure, l'Ouganda affiche les signes extérieurs d'une démocratie parlementaire bâtie sur le modèle britannique. Le DP a formé un « cabinet fantôme » et joue le rôle d'opposition de Sa Majesté. A ce titre, M. Seemogerere bénéficie d'une maison, d'un bureau, d'une voiture de fonction et d'une garde personnelle. Il existe une presse libre, comme l'hebdomadaire *Munnansi* ou le quotidien catholique *Muniso*, qui ne se prive pas de critiquer le gouvernement en termes parfois très sévères. Alors de quoi se plaignent-ils ?

Façade en trompe l'œil, en réalité. Au lendemain des élections de décembre 1980, après maintes manipulations, le DP s'était vu attribuer cinquante et un sièges à l'Assemblée

nationale. Aujourd'hui, trente-cinq députés seulement occupent les bancs de l'opposition. Huit se sont ralliés au Congrès du peuple ougandais (UPC), le parti au pouvoir, trois se sont exilés, deux sont en détention, deux ont été assassinés, un a disparu depuis le 27 janvier dernier... C'est dire que l'exercice d'un mandat parlementaire est périlleux si l'on se trouve du mauvais côté de la barrière.

Quant à la presse dite libre, elle peut très bien exister. Le pouvoir pratique à son encontre une politique d'intimidation : descentes de police, arrestations de journalistes, confiscations de machines, vols de documents, pillage des locaux. *Munnansi*, qui tire à environ 16 000 exemplaires en anglais et en luganda, sort sous forme de feuilles ronéotypées depuis qu'en septembre 1981 le gouvernement lui a retiré l'autorisation d'imprimer un vrai journal.

Pourquoi maintenir cette façade libérale, anachronique, sur le continent africain où presque partout le système du parti unique est de rigueur ? Peut-être les autorités de Kampala cherchent-elles ainsi à satisfaire, à moindres frais, la bonne conscience de la communauté internationale dont elles sollicitent le concours pour relever une économie ruinée par Amin Dada ? « Il y a aussi, au sein de l'équipe dirigeante, quelques gens raisonnables qui préchent la modération », reconnaît-on au DP. Il n'empêche que, dans ce système, le pouvoir en place est contraint de même d'identifier ses adversaires que dans un régime ouvertement autoritaire où chacun se tient sur ses gardes.

Cette « démocratie » à l'ougandaise n'en est que plus dangereuse. Elle incite, en effet, les opposants à se découvrir et à s'exposer ainsi aux attaques d'un gouvernement qui montre alors son vrai visage. Même si un certain dosage ethnique a présidé au partage des responsabilités, ce sont, aujourd'hui, les tribus nilotiques, installées dans le nord du pays, qui ont le pas sur les tribus bantoues, installées dans le sud. A celles-ci se rattachent les Bougandais, parmi lesquels le DP recrute bon nombre de ses partisans. Ces Bougandais n'ont toujours pas pardonné à M. Obote d'avoir, en mai 1966, déposé la kabaka, leur souverain. Or ils représentent près du tiers de la population totale. Il est donc difficile de gouverner sans eux et, a fortiori, contre eux et de gouverner à partir de Kampala, au cœur de l'ancien royaume de Bouganda. Aussi, le chef de l'Etat avait-il imaginé de déplacer la capitale vers le nord, dans son district natal d'Apechi, en pays lingo.

#### Une comédie démocratique

Cette bataille politique sur fond de décor tribal, les membres du DP, d'obédience démocrate chrétienne, souhaiteraient, en quelque sorte, la moraliser. « Il faut absolument éviter de tomber dans le cercle vicieux de la violence », insiste M. Seemogerere. Malheureusement, M. Obote refuse de faire la paix avec ses principaux adversaires. Pour lui, la réconciliation nationale signifie simplement ralliement à l'UPC. « Même si la bonne volonté de [son parti] n'a pas été récompensée », le chef de l'opposition ne s'avoue pas vaincu : « Nous existons depuis trente ans, malgré le gouvernement, expliquent-ils. Nous sommes le plus vieux parti africain après le Congrès national africain (ANC). Comme l'Eglise d'Ouganda, nous survivrons, même aux persécutions ».

Le DP doit-il continuer de jouer les figurants dans cette comédie

démocratique ? Le débat est ouvert. M. Seemogerere ne se dissimule pas que « le prochain round électoral, annoncé pour 1985, sera beaucoup plus dur que celui de 1980. Déjà, notre proposition de réforme électorale vient d'être rejetée sans débat au Parlement ». L'opposition serait prête à courir sa chance si une large amnistie met fin aux violences et si, d'autre part, l'armée cesse de se ranger derrière le drapeau de l'UPC. Il y a bien peu de chances que ses requêtes soient entendues. Alors, se retirera-t-elle du jeu ?

#### L'arme de l'aide

Impuissants à modifier, de l'intérieur, le cours des choses, beaucoup d'Ougandais comptent sur la communauté internationale pour les y aider de l'extérieur. « Pourquoi ne pas utiliser l'arme de l'aide pour contraindre les autorités de Kampala à ramener la paix ? suggère un observateur. Nos amis étrangers ont mis six boxes nées à réagir contre Amin Dada. Leur faudra-t-il autant de temps pour réaliser ce qui se passe, aujourd'hui, ici ? » Chantage à l'aide ? Peut-être. Mais, comment sortir le pays du néant où le régime précédent l'avait plongé sans qu'au préalable soient jetées les

bases d'une politique de réconciliation nationale ?

« On ne peut pas attendre cette réconciliation », rétorque un expert des Nations unies. Il faut mettre de l'argent tout de suite, même si l'on sait qu'il y aura beaucoup de pertes. Effectivement, la communauté internationale a apporté à l'Ouganda, pendant la période 1979-1982, une aide globale de 372 millions de dollars en moyenne par an et, l'an dernier, de 401 millions de dollars. Le besoin de concours extérieurs est évalué, pour 1990, à 541 millions de dollars. Déjà, le service de la dette atteint un ratio alarmant : en 1983, il représentait 51,6 % du total des exportations de biens et de services.

Cette aide massive n'a pas permis le « décollage » du pays, quoi qu'en laissent paraître les indicateurs économiques à la hausse : le revenu national par tête d'habitant est inférieur d'un tiers à son niveau de 1970. Les entreprises industrielles tournent à moins de 30 % de leur capacité. *Grosso modo*, l'Ouganda règle avec les recettes tirées du café sa facture pétrolière et, pour le reste, dépend artificiellement de l'étranger. Il n'y a pas d'investissements privés. Le seul secteur où il y a de l'argent à gagner rapidement est celui du commerce, et les Indo-

Pakistais ne sont pas les derniers à s'en être aperçus...

A l'évidence, l'insécurité contrarie le développement. Selon un rapport officiel, en 1982-1983, les activités de maintien de l'ordre ont « mangé » le quart du budget, ainsi qu'une large proportion des dépenses extra-budgétaires. En 1982, 43 % des importations gouvernementales ont profité au ministère de la défense. Cette anarchie perturbe les circuits économiques : moins de la moitié de la récolte de café parvient à sortir des régions hautement productrices, comme le Mungo, affectées par la guérilla. Le prix des bananes, aliment de base des Ougandais, est trois fois plus élevé à Kampala que dans la campagne environnante. « Nous avons beaucoup de mal à faire venir des experts ici, même pour des missions de courte durée », constate un diplomate.

L'Ouganda s'en va à vau-l'eau. La chute d'Amin Dada n'en a pas fondamentalement modifié le paysage politique et économique. Dans un tel climat de violence, la communauté internationale peut-elle continuer de participer comme si de rien n'était à une tâche dont elle ne verra jamais le bout, à une reconstruction toujours recommencée ?

FIN

## BRONZÉZ VOUS



## MAIS INTELLIGENT

Dans son nouveau numéro, SVM, Science & Vie Micro, a sélectionné pour vous 100 stages d'informatique pour vos vacances. Programme, matériel, encadrement, prix, loisirs annexes, conseils, tout y est pour vous aider à choisir le bon stage.

Egalement dans Science & Vie Micro, l'essai complet du Apple II C. Est-il compatible avec ses prédécesseurs ? Performant ? Simple à utiliser ? Réponses dans SVM.

L'intelligence artificielle existe-t-elle vraiment ? Qu'est-ce que c'est et à quoi ça sert ? Un grand sujet abordé ce mois-ci dans Science & Vie Micro.

Science & Vie Micro N° 7  
En vente partout, 15 F.



# SCIENCE & VIE MICRO

Le Savoir-Vivre Micro

# TGV. Gagnez Toulon d'un seul trait.

Gagnez Toulon sans changement avec le TGV à partir du 3 juin. 2 aller-retour quotidiens facilitent vos déplacements et pour vous rendre à Hyères une correspondance rapide sur le train arrivant à Toulon à 15 h 50 simplifie votre acheminement. Pour aller sur la Côte d'Azur à bon prix, renseignez-vous dans les gares et agences de voyages sur les possibilités de réduction.

Un exemple : Paris-Toulon avec la Carte Couple/Famille\* ou le Carré jeune\* en 2<sup>e</sup> classe : 180 F.  
Paris-Toulon : 10 h 11 - 16 h 50  
17 h 49 - 23 h 30  
Toulon-Paris : 11 h 14 - 18 h 53  
16 h 44 - 22 h 38

● Paris

Toulon ●

TGV. Gagnez encore du temps sur le temps. SNCF

\* Sous certaines conditions.

# AFRIQUE

## LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

### L'achèvement du troisième « mur » de défense marocain coupe la route de l'Atlantique au Polisario

De notre envoyé spécial

Agadir. - Hauza et Jdiria ont été pratiquement rayées de la carte. Du moins pour le moment. Ces deux agglomérations du Sahara occidental - « du Sahara marocain », rectifie le colonel Arzaz, commandant du secteur de l'ouest Dras - ont été isolées par le troisième « mur » de défense, long de 320 kilomètres, édifié par les forces armées royales en bordure du Zag, entre le 19 avril et le 10 mai.

« Hauza n'est pas un lieu stratégique. Il n'y a pas d'eau et c'est un cul-de-sac », avait expliqué, au PC de son état-major à Agadir, le colonel-major Benani, commandant de la zone sud, qui a succédé au général Dlimi dont il avait été le principal adjoint. « Mais, ajoute-t-il, nous commençons à être agacés de voir le prétendu gouvernement sahraoui dater ses communiqués d'Hauza, et le Polisario nous narque en prétendant contrôler le territoire et en emmenant des journalistes jusqu'à l'Atlantique. »

Pour la République arabe sahraouie démocratique, proclamée par le Front Polisario le 27 février 1976, Hauza, en revanche, n'avait pas seulement valeur de symbole. Après l'avoir reprise aux Marocains en 1979, les Sahraouis avaient tiré parti du site rocailleux et accidenté pour aménager des cavernes en caches et creuser des galeries dans lesquelles ils s'étaient installés. « C'étaient des labyrinthes, assez élaborés qu'on ne pouvait repérer du ciel », reconnaît un officier marocain. De même, les combattants sahraouis profitèrent-ils des arbres de la vallée pour se réunir à l'abri des regards, comme nous avons pu le constater lors d'une précédente visite en 1981 (Le Monde des 26 février et 7 avril 1981).

Notre hélicoptère survole la localité avant de se poser près d'un groupe de bâtiments qui ne sont plus que ruine. Les lieux sont parfaitement reconnaissables, en particulier le fortin que des Britanniques avaient construit au sommet d'un piton, au siècle dernier, vers 1880, nous avaient dit des combattants du Front Polisario, et le potager que des derniers cultivaient sur le bord de l'oued. Aujourd'hui, c'est un autre Mours, le lieutenant Salek, vétérans de la tribu des Ar-Lahsa, qui s'en occupe.

« Du point de vue tactique, nous avait dit à Agadir le colonel-major

Benani, Jdiria offre plusieurs avantages. Elle permet de contrôler les territoires du massif de l'Aider et d'assurer la sécurité de la province de Tan-Tan et de la plaine de Zag. Lorsque notre Puma se pose, j'ai du mal à retrouver cette bourgade de quelque huit mille habitants récupérée par le Front Polisario le 4 juin 1979. Il y a trois ans, les maisons, les bâtiments de l'administration espagnole et les casernes du Tercio étaient encore debout, mais la plupart des toits s'étaient effondrés et quelques murs étaient troués ou lézardés. « Les Marocains ont dynamité et bombardé en partant », nous avait dit les Sahraouis. Cette fois, les Marocains leur renvoient l'argument. Je ne reconnais qu'un des deux châteaux d'eau - l'autre est apparemment neuf - sur lequel flottait alors le drapeau sahraoui. Ils dominent maintenant une centaine d'imposants tas de gravats rassemblés par les bulldozers des FAR.

#### La vigilance est de rigueur

C'est tout ce qui reste de Jdiria. Les FAR ont aménagé des aires d'atterrissage pour les hélicoptères et un bâtiment où nous sont servis des rafraîchissements. En route pour Smara, ville sainte de Ma-el-Athin, l'appareil longe le « mur » mais en se tenant nettement à l'intérieur du périmètre protégé. Malgré une certaine déconcentration, la vigilance reste de rigueur. « Nos adversaires ont des moyens anti-aériens », dit en guise d'explication le colonel Ouali, commandant du secteur de la Sagia-el-Hama. Le gouverneur de Smara, M. Dkhil Khalil, un commerçant rigoureux, nous expliquera que la reconstruction de Hauza et de Jdiria est envisagée. « Mais, ajoute-t-il, le problème sera de persuader les habitants qui vivent ici et qui se sont habitués à un certain confort d'y retourner. »

Autre étape importante : Amgala, reconnaissable à ses maisons en pierre plate de couleur brun-rouge, à ses puits et au puissant massif qui la protège, est située sur la frontière mauritanienne. C'est une plaque tournante avec ses pistes et ses passages obligés conduisant à Tifariti, Bir-Lahou puis Tindouf en Algérie, à Bir-Moghrein en Mauritanie et à

El-Aioum et Boucras au nord-ouest du Sahara occidental. Le « mur » a verrouillé ces passages : pour se rendre à Gelta-Zemmour, ou pour attaquer Dakhla sur l'Atlantique le Front Polisario devra désormais passer par la Mauritanie. Dans ce cas, Rabat estimera-t-il que c'est un casus belli avec Nouakchott, où exercera-t-il un droit de poursuite ?

toujours plus d'une centaine de prisonniers. Cette position fortifiée, pointant ses mitrailleuses sur l'oued Oucatergat et la vallée située en territoire mauritanien, met en évidence l'intérêt stratégique d'Amgala. Et, comme dans le Nord, les combattants sahraouis ont livré de durs batailles pour empêcher la progression de la ligne de défense, mais

En septembre 1983, le Front Polisario, qui circule à sa guise sur l'ensemble du territoire mais bute contre le « mur », déclenche une offensive sur un front de 50 kilomètres de large à hauteur de Smara. Il engage cinq bataillons mécanisés quatre-vingt chars et quelque cinq mille hommes, et affirme avoir occupé pendant plusieurs jours cinq positions et désorganisé le système de détection radar, pièce maîtresse du dispositif de défense.

populations à l'abri de son influence. Nous avons créé des axes de communication, construit des routes goudronnées et tendu le téléphone de la zone d'El-Aioum à celle de Zag, de façon à intensifier les échanges entre le nord et le sud du pays. »

Actuellement le « mur » n'est, en certains points, qu'à 40 ou 50 kilomètres de la frontière algérienne et à Amgala il jointe celle de la Mauritanie. Le commandant de la zone sud insiste sur le fait qu'il s'agit d'une « tête de pont militaire mobile » et il laisse entendre que le « mur » pourrait encore être avancé et étendu de façon à coïncider avec les 3 500 kilomètres que le Maroc considère comme la frontière terrestre de ses « provinces sahariennes récupérées ».

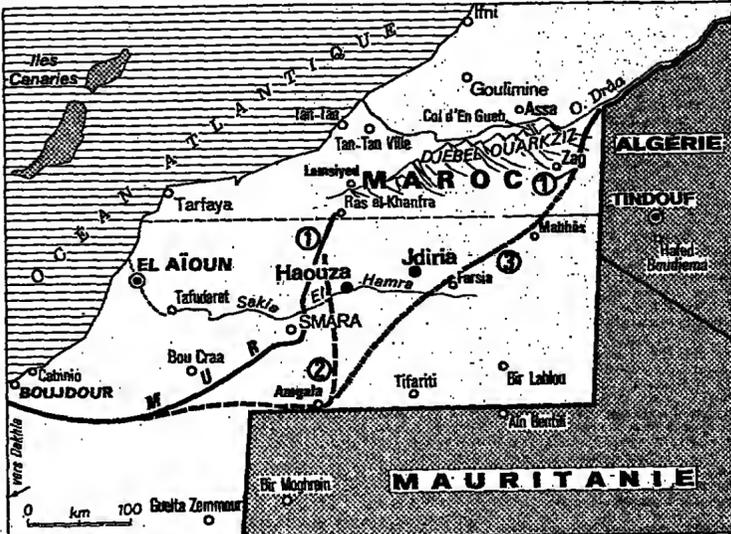
#### « La guerre est finie »

Depuis notre dernière visite dans le « triangle utile », le climat a évolué dans l'armée. Les soldats se sentent moins vulnérables et les officiers marocains ont acquis plus d'assurance et une bonne connaissance du terrain. Certains tabous sont même tombés : ils percutent avec naturel du Polisario, admettent qu'il compte de « bons » combattants et ne recourent plus systématiquement au mot « mercenaires » pour les désigner. Solides et précis dans leur analyse, ils mettent en valeur les points qu'ils ont marqués, mais se gardent de tout triomphisme et évitent de dire comme certains civils : « La guerre est finie » ou « Nous avons gagné la guerre ».

Il est vrai que l'emprise des FAR sur le terrain suppose de lourds sacrifices financiers, de même que les investissements considérables consentis par l'Etat dans tous les domaines à El-Aioum et à Smara pour attirer les populations. Les dirigeants du Polisario savent qu'il leur suffit de maintenir leur pression pour imposer une armée de quelques dizaines de milliers d'hommes et ils n'ont pas caché leur espoir de voir la crise économique entraver la chute de la monarchie ou contraindre le roi à accepter les « négociations directes » préconisées par l'OUA. A l'inverse, une moindre activité et l'absence de succès spectaculaires peuvent aisément affaiblir une certaine détermination dans les rangs sahraouis ou engendrer chez eux un sentiment de lassitude.

Sur le double plan diplomatique, et militaire, le Polisario, au dire des Marocains, aurait compensé la défection partielle de l'armée du colonel Kadhafi par un soutien accru de l'imam Khomeiny qui nourrit de multiples griefs à l'égard du royaume pour avoir accueilli le chah. De plus, alors que l'action diplomatique demeure le point faible du Maroc, ses adversaires ont réussi à grignoter ses positions en Afrique noire. Et c'est sans doute pour prévenir une défaite au prochain sommet de l'OUA que Hassan II menace de quitter l'Organisation si la RASD y siègeait et qu'il multiplie, sur le terrain, les « faits accomplis », espérant ainsi rendre la situation irréversible.

PAUL BALTA.



Commencé en août 1980, le premier « mur » (600 kilomètres), partant du massif de l'Oucatergat, devait séparer un « triangle utile » et protéger El-Aioum, Smara, Bou-Craa et Boujdour. Le deuxième « mur » (300 kilomètres) a été construit entre le 19 décembre 1983 et le 10 janvier 1984 pour isoler Amgala. Le troisième (320 kilomètres), visible sur la carte, a été achevé le 10 mai 1984, isolant Hauza, capitale provisoire du Front Polisario, jusque vers La Mousa en janvier 1982. Les sahraouis marocains ont demandé l'expulsion de ce journal.

Le colonel Kaji, commandant du secteur, nous fait visiter un point d'appui du « mur », à 5 kilomètres de l'agglomération qui s'était vidée de ses habitants sous les bombardements et les mitraillages marocains, à la suite de l'affrontement qui avait opposé, au début de 1976, les forces algériennes aux FAR qui détenaient

dans ce secteur, affirme le colonel-major Benani, Fretit, inspecteur du Front Polisario, et Hmada, commandant des unités sahraouis, ont été tués tandis qu'Ahmed-El-Battal, commandant de région, a été blessé, après avoir abandonné sur le terrain cinq chars T-55 fabriqués en Tchécoslovaquie et s'étant que 1 800 kilomètres au compteur.

Parti d'Agadir en hélicoptère avec un groupe d'une quinzaine de journalistes, j'ai donc survolé en quelques heures les milliers de kilomètres que j'avais mis plusieurs jours à parcourir dans une Land Rover du Polisario. L'extension du « mur » de protection est impressionnante. Elle s'est faite en quatre phases qui illustrent les étapes de cette guerre des sables.

Au début du conflit, les Marocains avaient aménagés autour des principales agglomérations des enceintes fortifiées semi-circulaires que les Sahraouis, qui connaissent parfaitement le terrain, avaient guère de difficultés à contourner. La stratégie du Polisario consistait alors à obliger les FAR à élever au maximum leurs défenses pour frapper par surprise les convois de ravitaillement et les garnisons disséminées dans les localités isolées. Ils pouvaient aussi effectuer des incursions dans le Sud marocain et avoir une action psychologique et politique directe sur les populations sahraouies restées à El-Aioum, leur capitale politique et à Smara, leur capitale religieuse.

#### 1200 km de remblai

Le retrait de la Mauritanie du conflit et l'accord de paix conclu avec le Front Polisario en août 1979 permettent à ce dernier de concentrer ses attaques sur le Nord et d'infliger aux FAR d'humiliantes défaites. Le tournant a lieu pour Rabat après la bataille de l'Ouarziz, en particulier à Lebouir et à Zag : renouant à tenir des positions isolées trop vulnérables, le général Dlimi propose à Hassao II la construction d'un « mur » de 600 kilomètres destiné à isoler le « triangle utile » où se trouvent le gros de la population et les phosphates. Commencé en août 1980, les 300 premiers kilomètres atteignent Smara en mars 1981 et sont prolongés vers El-Aioum en contournant Boucras, puis vers Boujdour.

C'est cette attaque, suivie de quelques autres de moindre envergure, qui aurait incité le roi à décider la construction du deuxième « mur » long de 300 kilomètres. Partis de Boucras le 19 décembre 1983, les bulldozers parvinrent à Amgala le 10 janvier 1984 et achevèrent leur boucle à Krichicht le 20 février. Destinés à englober Jdiria et Hauza, le troisième « mur » (320 kilomètres) parti de Zag le 19 avril rejoignit le deuxième le 10 mai. « Depuis le début, nous avons construit au total 2 000 kilomètres. Compte tenu des parties obsolettes, il reste actuellement 1 200 kilomètres opérationnels, y compris la ceinture de 150 kilomètres sur 30 kilomètres de profondeur protégeant Dakhla », précise le colonel-major Benani.

Il explique que c'est « un ensemble électronique, magnétique et balistique » dans lequel les parties invisibles sont plus importantes que les parties visibles, à savoir le remblai de sable de 2 à 3 mètres de haut, protégé par des barbelés et des bouquets de mines. Selon lui, 120 000 kilomètres carrés sur les 266 000 que compte le territoire seraient ainsi « sécurisés ». « Nous avons, affirme-t-il, interdit les infiltrations de la guérilla et mis les

Le 18 Juin : un événement d'importance dans la Presse Mondiale.



Le Quotidien No. 1 du Monde Arabe sera à la portée de tous les Égyptiens, et est, tous les jours, dans toutes les Capitales d'Europe, des États Unis et du Canada.

- Al-Ahram sera transmis quotidiennement via satellite par facsimile pour l'impression à Londres, de l'Édition Internationale d'AL-AHRAH.
- L'Édition Internationale d'Al-Ahram sera distribuée le même jour et mise en vente dans les kiosques et les grandes librairies des villes importantes de l'Angleterre, d'Irlande du Nord, de l'Europe, des États Unis et du Canada.
- L'Édition Internationale d'AL-AHRAH vous permet de suivre les événements du Monde Arabe à jour et lire les éditoriaux des grands journalistes égyptiens, le même jour de leur parution en Égypte.



# FIRST TIME

## SOLDES

20% à 50% sur canapés, tables, luminaires, tapis.



27, RUE MAZARINE PARIS 6<sup>e</sup>. TEL. : 325.55.00. PARKING.

Oak lur dollar loon' her. Mook me peer row. Pretty'm what a bloomer! Poor ahe rear um moos. Mash an Delhi mortar!, shum ape lewder far. Who frame what a porter! Poor lumb gar did ver.



الصحف العالمية

# AFRIQUE

## Tunisie

LA GRACE EN FAVEUR DES HUIT CONDAMNÉS A MORT A LA SUITE DES ÉMEUTES DU PAIN

### La mansuétude du président Bourguiba pourrait permettre de réamorcer le dialogue avec l'opposition

De notre correspondant

Tunis. - Pour beaucoup de Tunisiens, le soulèvement a succédé à l'inquiétude à l'annonce, mardi 19 juin, de la décision du président Bourguiba de gracier les huit « émeutiers du pain » condamnés à mort et de commiser leur peine en travaux forcés à perpétuité. Certes, la sanction demeure sévère, mais l'irréversible n'est évité, et, plus tard, une remise de peine sera peut-être possible.

La ligne des droits de l'homme, qui avait ardemment milité en faveur de la grâce, a aussitôt adressé au président Bourguiba un télégramme soulignant notamment : « Cet acte humanitaire par lequel vous avez contribué à restaurer la confiance dans les esprits et dans les cœurs ne peut que nous encourager à persévérer dans la voie de la défense des libertés et des droits de l'homme, pour le plus grand bien de la Tunisie, sa stabilité et son avenir ».

Soulagement aussi au Mouvement des démocrates socialistes, dont le secrétaire général, M. Ahmed Mestiri, nous a déclaré qu'« il souhaite que ce geste soit suivi d'autres mesures conséquentes telles que l'élargissement des condamnés politiques et le retour des exilés qui sont de nature à contribuer à l'assainissement du climat politique dans le pays ». Même satisfaction au Parti communiste où l'on relevait que la décision présidentielle devrait permettre de « mieux affronter les véritables raisons de la crise de janvier afin de pouvoir complètement les surmonter ».

Toujours sensible aux problèmes humains, M. Bourguiba a souvent eu l'occasion, par le passé, de manifester sa clémence. Mais celle-ci ne s'est que très rarement exercée à l'égard des condamnés de droit commun. Mais il a très probablement tenu compte de l'arrière-plan politique des « émeutiers du pain ». D'autre part, l'avocat qui il est au début de sa carrière n'est sans doute pas resté indifférent aux multiples critiques dont a été l'objet la conduite des procès et au doute qui planait sur la culpabilité des condamnés.

Si - il faut le souligner - une partie de l'opinion, encore sous le choc des violences de janvier, s'est montrée favorable aux verdicts les plus sévères, le président n'a pu ignorer toutefois les protestations des organisations humanitaires, politiques, syndicales et professionnelles et les appels à la clémence qui lui ont été adressés de l'étranger, et notamment de France.

Mme Wassila Bourguiba, croit-on, n'a aussi beaucoup fait, et plusieurs ministres, à commencer par M. Mohamed Mzali, sont aussi intervenus après le rejet du pourvoi en cassation. Soucieux de l'indépendance de la justice, le premier ministre a attendu la fin de la procédure judiciaire avant de faire part de ses sentiments au chef de l'Etat, explique son entourage, qui déplore les violentes critiques de l'opposition interprétant son silence comme une approbation des condamnations à mort.

## A TRAVERS LE MONDE

### RFA

LE RÉFÉRENDUM DES PACIFISTES. - Selon les estimations des pacifistes, plus de cinq millions de personnes ont déposé un bulletin dans les dix-huit mille urnes disposées à proximité des bureaux de vote officiels, le dimanche 17 juin, pour les élections européennes : 87 % d'entre elles se seraient prononcées pour le retrait de RFA des fusées américaines Pershing-2.

### Seychelles

LA RÉÉLECTION DE M. FRANCE ALBERT RENE. - Réélu, dimanche 17 juin, à la présidence, à laquelle il était candidat unique, avec 92,6 % des suffrages exprimés, M. René a reconduit, mardi, dans leurs fonctions, les membres de son gouvernement, à l'exception de M. Ferrari, ancien ministre des relations extérieures, qui avait demandé à quitter le gouvernement. Ministre depuis 1982, M. Ferrari a été le principal artisan du rapprochement entre Victoria et les puissances occidentales. Le président René assure désormais lui-même les fonctions de ministre des relations extérieures, du plan, de la fonction publique, des finances et de l'industrie. Il est assisté de cinq ministres. - (Reuter.)

# PROCHE-ORIENT

## Egypte

### Le président Moubarak nomme dix députés à la nouvelle Assemblée du peuple

(Correspondance)

Le Caire. - Le président égyptien Hosni Moubarak a procédé, le mardi 19 juin, à la nomination de dix députés à l'Assemblée du peuple en vertu des prérogatives que lui confère la Constitution, portant ainsi à quatre cent cinquante-huit le nombre des membres du Parlement. La personnalité la plus marquante nommée par le raïs est M. Milad Hanna, membre du Rassemblement progressiste unioniste (RPU-marxiste nassérien), professeur d'architecture et expert dans les questions d'habitat. Malgré le fait que M. Hanna ait été nommé en sa qualité de « personnalité chrétienne éminente », il n'en demeure pas moins qu'il sera l'unique député représentant le RPU au Parlement. Ce subterfuge a été utilisé pour tourner l'obstacle représenté par le refus du parti de M. Khaled Mohieddine d'être représenté au Parlement par un député nommé par le chef de l'Etat. C'est la première fois depuis 1979 (1) que le RPU, qui n'a pas réussi à passer la barre des 8 % des voix au niveau national lors des élections du 27 mai dernier, verra un de ses membres siéger au Parlement.

Un autre parti d'opposition - le Parti socialiste du travail (PST-Centre gauche) qui n'avait pas réussi à remplir la condition des 8 % lors des dernières élections - verra quatre de ses membres, dont notamment le chef du parti, M. Ibrahim Chahar, siéger par l'intermédiaire. Le PST, qui avait obtenu 7 % des voix lors des dernières élections, était le chef de file de l'opposition parlementaire depuis 1979.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, respecté la tradition qui veut que la communauté copte (environ cinq millions sur quarante-sept) soit représentée par une dizaine de députés (généralement nommés) en procédant à la nomination de quatre personnalités chrétiennes (à part M. Milad Hanna) ce qui porte à neuf le nombre de députés ébretiens. En effet, quatre copies figurant sur les listes du Parti national démocratique (PND 87 % des sièges) avaient été élus.

Enfin, M. Moubarak a nommé M. Rifaa El Mahgoub (PND), que la presse du Caire donne comme prochain président de l'Assemblée. L'élection officielle du président de l'Assemblée doit se dérouler samedi lors de la séance inaugurale de la nouvelle Chambre.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

(1) Le RPU, qui avait remporté quatre sièges lors des élections législatives de 1976, n'était plus représenté au Parlement depuis 1979 à l'exception de la période allant de décembre 1983 à mai 1984 quand un de ses membres avait réussi à remporter un siège lors d'élections partielles à Alexandrie.

## Koweït

Pas de missiles Stinger. - Le gouvernement américain a confirmé, mardi 19 juin, sa décision de ne pas livrer des missiles anti-aériens Stinger au Koweït, tout en affirmant que Washington « n'abandonnerait pas » ce pays arabe modéré.

« Nous n'avons pas l'intention de fournir de missiles Stinger au Koweït, mais nous étudions des moyens plus efficaces d'améliorer sa défense anti-aérienne », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes. Un responsable du département d'Etat a indiqué en privé que le refus américain de livrer des Stinger au Koweït - l'Arabie Saoudite en a récemment acquis quatre cents exemplaires - a été motivé par des considérations « techniques, géographiques et politiques ». Il s'est refusé à fournir toute autre précision. - (AFP.)

## Liban

### Les Forces libanaises rejettent catégoriquement le plan Khaddam de restructuration de l'armée

De notre correspondant

Beyrouth. - Aussitôt élaboré par le vice-président syrien, M. Khaddam, durant sa visite lundi à Beyrouth, la solution de compromis concernant l'armée est contestée par les Forces libanaises, seule milice du camp chrétien, et, dans une moindre mesure, par Amal, principale milice du camp musulman, largement dominante à Beyrouth-Ouest. Par voie de conséquence, le plan de sécurité annexé au de l'aile avant d'avoir vu le jour.

« Que ceux qui pensent encore une fois révoquer l'armée libanaise sur les bases qui ont déjà fait fiasco fassent leur expérience dans un désert. En cas de succès, nous transporterons cette expérience dans les agglomérations urbaines. (...) Cela étant, nous sommes favorables à la poursuite des tentatives visant à consolider l'accalmie sur le terrain, sans renoncer à aucune possession, à aucun gain, car la société chrétienne ne peut plus supporter les tentatives infructueuses dans les domaines de la sécurité ou dans celui de la politique », a affirmé sans ambages le porte-parole des Forces libanaises. Il confirme ainsi sur place et dans les faits les thèses fédératives développées par son chef, M. Fadi Frem, qui sillonne actuellement les Etats-Unis, les ressautant inlassablement. En même temps, il s'oppose aux caciques du camp chrétien, MM. Pierre Gemayel et Camille Chamoun, qui se sont déclarés satisfaits du plan-Khaddam et recherchent de plus en plus la coopération avec Damas. Partage des rôles ou chivage entre les jeunes et les vieux de ce camp ?

Les institutions fédérales prônées par les milices chrétiennes comme solution de la crise libanaise s'appli-

queraient en premier lieu à la sécurité et en conséquence à l'armée, chaque région, chaque communauté ayant la sienne propre.

C'est en bonne partie ce qui s'est déjà produit sur le terrain et se cesse de s'accroître, l'« armée » chrétienne étant en position à Beyrouth-Est, l'« armée » chiite à Beyrouth-Ouest, l'« armée » druze dans la montagne druze - l'« armée » sunnite restant neutre - l'« armée » en quasi-omose et en tout cas en parfaite coopération avec la milice des milieux respectifs, les Forces libanaises, Amal et le PSP.

L'autre partie est la milice chiite Amal. Son chef, M. Nabih Berri, a donné de son lit de convalescence un accord de principe à la solution Khaddam, subordonnée à la suppression immédiate et simultanée de la ligne de démarcation divisant la capitale en deux. Quand on sait la quasi-impossibilité d'une telle entreprise en l'état actuel des choses, on mesure que le « mais » l'emporte finalement sur le « oui, mais... » de M. Berri.

Le plan Khaddam comporte d'ailleurs des aspects en nette opposition avec les principes unitaires et centralisateurs auxquels M. Berri a quand même souscrit, concernant principalement la nomination des officiers aux postes de commandement. Facilement, il serait convenu que chaque communauté désignerait les « siens », et sur cette base le général Michel Aoun, le « directeur du camp chrétien » qui a mené la bataille de Souk-el-Gharb, deviendrait le commandant en chef de l'armée - mais d'une armée censée de-

venir un commandement collégial - en échange de la désignation de l'officier druze à la tête de l'état-major par M. Joubblatt et d'officiers chiites, avec deux postes nouveaux : le vice-commandement de l'armée et les renseignements généraux.

La troisième objection, contradiction supplémentaire, vient de M. Soleiman Frangic, le plus fidèle allié des Syriens. Celui-ci compte manifestement sur un échec du gouvernement national parrainé par la Syrie, pour s'y opposer.

Quant à M. Walid Joubblatt, confortablement replié sur sa montagne, il observe les événements et laisse venir.

LUCIEN GEORGE.

La mort de trois personnes à Saïda. - Un responsable de la Croix-Rouge libanaise à Saïda (chef-lieu du Sud-Liban) a affirmé mardi que les trois personnes tuées lundi 18 juin à l'entrée sud de la ville avaient été abattues lors d'une opération israélienne et ne seraient pas d'attentat contre les forces israéliennes. Un porte-parole de l'armée israélienne avait affirmé lundi que trois « terroristes » qui s'apprêtaient à placer une charge explosive à l'entrée sud de Saïda avaient été tués par les forces israéliennes.

Selon la Croix-Rouge libanaise, une patrouille israélienne a en fait ouvert le feu « indistinctement » lors d'une « opération de razissage », tuant deux jeunes gens âgés de dix-sept et dix-huit ans. La troisième victime aurait, elle aussi, été touchée par des balles israéliennes dans un autre secteur de la ville et aurait succombé à ses blessures par la suite. - (AFP.)

# Apple Expo

## Prenez un an d'avance en une journée.

Vendredi 22 juin.

Samedi 23 juin.

Dimanche 24 juin.

8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20

Déjeuner

Dîner

*Ecouter une conférence sur l'intelligence artificielle.*  
*Essayer le nouvel Apple II c.*  
*Discuter avec quelques inventeurs de logiciels.*  
*Prendre un verre au "Fruit de la Passion".*  
*Choisir une imprimante*  
*Serrer la main à Macintosh.*

Des cartes d'entrée demi-tarif pour Apple Expo sont à votre disposition chez tous les concessionnaires agréés Apple. Pour connaître la liste des concessionnaires agréés Apple, appelez gratuitement le 16.05.22.22.22.

Apple Expo. 22/23/24 Juin 1984 Bâtiment 8. Parc des Expositions. Porte de Versailles. De 10 h à 22 h (dimanche 10 h à 19 h).



le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'AVENIR DE L'EUROPE

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

marocain

FIRST TIME

SOLDIER



# AMÉRIQUES

## Nicaragua

### « Nous maintenons notre volonté de dialogue direct avec les Etats-Unis »

nous déclare le commandant Bayardo Arce, membre de la direction sandiniste, en visite à Paris

M. Bayardo Arce, l'un des neuf « commandants » membres de la direction sandiniste, en « visite de travail » à Paris jusqu'au 21 juin, devait être reçu ce mercredi 20 par MM. Mauroy, Jospin et Marchais. Il devait aussi avoir un entretien à l'Élysée avec M. Régis Debray, conseiller de M. Mitterrand. Venant de la République fédérale (où il a rencontré M. Willy Brandt), de Suède, et de Finlande, le dirigeant nicaraguayen doit encore se rendre en Espagne.

Objectif prioritaire de cette tournée européenne : expliquer la « vraie situation du Nicaragua sandiniste », réaffirmer « la volonté de dialogue et de négociation de Managua afin de trouver une solution pacifique aux conflits d'Amérique centrale ».

C'est ce qu'il nous a précisé à l'occasion d'un entretien à son arrivée à Paris. De cette école française, il attend plus précisément une « relance de la coopération entre la France et le Nicaragua, l'exploration de nouvelles possibilités de travail en commun après la récente signature d'un protocole franco-nicaraguayen ».

« Qu'est-ce que le Nicaragua peut espérer de la visite de Daniel Ortega (coordonnateur de la junte sandiniste) en Union soviétique ? »

« Exactement la même chose que ce qui est attendu du voyage de Bayardo Arce à Paris. Une meilleure coopération, une meilleure compréhension de nos vrais problèmes, une relance de la solidarité. Faire comprendre que nous aspirons avant tout à la paix, et que les élections du 4 novembre sont un élément décisif de ce processus de paix... »

« Vous ne souhaitez pas un accroissement de l'aide militaire soviétique ? »

« Humberto Ortega (frère de Daniel et ministre de la défense) s'est récemment arrêté à Moscou à l'occasion d'un voyage en Corée. Il a eu des échanges de vues avec son homologue soviétique, le maréchal Oustinov. Daniel a été reçu hier par M. Tebernenko. Mais nous ne sommes pas nécessairement intéressés par une plus grande aide militaire. Ce que nous recherchons, c'est d'abord une assistance économique, et pas seulement en Union soviétique (1). »

« Le Sénat de Washington vient de confirmer son soutien à la politique Reagan en Amérique centrale et d'approuver le maintien de l'aide américaine à la « contra »... »

« Sans doute. Et nous vivons précieusement que nous ne pourrions pas poursuivre le dialogue amorcé à Managua avec la visite de M. Shultz si Washington persistait dans sa politique hostile à notre égard. Je suis en contact permanent avec Daniel et avec les autres dirigeants à Managua. Nous n'avons pas encore pris de décision. Nous maintenons notre volonté de dialogue direct avec les Etats-Unis, mais nous ne pouvons pas non plus nous prêter à une manœuvre purement électorale de Reagan, s'il s'agit de que le voyage de M. Shultz était seulement cela. Encore une fois, et jusqu'à plus ample informé, nous nous efforçons d'élargir les bases de ce dialogue. Nous nous en tenons à ce qui a été

confier la poursuite des négociations à Shlandeman et à Tinoco (2). Si les Etats-Unis voulaient bien faire preuve de bon sens, ils admettraient qu'il y a en ce moment une occasion exceptionnelle d'accord raisonnable... »

« Des problèmes avec les droits de l'homme »

« La réalité, sur le terrain, est que l'offensive de la « contra » se poursuit. »

« C'est vrai. Plusieurs milliers de contre-révolutionnaires armés sont toujours installés dans les montagnes du nord, proches de leurs bases du Honduras. Notre contre-offensive ne vise pas à les contenir, mais à les expulser totalement. Mais nous notons que, parallèlement, les incidents de frontières provoqués par des commandos ont repris. C'est ainsi qu'ils ont attaqué la ville d'Ontal pendant la visite de Shultz à Managua. En revanche, au sud, nous sommes en train de refouler la « contra » vers le Costa-Rica. »

« De ce point de vue, l'élimination provisoire de Pastora vous arrange... »

« Le Nicaragua n'a rien à voir dans l'attentat contre Pastora. Il a lui-même accusé la CIA, puis fait allusion à d'autres pistes. Nous pensons que cette affaire est liée aux contradictions internes de la « contra ». Et notre offensive au sud a commencé bien avant cette agression. »

« Donneriez-vous d'autres garanties à l'opposition avant les élections de novembre ? »

« L'état d'urgence doit être levé le 20 juillet, et la campagne électorale commence en août. La liberté de la presse sera rétablie. Nous comprenons les plaintes de La Presse, mais nous avons aussi nos problèmes. Nous affirmons, en tout cas, que toutes les garanties seront données à l'opposition et aux partis pour qu'ils puissent faire campagne. »

« Les Etats-Unis disent que ces élections ne seront pas démocratiques, en toute hypothèse... »

« Pourquoi ne disent-ils rien de la situation en Haïti, ou au Chili, ou

au Paraguay, ou encore en Uruguay ? Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. »

« L'Organisation des Etats américains vous accuse encore de ne pas respecter les droits de l'homme... »

« Il y a eu des problèmes, et pas seulement avec les Miskitos. Nous nous efforçons de les corriger. Ces incidents ne sont pas désirables. Nous devons les résoudre. Mais comment oublier que la politique américaine au Nicaragua est source de violence ? »

« On dit beaucoup, en particulier aux Etats-Unis, que M. Reagan interviendra militairement au Nicaragua s'il est réélu en novembre... »

« On le dit en effet. Et nous le pensons aussi. Ce ne sera pas une promesse de santé. Les Nicaraguayens ne peuvent pas oublier que le véritable objectif de l'actuelle administration américaine est le renversement du gouvernement de Managua. C'est pourquoi nous nous préparons à l'éventualité de cette intervention. »

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAANG

(1) On estime dans les milieux diplomatiques de Moscou que l'URSS ne souhaite pas accroître son aide militaire au Nicaragua.

(2) M. Harry Shlandeman est le nouvel ambassadeur spécial de M. Reagan en Amérique centrale, et M. Tinoco son vice-ministre des affaires étrangères de Managua.

## LE SÉNAT AMÉRICAIN APPROUVE LA POLITIQUE DE M. REAGAN EN AMÉRIQUE CENTRALE

Le Sénat a rejeté lundi 18 juin par 58 voix contre 38 un texte visant à réduire de façon importante l'aide militaire des Etats-Unis aux « contras », les rebelles antisandinistes opposés au gouvernement du Nicaragua.

Le texte défendu par les sénateurs démocrates Edward Kennedy (Massachusetts) et Daniel Inouye (Hawaii) aurait limité l'aide aux « contras » à 6 millions de dollars, dont 2 millions destinés à soutenir leur « retrait rapide » du Nicaragua et 4 millions pour les aider à s'installer hors de ce pays à condition qu'ils déposent les armes. Le gouvernement a demandé que l'aide aux antisandinistes pour l'année fiscale 1985 s'élève à 28 millions de dollars. En outre, le Sénat a refusé d'interdire l'envoi éventuel de troupes de combat américaines au Nicaragua ou au Salvador.

## ÉTATS-UNIS

Les autorités veulent réduire le flot des immigrants latino-américains

La Chambre des représentants a approuvé l'annulation des clandestins

Washington. - La Chambre des représentants a accordé mardi 19 juin, à une large majorité, l'annulation à tous les immigrants illégaux qui se sont installés aux Etats-Unis avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982. Le nombre total des personnes résidant clandestinement dans le pays varie, selon les estimations, de 2 à 12 millions. Mais les services de l'immigration s'attendent que la mesure adoptée par les représentants bénéficiera à environ 2 millions de personnes, originaires pour la plupart d'Amérique centrale.

Cette annulation constitue le second des deux principaux volets d'une loi destinée à réduire le flot migratoire vers les Etats-Unis, c'est-à-dire principalement et bien que ce ne soit pas explicitement spécifié, par leur frontière sud. Approuvé la semaine dernière par la Chambre, le premier volet fait obligation aux employeurs, sous peine de lourdes amendes, de s'assurer que les personnes qu'ils embauchent ont le droit de travailler aux Etats-Unis. Evidente en Europe, cette obligation est une sorte de révolution dans un pays où il n'existe pas de carte d'identité et où le permis de conduire, par exemple, en tient le plus souvent lieu.

On a ainsi vu se dresser contre cette loi les employeurs d'une main-d'œuvre clandestine sous-payée, et les libéraux, pour lesquels toute mesure semblait ouvrir la voie à un système d'identification individuel dessinant les fondements d'un Etat policier.

A l'inverse, les partisans de l'ordre ne se trouvaient pas dans cette affaire du même côté de la barricade que les patrons, et toute la loi représentait un fait véritablement casse-tête pour tous les courants d'opinion.

Parce qu'ils craignent la pression sur les salaires et la concurrence à l'embauche qu'exerceraient les clandestins, les syndicats défendaient ardemment le projet en acceptant l'annulation comme une concession nécessaire à l'humanisme et surtout... aux capacités limitées des services de police. Ils ont en revan-

de notre correspondant

che durement combattu la seule disposition approuvée par les employeurs : l'octroi, chaque année, à quelque trois cent mille personnes de permis de travail pour les travaux agricoles saisonniers.

Les hésitations des Noirs et des Hispaniques

Les autorités des Etats les plus concernés, ceux du Sud, étaient partagées entre le souci de ne pas nuire aux intérêts économiques dépendant des clandestins et la crainte de voir indéfiniment s'alourdir les frais sociaux que suscite leur présence. Mobilisés contre une loi qui les considérait discriminatoire et qui risquait de transformer en suspect tout Latino-Américain, fut-il muni d'un permis de travail, les hommes politiques de la communauté dite « hispanique », qui sont citoyens des Etats-Unis, se trouvaient légèrement en porte-à-faux par rapport à leur base. Au-delà d'un réel sentiment de solidarité, les Hispaniques des Etats-Unis ne voient pas d'un très bon œil le développement de l'immigration à partir de leur pays d'origine, car elle menace les positions qu'ils ont durement acquises.

Les Noirs y sont encore plus hostiles, car les Hispaniques les concurrencent dans les emplois les moins qualifiés et parviennent, bien que franchement arrivés, à s'intégrer beaucoup plus vite, car on souffre d'autant moins du racisme qu'on a la peau moins foncée. Il s'agit là d'un sujet doublement sensible parce qu'il touche à l'immigration, fondement de cette nation que personne n'ose répudier en tant que tel, et surtout au phénomène de l'élargissement continu de la place des Hispaniques dans la société américaine.

La communauté d'origine hispanique - forte de seize millions de personnes venues pour moitié du Mexique - représente en nombre la deuxième minorité du pays, et à ce titre pèse politiquement lourd.

# ASIE

## Inde

### L'ARMÉE AMORCE UN RETRAIT PARTIEL DU TEMPLE D'OR D'AMRITSAR

L'armée indienne continuait, mardi 19 juin, de pourchasser les extrémistes sikhs qui ont échappé au dispositif de sécurité mis en place au Pendjab, après l'assaut du Temple d'Or d'Amritsar, le 6 juin. Vingt-huit extrémistes avaient été arrêtés le jour même dans le temple. La plupart étaient membres de l'Organisation étudiante interdite, la Fédération des étudiants sikhs de nous (FtS), dont le président, M. Bhairu Singh, a été tué au cours de l'assaut. Le nombre des arrestations opérées par la suite était estimé à mille six cents. Des contrôles militaires sont effectués tous les 20 kilomètres sur la route du Pendjab à New-Delhi.

Mardi soir, le ministre des affaires parlementaires, cité par l'agence Press Trust of India, a indiqué que l'ordre de retrait de la majorité des soldats du Temple d'Or avait été donné et que ce retrait devait commencer mercredi. Cependant, un porte-parole du gouvernement précisait que l'armée avait entamé un repli progressif, mais qu'un retrait total du temple ne serait envisageable qu'après la récupération de toutes les armes qui auraient pu y être cachées.

A Oslo, le chargé d'affaires indien, M. Harinder Singh, de confession sikhs, a annoncé, mardi, qu'il avait demandé l'asile politique à la Norvège, pour protester contre l'assaut de l'ensemble religieux d'Amritsar. (AFP, Reuters).

## Afghanistan

### DES HEURTS AURAIENT EU LIEU ENTRE ÉLÉMENTS DE LA RÉSISTANCE AU PANSHIR

Des rivalités sur l'opportunité d'engager une contre-offensive après l'occupation de la vallée du Panshir par les forces soviéto-afghanes seraient décelées en combat entre chefs de la résistance locale, sous les ordres du commandant Mamonov, a-t-on appris le mardi 19 juin de sources diplomatiques occidentales à Islamabad et à New-Delhi. Les affrontements auraient fait plusieurs victimes et entraîné une réduction des activités de la résistance à la fin du mois de mai.

D'autre part, près de dix mille soldats soviétiques ont participé, la semaine dernière, à l'offensive contre les résistants afghans dans la province de Herat, indiquait-on, mardi, de sources diplomatiques. Plus de trois cents chars et blindés ont pris position aux portes de la ville de Herat, puis la troupe a entrepris une fouille systématique des habitations. Simultanément, de très intenses bombardements sur la plupart des villages ont eu lieu au sud et à l'ouest de la province, faisant, selon la résistance, un millier de victimes. (Le Monde du 19 juin).

On constate, d'autre part, selon les mêmes sources diplomatiques, une augmentation du nombre des « assassinats » à Kaboul, où le ministre des finances, M. Abdul Kaki, aurait été tué le 29 mai à un attentat. (AFP, UPI, AFP).

Papa lip tea bat oh, key ve on sewer, low.  
On teul? day shamba?  
May weep tea bay far, seed none have ape d!  
Eel numb! Margery Pa.

Vous page 10

**NUMÉRO SPÉCIAL**  
**HORS SÉRIE**  
**8 PAGES**

**Le Monde**  
dossiers et documents

**LA QUERELLE SCOLAIRE**

AVEC LE TEXTE INTÉGRAL DU PROJET DE LOI ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE LES DÉCLARATIONS ET LES PORTRAITS DE Mgr LUSTIGER ET DE M. SAVARY L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ : EFFECTIFS, IMPLANTATION, STATUT DES ÉTABLISSEMENTS ET DES MAÎTRES, L'UNAPEL LES SOCIALISTES ET LA LAÏCITÉ

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX : 7 F. ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE « LA QUERELLE SCOLAIRE »

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

NUMÉRO D'EXEMPLAIRE(S) ..... X 8 F. (FRAS DE PORT INCLUS) = ..... F.

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde  
Service des ventes au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

**Le Monde**

1550

# les élections européennes

## LE NOUVEAU REcul ÉLECTORAL DU PCF

### Un congrès à refaire

La longue discussion qui a occupé le bureau politique du PCF pendant la journée du 19 juin a abouti à une conclusion prévisible et néanmoins inhabituelle pour les communistes : le dernier congrès du parti - le vingt-quatrième, réuni en février 1982, - est à refaire.

La déclaration du bureau politique indique en effet, à propos de l'analyse des causes et des plus graves, que le dernier congrès a été « un échec » et qu'il convient de reprendre cette analyse, en tenant bien compte des évolutions profondes et complexes de la société française.

Le vingt-quatrième congrès avait attribué l'échec de 1981 au « retard » pris par le PCF en 1956, dans la définition d'un projet de socialisme qui lui fit propre. Faute d'avoir mené à bien cette entreprise, le Parti communiste, selon cette analyse, s'était enfermé, d'une part, dans la référence au modèle soviétique et, d'autre part - ce modèle ne pouvant être transposé en France, - dans une stratégie intermédiaire inspirée du Front populaire et qui se traduisait, sous la V<sup>e</sup> République, par le renouveau du PCF à présenter son propre candidat à l'élection présidentielle. La responsabilité du recul était donc rejetée sur les anciens dirigeants, qui, à la fin des années 50 et dans les années 60, avaient engagé le parti sur la voie de l'union de la gauche et du programme commun.

En même temps, le vingt-quatrième congrès avait confié les choix de la direction lors de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, puis lors des événements de Pologne. Le seul reproche que s'étaient les communistes était de ne pas avoir pris assez tôt et assez vigoureusement, dans les années 70, la défense du socialisme « réel » face à ses adversaires.

Voici donc que le bureau politique, après les communistes à revenir, de façon ouverte et rigoureuse, sur la manière dont la direction du parti avait tenu, en 1982, de concilier la participation au gouvernement et la justification de la politique suivie entre 1977 et 1981. Ce compromis a fait ses preuves : loin de permettre la « remontée de l'influence » annoncée il y a deux ans, il a accentué le déclin du PCF. Sa révision s'impose.

Cette révision ne porte pas sur l'orientation du Parti communiste telle qu'elle avait été mise au point selon les dirigeants du parti lors de ses trois derniers congrès. La confirmation du choix d'une voie démocratique vers un socialisme lui-même démocratique ne peut tenir, cependant, dans une simple formule du bureau politique.

Celui-ci, en s'engageant à maintenir cette ligne, apporte à la future discussion une « contribution » - selon ses propres termes - évidemment essentielle, mais qui ne peut garantir que d'autres points de vue ne tenteront pas de s'affirmer. L'un des enjeux de la discussion à venir est, précisément, de savoir si la direction acceptera qu'apparaisse, au sein du parti, une opposition favorable au retour vers les références traditionnelles du communisme français et vers un soutien plus affirmé à l'Union soviétique.

Dans l'immédiat, l'application actuelle de l'orientation du parti, qui consiste dans sa présence au gouvernement, n'est pas remise en cause par le bureau politique. Il n'est pas exclu qu'elle le soit dans le débat qui va s'ouvrir. Les dirigeants du parti tiennent à souligner que son recul électoral n'en fait pas, pour autant, un otage des socialistes.

Le comité central, dont la réunion a été fixée aux 28 et 27 juin, devra lui-même arrêter la date du prochain congrès. Celui-ci devrait se tenir au début de l'année 1985. C'est M. Claude Popereau, membre du bureau politique, chargé de la coordination des fédérations, qui présentera le rapport au comité central. Ce choix, relativement « neutre », indique que les questions de fond ne sont pas encore tranchées au bureau politique.

PATRICK JARRAU.

### Le bureau politique invite les communistes à une « discussion ouverte et rigoureuse »

Le bureau politique du Parti communiste, réuni le mardi 19 juin, a rendu publique une déclaration indiquant qu'il avait « procédé à un premier examen de la situation créée par les résultats des élections européennes, en premier lieu par le nouveau recul (du PCF) ». Les conclusions en sont graves, déclare le bureau politique. Les causes en sont multiples : l'analyse des plus graves - d'entre elles, qui avaient conduit à notre recul en 1981, a été au centre de notre vingt-quatrième congrès. Il convient de reprendre cette analyse, en tenant bien compte des évolutions profondes et complexes de la société française.

Le bureau politique considère comme « indispensable l'ouverture d'une discussion de l'ensemble des communistes ». Une discussion ouverte et rigoureuse, n'équivaut aucun problème et tendant à favoriser la mise en œuvre par notre parti de la politique neuve de transformation socialiste à la française élaborée par ses trois derniers congrès.

#### Rétablir la confiance populaire envers la gauche

Le bureau politique a fixé aux 26 et 27 juin la réunion du comité central et indique que, pour sa part, il « contribue, aujourd'hui, à l'indispensable réflexion collective, en rendant publiques ses toutes premières réflexions, limitées à la dimension politique immédiate des élections européennes ». « Celles-ci révèlent, déclare-t-il, chez les électeurs et les électeurs et électrices communistes, face aux problèmes graves qui restent en suspens, ont été les plus forts. Tout en regrettant leur geste, qui a contribué à un renforcement dangereux de la droite, le Parti communiste considère que ces électeurs ont, sans doute, voulu exprimer la profondeur de leurs préoccupations face aux problèmes de la crise : emploi, pouvoir d'achat, école, conditions de vie, libertés... »

Le bureau politique du PCF indique enfin : « Dans la situation difficile créée depuis dimanche, notre parti va poursuivre résolument son action pour que les engagements pris en 1981 soient tenus. Son attitude ne souffre d'aucune ambiguïté : le suffrage universel a voulu que la France soit gouvernée à gauche et le Parti communiste est dans la gauche. »

« Tous ses efforts, le Parti communiste français va les consacrer à contribuer à une relance vigoureuse de l'action de la gauche pour réussir le redressement indispensable. Il n'y a pas d'issue, ni pour elle ni pour notre peuple, hors de l'union, du rassemblement le plus large possible en faveur d'une politique permettant de commencer à résoudre les graves problèmes posés ; solliciter l'opinion, la participation, l'intervention de tous les intérêts ; rétablir, en un mot, la confiance populaire envers la gauche. (...)

« M. Jean-Maxime Lévesque, président d'UNIR, a déclaré : « Je voudrais me féliciter de la politique économique et sociale qui a été menée par la relance et le développement de la participation, à tous les niveaux afin de permettre enfin une réelle mobilisation des Français. Les gaullistes, pour leur part, notamment ceux qui restent encore au RPR, ne doivent plus tolérer qu'après avoir servi de collègues d'offices à M. Giscard d'Estaing ils en soient aujourd'hui réduits au rôle de sergents recruteurs du Front national... »

« M. Jean-Louis Delecour, secrétaire général du MGP (gauche liste de gauche), a déclaré : « Il nous semble urgent que la politique économique et sociale soit complétée par la relance et le développement de la participation, à tous les niveaux afin de permettre enfin une réelle mobilisation des Français. Les gaullistes, pour leur part, notamment ceux qui restent encore au RPR, ne doivent plus tolérer qu'après avoir servi de collègues d'offices à M. Giscard d'Estaing ils en soient aujourd'hui réduits au rôle de sergents recruteurs du Front national... »

« Le tribunal administratif de Paris refuse le licenciement du directeur du conservatoire de musique de Levallois-Perret. Depuis son élection, en mars 1983, M. Patrick Balkany (RPR), maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), s'est illustré par plusieurs mesures « spectaculaires » marquant sa rupture avec l'ancienne municipalité (M. Parfait Jans, PC). M. Balkany avait notamment décidé, en octobre dernier, le licenciement de M. Jacques Rebotier, directeur du conservatoire de musique de Levallois-Perret, et titulaire de ce poste depuis le 1<sup>er</sup> février 1983. C'est ce licenciement, pris en dehors de toute procédure légale, que le tribunal administratif de Paris vient d'annuler dans une décision datée du 23 mai. Selon le préfet des Hauts-de-Seine, il s'agit d'un acte de violence de la loi et vice de forme, le tribunal a donc raison dans cette affaire à M. Rebotier. (Corresp.)

### Chez les socialistes : le PC fait « plonger » la gauche

Passé la stupeur des premiers moments, les députés socialistes gardent de la tenue dans la morosité. Au soir du 17 juin, ils étaient, à l'évidence, et somnolents, presque KO debout, choqués plus par le paroxysme de l'extrême droite que par leur propre recul. Le jour s'est levé sur le champ de bataille et les perdants veulent maintenant prendre le temps de réfléchir à leur défaits.

Le premier secrétaire du PS lui-même a donné le ton, mardi 19 juin, devant les parlementaires socialistes : invité à exprimer son sentiment sur les résultats des élections européennes, M. Lionel Joseph s'est contenté de rappeler quelques données : le nombre élevé d'abstentions ratées, la portée du recul de la gauche ; le bonne campagne des socialistes leur a permis de limiter les dégâts.

Le débat au fond, sur les leçons du scrutin - débat que M. Jacques Delors a amorcé, lundi 18 juin à la télévision, - n'aura lieu, pour le groupe parlementaire, que la mercredi 27 juin, et pour le parti lui-même, le samedi suivant, lors du comité directeur, après avoir été évoqué, selon toute vraisemblance, par le bureau exécutif du parti, ce mercredi 20 juin.

En attendant, les socialistes cherchent un réconfort provisoire dans les premiers éléments d'une analyse qu'ils veulent froide et réaliste. Ainsi ne cherchent-ils pas à nier l'expression, dans le vote de millions de Français pour M. Le Pen, d'un ras le bol à différenciation contre les immigrés, contre la petite délinquance quotidienne, contre des conditions de vie dégradées.

En soi, le poison porte son antidote : c'est un exorcisme. Un exorcisme dangereux, affirme M. Jean-Jack Quaryanne (Rhône), M. Jean-Paul Planchou, qui fait partie, avec M. Alain Bilion, des députés parisiens qui

### M. MERMAZ : MOBILISER, AU-DELÀ DE LA GAUCHE, CONTRE LE PHÉNOMÈNE LE PEN.

« Le succès de M. Le Pen peut être durable si on ne se donne pas les moyens intellectuels, moraux et matériels de lutter contre lui », a déclaré le mardi 19 juin M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, au cours de son point de presse hebdomadaire.

Analysant le succès du Front national comme le résultat d'une « dislocation du corps électoral » et la confirmation que « les grandes peurs, cela marche tout seul », le député de l'Isère a souhaité que la gauche mobilise son électoral contre le racisme, mais aussi qu'elle aille au-delà : « Il faut, a-t-il déclaré, que l'on entende les Églises et notamment l'Église catholique... »

Aussi, pour M. Mermaz, « en 1986, le problème sera culturel avant qu'économique », c'est pourquoi il juge que « l'union de la gauche est nécessaire mais pas suffisante et pas seulement pour des raisons arithmétiques ». Ainsi le « phénomène Le Pen » lui paraît suffisamment sérieux pour qu'il souhaite une réaction « très, très vite » et qui dépasse les frontières de la gauche.

### M. CHEVÈNEMENT : « Il nous faut un gouvernement d'action »

« La gauche a encore une chance. J'ai toujours pensé qu'elle se ressaisissait au bord du gouffre. Nous y sommes », a déclaré M. Jean-Pierre Chevènement, mardi 19 juin, à TF 1. L'ancien ministre a estimé : « Les élections montrent qu'il y a en France un projet politique - le projet Delors - qui est difficilement vendable par le parti communiste qui n'a pas d'écho. Il faut donc que la gauche enfante d'un autre projet politique... »

M. Chevènement, selon lequel l'électorat a donné « un avertissement clair » au gouvernement, considère qu'il est nécessaire de « remobiliser le moyen dur de la gauche et, pour ce faire, de « bayer les clivages », notamment à l'intérieur du Parti socialiste. Il sera ensuite possible, a-t-il ajouté, d'ouvrir [vers d'autres forces politiques] sur la base d'une politique de salut public ». « Il nous faut un gouvernement d'action », a affirmé M. Chevènement.

## RECTIFICATIFS ET PRÉCISIONS

Dans les Vosges, nous avons par erreur publié deux fois les résultats de la ville d'Épinal. Les résultats du département sont les suivants : Inscr., 273362, vot., 150628; abst., 122734 (44,89); blancs ou nuls, 8871 (5,88); suff. ex., 141757. UDF-RPR, 66135 (46,65); PS, 27604 (19,47); FN, 15579 (10,95); PCI, 8245 (5,81); VERTS, 5801 (4,09); ERE, 4584 (3,23); LO, 4479 (3,15); REUS-SIR, 3455 (2,43); PCI, 1758 (1,24); I 84, 1202 (0,84); UTILE, 1202 (0,84); PSU-CDU, 1046 (0,73); EUE, 663 (0,46); POE, 4 (0,00).

23883 et non de 23383 comme nous l'avons indiqué. Les résultats rectificatifs publiés dans les tableaux de la page 3 doivent donc être modifiés comme suit : Dans les Vosges, le PC a recueilli 5,81 % des suffrages ; le PS 19,47 % ; la liste UDF-RPR, 46,65 % ; l'ERE, 3,23 % ; les VERTS, 4,09 % et le Front national, 10,95 %. Dans la région Lorraine, le PC a recueilli 8,10 % des suffrages ; le PS, 18,03 % ; la liste UDF-RPR, 43,56 % ; l'ERE, 3,40 % ; les VERTS, 4,39 % et le Front national, 12,43 %.

Les résultats de l'Isère publiés dans nos éditions du 19 juin étaient inexacts. Les résultats définitifs se présentent comme suit : Inscr., 576 376; vot., 317 986; Abst., 258 390 (44,83); Blancs ou nuls, 7 778 (2,44); Suff. exp., 310 208. UDF-RPR, 126 580 (40,80 %); PS, 73 003 (23,53 %); FN, 36 076 (11,62 %); PCF, 34 542 (11,13 %); VERTS, 10 400 (3,35 %); ERE, 10 105 (3,25 %); REUSSIR, 5 007 (1,61 %); LO, 4 317 (1,39 %); UTILE, 3 272 (1,05 %); PSU-CDU, 2 432 (0,78 %); PCI, 1 959 (0,63 %); I 84, 1 506 (0,48 %); EUE, 1 003 (0,32 %); POE, 1 (0,00).

capitulatifs publiés, le même jour en page 3. VAL-DE-MARNE - Une erreur de transcription nous a fait écrire dans le commentaire consacré au département du Val-de-Marne que le PCF ne garde la majorité absolue qu'à Vitry. La lecture des résultats indique qu'il s'agit en fait de la ville d'Ivry, où le PCF obtient 55,09 % des suffrages, alors qu'il ne recueille à Vitry que 31,26 % des voix. Une erreur s'est glissée dans le tableau relatif aux sondages effectués à la sortie des urnes et aux estimations. A 23 heures, la SOFRES indiquait 10,50 % pour M. Le Pen et non 10,05 %.

## LE CŒUR BAT PLUS FORT A NOUVELLES FRONTIÈRES

**TREKKING AU NEPAL**  
Camp de base de l'Everest  
3 semaines Paris-Paris  
**10900 F**

**nouvelles frontières**  
66, boulevard Saint-Michel 75006 Paris 634 55 30

Afghanistan  
DES HEURTS APRÈS  
L'ENTRÉE EN  
RÉSISTANCE  
PANGOR

onde  
ocuments  
RELLE  
AIRE

U DU PROJET DE LOI  
NATIONALE  
ET LES PORTAITS  
DE M. SAYARY  
EVE EFFECTIFS  
DES ÉTABLISSEMENTS  
L'UNAPEL  
ET LA LAICITE

QUELLE SCOLAIRE

onde

M. Chirac : j'exclus toute négociation avec M. Le Pen

(Suite de la première page.)

Selon lui, le bilan le plus négatif de la gestion socialiste et communiste est d'avoir « accablé les tendances naturelles de notre peuple à la division ».

Un certain nombre de décisions du gouvernement depuis trois ans ont, nous a-t-il déclaré, « accentué les sentiments de déception, d'amertume et d'agressivité, portant ainsi atteinte à l'unité nationale ».

« Ce langage ferme sur le fond mais modéré dans l'expression, M. Chirac le tient depuis de nombreux mois déjà. Il exprime le nouveau profil que le président du RPR s'est donné peu de temps après la victoire de la gauche en 1981. L'irruption sur la scène politique de M. Le Pen avec sa fougue oratoire, ses analogies qui ne s'embarassent d'aucune nuance, fait d'un coup paraître le maire de Paris bien raisonnable. Son discours est-il adapté aux aspirations des foules qui piaffent devant une alternance qui tarde à venir ?

N'aurait-il pas pu se lancer dans une compétition démagogique avec le bouillant leader du Front national, se mesurer avec lui dans un concours d'agitation ?

Ce serait, selon lui, céder à des raisons contingentes que de se livrer à une surenchère qui n'aurait pour effet que d'accroître encore les divisions du pays. Il repousse les invitations dans ce sens qui lui sont adressées par certains députés RPR inquiets des progrès de M. Le Pen dans leurs circonscriptions.

M. Chirac s'en tient donc à l'objectif qu'il s'est fixé dès la fondation du RPR en 1976 et qui n'est pas à ses yeux obsolète, celui de réaliser un rassemblement. Cette notion ne doit toutefois pas — ou plus — se limiter à la stricte définition qu'il en donnait il y a huit ans en créant son parti. Il ne souhaite plus aujourd'hui confondre dans une organisation monolithique l'ensemble des opposants. L'« union » de ceux-ci peut se traduire dans une « alliance » organisée entre formations séparées par de simples manœuvres mais unies sur un projet de société.

« Éviter le débordement des impatiences »

En attendant que ce principe soit mis en œuvre, on observe depuis l'Hôtel de Ville de Paris la fébrilité qui traverse l'UDF, on s'interroge sur les ambitions de M. Léotard, secrétaire général du Parti républicain, et se souvenant qu'il n'a pas pris part à la campagne européenne et que cette absence dans une entreprise unitaire de l'opposition risque de lui être longtemps reprochée, on s'étonne des relations que, dit-on au RPR, MM. Barre et Le Pen auraient discrètement nouées ; on note enfin pour s'en amuser — la précipitation mise par certains à réclamer une dissolution de l'Assemblée nationale.

Le phénomène Le Pen est d'autant moins ignoré par M. Chirac que beaucoup d'électeurs de la liste du Front national sont des sympathisants du RPR. Mais le maire de Paris est formel : « Je ne

changerai pas de stratégie politique, nous a-t-il affirmé. Je ne ferai rien qui risquerait d'aggraver les tensions. Je ferai tout pour renforcer l'unité nationale et éviter le débordement des impatiences. » Cependant, M. Chirac rappellera également, avec plus de force son opposition sans concession. Il l'argumentera davantage sans devenir aussi tonitruant que le chef de file de l'extrême droite. En somme, il n'est pas plus question pour lui de se « droitiser » que de se « centristiser ».

Il tient à relativiser le vote du 17 juin en soulignant qu'il n'offert aux électeurs l'occasion d'une protestation spectaculaire, sans conséquence sur les institutions. Lui-même ne demande pas la dissolution de l'Assemblée nationale, attendant seulement que le chef de l'État tire les leçons de ce vote. Il ne doute pas que, pour désigner leurs dirigeants — aux législatives ou à la présidentielle, — le « cerveau » des électeurs le guidera alors davantage que leurs « tripes ». Dimanche dernier, estime-t-il, « M. Le Pen a trouvé une conjonction de conditions optimales grâce au scrutin proportionnel ».

M. Chirac sera donc guidé par deux attitudes parallèles, nous indique-t-il : « Refuser tout compromis avec M. Mitterrand, repousser tout accord avec les socialistes, même s'ils se séparent des communistes, et écarter toute éventualité d'une négociation avec M. Le Pen tant son idéologie diffère de la nôtre. »

Selon lui, en effet, l'idéologie réelle de l'extrême droite a été quelque peu passée sous silence pendant cette campagne pour mettre en pleine lumière des problèmes sensibles mais contingents, comme l'insécurité et la place des immigrés, dont la seule solution ne suffirait pas à définir une politique globale pour le pays ni à fonder un projet de société.

Quot qu'en dise M. Chirac, le vent du boulet lancé par M. Le Pen a bel et bien soufflé sur les forts bataillons de la troupe RPR. Une reprise en main de l'appareil du mouvement s'impose donc. M. Bernard Pans sera confirmé dans ses fonctions de secrétaire général du RPR (« Le Monde » du 16 juin), mais l'organisation du parti va être renforcée tant au niveau national que local. Il s'agit de donner davantage de dynamisme à des structures qui commencent à se « fonctionnariser », d'offrir aux militants des raisons de ne pas désertier et d'attirer davantage de sympathisants et d'électeurs. C'est surtout à la base que ce travail de consolidation doit se faire.

Restera au sommet une tâche à remplir dont M. Chirac répute pour le moment à se saisir : donner plus de cohérence et plus de dynamisme au groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, qui sera la base de départ des offensives pour les élections législatives de 1986. Trop de députés actuels s'y conduisent en francs-tireurs, et les déclarations de son président, M. Labbé, semblent trop souvent contradictoires avec celles de M. Chirac pour que ce groupe donne une image cohérente et flatteuse de cette vitrine du parti qu'est sa représentation parlementaire.

ANDRÉ PASSERON.

M. Mauroy : la défense des libertés est un des axes fondamentaux de notre politique

(Suite de la première page.)

Le terrain, il est vrai, n'est préparé depuis des années. Déjà, sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, la montée de ce que l'on appelait le « nouveau droit » avait marqué le refus de la solidarité, l'exaltation de l'Élitisme et une certaine forme de xénophobie. Relayée par certains grands organes de presse, cette idéologie a préparé les mouvements électoraux de dimanche. Car, que nul ne s'y trompe, en démocratie le discours n'est jamais innocent.

En écrivant cela, je pense aussi à cette nouveauté qui amène les médias à débattre, dans la minute qui suit la clôture d'un scrutin, sur la base de chiffres qui s'avèrent erronés deux heures plus tard. Je pense à la manière dont M. Le Pen a été transformé en vedette depuis quelques mois, comme si le débat politique devait obéir aux mêmes règles que la promotion des déteignés !

Non, le débat d'idées n'est pas un jeu. Et les règles de la société marchande ne pourront, en permanence, faire illusion sur ce terrain. Je veux bien être tenu pour archaïque en affirmant cela, mais il est des valeurs et des principes qui, en politique, ne supportent pas les faux-semblants.

François Mitterrand l'illustre. Il existe heureusement bien des exemples qui prouvent que la fermeté dans l'ancrage politique vaut mieux que l'abandon aux modes du temps !

Que les apprentis sorciers s'en prennent à eux-mêmes !

Le débat de société que j'évoquais aurait pu être conduit avec sérieux et sérénité. Déjà, il y a un an, lors du scrutin municipal de RPR et l'UDF avaient préféré faire peur pour en tirer profit dans les urnes. A l'époque, j'avais plusieurs fois mis en garde contre le risque qu'une telle propagande pouvait faire courir à l'unité du pays. Chacun en mesure aujourd'hui le résultat. Il s'inscrit dans un chiffre : 11 % des suffrages exprimés pour l'extrême droite !

L'opposition avait déjà un double problème. Elle était scindée entre les ambitions concurrentes de ses chefs, et ses composantes s'opposaient sur des options politiques essentielles.

On l'a bien vu lors de la campagne européenne, avec le curieux ballet des présences aux tribunes de meetings. Tous y sont allés, mais au prix de quelques exclusives et de bien des contorsions. Quant à parler de l'Europe, c'était difficile puisque, sur les progrès de l'union politique comme sur l'éclaircissement, des désaccords de fond subsistent entre le RPR et l'UDF.

À présent il lui faut, en outre, composer avec ceux qui l'ont trop bien écoutée depuis trois ans. On leur annonçait des catastrophes, ils y ont cru ! On leur a répété que le pays était colonisé par des marxistes, et on s'étonne qu'une partie de la droite éboisisse l'extrémisme ? Que les apprentis sorciers s'en prennent à eux-mêmes !

Plutôt que de parler de l'Europe, les porte-parole de l'opposition ont préféré, depuis un mois, traiter de la situation française en puisant dans le pot-pourri des thèmes traditionnels de la droite. MM. Chirac et Lecanuet se sont, par exemple, retrouvés pour profiter de la campagne afin de ramener pour la manifestation de l'enseignement privé !

Ne nous leurrons pas, ils cherchent à mobiliser clientèle et leurs réseaux. Ce n'est pas ainsi qu'ils dépasseront la gauche de

sa fonction de défenseur des libertés. La liberté est une notion relative. De nouvelles libertés sont toujours à conquérir. Des libertés, anciennement reconnues, sont toujours à assurer, même dans une démocratie comme la France, même dans un État de droit comme le nôtre. Et tous ceux qui se mobilisent au nom des libertés ont donc raison d'être vigilants. La liberté mérite une telle attention.

Pourtant, il ne suffit pas de brandir le mot « liberté » pour que le débat soit clos et que les camps soient tranchés. Les proclamations, les plus solennelles, en ce domaine, ont souvent masqué des situations inacceptables.

L'égalité entre les hommes, affirmée en 1789, n'a pas empêché le maintien de l'esclavage jusqu'en 1848. Le suffrage universel n'a longtemps été que le droit de vote des hommes, qui plus est, propriétaires. Les exemples pourraient être multipliés.

En réalité, entre la droite et la gauche le débat sur les libertés a toujours été ouvert. Car deux conceptions sont en cause, deux éthiques même.

Pour ceux qui se réclament du libéralisme, derrière la défense de la liberté s'est toujours cachée la loi du plus fort. C'est au nom de cette conception de la liberté que le tiers-monde est exploité depuis des décennies, que la paysannerie d'Amérique centrale est, par exemple, asservie. Sous prétexte de la concurrence d'un système totalitaire, la notion de liberté, la défense des libertés, servent à couvrir l'exploitation de peuples, la mise en coupe réglée de pays.

Car la liberté n'a de sens que si elle peut concrètement s'exercer. Voilà pourquoi la gauche et tous les démocrates parlent plus volontiers des libertés. La liberté reste trop souvent une idée. Les libertés doivent se traduire dans les faits, elles doivent être des actes politiques.

Prenez un exemple. En 1950, la convention européenne des droits de l'homme était élaborée. Tout au long de la V<sup>e</sup> République les majorités d'ailleurs refusèrent de la ratifier. Il faudra attendre 1974 pour que la France, pour que le pays des droits de l'homme, accepte enfin ce texte ! Et encore, il aura fallu, à l'époque, qu'un prix Nobel, René Cassin, vice-président honoraire du Conseil d'État, annonce son intention de démissionner de ses fonctions à la cour des droits de l'homme. Il aura fallu un appel lancé par dix-neuf personnalités dont six lauréats du prix Nobel pour qu'il soit mis fin à cette situation indigne de notre pays !

Et pourtant, ceux-là mêmes qui viennent de faire campagne pour « L'Europe des libertés » refusent alors de donner un contenu à cette formule. La convention européenne des droits de l'homme est ratifiée, certes, mais à défaut des protestations de la gauche, les citoyens français se virent refuser le droit de requête individuelle. La droite, fidèle à sa tradition, reconnaissait — contrainte et forcée — un principe mais refusait sa mise en œuvre concrète.

La dimension confessionnelle des projets éducatifs

Dès 1981, nous avons eu le souci de remédier à cette situation. La France a reconnu le droit de requête individuelle qui ouvre à tout citoyen ou groupe de citoyens qui se prétendent victimes d'une violation des droits de l'homme la possibilité d'un appel en jugement de la Cour européenne. L'Europe des libertés avait ainsi concrètement progressé. La trop longue défection de la France à l'égard des institutions européennes était terminée.

La gauche, dès l'aube du septennat de François Mitterrand, renforçait ainsi les libertés des citoyens français. Elle acceptait de voir ses futures réformes soumises au jugement d'une juridiction supranationale sur la simple initiative d'un citoyen. Quelle preuve plus fondamentale pouvions-nous donner de notre attachement aux libertés ?

Cela signifie, par exemple, que si un citoyen français ou un groupe de citoyens estimaient que la nouvelle loi relative aux rapports entre l'État, les communes, les départements, les régions et les établissements d'enseignement privés, met en cause leur liberté individuelle, ils pourraient en appeler à l'Europe contre leur propre gouvernement. Et c'est très bien ainsi. Mais ils le doivent à la gauche ! Que l'on me permette de le souligner.

Chacun comprend bien que je ne choisis pas cet exemple au hasard. Je n'accepte pas, en effet, d'entendre dire que le gouverne-

ment menacerait les libertés, alors qu'il n'a cessé de les renforcer et de les élargir. Comme déjà lors des nationalisations, lors de l'instauration de l'impôt sur les grandes fortunes, lors du blocage des prix et des revenus ou de l'instauration d'un carnet de change, lors des lois sur les nouveaux droits des travailleurs, sur le mode de scrutin municipal pour Paris, Lyon et Marseille, sur les offices agricoles par produits, sur l'enseignement supérieur, sans parler bien sûr de la loi sur la transparence et le pluralisme de la presse, les mêmes propos excessifs, les mêmes accusations fondées sont à nouveau lancés à propos de ce texte.

J'ai entendu dire que la liberté de choix des parents était supprimée. Elle figure expressément dans le texte de loi. Bien plus, la dimension confessionnelle des projets éducatifs est, pour la première fois, reconnue par la législation française !

J'entends à nouveau parler de mise en cause de la liberté d'enseignement. C'est faux. Le chanoine Guibertoux le reconnaissait lui-même au lendemain de la manifestation de Versailles. « Ce dont nous discutons, expliquait-il, c'est de la manière de créer de nouvelles conditions de l'exercice de cette liberté » (1).

Nous voici donc à nouveau au cœur du débat : les conditions d'exercice des libertés.

Si tous ceux qui se sont affichés au nom de l'Europe des libertés acceptaient de faire taire la passion pour laisser parler les faits, que constaterions-nous ?

M<sup>re</sup> Simone Veil, qui est magistrat, le sait mieux que quiconque. Elle sait que le projet de loi élaboré par le gouvernement et adopté par l'Assemblée nationale respecte non seulement la convention européenne des droits de l'homme, mais va même au-delà du strict minimum qu'elle exige. En effet, la jurisprudence, tant de la commission que de la cour des droits de l'homme, a toujours confirmé que le droit à l'instruction n'entraîne pour les États aucune obligation positive de prestation, et que, « pour respecter les convictions religieuses et philosophiques des parents, les États n'ont pas l'obligation de subventionner une forme particulière d'enseignement ».

L'intolérance érigée en dogme

En matière d'enseignement privé, le gouvernement est donc allé au-delà de ses obligations.

Mais le texte de loi n'est pas le véritable motif de cette mobilisation. Les masques sont tombés. Après les appels à manifester des chefs de l'opposition, voici que la presse de M. Robert Hoenart part en guerre contre les érudits qui maintiennent les rassemblements diocésains prévus pour le 24 juin, c'est-à-dire qui préfèrent leurs activités d'Église aux cortèges politiques !

Nous allons voir dimanche les pères de la loi anticenseurs, les défenseurs de la Cour de sûreté de l'État, les adeptes de la loi sécurité et libertés, les auteurs des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, les tuteurs sourcilieux des chaînes de radio et de télévision, les mainteneurs de la peine de mort, s'ériger en défenseurs des libertés ! Curieux paradoxes de la vie politique !

Qui peut être dupé ? Qui a oublié que tous ces verrous que je viens d'énumérer avaient été mis en place ou maintenus au cours des dernières décennies ? C'est la gauche qui, depuis 1981, s'est attachée à les faire sauter.

S'il fallait une preuve supplémentaire de la volonté du gouvernement de faire de la défense des libertés un des axes fondamentaux de sa politique, il suffirait de se reporter au Journal officiel du 5 juin 1984. Je sais bien que sa lecture est moins spectaculaire que certains appels à manifester. Pourtant, un décret et figure qui permet à chaque citoyen d'exercer un droit de requête individuelle non plus seulement devant la cour de Strasbourg mais, désormais, devant le Comité des droits de l'homme des Nations unies. Un comité qui, je le note, a délivré récemment à la France un satisfecit dans le domaine des libertés !

Ce décret pourrait paraître un peu formel et, malheureusement, les résultats du scrutin européen n'amenèrent à s'interroger. La droite française, pour proposer un pays une majorité d'alternance, vit-elle se résoudre à mettre en cause, avec l'unité nationale, l'image même de la France dans le monde ? Est-elle prête à sacrifier

son âme en cherchant à concurrencer les démagogues sur leur terrain ? Les chrétiens, plus que tout autre, devraient s'interroger de voir l'intolérance érigée en dogme, la xénophobie théorique, la solidarité foulée aux pieds.

Déjà, il y a quelques semaines, fédéralistes du luxeux simplement hebdomadaire d'un quotidien parisien n'hésitait pas à accuser la gauche de vouloir pervertir les enfants et plaider pour la restauration d'un « ordre moral ». M. Le Pen n'a pas fait autre chose : tout au long de sa campagne. Les vieilles règles victoriques abrogées par le gouvernement devraient-elles être rétablies par ces bien chers « défenseurs » des libertés ?

De proche en proche, tout ce qui est différent, tout ce qui est étranger, devient ainsi une cible. Avec la mise en cause de la tolérance sociale, ce sont aussi nos libertés qui sont visées.

Comme quoi le combat pour les libertés ne peut se limiter à un slogan. Il doit aussi se traduire chaque jour dans la démarche et les prises de position.

Le gouvernement, depuis trois ans, a en le souci constant de donner des armes aux citoyens face aux institutions, de manière qu'ils puissent se faire entendre et défendre leurs droits. Les contre-pouvoirs, qui favorisent l'exercice réel des libertés, n'ont cessé de se renforcer : à travers la décentralisation, la représentation des minorités dans les conseils municipaux, la restauration des élections à la Sécurité sociale ou des droits des travailleurs dans l'entreprise.

En conséquence, et au point où en est parvenu le débat politique, dès lors que l'opposition a voulu faire du thème des libertés l'axe central de sa démarche, elle doit parler clair. Elle doit dire si, pour atteindre une hypothétique majorité, elle est prête à passer un compromis avec l'extrême droite. Le RPR et l'UDF sont-ils prêts à conclure un accord avec M. Jean-Marie Le Pen ? L'ambiguïté entretenue depuis deux ans ne pourra plus être prolongée.

Je voudrais, à ce propos, verser à la réflexion des responsables de l'opposition qui professent si volontiers un anticommunisme archaïque la mise en garde par laquelle Georges Pompidou a conclu le « mot d'ordre ». L'ancien président de la République écrivait en effet : « Le fascisme n'est pas si improbable. Il est même, je crois, plus près de nous que le totalitarisme communiste. A nous de savoir si nous sommes prêts pour l'éviter, à résister aux utopies et aux démons de la destruction. »

Non, il ne suffit pas de brandir le mot liberté !

« Dire, par exemple, comme le fait l'opposition, qu'il y a trop de fonctionnaires ou trop de fonctionnaires est ambigu. Certes, cela est parfois vrai, mais ce n'est pas le plus souvent qu'un président nous a franchis des contraintes destinées à préserver les plus faibles face aux plus puissants.

Un certain discours sur la liberté a toujours conduit à préférer Versailles à la Commune, le fascisme au Front populaire, c'est-à-dire l'ordre étranger plutôt que la justice chez soi. Et n'est-ce pas une pensée de ce type qui affleure parfois dans l'opposition lorsque l'Europe était présentée, ces dernières semaines, comme un moyen d'empêcher la gauche de gouverner ?

Puisque l'opposition veut mobiliser les libertés au service de sa propagande, il importe de remettre les choses au point et de rappeler qui a créé les conditions d'une Europe des citoyens et des libertés et qui s'y était consciencieusement et farouchement opposé. Il importe de rappeler qui a instauré en France une justice digne de notre pays et a élargi les droits des citoyens.

La gauche demeure synonyme de libertés. Et puisque, à l'évidence, il convient de remobiliser, il est indispensable de revenir à des idées claires. Léon Blum expliquait déjà que, lorsqu'on se bat pour le progrès et la justice, il n'y a pas de slogan simpliste, de mots d'ordre primaires. Les règles de la communication contemporaine sont, à cet égard, un handicap. Voilà pourquoi, inlassablement, nous continuons d'expliquer, d'expliquer encore et toujours, en faisant confiance à la démocratie, c'est-à-dire à ce qu'il y a de plus noble dans l'individu. Que la droite se satisfasse du salaire de la peur prouve bien son mépris pour nos contemporains.

PIERRE MAUROY.

(1) Dans une interview au *Progres* du 14 mars.

COURS INTENSIFS D'ANGLAIS PROCHAINES SESSIONS : 3 semaines, de 9 à 30 mai 1984 ; 4 semaines, de 4 au 29 juin, de 20 au 27 juillet et de 6 à 31 août 1984 ; Cours semi-intensif en petits groupes de 6 personnes minimum avec 3 heures de cours par jour ; Tests de niveau : avant le début des cours ; Lieu des cours : 350, rue Saint-Hippolyte - 75001 Paris. Pour toute information consultez votre conseiller, téléphonez-nous : LANGUAGE STUDIES : 260-53-70

(Suite des pages 4, 6 et 8) Vous avez, bien sûr, reconnu : « L'air du bon tabac dans ma tabatière », « Au clair de la lune, mon ami Pierrot », « Papa les petits bateaux qui vont sur l'eau ». Continuez à jouer avec nous, en découvrant 50 autres chansons populaires françaises transcrites phonétiquement en mots anglais par Lord Charles et annotées par son maître d'hôtel dévoué, John Hulme, dans un livre dépliant : « Les œuvres complètes de Lord Charles » 39 F. Editions La Découverte 1, place Paul-Painlevé, Paris V<sup>e</sup>. Tél. : 635.41.16

EURO... Propo... M. Ga... M. Lab... Une session devient... LA DISCUSSION DE LOI SUR LA SUSPEN... Lisa... PHILATEL... CFFP... CFFP

afelicio 1520

J.P. Mitterrand

ÉLECTIONS  
libertés  
notre politique

# EUROPÉENNES

## Propos et débats

### M. Giscard d'Estaing : rechercher l'entente

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était mardi 19 juin, dans l'Air, commenté à Bourg-en-Bresse les résultats des élections européennes : « Deux Français sur trois ont jugé que le socialisme n'était pas la réponse adaptée aux problèmes de la France. Il faut maintenant trouver cette réponse, et c'est ce que j'appelle la recherche de l'entente (...). L'entente, c'est la volonté de travailler ensemble. »

Pour l'ancien président de la République, l'enjeu de cette entente est « fondamental ». « Par malheur, si la France échouait dans la prochaine échéance, son avenir serait gravement compromis. C'est un pays qui se retrouverait dans une situation très difficile avec un fort chômage et un endettement extérieur très fort. » Il a ajouté : « Il faut tenir compte de la diversité politique de la France : elle ne doit pas être en contradiction avec l'entente, mais doit en tenir compte. »

### M. Gaudin (UDF) : à Latché...

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a estimé, mardi 19 juin, que « ce n'est pas à Moscou que M. François Mitterrand doit aller, mais à Latché ». Il a expliqué que le président de la République a « perdu 8 millions de voix ». « En mille jours, M. Mitterrand a perdu 9000 voix chaque jour. Le gouvernement ne peut plus qu'expédier les affaires courantes », a-t-il ajouté.

Il a expliqué d'autre part : « Les gens qui ont voté pour Le Pen sont des Français à part entière. Ils nous intéressent beaucoup. Pour ces électeurs, voter pour Simon Weil ou voter pour Le Pen, c'était voter contre ceux qui gouvernent. C'est ce que la leçon à tirer du scrutin (...). Nous espérons à gouverner en 1988. Nous ne sommes pas inquiets quant au résultat, même si nous avons contre nous des candidats du Front national. Vraisemblablement, cela mettra en ballottage nombre des nôtres, mais au deuxième tour les électeurs de M. Le Pen voteront pour nos candidats. »

### M. Labbé (RPR) : remise en jeu

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a jugé mardi que les conséquences du scrutin de dimanche « doivent être prises par le premier responsable, celui qui a reçu l'échec de plein fouet, c'est-à-dire le président de la République ». « C'est la possibilité soit d'un référendum, soit d'une dissolution de l'Assemblée nationale. M. Labbé a estimé que ce n'était pas à l'opposition de « faire pression » sur le pouvoir, mais à M. Mitterrand, « qui s'est engagé », à décider de ce qu'il doit faire.

« Nous ne voulons pas d'une décision de façade, mais d'une remise en question », a-t-il dit. « Un changement de premier ministre ne nous satisfait pas. (...) La solution pour nous, c'est la remise en cause, la remise en jeu dans l'esprit du général de Gaulle. »

## Une session extraordinaire du Parlement au mois de juillet devient de plus en plus probable

Une session extraordinaire du Parlement, au mois de juillet, est de plus en plus probable. M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Intérieur, a annoncé le mardi 19 juin à l'Assemblée : les députés PS sont en train de prendre leurs dispositions pour assurer éventuellement une permanence au Palais Bourbon tout au long du mois de juillet. De leur côté, les vice-présidents de l'Assemblée ont com-

mencé à se répartir les « tours de garde » pour présider les séances jusqu'au 20 juillet.

L'ordre du jour, adopté mardi par la conférence des présidents, confirme que les députés auront, au mieux, achevé l'examen en deuxième lecture du projet de loi sur la presse quand prendra fin, le 30 juin, la session ordinaire constitutionnelle. Or, M. Georges Fillioud a clairement annoncé l'intention du gouvernement de ne pas laisser le Parlement se mettre en vacances avant que ce texte ne soit adopté définitivement, ce qui nécessite encore deux lectures au Sénat et deux à l'Assemblée nationale.

## LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LA PRESSE EST SUSPENDUE

La discussion du projet de loi sur la presse a été suspendue le mardi 19 juin à l'Assemblée nationale, peu avant minuit. D'après l'ordre du jour adopté par la conférence des présidents, elle reprendra le mercredi 27 juin en soirée, puis les 29 et 30 juin.

Après cinq séances théoriquement consacrées à ce projet, les députés n'avaient pu qu'adopter par 326 voix (PS-PC) contre 159 (RPR-UDF) un amendement du groupe socialiste supprimant l'article « premier A » introduit par le Sénat, indiquant notamment : « La presse est libre », la majorité estimant que cela est un principe constitutionnel qui n'a pas besoin d'être réaffirmé, et repoussé trois amendements de l'opposition tenant de reprendre cette idée.

Le RPR et l'UDF ont réussi, de rappels au règlement en suspensions de séance, à empêcher toute discussion du projet lui-même au cours de la séance du mardi après-midi sous le prétexte que les amendements déjà déposés (93 du PS et 5 du PC sur l'ensemble du texte, 225 de l'UDF et 65 du RPR sur les seuls deux premiers articles) n'avaient pas été examinés par la commission des affaires culturelles. L'opposition a déjà annoncé son intention de multiplier les sous-amendements au cours de la suite de la discussion.

**Lisaz**  
Et Hésite pas  
**PHILATELISTES**  
à l'initiative de la philatélie

**CEPES**  
préparation intensive  
en septembre, au  
**CFPA**  
centre formation profession avocats  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.04 - 745.09.19

*femmes  
et  
libertés*

Françoise Mitterrand  
Madeleine Reberlioux  
Simone Rozes  
Yves Jouffrè  
Simone de Beauvoir  
Bernotte Grout

**HOMMES  
&  
LIBERTÉS**

Journal de la Ligue des Droits de l'Homme  
Numéro spécial 20 F  
Abonnement 5 numéros - 1 en -  
50 F donnant droit à ce numéro  
spécial (20 F) commande et abon-  
nement à adresser à la Ligue des  
Droits de l'Homme, 27, rue Jean  
Dolent, 75014 Paris. Paiement par  
chèque bancaire ou postal à l'or-  
dre de la Ligue des Droits de  
l'Homme CCP 216 25 D Paris.

## LES RÉSULTATS

### POLYNÉSIE FRANÇAISE

Inscr. 92 072; vot. 53 841  
Abst. 38 231 (41,52)  
Blancs ou nuls 1 084 (2,01)  
Suff. exp. 22 757  
UDF-RPR, 33 181 (62,89); PS,  
13 997 (26,53); FN, 2 155 (4,08);  
ERE, 1 711 (3,24); PCF, 1 047  
(1,98); PSU-CDU, 578 (1,09);  
EUE, 68 (0,12); VERTS, 18  
(0,03); I 84, 2 (0,00).

1979. - Inscr. 71 539; vot. 42 009;  
Abst. 41 27; suff. exp. 40 341  
DIFE, 18 058 (44,76); UDF, 16 433  
(40,73); PS-MRG, 4 113 (10,19); DdF,  
Interprof., 971 (2,40); PCF, 766 (1,89).

1981. - Inscr. 78 496; vot. 52 018;  
Abst. 33 773; suff. exp. 51 036  
Giscard d'Estaing, 25 241 (51,41);  
Chirac, 18 323 (35,90); Mitterrand,  
4 249 (8,32); Lagulier, 519 (1,01); La-  
tonde, 376 (0,73); Garand, 351 (0,68);  
Debré, 305 (0,59); Marchais, 273  
(0,53); Crépeau, 254 (0,49); Bouchar-  
deau, 144 (0,28).

### AU LUXEMBOURG

FORMATIONS	1984	%	SIÈGES
PCS (chr.-a.)	35,33	3	
POSN (social.)	30,28	2	
PD (démocr.)	21,15	1	
Vers	1,13	0	
PCL (comm.)	4,11	0	
PSI (soc. indép.)	2,59	0	
LCE (lig. comm. rév.)	0,38	0	

Le Journal officiel du 19 juin publie un décret du président de la République disposant que « M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, est chargé d'exercer les fonctions de porte-parole du gouvernement ». Le décret indique qu'« il est mis fin sur sa demande aux fonctions de M. Max Gallo ». Ce dernier a été élu le 17 juin député (PS) à l'Assemblée européenne de Strasbourg.

### ILES WALLIS- ET-FUTUNA

Inscr. 7 135; vot. 5 179  
Abst. 1 956 (27,41)  
Blancs ou nuls 16 (0,30)  
Suff. exp. 5 163  
UDF-RPR, 4 268 (82,66); PS,  
799 (15,47); ERE, 62 (1,20); PCF,  
34 (0,65).

1979. - Inscr. 5 829; vot. 4 338; abst.,  
25,57; suff. exp. 4 314  
UFE, 2 356 (54,61); PS-MRG, 106  
(2,45); DIFE, 1 852 (42,92).

1981. - Inscr. 6 606; vot. 4 845; abst.,  
26,65; suff. exp. 4 824  
Giscard d'Estaing, 2 911 (60,21); Mit-  
terrand, 26 (0,53); Marchais, 6 (0,12);  
Chirac, 1 868 (38,64); Lalonde, 4  
(0,08); Lagulier, 2 (0,04); Crépeau, 1  
(0,02); Garand, 5 (0,10); Debré, 8  
(0,16); Bouchardreau, 3 (0,06).

### LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Inscr. 111 827; vot. 40 047;  
Abst. 64 18 %; suff. exp. 39 390.

UDF-RPR, 23 991 (60,90); PS,  
6 284 (15,95); FN, 3 818 (9,69);  
ERE, 1 284 (3,25); VERTS, 1 228  
(3,11); REUSSIR, 760 (1,92);  
PCF, 671 (1,70); LO, 371 (0,94);  
PSU-CDU, 364 (0,92); I 84, 317  
(0,80); UTILR, 285 (0,72); EUE,  
15 (0,03); PCI, 2 (0).

1979. - Inscr. 48 375; vot. 21 305;  
Abst. 55,95 %; suff. exp. 21 079.

UFE, 11 638 (55,21); DIFE, 3 691  
(17,51); PS-MRG, 2 598 (12,32);  
EUR. ÉCOL., 961 (4,55); EEE, 650  
(3,08); EURODROITE, 612 (2,90);  
PCF, 522 (2,47); DEF. INTERPROF.,  
228 (1,08); TROTSKISTES, 179  
(0,84).

1981. - Inscr. 132 059; vot.,  
99 494; abst. 24,65 %; suff. exp.  
98 755.

GISCARD D'ESTAING, 44 926  
(45,49); CHIRAC, 21 788 (22,06);  
MITTERRAND, 18 112 (18,34); LA-  
LONDE, 4 103 (4,15); GARAUD,  
2 473 (2,50); BOUCHARDEAU,  
1 794 (1,81); MARCHAIS, 1 680  
(1,70); CRÉPEAU, 1 534 (1,55);  
DEBRÉ, 1 453 (1,47); LAGULLIER,  
892 (0,90).

## Le Sénat adopte à l'unanimité la réforme de la détention provisoire

Les députés RPR n'avaient pas pris part au vote, ceux de l'UDF s'étaient abstenus (Le Monde des 26 et 27 avril, 16 et 17 mai). Après l'adoption approuvée par M. Robert Badinter, ministre de la justice, des modifications souhaitées par sa commission des lois - qui devait renoncer aux amendements qui ne recevaient pas l'aval de la garde des sceaux - c'est à l'unanimité que le Sénat a adopté les droits des personnes en matière de placement en détention provisoire et d'exécution d'un mandat de justice.

Parmi les changements apportés au texte, figure l'allongement des délais maximum de présentation de l'inculpé devant le juge d'instruction, portés de trois à quatre jours pour la France métropolitaine et de cinq à six jours en cas de transfert entre un département d'outre-mer et la métropole. D'autre part, la possibilité prévue par le texte, pour le juge d'instruction, de renvoyer le débat contradictoire préalable au placement initial en détention provisoire, instauré par le projet, dans un délai maximum de cinq jours et d'incarcérer entre-temps l'inculpé, pour le motif qu'il ne pouvait être assisté immédiatement d'un avocat, a été supprimée. Pour la commission des lois, il appartenait à l'inculpé et non au juge d'instruction de prendre la responsabilité de ce débat différé.

Le Sénat, qui avait auparavant définitivement adopté une propo-

sition de loi réservant aux pharmaciens la délivrance au public de certaines substances végétales (Le Monde du 17 mai), avait examiné le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social voté par l'Assemblée nationale (Le Monde du 1<sup>er</sup> juin) et qui permet notamment aux commerçants et aux artisans de prendre leur retraite à soixante ans. Le Sénat s'est opposé par 209 voix contre 104 à la création d'un conseil général des hôpitaux, proposé avec l'assentiment du gouvernement par les sénateurs socialis-

### L'état de santé de M. Mitterrand

### « RÉSULTATS TOUT A FAIT SATISFAISANTS »

Le sixième bulletin de santé de M. François Mitterrand a été publié le mardi 19 juin. Le docteur Claude Guibier, médecin personnel de M. Mitterrand, écrit :

« La demande de M. François Mitterrand, président de la République française, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du sixième semestre de son septennat. Comme les précédents, ce bilan a comporté des examens cliniques et biologiques permettant l'exploration des différentes fonctions physiologiques. Les résultats obtenus sont tous à fait satisfaisants. »

Le président de la République s'est engagé à faire connaître tous les six mois son état de santé, depuis son installation à l'Élysée. Le dernier bulletin, publié le 21 décembre 1983, traduisait également des résultats « tout à fait satisfaisants ».

STAGES  
HUBERT LE FÉAL  
DÉPASSER  
LE TRAC,  
S'AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.

documentation  
sans engagement  
387 25 00

Deux traits distinguent les confidences murmurées de Prokosch : l'étrange constance avec laquelle apparaissent tour à tour, au point d'exclure tout autre personnage, les figures les plus imposantes du siècle - de Gertrude Stein à Nabokov, via Mann, Pound, Gide, Joyce ou Colette - n'a d'égale que le naturel et l'évidence (légèrement incroyables) de leur apparition; comme si, en somme, Prokosch avait voulu teinter ses mémoires des couleurs du magique.

Patrick Maurières, Libération.



Frederic Prokosch, Américain d'origine autrichienne, chasse les lépidoptères. Il collectionne aussi les visages, Virginia Woolf, Thomas Mann, Gertrude Stein... Et brosse, sans avoir l'air d'y toucher, une ironique galerie de monstres sacrés.

Angelo Rinaldi, L'Express.

Prokosch a inauguré le genre « réalisme magique » : un doigt de réalisme, deux doigts de fantastique.

Gilles Barbedette, Les Nouvelles.

Il y a du Goya dans ces portraits tracés de main de maître... «Voix dans la nuit» allie ces deux qualités rares : le plus grand talent et une générosité sans complaisance. C'est un livre qu'on aime d'amour et qu'on ne quitte qu'à regret.

Jean-Pierre Enard, VSD

368 pages  
98 F

**FAYARD**

# Le Monde

# société

## La France va rechercher de nouveaux sites pour stocker ses déchets radioactifs

Faute de pouvoir entreposer éternellement à La Hague (Manche) les déchets radioactifs de faible et moyenne radioactivité qu'elle produit, la France se doit de rechercher de nouveaux sites de stockage. C'est désormais chose faite ou presque. Mardi 19 juin, devant le Conseil supérieur de sûreté nucléaire (CSSN), le secrétaire d'Etat chargé de l'énergie, M. Jean Auroux, a invité le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à se préoccuper d'un tel choix.

La mission du CEA consistera à lancer une suite d'études pour sélectionner dans des « régions favorables », une demi-douzaine de sites au moins sur lesquels seront conduits des « travaux de confirmation » destinés à réduire l'éventail des choix. Ainsi, dans le courant du deuxième semestre 1985, le CEA sera-t-il en mesure de proposer au gouvernement deux nouveaux sites de stockage pour les déchets à vie courte. Cette recherche doit s'accompagner de celle d'un autre site destiné, lui, à la mise en place d'un laboratoire souterrain où seront étudiées les conditions de stockage, en profondeur, des déchets radioactifs à vie longue (1).

Ces décisions, plusieurs fois retardées, étaient attendues avec une certaine impatience de la part des producteurs de déchets. Le centre de La Hague qui, depuis quinze ans déjà, accueille l'ensemble des déchets nucléaires de faible et moyenne activité produits sur le territoire, est sur le point d'être saturé. Prévu pour stocker quelque 400 000 m<sup>3</sup> de matières, il devrait être plein dans le courant de 1988. La décision du gouvernement n'arrive pas trop tôt, puisqu'il s'écoulera quatre à cinq ans entre la sélection des nouveaux sites de stockage et leur mise en service opérationnelle.

### Prudence

L'annonce du choix des nouveaux sites risque de susciter quelque émotion. M. Auroux se souvient sans doute du tollé provoqué, voici quelques années, par le choix un peu rapide — mais aujourd'hui annulé — de Saint-Priest-la-Prugne. Renouveler l'expérience serait catastrophique. Aussi le secrétaire d'Etat a-t-il, dans son message au CSSN, fait preuve de la plus grande prudence.

A l'horizon 2000 seront entreposés en France plus de 870 000 m<sup>3</sup> de matières radioactives représentant les volumes cumulés des déchets conditionnés produits depuis le début de l'ère nucléaire. Sur ce total :

- 800 000 m<sup>3</sup> de déchets contenant des radioéléments à courte et moyenne période de vie (moins de trente ans), et dont l'essentiel provient des centrales nucléaires, des hôpitaux, des laboratoires de recherche et des usines du cycle du combustible ;
- 70 000 m<sup>3</sup> de déchets contenant des quantités significatives de radioéléments de période longue contenant des rayonnements alpha. L'essentiel de ces productions vient des usines travaillant dans le cycle du combustible ;

### Nouvelle transplantation d'un cœur artificiel aux Etats-Unis

La Food and Drug Administration américaine a indiqué, le mardi 19 juin, qu'elle autorisait le principe d'une nouvelle implantation de la prothèse mise au point à l'université de l'Utah. La première intervention de ce type avait été réalisée, en décembre 1982, sur la personne de M. Barney C. Clark par une équipe chirurgicale que dirige le docteur William de Vries.

Après la mort de son patient, le docteur de Vries avait demandé une modification des directives établies pour la transplantation du cœur artificiel. Il réclamait notamment une plus grande latitude dans le choix du prochain patient, soulignant qu'il devrait au départ se trouver dans un état moins grave que M. Clark.

Aucune date n'a encore été fixée pour cette nouvelle intervention, mais les responsables de l'université de l'Utah pensent que les volontaires ne manqueront pas.

● 3 000 m<sup>3</sup> enfin, de produits contenant une très forte radioactivité, issus du retraitement des combustibles irradiés dans les centrales nucléaires.

### Concertation

Ces chiffres illustrent la nécessité de trouver de nouveaux sites de stockage et de poursuivre des recherches sur le conditionnement et le stockage de certains déchets. Si le commissariat maîtrise actuellement toutes les étapes de la gestion des

### UNE NOUVELLE RÈGLE

En annonçant la décision d'engager la France dans la recherche de nouveaux sites de stockage en surface de déchets nucléaires, M. Auroux a présenté ce que l'on pourrait appeler une nouvelle règle de sûreté pour de tels centres.

Elle prévoit :

- Qu'aucune dissémination de radioactivité ne doit avoir lieu pendant toute la période (trois cents ans) d'exploitation et de surveillance de ces centres ;
- Que ces sites seront, après cette période, rendus à la nature sans précaution particulière ;
- Que ces centres devront faire l'objet d'études hydrogéologiques poussées et être notamment à l'abri de montées des nappes phréatiques ;
- Que la teneur des éléments à vie longue dans les déchets à stocker en surface sera telle que leur activité soit en moyenne de 0,01 curie à par tonne.

(1) Le budget annuel de recherche et développement nécessaire à ces opérations — depuis les études de conditionnement jusqu'à la construction des pilotes de vitrification des déchets et aux études de stockage définitif — devrait s'élever à environ 200 millions de francs par an sur dix ans. Le CEA devrait financer le coût de ces travaux qui réclameront, à partir de 1987, 325 millions de francs entre 1988-1990.

déchets émetteurs de rayonnements bêta et gamma (depuis le traitement initial jusqu'au stockage définitif), des progrès restent à faire sur d'autres types de déchets. C'est la raison d'être du laboratoire souterrain que le gouvernement envisage de réaliser dès qu'un site favorable aura été identifié. Si l'on en croit M. Auroux, cela devrait être fait dans trois ans, ce qui permettrait alors de mener des études sur le comportement des déchets alpha et des déchets de très haute activité dans certaines conditions géologiques de stockage.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de créer à cet endroit un cimetière de déchets très radioactifs, mais plus simplement d'étudier, dans un contexte européen, la manière dont on peut les conditionner pour les entreposer pendant une longue période. Il s'agit d'essayer mieux connaître les qualités des milieux — argile, granite ou dôme de sel — dans lesquels ils reposent.

Toutes ces opérations ne sauraient être menées à bien sans une concertation sérieuse avec les communes concernées. L'affaire de Saint-Priest-la-Prugne a marqué les esprits. C'est pourquoi M. Auroux a demandé qu'une large information soit faite pendant les recherches de site et que « personne ne soit mis devant le fait accompli ».

J.-F. AUGEREAU.

## EN BREF

### Nominations de magistrats

De nombreuses nominations de magistrats ont été publiées au *Journal officiel* du 17 juin comme cela est désormais traditionnel deux fois par an. On relève notamment celle de M. Jean Douvrouleux, qui devient premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris, ainsi que celle de M. Jean Gourlet, qui devient vice-président de ce tribunal. Cet ancien premier juge d'instruction au tribunal de Paris est remplacé par M. Yves Cornekoup, précédemment juge d'instruction au même tribunal et qui fut l'un des cinq signataires du texte de soutien à M. Jacques Genhoul lorsque ce dernier quitte la brigade criminelle de Paris.

M. Paul Weisbuch a, pour sa part, été nommé procureur de la République du tribunal de grande instance de Digne. Ancien juge d'instruction à Grenoble, il a notamment contribué au démantèlement d'un réseau de proxénètes dans les Alpes, qui trouvait ses racines en Italie.

### Légère diminution de la population pénale

La population pénale a diminué le mois dernier. Au 1<sup>er</sup> juin, 40 870 personnes étaient détenues dans les prisons françaises contre 41 166 au 1<sup>er</sup> mai. Cette diminution, enregistrée pour la deuxième fois consécutive, est également sensible pour ce qui concerne les prévenus, c'est-à-dire les personnes en attente de leur jugement de première instance ou d'un arrêt d'appel. Au 1<sup>er</sup> juin, il y avait 20 931 prévenus, soit 51,21% de la population pénale, contre 21 689 (52,68%) au 1<sup>er</sup> mai.

### Deux inculpés dans le service d'ordre de M<sup>me</sup> Veil

Le quotidien *Sud-Ouest* a publié, le mardi 19 juin, une photo d'archives montrant Patrick de Carvalho et Roland Santiero — tous deux inculpés, dimanche, de tentative d'assassinat par explosifs pour l'attentat du 15 juin, à Biarritz, contre deux Basques espagnols — auprès de M<sup>me</sup> Simone Veil, de M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, et de responsables UDF et RPR des Pyrénées-Atlantiques. Cette photographie de presse avait été prise le 7 juin, lors d'une réunion politique à Pau. Sur un autre cliché,

publié le 8 juin, on distingue moins nettement Patrick de Carvalho devant la voiture ayant transporté M<sup>me</sup> Veil et M. Pons. Les deux hommes semblent, de toute évidence, assurer le service d'ordre des personnalités politiques qu'ils accompagnent.

M. Jean Gougy, responsable départemental du RPR, s'est interrogé sur une éventuelle « provocation politique », notant : « La police surveillait ces deux hommes depuis début mai et pressentait, selon des indications concordantes, qu'ils préparaient quelque chose. Comment s'est-elle pu les laisser approcher de notre réunion ? »

M. François Bayrou, responsable départemental de l'UDF, a assuré que l'UDF locale n'avait jamais eu recours aux services de Carvalho et de Santiero. M. Gougy, qui a été candidat aux dernières législatives contre M. André Labarrière, ministre et maire de Pau, a précisé : « Nous n'avions pas de service d'ordre et pas moins de mille personnes, dont beaucoup n'étaient inconnues, ont assisté à la réunion. »

### L'enlèvement et l'évasion de l'ancien P-D-G du Patrimoine foncier

L'ancien P-D-G du Patrimoine foncier, M. Claude Lipsky, a été enlevé et séquestré le 14 au 19 juin dans une ancienne ferme de Chaufour-les-Bonnières (Yvelines). Il a pu fuir accompagné à ses ravisseurs en sautant par une fenêtre du premier étage.

M. Lipsky a été enlevé à proximité de sa résidence à Paris-2 (Yvelines) par une bande de six ou sept personnes. Par téléphone elles ont d'abord réclamé 10 millions de francs à la famille. Les exigences ont ensuite été réduites à un million et demi de francs. Les ravisseurs n'avaient pas été retrouvés mercredi matin. M. Lipsky, dont le visage était couvert d'hématomes, s'est plaint d'avoir été frappé durant sa détention.

Le Patrimoine foncier était une société civile de placements immobiliers, faisant appel à l'épargne publique et regroupant huit mille cinq cents souscripteurs. Une partie importante des fonds ainsi recueillis avait été détournée. Incarcéré en 1972, après son extradition d'Israël, M. Lipsky avait été condamné en appel à huit ans d'emprisonnement en 1976.

## POUR LA FORCE D'ACTION RAPIDE

### L'armée de terre veut acheter trente nouveaux hélicoptères Super-Puma

Pour les besoins de la force d'action rapide (FAR), l'état-major de l'armée de terre française a l'intention d'acquiescer trente exemplaires d'un nouveau modèle d'hélicoptères conçu par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), le Super-Puma. Du même coup, c'est la composition prévue de l'actuelle division aéro-mobilité de la FAR qui sera réexaminée, une unité de six mille quatre cents hommes chargée plus spécialement de la lutte anti-char.

Annoncée en novembre 1982, la création de la FAR consiste à réunir, sous les ordres d'un même état-major confié au général Gilbert Foray, un ensemble de quarante-sept mille hommes destinés à intervenir, dans les plus brefs délais, en Europe, aux côtés des alliés de l'OTAN, comme outre-mer sur décision du président de la République. Outre trois divisions d'infanterie déjà existantes, la FAR comprend deux nouvelles divisions : la sixième division légère blindée, installée à Nîmes et composée pour l'essentiel de légionnaires et de « marabouts » de l'infanterie de marine, et la quatrième division aéro-mobilité (DAM), dont le PC se trouve à Nancy.

La quatrième DAM devait rassembler, à l'origine, outre des éléments de commandement et de soutien, un régiment d'infanterie et deux compagnies du génie, quatre régiments d'hélicoptères de combat. Soit, au total, plus de deux cents hélicoptères, pour la plupart des Gazelle équipés de missiles anti-chars Hot pour l'attaque des blindés adverses à 1 000 mètres de distance.

L'infanterie de la DAM est dotée de missiles anti-chars Milan.

Selon de nouvelles études en cours à l'état-major, la DAM se composerait plus désormais que trois régiments d'hélicoptères de combat. Chacun de ces régiments recevra trente hélicoptères Gazelle équipés du missile Hot, vingt-deux hélicoptères de manœuvre Puma (qui sont de véritables « hommes à tout faire » pour le transport de l'infanterie anti-chars, des munitions, du carburant et de la logistique) et dix hélicoptères Gazelle armés de canons pour la lutte anti-hélicoptères. C'est cette escadrille de dix hélicoptères légers Gazelle qui devrait être remplacée par l'hélicoptère d'appui et de protection (HAP) dont la construction est, en principe, prévue aux termes de l'accord récemment conclu entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

En revanche, les trois régiments d'hélicoptères de combat de la DAM seront complétés par un régiment de commandement et de services qui recevra, lui, le nouvel hélicoptère Super-Puma.

### Orchidée

Produit par la SNIAS, le Super-Puma peut transporter jusqu'à vingt-deux passagers et atteindre des vitesses de 290 kilomètres à l'heure. Dans une autre configuration de vol, il peut acheminer jusqu'à 4 tonnes de matériel ou soixante, à l'élingue, des masses de l'ordre de 4,5 tonnes. Selon la version retenue, le Super-Puma peut franchir, avec des réservoirs supplémentaires, des distances supérieures à 1 000 kilomètres (version stan-

dard) ou à 1 800 kilomètres (dans une version allongée).

L'état-major de l'armée de terre a estimé ses besoins à une trentaine de Super-Puma et il a prévu de financer cette acquisition dans le cadre des sommes qui lui ont été allouées par la loi de programmation militaire 1984-1988. Pour la SNIAS, il s'agit d'une décision de principe importante car, jusqu'à présent, cet hélicoptère n'avait été l'objet que de commandes à l'exportation, par une clientèle civile aussi bien que militaire.

À la FAR, dont il accroît les capacités de manœuvre, le Super-Puma devrait surtout apporter la possibilité de déplacer sur le terrain même des opérations, en le soulevant à l'élingue, un nouveau blindé léger anti-chars que l'état-major de l'armée de terre veut acquérir. Ce nouveau blindé léger est armé de quatre missiles antichars Hot prêts à être tirés, avec un système de rechargement depuis l'intérieur du véhicule. Deux modèles de ce véhicule de combat anti-chars sont en compétition.

De plus, le Super-Puma pourra recevoir le système Orchidée de renseignement et d'acquisition des objectifs adverses sur le champ de bataille, qui est en cours de définition dans les services techniques. Le système Orchidée est, essentiellement, un radar hélicoptère qui détecte des cibles mobiles, sur un front de 80 kilomètres et dans une profondeur de 80 kilomètres au-delà de la zone des contacts, et qui transmet les observations à une station au sol chargée de l'exploitation de ces renseignements au bénéfice des PC des forces installées plus en arrière.

JACQUES ISNARD.

### Le deuxième propriétaire foncier de Grenoble est écroulé

Grenoble. — Deuxième propriétaire foncier de Grenoble après la Ville, M. Yves Collin Dufréne, cinquante-quatre ans, logé depuis le 19 juin à la prison de Vercors. Ce multimillionnaire a été inculpé d'abus de biens sociaux, de détournement d'actifs, de banqueroute simple et de fraude fiscale, par le juge d'instruction Paul Weisbuch après de la cour d'appel de Grenoble. M. Collin Dufréne est le gestionnaire d'un patrimoine estimé à plus de deux cents appartements et six cents bureaux commerciaux rien qu'à Grenoble, auxquels il faut ajouter plusieurs centaines d'autres biens à Lyon, Nice, Nancy, Chalons-

sur-Saône, et dans le Midi de la France.

M. Collin Dufréne n'était apparu qu'en de rares occasions sur le devant de la scène grenobloise. Il avait dû dépendant se dérouter, il y a deux semaines, lors d'un procès dans lequel on lui reprochait d'avoir établi un faux destiné à faire prononcer la liquidation d'une société hôtelière pour ne pas assurer son passif et réaliser, de surcroît, par l'intermédiaire d'une complice, une opération financière très rentable.

M. Collin Dufréne sera fini sur son sort le 29 juin dans cette affaire. Le procureur de la République a requis une peine de dix-huit mois de prison, dont six mois fermés, et une amende « à la mesure de ses revenus ».

Cette affaire a permis d'autre part au juge Weisbuch d'ouvrir un dossier particulièrement explosif, celui du syndicat grenoblois M<sup>me</sup> Jean-Louis Cavat (*Le Monde* du 17 avril). Ce dernier utilisait habituellement la procédure de liquidation des sociétés qu'il était chargé de gérer temporairement, en brandant celles-ci à des « complices ». Une douzaine de personnes sont aujourd'hui inculpées dans cette vaste escroquerie. — (Corresp.)

### Mandat d'arrêt international contre le conservateur du musée de Cleveland (Ohio)

M. Jean-Pierre Michau, premier juge d'instruction à Paris, a délivré un mandat d'arrêt international contre M. Sherman-Emery Lee, conservateur du musée d'art de Cleveland (Ohio), pour complicité d'exportation en contrevance.

Une enquête des douanes menée depuis près de deux ans semble avoir établi, en effet, que M. Lee acheta en janvier 1981 à M. Philippe Bertin-Mourou, Français résidant au Canada, directeur de sociétés au Canada et en Suisse, un Poussin, la *Madame à l'escalier*, pour 2,2 millions de dollars sans respecter le droit de préemption des Musées de France, sans déclaration d'exportation et avec une fausse déclaration d'importation aux Etats-Unis, puisque le tableau était présenté comme étant sans valeur.

M. Bertin-Mourou encourt également des poursuites, tant en France qu'aux Etats-Unis.

### La tuerie d'Auriol : le cas de M. Debizet sera réexaminé

L'ouverture du procès des auteurs présumés de la tuerie d'Auriol et de leurs complices devant les assises des Bouches-du-Rhône devra être retardée. La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Jean Ledoux, a en effet cassé partiellement, le 19 juin, l'arrêt de la chambre d'accusation d'Alais-en-Provence du 29 mars renvoyant devant la cour d'assises les cinq membres du commando, Lionel Collard, Ange Poletti, Jean-Bruno Finocchietti, Didier Campans et Jean-Marie Massoni, ainsi que MM. Jean Maria, responsable du SAC (Service d'action civique) de Marseille, et Pierre Debizet, secrétaire général de l'ex-SAC sur le plan national.

La cassation concerne uniquement M. Debizet, tenu par les magistrats d'Alais-en-Provence pour complice de tous les faits ayant abouti à la mort de Jacques Massié et des cinq personnes de sa famille se trouvant à son domicile, dont son fils de huit ans, dans la soirée du 18 juillet 1981 et les premières heures du lendemain. Les magistrats ont estimé que, en l'état des énonciations de son arrêt, les motifs retenus par la chambre d'accusation d'Alais-en-Provence sont hypothétiques et insuffisants pour caractériser la complicité des crimes et délits qui est imputée à M. Debizet. Ils ont décidé de renvoyer l'examen de ce cas de dernier devant la chambre d'accusation de Paris. Ils précisent toutefois que, pour le cas où cette juridiction déclarerait qu'il existe des charges suffisantes contre M. Debizet, elle devrait obligatoirement le renvoyer devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

● Cinq ans de prison pour le meurtrier d'un jeune Algérien. — Michel Lebrun, reconnu coupable d'avoir tué le 20 février 1981, à Marseille, Zahir Boujdjalal, un jeune Algérien, a été condamné le 19 juin à cinq ans de prison dont deux avec sursis, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. M. Lebrun, trente-deux ans, avait le 20 février 1981, tiré une balle de revolver 22 long rifle sur Zahir Boujdjalal, seize ans, pour protester contre les pérorations de la voiture conduite par ce dernier (*Le Monde* du 24 février 1981).

toujours **RTL** 1<sup>ère</sup> radio de France

Résultat du dernier sondage C.E.S.P. : RTL reste en tête de toutes les stations de radio et remercie ses auditeurs

Centre de Recherches des Stations de Radiodiffusion (Avril 1984)

Chapelle 1350

# VILLEURBANNE FÊTE LES CINQUANTE ANS DE SES GRATTE-CIEL

**F**ORTERESSE ouvrière jouxtant la capitale régionale, Villeurbanne tient à son identité. Gouvernée par des municipalités de gauche depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le développement démographique rapide lié à l'industrialisation, la cité fait le poids, avec 118 000 habitants, face aux 419 000 Lyonnais voisins.

Un théâtre « national », une équipe de basket portant haut les couleurs de la cité. En célébrant avec faste le cinquantième des gratte-ciel, opération d'urbanisme originale qui a donné sa personnalité au centre de la ville, Villeurbanne veut donner un exemple, au moment où les banlieues se demandent comment cesser de l'être...

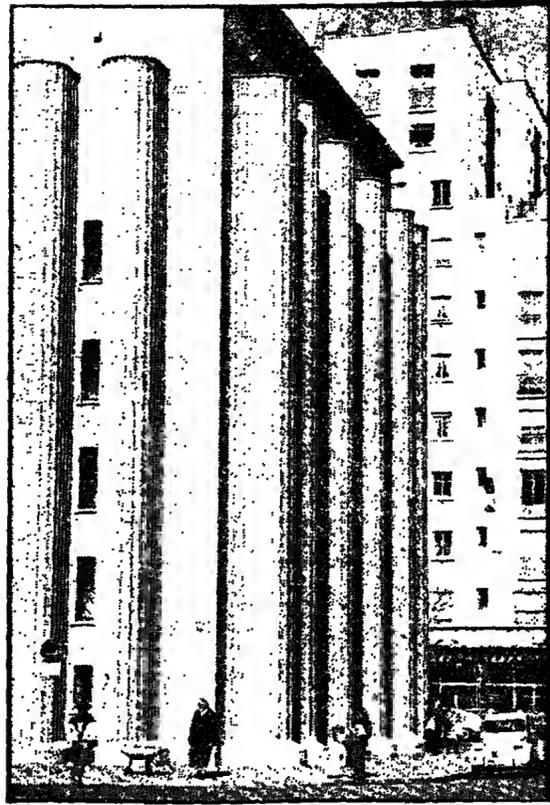


Photo Marc Riboud.

## Une ville, une vraie ville

« C'EST un homme chaleureux », tous les avis convergent : l'homme public Charles Hernu a le contact facile. « Je tutoie, c'est vrai, la moitié des habitants. » Démagogie ? « Non, je les connais. » Le maire ministre reçoit beaucoup dans son bureau haut perché. Il a la médaille de « sa » ville plutôt facile et décerne sans trop de parcimonie le diplôme de « citoyen d'honneur de Villeurbanne ». Visiblement heureux de faire partager les fonctions locales et d'ajouter son nom à une longue liste de maires républicains, il n'a oublié qu'une chose : maître ici. C'est à Quimper, il y a six semaines et un an le 9 juillet prochain, qu'il a vu le jour. Il suivra son père, grand-dame, dans le Rhône dès l'âge de deux ans ; son enfance et son adolescence furent villurbanaises. Il sera scout (« pas dans la même troupe ») en même temps que l'autre grand nom de la ville, un certain Roger Planchon.

Maire depuis 1977, ministre de la défense depuis 1981, il est certes moins présent dans sa mairie depuis que le président de la République — dont il est depuis toujours l'un des plus sûrs « fidèles » — lui a confié sa charge gouvernementale. Mais il est toujours présent en fin de semaine et un cabinet confortable dirigé par M. Jean-Régis Boris assure la liaison avec le rue Saint-Dominique. « Il n'est jamais là » ; ses adversaires politiques insistent sur son éloignement. A l'hôtel de ville, on préfère souligner que Charles Hernu

est le premier maire ministre de Villeurbanne, et l'on assure que sa photo trône en bonne place sur les buffets de bien des foyers, notamment chez les « anciens ».

« L'homme n'a pas que des défauts sur le plan humain. Ce n'est pas le plus mauvais des ministres », indique M. Michel Forien, chef de file RPR des élus de l'opposition. Ce satisfait en demi-teinte est, il est vrai, vite tempéré : « Mais c'est un notable au sens plein du terme, un notable avec un double visage. Il a de bons contacts humains avec les gens, mais dans le même temps il tient sa propre majorité d'une main de fer. C'est un Poperein, à la différence que Poperein est aussi sectaire et l'insérier qu'à l'extérieur. »

Sectaire ou non, Charles Hernu, reconnu comme « tête politique » par son principal adversaire local, veut s'inscrire dans l'histoire politique de la cité. Son arrivée à la mairie il y a sept ans coïncide avec une partie de bras de fer impressionnante avec le parti communiste. Après une primaire remportée d'extrême justesse, il est parvenu — à l'image de ce qui se produira en 1981 sur le plan national — à faire considérablement baisser l'influence du PCF. En 1947, ce parti mobilisait 42 % des électeurs villurbanais. Aujourd'hui, il obtient dans la ville un score inférieur à ses résultats nationaux. M. Forien parle de « l'erreur historique » qui a consisté à renouer en mars 1983 une alliance qui a représenté une véritable

« bouée de sauvetage » pour les communistes et leur a permis de « s'introduire dans les rouages du pouvoir ». C'est M. Jean-Jack Queyranne, premier adjoint et député — il était suppléant du ministre Charles Hernu — qui répond : « L'opposition ne trouve pas de bons thèmes et elle en change souvent. La baisse du PCF s'explique par une mutation sociologique, la diminution de sa puissance sur le terrain et des erreurs politiques. »

L'histoire de Villeurbanne, c'est aussi l'opposition quasi permanente avec Lyon. Les projets d'annexion ont toujours buté sur une farouche opposition villurbanaise. Les armées de la Convention venues remettre Lyon dans le droit chemin révolutionnaire étaient cantonnées à Villeurbanne, à la Doua précisément.

### La barrière du Rhône

Paraphrasant M. François Mitterrand, M. Hernu rappelle qu'« un peuple sans mémoire est un peuple sans identité ». Il ajoute : « Ce n'est pas l'histoire qui façonne les peuples, c'est la géographie qui façonne l'histoire. » Ce rappel vaut bien sûr pour Villeurbanne sur la rive est du Rhône, un fleuve qui a été « infranchissable pendant des siècles ».

Les consorts villurbanais d'aujourd'hui, qui choisissent plus volontiers qu'ailleurs de servir dans la marine nationale — le ministre de la défense a des statistiques, — igno-

rent sans doute qu'ils sont, sans le savoir, les héritiers des tisseurs de chaivre installés sous Richelieu à la Doua (la Gadoua en dauphinois). Les terrains inondables permettaient l'humidification du chaivre et donc l'installation de fabriques de cordages.

La révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle va donner le signal de l'essor économique de Villeurbanne. D'abord, au nom de la loi de proximité, la ville va bénéficier de l'expansion de l'industrie textile de Lyon, qui descend de la colline de la Croix-Rousse et traverse le Rhône. Les petits jardins qui bordent le fleuve vont peu à peu laisser la place à un réseau très dense de petites usines de transformation de métaux, puis les machines-outils prendront le relais. L'ingénierie ou l'informatique perpétuent aujourd'hui la tradition d'une industrie à taille humaine. Il y a, en 1984, 30 000 ouvriers à Villeurbanne et plus de 2 000 entreprises.

« Ce ne sont pas les entreprises qui sont venues s'implanter dans la ville, mais la ville qui s'est construite autour des entreprises. » Ce constat de l'opposant Michel Forien peut être repris mot pour mot par les représentants de la gauche majoritaire. Villeurbanne est certes le siège de grandes entreprises — Delle Alstom et ses transformateurs ; Martin emballages ; Société mécanique de Villeurbanne ex-Richard Continental, filiale de Renault-Véhicules industriels, — mais l'essentiel du tissu industriel se perçoit dès que l'on regarde la ville de haut : on aperçoit une multitude de petites entreprises totalement enserrées dans le tissu urbain. L'origi-

nalité de Villeurbanne par rapport à la presqu'île ou aux quartiers occidentaux de Lyon est, dans ce domaine, très frappante.

Les vertus des PMI sont connues. Plus souples, elles sont mieux adaptées pour réagir en période de crise. Le taux de chômage par rapport à la population active est ici inférieur à la moyenne régionale et nationale. Le taux actuel est de 8,8 %, soit 4 300 chômeurs pour 54 000 actifs. Et cela, s'en déplaçant à M. Jean-Marie Le Pen, malgré — faut-il écrire à cause de — la présence de très nombreux étrangers : 14 % de la population auxquels s'ajoutent 5 % de Français naturalisés. Villeurbanne est, de ce point de vue, une mosaïque. « Parcourez l'annuaire, c'est très instructif », conseille M. Hernu. Les Italiens, les Maghrébins, les juifs originaires d'Europe centrale ou d'Afrique du Nord, sont particulièrement nombreux. Quant aux quatre mille habitants formant la communauté arménienne, ils sont parmi les Villeurbanais les plus actifs.

### Le métro, trait d'union

« Une ville où sera respecté l'équilibre entre l'habitat, l'industrie et l'artisanat », répond le maire, qui espère que le plan d'occupation des sols sera un instrument efficace « pour éviter la marginalisation de certains quartiers ou de certaines cités ». Les jours de la dernière « barre » du célèbre ghetto d'Olivier-de-Serres sont comptés. Mais des immeubles d'HLM seront prochainement édifiés dans le centre

de la ville. En outre, les plans de développement qui auraient pu conduire à une ville de deux cent mille habitants noyés dans une mégapole lyonnaise de deux millions d'âmes sont totalement abandonnés. La croissance sera qualitative.

L'identité villurbanaise, qui s'est affirmée au long des siècles, a engendré des rapports de confiance avec la grande ville voisine après des affrontements parfois très vifs. La première ligne de métro de l'agglomération relie les deux centres : c'est plus qu'un symbole. Villeurbanne-la-socialiste prend toute sa place au sein de la communauté urbaine de Lyon — la COURLY — modérée. M. Hernu n'oublie pas qu'il doit à la COURLY d'avoir pu édifier « un gymnase par an ». Cette gratitude a des prolongements : Lyon et Villeurbanne ont même, dans un passé récent, gommé leurs différences idéologiques pour limiter leurs parts dans l'imposition communautaire.

CLAUDE RÉGENT.

(Lire la suite page 14.)

### A LIRE

**BERNARD MEURET** : Le Socialisme municipal - Villeurbanne 1880/1982. Presses universitaires de Lyon.

**MARC BONNEVILLE** : Naissance et métamorphoses d'une banlieue ouvrière, Villeurbanne. Presses universitaires de Lyon.

**CHARLES HERNU** : Villeurbanne, cité banlieusarde. Groupe d'action et d'études villurbanaises.

### COLLOQUE

## Comment cesser d'être une banlieue ?

**M**IEUX connue de certains spécialistes étrangers que du grand public et même, jusqu'à une date récente, des architectes et urbanistes français, l'opération des gratte-ciel est unique en son genre.

Au début des années 30, un maire socialiste, Lazare Goujon, fait construire quinze cents logements pour des familles modestes, un nouvel hôtel de ville et le Palais du travail avec théâtre, brasserie, piscine et services sociaux. Ces divers éléments sont ordonnés le long d'une avenue, autour d'une place de belles dimensions, afin de donner à l'ensemble un caractère de centre-ville, devenu par la suite le symbole de la ville.

Cinquante ans plus tard, cet exemple de politique municipale volontariste mérite d'être étudié et médité, à l'heure où l'on souhaite donner du corps à certaines banlieues, où l'on veut essayer d'« arracher » psychologiquement à leur lieu de vie les populations désamarrées des grands ensembles. Ce sera l'un des thèmes du colloque organisé sur place du 20

au 22 juin où trois à quatre cents personnes sont attendues.

Après la présentation détaillée de la politique urbaine menée à Villeurbanne dans les années 30 et des informations qui ont pu être réunies sur le mystérieux architecte des gratte-ciel, Maurice Laroux, des exemples étrangers de la même époque seront analysés : New-York, Berlin, Madrid, l'URSS, les Pays-Bas et l'Angleterre. C'est-à-dire des expériences d'avant-garde qui sont restées marginales dans chaque pays et dont on ne retrouve pas les qualités ou les leçons dans l'urbanisme de masse de l'après-guerre : logements à la chaîne, équipements qui tardent à venir, éloignement des centres traditionnels, manque de personnalité, d'identité urbaine des quartiers nouveaux, etc.

Les projets de la mission Banlieues 89 en France seront confrontés à des expériences italiennes et autrichiennes.

Bien sûr, on ne résoudra pas tous les problèmes des quartiers neufs par une meilleure architec-

ture. La concentration de populations défavorisées, d'étrangers et d'insuffisamment, le sous-équipement, ne peuvent pas être compensés par des symboles, une monumentalité, l'ordonnance riche des espaces. Mais les excès du fonctionnalisme ont créé un tel malaise, nourri de tels doutes, que certains sont prêts aujourd'hui à construire pour le peuple de modernes palais (voir l'exemple de Montpellier dans le Monde Aujourd'hui daté 17-18 juin).

Comment l'autonomie du pouvoir local et sa capacité à prendre des décisions pratiquement sans concertation ont-elles permis de mener en quelques années un tel chantier ? C'est l'une des questions qui seront posées... même si la réponse risque d'aller à contre-courant des idées préconçues, notamment au Parti socialiste, sur un urbanisme plus démocratique.

\* Renseignements au service culturel de la mairie : Ghislaine Le Berre, place Lazare-Goujon, 69100 Villeurbanne. Tél : (7) 885-88-05.

## EXPLOITATION ET FINANCEMENT D'INSTALLATION DE CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

### CENTRE DE TELESURVEILLANCE ET DE TELEGESTION DE TOUT EQUIPEMENT



**NOS AGENCES :**  
Annecy - Cluses - Avignon  
Besançon - Dijon  
Grenoble - Reims  
Saint-Etienne  
Villefranche-sur-Saône

DÉPARTEMENT DE SLEC  
**LES**  
TOUTELECTRIQUE SERV.

Entretien, maintenance,  
dépannage de toutes  
installations électriques

## SOCIÉTÉ LYONNAISE D'EXPLOITATION DE CHAUFFAGE

Siège social et bureaux : 11, rue Le Royer, 69003 LYON  
Tél. (7) 860.94.88 +

ASSISTANCE SOCIALE

Cinq ans d'expérience au service des femmes battues

C'EST une jolie maisonnette très - début de siècle - au n° 156 du cours Tolstoj...

Présidé par l'épouse du maire, M<sup>me</sup> Dominique Heru, et dirigé au quotidien par une adjointe de la municipalité, M<sup>me</sup> Brigitte Theveniau...

Peu à peu, un réseau informel (voisinage, amis, élus locaux mais aussi avocats et policiers) a essayé dans toute la France pour faire connaître ce lieu aux femmes frappées par leur conjoint...

Une expérience de cinq ans permet de cerner l'image des femmes reçues par le VIFF : jeunes (entre vingt-cinq et trente-cinq ans), elles éprouvent, pour la plupart, des difficultés de dépendance économique à l'égard de leur conjoint...

A la détresse morale s'ajoutent parfois des séquelles physiques très importantes : le VIFF accueille des femmes, à leur sortie de l'hôpital, portant des blessures à la tête - les hommes violents frappent surtout à la face ou aux bras qui tentent de protéger le visage...

Une prétendue passivité

Pourquoi certaines femmes mettent-elles brutalement un terme à leur mariage - le mot d'est pas trop fort - quotidien ? Il y a, explique M<sup>me</sup> Theveniau, deux déclis qui précipitent un départ déjà confusément programmé...

Au passage, il convient de torde le cou à un mythe très largement répandu chez les hommes, bien sûr, mais aussi chez certaines femmes : la prétendue « passivité complaisante » des femmes battues...

Ces femmes appartiennent à tous les milieux sociaux. Elles se confient avec réticence au début, « parce

qu'il est aussi dur de parler des coups qu'on a reçus que de les recevoir » (Odette, quarante-quatre ans). Puis, la confiance aidant, les témoignages se font plus précis. Sur les violences subies : « Un jour, il m'a envoyé une perouse dans la figure ; une autre fois, une chaise ; chez lui, c'était naturel » (Marguerite, trente-quatre ans)...

Malgré la diversité des situations vécues, les traumatismes subis, l'unanimité est parfaite dès qu'il s'agit d'évoquer le rôle du VIFF, ce lieu où « des femmes aident des femmes »...

La principale mission assumée par l'association, la plus urgente aussi pour des femmes qui arrivent la plupart du temps, avec une seule valise à la main, consiste à fournir l'hébergement en un lieu sûr. Une trentaine d'appartements modestes de la ville sont affectés pour des délais relativement courts, de trois à six mois...

Aussi, parfois, certaines d'entre elles retournent auprès de leur mari. Pour des raisons affectives parfois, matérielles aussi. L'an dernier, sur les quatre-vingt-neuf femmes reçues et aidées, seize sont « reparties chez elles »...

An total, bien peu d'hommes font un effort suffisant pour ne pas frapper à nouveau leur épouse. Ils préfèrent s'en prendre à l'institution du VIFF, accusés de « bourrer le crâne » de leurs compagnes ou encore jouer les ingénus : « Mais, enfin, de quoi te plains-tu ? »

\* VIFF, SOS Femmes, 156, cours Tolstoj, 69100, Villeurbanne. Tél. : (7) 885.76.47. L'association bénéficie de subventions municipales et de l'aide du ministère des affaires sociales. La mairie perçoit un loyer symbolique pour le local.

DÉCENTRALISATION RÉUSSIE

Trois cent cinquante techniciens d'EDF troquent la Seine contre le Rhône

Le service Etudes et projets thermiques et nucléaires (SEPTEN) d'EDF s'installe à Villeurbanne le 23 juillet prochain. La décision politique de transférer un des services pilotes de la grande société nationale a été prise le 13 mars 1981 et confirmée le 19 novembre de la même année...

Le SEPTEN vit ses derniers jours dans une tour de la Défense où il s'est installé il y a treize ans. Quatre cent cinquante personnes, dont la majorité sont des ingénieurs de haut niveau, ont été sollicités. 27 % d'entre elles ont accepté de s'installer définitivement à Villeurbanne.

Des agents d'EDF acceptant de partir en province ont en outre été, dans un premier temps, mutés au SEPTEN de la Défense. Au total, trois cent cinquante salariés du SEPTEN seront le mois prochain à Villeurbanne où sera recruté localement le reste du personnel nécessaire.

Recevoir personnellement en trois ans des trois quarts d'un service de haute technicité ne va pas sans créer d'importantes difficultés. Sans aller jusqu'à craindre une perte irréversible de la « mémoire scientifique » du service, la direction reconnaît qu'elle a dû mener des opérations de formation de grande ampleur. « Pas facile », admet

M. Pierre Maerten, directeur adjoint du SEPTEN, de remplacer, par exemple, un ingénieur spécialiste des pompes primaires. « Et des cas analogues sont nombreux dans un service qui doit maîtriser des compétences très « pointues » : les ingénieurs travaillent essentiellement sur les réacteurs de 1 500 mégawatts à eau pressurisée modèle Chooz. On ne s'improvise pas « gardien de la doctrine technique d'EDF en matière de centrales nucléaires ».

La compétence des personnels étant assurée, reste ce que l'on pourrait appeler l'ambiance. Avec une première difficulté : le logement. A EDF, on avoue aujourd'hui avoir eu à ce propos quelques frayeurs. En 1982, le marché de l'immobilier lyonnais était en mauvais état (à la suite notamment de la loi Quilliot) et les trois cent cinquante demandes simultanées sont arrivées, alors que les offres étaient très peu nombreuses. Le SEPTEN s'est porté acquéreur de cent logements, les autres demandeurs se sont retrouvés sur le marché libre. La plupart de ces nouveaux lyonnais ont demandé à être logés dans l'ouest de l'agglomération. « Ils reproduisent le schéma parisien », constate M. Maerten. Quelques-uns ont cependant cédé aux attraits du logement de proximité dans le nouveau quartier du Tonkin à Villeurbanne.

Autre difficulté majeure : l'emploi des conjoints. C'est sans doute la question la plus épineuse dans une

période de crise ; en tout cas, la plus dissuasive pour ceux qui sont restés fidèles à la région parisienne. La direction du SEPTEN gère cent vingt dossiers de conjoints qui cherchent une activité professionnelle équivalente à celle qu'ils occupaient antérieurement. « Il a fallu créer une véritable agence pour l'emploi », indique M. Maerten, notamment pour les trente-cinq femmes institutrices ou professeurs. « La DATAR y est allée de ses « interventions sélectives », des dossiers ont été envoyés dans toutes les directions mais il reste, aujourd'hui en suspens, une quarantaine de cas en suspens.

Un siège moderne, efficace et... beau

Un transfert d'activité de cette importance nécessitait un lieu d'accueil particulièrement adapté aux besoins de chercheurs qui travaillent en équipe de cinq à six personnes. A partir de ces contraintes, des architectes - Claude Parent, René Guimbert et Jacques Vergely - ont conçu un immeuble fonctionnel et, pour dire les choses simplement, beau. Le visiteur ne devra pas manquer l'imposante cour intérieure dont le décor ornemental est signé par le Lyonnais Jérôme Vitat-Durand.

La fréquentation d'une tour de la Défense a influencé les réponses du personnel qui a été interrogé sur ce qu'il attendait de son futur lieu de travail. A Villeurbanne, la fermeture perpétuelle des fenêtres ; la lumière naturelle sera généreuse, facteur im-

portant dans des bureaux dotés de cent vingt écrans d'ordinateurs. Les communications internes ménagées par des transitions en pente douce entre les quatre ensembles situés aux quatre points cardinaux ne devront plus rien aux rencontres de hasard près des ascenseurs ou de nécessité au restaurant d'entreprise.

Après avoir souligné la rapidité de réalisation de cet ensemble - de décembre 1981 à juillet 1984 tout a été conçu, dessiné et construit dans les délais, - signalons une dernière particularité qui fera du SEPTEN-Villeurbanne une réalisation très efficace dans les années futures : l'informatisation quasi totale des tâches dans le « eau, le gaz et l'électricité » souligne M. Maerten. Un atelier informatique de 500 mètres carrés sera relié en permanence au gros ordinateur central « Cray One ». Le cordon ombilical avec la capitale n'est donc pas coupé mais la région Rhône-Alpes devrait voir, grâce au seul SEPTEN, augmenter ses capacités de calculs scientifiques de 25 %.

C'est la première retombée quantifiable d'une opération très riche de promesses. EDF estime le coût global du transfert à 300 millions de francs, somme équivalente au montant des contacts d'études passés annuellement par le SEPTEN. Aux entreprises régionales de (bien) jouer pour obtenir une place de choix dans l'attribution de marchés « haut de gamme ».

C.R.

Une ville, une vraie ville

(Suite de la page 13.)

Et le maire de Villeurbanne salue en François Colombe le maire de Lyon, un « ami » d'origine modeste « qui aurait pu, après tout, être de gauche ».

Une seule fois, dans l'euphorie de la victoire de François Mitterrand, Charles Heru avait publiquement souhaité que « Lyon à son tour tombe à gauche ». En mars 1983, il n'a pas tenu de meeting chez ses grands voisins. Les Lyonnais se sont bien gardés de franchir les limites administratives de leur ville. Au nom des opposants villeurbanais, M. Michel Forien dénonce la « complexité des notables », tonne contre cette sorte de « Yalta » qui perpétuerait l'ordre établi entre « l'Est lyonnais et tout le reste ». M. Heru répond que son adversaire « en campagne permanente » soulève « la guerre civile ». Il rejette pour lui toute idée d'autarcie ou de « nationalisme municipal » au nom d'une analyse réaliste. « Si nous sommes majoritaires au niveau national, déclare-t-il, nous ne le sommes ni dans l'agglomération ni dans la région. S'il y a un conflit permanent avec Lyon, c'est Villeurbanne qui en souffrira ».

Villeurbanne a montré sa force et sa volonté, ses atouts, mais les responsables municipaux respectent leur puissant voisin. Montrer sa force sans s'en servir pour des combats à l'issue incertaine : cela porte un nom, qui ne doit pas désorienter un ministre de la Défense : la dissuasion.

CLAUDE RÉGENT.

ENTREPRISE D'AVANT-GARDE

Une PME à l'assaut du marché international

PAS d'enseigne lumineuse ; pas même de plaque d'entrée. C'est en toute discrétion que la SEITHA, occupée 8 240 mètres carrés en plein centre de Villeurbanne. Cet anonyme bien lyonnais abrite les activités d'une PME qui ressemble étrangement au portrait robot de « l'entreprise de demain » recherchée activement par toutes les économies occidentales. Innovation et exportation y rient avec expansion. Rime riche.

Spécialisée à sa création, en 1962, dans la conception, la réalisation et la maintenance d'équipements thermiques du bâtiment (chauffage et climatisation), la SEITHA connaît aujourd'hui une santé florissante, alors que de l'aveu de son PDG, M. Jean Rieu, « en France le bâtiment, c'est fichu ». Laissant à ses gémisseurs réclamer éternellement des travaux aux pouvoirs publics, ce self-made man est allé voir ailleurs. Son entreprise a déjà travaillé pour trois-cinq pays et, sur un chiffre d'affaires de 316 millions de francs en 1983, elle en a réalisé 215 à l'exportation.

Sûr de sa technologie, l'industriel villeurbanais veut aller au-delà de la simple livraison du produit. Ainsi, après avoir construit, clé en main, à Ben-

ghazi en Libye, une usine de traitement de lait d'une capacité de 64 000 litres par jour, il s'installe à son fonctionnement futur. « Ces grandes firmes ne sont sur créneau d'avenir », dit M. Rieu, qu'à condition de l'aborder par l'angle de la gestion. Dans cette optique, la SEITHA collabore avec les écoles nationales vétérinaires françaises à la mise au point d'un programme de gestion informatisé et automatisé.

Autre illustration du souci permanent d'adaptation au marché : les énergies nouvelles. Si plusieurs de ses réalisations l'ont appelé au solaire et à la biomasse, la SEITHA veut aller, encore plus loin dans l'exploration des possibilités réelles. « A cet effet elle vient d'entreprendre, avec une société grenobloise, l'inventaire systématique des ressources énergétiques de la vallée du Grésivaudan, dans l'Isère. Ce financement privé pour une étude d'intérêt général a été décidé « sans idée préconçue ». La rentabilisation à tout prix, de ce genre d'investissement n'habite pas M. Rieu, qui avoue « ne pas courir après le chiffre d'affaires ».

« Mon véritable capital, ce sont les hommes », confie ce chef d'entreprise qui apporte un

soit scrupuleux au recrutement du personnel. « Nous dépensons, dit-il, 700 000 francs par an pour l'embauche de dix personnes en moyenne. Mais les diplômés, on s'en fout. Ce qui nous intéresse, ce sont les qualités humaines. La formation interne fait le reste. Le certificat d'études du directeur commercial à l'exportation témoigne de l'efficacité d'un système « où chacun peut s'épanouir et donner son maximum ».

Pour les 278 salariés de la SEITHA - dont la moitié de femmes - la moyenne d'âge ne dépasse pas vingt-neuf ans. 150 d'entre eux détiennent 23 % du capital et tous se sont associés, lorsque l'entreprise cherchait des locaux plus vastes, pour son installation à Villeurbanne. « Quand on a une forte activité de bureau d'études, on travaille l'esprit plus tranquille ici qu'à Paris », dit M. Rieu. Tout en admettant qu'une implantation parisienne serait plus prestigieuse aux yeux de certains clients étrangers, il constate : « Cela ne nous a jamais fait perdre une affaire ». Et puis, finalement, quand on a une agence à Paris et une autre à Marseille, Villeurbanne c'est assez central.

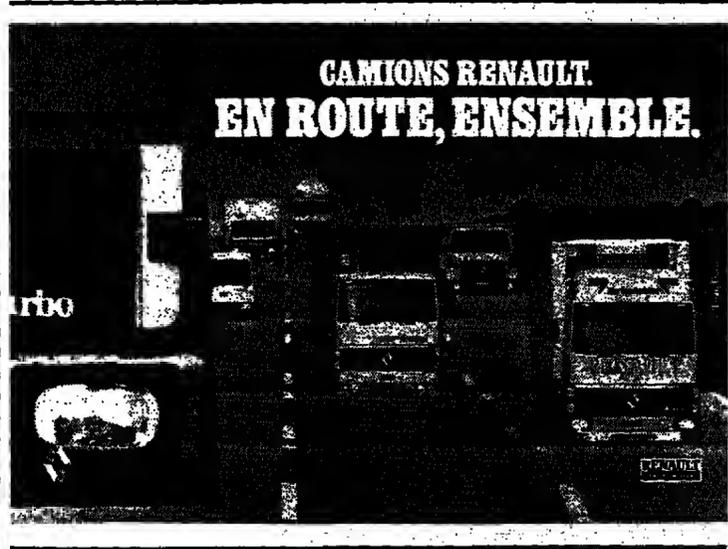
J.-J. B.

LA SERL AMENAGE LA VIE "1958 - 1984 : UN QUART DE SIECLE AU SERVICE DES COLLECTIVITES LOCALES" La SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE LYON (SERL) a été créée en 1958 par une volonté commune du Département du RHONE, de la Ville de LYON, de la Ville de VILLEURBANNE puis de la Communauté Urbaine de LYON. Ainsi, depuis 25 ans, la SERL met son savoir-faire au service des collectivités locales du Département. Outil au service des collectivités locales, la SERL réalise sur concession ou sur mandat, pour leur compte et sous leur contrôle, des opérations d'équipement dans lesquelles elle assure la coordination des études opérationnelles, les acquisitions foncières, l'exécution des travaux d'équipement et la commercialisation. La gamme de ses interventions est très variée puisqu'elle couvre aussi bien des opérations de rénovation urbaine, l'aménagement de quartiers résidentiels ou d'aires de loisir, que des zones d'activités industrielles ou tertiaires. Les actions menées par la SERL depuis 25 ans répondent à des préoccupations essentielles des collectivités :

- REVIVIFIER LES QUARTIERS ANCIENS.
- DOTER LA VILLE DES EQUIPEMENTS PUBLICS INDISPENSABLES.
- AIDER AU DEVELOPPEMENT DES PETITES VILLES ET DES COMMUNES RURALES.
- CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.

**Serl** Immeuble P.D.G 4, boulevard Déruelle - 69003 LYON Tél. (16-7) 860.95.02

CAMIONS RENAULT. EN ROUTE, ENSEMBLE.



La fusion, en Villeurbanne et de nos pour donner pourtant tout du carpe et de l'apprit que et l'important était un club de pas. Dans le contrat deux présents dans un hôtel. Et here des deux à leur bon, comédien ultra national.

La dynamique dans vers l'ouest part des bons. Mais le vrai secret même exceptionnellement des plus. Travaux Burière à A. donner à promettre sur tous. Europe. Sa tonneuseuse. L'urbanisme barbe recolle et soufre en com. décor. « Monseigneur villeurbanais. Qui qu'il est arrivé de vingt ans ?

Avant la, un prestigieux, Hent

الطريق إلى النجاح

JP M... 150

DF

CULTURE POUR TOUS

Roger, Antoine, Jean-Louis... et quelques milliers de spectateurs militants

Le bonheur à Villeurbanne a changé de définition en cinquante ans. A le croisade hygiéniste, chère à Lazare Goujon, le « maire des gratte-ciel », a succédé depuis l'arrivée de l'équipe Hernu une sorte de croisade culturelle. Symbole de ce changement : à chaque mois de juin, « Villeurbanne en fête » installe ses tréteaux devant ce temple de l'éducation populaire où un maître-médicin idéaliste rêvait d'instituer le culte de la santé physique et morale et qui est devenu, contre toute attente, un second TNP.

Il a fallu aussi tenir compte d'une mutation sociale marquée par l'ascension des classes moyennes, auxquelles on a dû proposer des produits culturels de plus en plus élaborés. Les solides nourritures planchoniennes sont, aujourd'hui, volontiers pimantées de saveurs d'avant-garde très goûtées par la jeune municipalité socialiste.

Celle-ci est arrivée au pouvoir en 1977, avec une grande foi dans le « socio-culturel ». Elle envisageait de favoriser les loisirs créatifs plutôt que la consommation de produits artistiques. Pourtant, elle s'est vite convaincue de l'intérêt de servir les grands professionnels de la création. Jean-Paul Bret, l'adjoint à l'action culturelle, s'efforce aujourd'hui d'abolir l'antagonisme entre pratiques de masse et explorations élitaires. Le budget de la culture, bien qu'il ne dépasse guère 8 à 9 % du budget de fonctionnement global (il était de 2,5 % avant 1977), permet à cette équipe des initiatives novatrices que les élus de Lyon ne pourraient pas se permettre avec un budget de 20 %.

Car Villeurbanne ne croule pas, contrairement à Lyon, sous le poids de grandes institutions ruineuses comme l'Opéra. Le TNP est en majeure partie financé par l'Etat et il faut ajouter que Lyon, plus d'une fois, a involontairement aidé Villeurbanne à améliorer son image culturelle...

Depuis le geste historique de l'ancien maire Louis Pradel, qui offrait à Roger Planchon un bouton de culotte pour tout subside, l'a invité à aller voir ailleurs. Lyon n'a

pas toujours su retenir les talents. Démis de ses fonctions de directeur de l'ELAC par le maire de Lyon, Jean-Louis Maubant a fini par trouver à Villeurbanne un local pour son Nouveau Musée. Et c'est Villeurbanne qui a eu l'idée de s'attacher Antoine Duhamel, rencontré par l'équipe Hernu, alors qu'il faisait les beaux jours de l'Opéra de Lyon, en offrant au compositeur le moyen d'expérimenter cette nouvelle pédagogie de la musique, dont il rêvait depuis des années.

Or la culture aujourd'hui à Villeurbanne, c'est bien Roger, Antoine et Jean-Louis... entourés chacun de quelques milliers de spectateurs très actifs qui constituent, autour de chez eux « maison », des micro-publics bien distincts.

La « famille »

Planchon

Celui du TNP, réajuré au fil des années (une majorité de dix-huit-trente-cinq ans), a un peu oublié le temps de la « famille » Planchon, quand on fraternisait avec les piliers de la troupe, les Boules, les Lochy, les Sadoyen. Il lui plaît de trouver aujourd'hui des spectacles de prestige, d'être confronté « aux grands archétypes théâtraux contemporains ». Il y a gagné en compétence. S'il a protesté naguère contre l'intellectualisme de certaines saisons ambitieuses, il est devenu plus curieux, accepte des œuvres difficiles comme les Céphérides ou Par les vilages. Public bon élève donc ; mais où les « branchés » sont peu représentés et la classe laborieuse pas davantage (3 %).

Planchon reste pour lui une figure tutélaire qui fascine, une caution aussi. On redoute vaguement son départ, pourtant nullement prévu. Même la tournage de son film au printemps prochain - un montage de forces de Molière pour parler des vicissitudes du désir chez un homme de cinquante ans, avec Michel Serault dans le rôle principal - ne

l'éloignera pas longtemps de Villeurbanne. Il cherche toujours, en revanche, un autre Chèreau avec qui partager le pouvoir. Leveudent répondra-t-il à l'invitation ?

A l'image « clean » du TNP, l'école de musique oppose l'agitation un peu brouillonne d'une maison qui bouscule la rigidité des conservatoires traditionnels. La barbe grise d'Antoine Duhamel, constamment frémissante de passions et d'idées, a rallié un peuple composite de balbutieurs de souffre et de jeunes compositeurs distingués, de rockers et de folkies. Pas de limite d'âge à l'école de musique, pas d'instrument imposé : une place également noble pour la musique baroque et la chanson. On conjugue la rigueur des classes instrumentales à la chaleur des ateliers, dont le scène est souvent une finitité. Ouverte en 1980 avec quatre cent cinquante élèves,

l'école a connu un succès fulgurant. Au point qu'on a dû limiter les inscriptions à 1 200. Les productions de son théâtre musical se succèdent : on crée cette semaine le Baladin du monde occidental, d'après Syngé, tandis qu'on termine les répétitions d'un spectacle monté avec les enfants d'un quartier déserté.

Une nouvelle conception de l'amateurisme

Le socio-culturel et le professionnel font bon ménage. Antoine Duhamel prophétise que de cette union pourrait naître une nouvelle conception de l'amateurisme, hors des contraintes du commerce.

A quelques centaines de mètres de l'école, le Nouveau Musée abrite

ses ambitions plus internationales dans une ancienne école à la façade jaune et bleu feuilleté naïve. Jean-Louis Maubant y joue la double carte audacieuse d'un financement par le mécénat privé et d'un « musée sans collection » pour exposer l'éphémère, le conceptuel.

Les artistes accueillis, de Tony Kragg à Peolmi, ont su exploiter le charme du lieu, travaillant sur l'enfilade un peu labyrinthique des salles, disposant des objets comme autant de signes de piste où le visiteur cherche à repérer les orientations d'un art aux tracages délicieusement pervers. Les efforts pédagogiques de l'animateur du Nouveau Musée, l'ascisme de la presse spécialisée et des services ministériels, encouragent le maire de Villeurbanne à soigner Jean-Louis Maubant. D'autant que, précise Jean-Paul Bret, « les arts plastiques sont aujourd'hui très porteurs et ils

représentent des traces par lesquelles on jugera un jour notre travail ».

Les sculptures modernes se sont multipliées dans la ville, la moins passionnante - et la moins contestée - n'étant pas celle que les Poirier sont en train d'implanter sur une place du Tonkin : un éboulis de blocs de marbre mélangés aux fragments d'une statuette géante pulvérisée.

Un comité d'habitants a crié au scandale, mais Jean-Paul Bret tient bon : « Aucune sculpture ne sera déboulonnée à Villeurbanne », assure-t-il, jetant une petite pierre dans le jardin lyonnais. Et comme il n'est pas rancunier, il offre à la population un beau cadeau d'architecture : une bibliothèque-vétothèque signée Mario Botta. Ouverture prévue fin 1987.

BERNADETTE BOST.

à international

VILLEURBANNE ET LES PME : UNE AFFAIRE QUI MARCHE

Vingt-septième ville de France, deuxième du département du Rhône, au carrefour de Rhône-Alpes, de la Suisse et de l'Italie, Villeurbanne bénéficie d'un réseau de communication exceptionnel avec les autoroutes Paris-Lyon-Marseille et AREA, le TGV, les aéroports de Lyon-Satolas et Bron, le métro.

Un environnement favorable

grâce aux deux mille commerces de proximité, à une vie culturelle intense, un centre universitaire et de recherche où douze mille étudiants suivent une formation, un large dispositif de formation initiale ou continue.

Une tradition industrielle

avec des secteurs en pleine mutation technologique comme la machine-outil et des activités performantes telles que le génie climatique, l'informatique, la productique. Le secteur tertiaire complète ce tissu économique très dense avec la décentralisation du SEPTEN d'EDF, du Centre Calcul Numérique et la présence de grandes administrations.

Des interlocuteurs compétents

au Bureau Villeurbannais de Développement Industriel et à la Mairie de Villeurbanne, où le maire, Charles Hernu, et sa municipalité vous accueilleront et vous aideront dans vos choix. Trouver un local industriel, faciliter vos démarches administratives, vous soutenir sans jamais s'ingérer, telles sont leurs missions. Comme les huit cent cinquante PME déjà implantées, découvrez Villeurbanne.

VILLEURBANNE l'expérience au service des PME

Ville de Villeurbanne M. Charles GOURDIN Adjoint aux Affaires Economiques place Lazare-Goujon 69601 Villeurbanne Tél. (7) 868-81-11

Bureau Villeurbannais de Développement Industriel Hôtel de Ville 69601 Villeurbanne Tél. (7) 868-81-11 poste 432

SPORTS D'ÉQUIPE

Le dessus du panier

M. RAPHAËL DE BARROS comote sur ses doigts. En président comblé, il doit fouiller longtemps dans ses souvenirs pour récapituler un palmarès unique dans l'histoire du basket-ball français : quinze titres de champion de France, cinq Coupes de France, demi-finaliste de la Coupe d'Europe des clubs champions, finaliste de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupes.

Depuis trente-cinq ans, l'ASVEL, c'est le dessus du panier. Sans temps mort. Des saisons en demi-teintes, mais jamais complètement noires. Dominée cette année en championnat, l'équipe a tout de même soufflé la Coupe de France au Stade français et portera ainsi une nouvelle fois à la conquête de l'Europe. Standing intact.

La fusion, en 1947, de l'AS Villeurbanne et de l'Éveil lyonnais pour donner l'ASVEL, avait pourtant tout du mariage de la carpe et du lapin. L'une était lyonnaise et villeurbannaise, l'autre était un club de patronage lyonnais. Double incompatibilité. Mais le contrat signé par les deux présidents de l'époque, dans un hôtel situé sur la frontière des deux communes, a tenu bon, consolidé par un premier titre national dès 1949.

La dynamique du succès a drainé vers Villeurbanne la plupart des bons joueurs français. Mais le vrai secret de cette longévité exceptionnelle, c'est la fidélité des plus grands. Des frères Buffière à Alain Gilles. Ce dernier a promené le maillot vert sur tous les planchers d'Europe. Sa longue silhouette osseuse, surmontée d'une berbe rebelle et d'un étamel sourire en coin, fait partie du décor. « Monsieur Basket » est villeurbannais. Qui se souvient qu'il est arrivé de Roanne il y a vingt ans ?

Avant lui, un autre joueur prestigieux, Henri Grange, a

choisi, sa carrière terminée, de s'inscrire au pied des gratte-ciel. Villeurbanne sait retenir ses stars. Mais pas à coups de chèques, car M. de Barros, en industriel adepte de la gestion à la lyonnaise, n'est pas de ceux qui « dépensent 100 F quand ils n'en ont que 50 ». Il déplore le côté panier percé du basket moderne. « Tous les clubs français vivent au-dessus de leurs moyens, dit-il, si la surachète continue, le basket court à sa perte. »

Pour la prochaine campagne européenne, l'ASVEL cherche donc un Américain « moyen mais de bonne mentalité », plutôt qu'un « farfelu » génial. Un budget de 3 millions de francs n'autorise aucune folie, d'autant que le public s'amenuise sur les gradins de la salle des sports. « Ils ont tout vu, ils sont blasés », explique M. de Barros, constatant que son équipe remplit les salles lorsqu'elle joue à l'extérieur.

Après les firmes régionales GIM et Palladium, l'ASVEL va étrenner cette année un nouveau sponsor : la nationalité Thomson. Merci monsieur le Ministre ! Supporter numéro un du club depuis son élection à la mairie, M. Charles Hernu verse, rubis sur l'ongle, une subvention annuelle de 950 000 F. « Nous sommes dans la bonne moyenne nationale », estime M. de Barros.

Mais, de son côté, l'adjoint au sport, M. Jean Mollier, sollicité par la multitude des autres clubs locaux, voit l'ASVEL englober les deux tiers du gâteau avec un brin d'agacement. « Pour la ville, c'est une notoriété qui coûte cher, car, dit-il, personne ne peut démontrer qu'il y a des retombées économiques. » Dans un geste fataliste, il admet cependant : « On ne démolit pas les cathédrales. »

J.-J. BOZONNET.



URBANISME MUNICIPAL

Un modèle de modernité raisonnable

DESCENDRE à la station de métro Gratte-ciel. Lever la tête. Ils sont là, flèches blanches soulignées d'une crête de métal noir, style arts déco, la verrière qui éclaire l'escalier. Ils commandent l'avenue Henri-Barbousse, succession d'immeubles en gradins, sur 300 mètres, qui conduit à l'hôtel de ville, masse austère confortée par de puissantes colonnes et solennisée par un beffroi.

Pompeux et pompier du meilleur aloi, le hall du premier étage et ses boîtes sombres sont annoncés par des escaliers dont l'ascension laisse au visiteur le loisir de prendre conscience de l'autorité qui s'exerce en ce lieu.

« Le seul monument stalinien que je connaisse en France », a confié au maire, M. Charles Herou, qui en tire gloire, le cinéaste Andrej Wajda en se déclarant prêt à écrire une pièce pour l'endroit.

Architecture d'autorité peut-être (due à un Grand Prix de Rome, Robert Girou), mais accueillante un citoyen avec l'orgueil de la salle des mariages qui donne aux unions laïques un faste dont les églises ont ailleurs le privilège.

An service du peuple aussi, le théâtre d'abord baptisé « Palais du travail » (piscine couverte, brasserie aujourd'hui disparue, dispensaire, etc.), qui ferme, au sud, sur un ton moins grave, la grande place bordée par les masses blanches et décorées des immeubles de logements en gradins.

Le tout date des années 30. Un chantier rapide : trois ans ; une volonté municipale très affirmée ; donner un centre à une ville dont la population (80 000 habitants) avait triplé en trente ans ; offrir l'hygiène et le confort ; s'affirmer par rapport à Lyon en profitant d'une période de relations cordiales entre les deux villes.

Edouard Herriot, maire de Lyon, béat l'opération lors du banquet inaugural de sept cents convives, saine « l'audace, raisonnée » du maire de Villeurbanne, Lazare Goujon, et déclare : « Cette ville moderne qui surgit d'un seul bloc du sol, baignée de lumière et d'hygiène, frappe l'imagination ».

Cinquante ans après, la proportion des places et des avenues, la densité et la hauteur des immeubles et l'animation qui en résulte, donnent au centre de Villeurbanne un caractère qui n'a pas d'équivalent, dans le style « moderne », sinon, en moins plaisant, dans certaines des villes, entièrement reconstruites après la dernière guerre. Si les logements eux-mêmes ont besoin d'être rénovés, agrandis et modernisés, l'urbanisme, lui, n'a pas vieilli.

Une Amérique « féérique »

En français, gratte-ciel désigne l'Amérique. Le mot est admiratif, jamais péjoratif, et il est frappant de constater que ceux de Villeurbanne (modestes pourtant avec leurs 60 mètres) sont les seuls à oser le porter. On ne parle pas des gratte-ciel des Minguettes... ni même de ceux du quartier de la Défense, dont certains le mériteraient pourtant.

Pourquoi ? Sans doute parce qu'ici les formes ne sont pas grattées ou déplacées, que la silhouette urbaine correspond à un vrai besoin de centralité dense. Salués comme un événement et visités comme une véritable curiosité à l'époque, les gratte-ciel étaient suffisamment « raisonnables » pour prouver par la suite leur opportunité. Victoire posthume d'un architecte pragmatique et réaliste, curieux des avant-gardes, travaillant à la demande et sous le contrôle d'un élu décidé et réfléchi.

Ce fut un beau succès de presse. « Grandiose », « féérique », « sans précédent ». La presse de juin 1934 ne mâche pas son enthousiasme pour le nouveau centre urbain et rend hommage à l'énergie, à la « foi » des constructeurs, saluant une « belle leçon de grandeur française ». « Au moment où sonne de toutes parts le réveil national, il est bon qu'un tel exemple soit donné à tous par une collectivité laborieuse » (Sciences et Monde).

Le journaliste de l'Illustration souligne la tendance fâcheuse, en matière d'urbanisme, « au chimérique et à l'incomplet » et s'enflamme : « Dans ce coin de banlieue lyonnaise où l'usine aux

maçonneries noires et allongées est mistress, le bloc nouveau surgit comme un élan de l'esprit vers la lumière ». Enfin, écrit-il, « un acte d'urbanisme complet : agrandir, assainir, embellir ».

Mais « le moderne fait toujours

rencontre de deux personnages. Le maire, Lazare Goujon, médecin, fanatique d'hygiénisme est préoccupé à juste raison par les taudis et les conditions de vie de la population laborieuse, immigrée ou paysanne, enrôlée dans l'industrie.

du concours du « Palais du travail ». Son projet phare. Il est inconnu. Tony Garnier, membre du jury, architecte qui fait autorité à Lyon, où il construit à la même époque son quartier des « Etats-Unis » et bientôt les fameux appartements de La Mou-

rain et un grand développement de façades.

Architecture « blanche », toitures-terrasses, silures très découpées, coiffée aujourd'hui d'un joyeux foulement d'antennes de télévision, rapprochent le travail de Leroux des dogmes de l'architecture moderne. Au point que les couleurs qui font disparaître les immeubles entiers, eux, « aux étages », appellent des allées, comme dans la cité radieuse de Le Corbusier. Esprit libre et pragmatique, il se détache au contraire de la « bible » des urbanistes qui veulent la mort de la rue, ce « chemin des durs ». Ici, la conservée, la renforce même, soutient une structure d'îlots, de plates de maisons traditionnelles, en donnant à ses immeubles une façade noble et un « arrière » (d'ailleurs particulièrement bien dessinés).

C'est sans doute en cela que la leçon des gratte-ciel est très actuelle. Il n'est pas surprenant qu'on les redécouvre au moment où les théories de l'urbanisme moderne (séparation des fonctions, circulation automobile séparée des piétons, dalles et tout ce qui s'en suit) ont dramatiquement avoué leurs limites.

Sans tomber par le picoté myriade dans les migrations du décollé, on cède aux nouvelles formes de socialisme brillamment mises en œuvre à Montpellier notamment, on peut concilier l'architecture moderne et l'urbanisme classique : une forme urbaine solide et des édifices qui pourront subir des transformations.

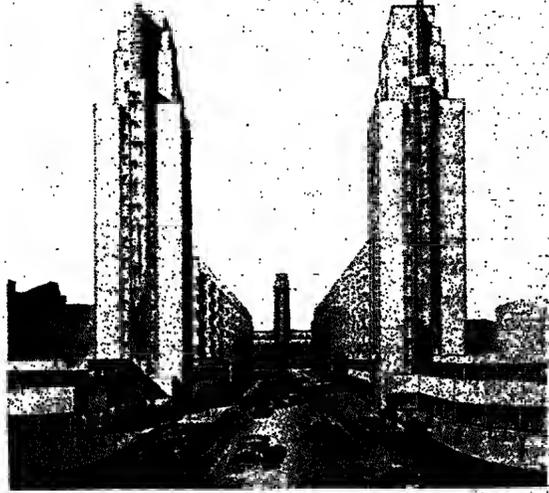
Si les habitants sont heureux dans le quartier des gratte-ciel - comme en témoigne le reportage photographique de Marc Riboud, qui a sonné aux portes de l'immortalité l'humanité et la vie moderne, « ils y restent volontiers », ce n'est pas seulement parce que les loyers sont bas et même soumis à la loi de 1948 (à cause d'un confort plus que sommaire s'il n'a pas été amélioré par les occupants eux-mêmes).

Logements plutôt petits (un seul fait 100 mètres carrés après transformation), la plupart sont des studios ou de minuscules deux-pièces), problèmes d'isolation (on envisage de l'améliorer par l'extérieur, une fois pour toutes), locataires âgés dont beaucoup sont là depuis l'origine ; la Société villeurbanaise d'urbanisme, propriétaire de l'ensemble, a des soucis et des projets.

De leur côté, les responsables de l'urbanisme, réfléchissant à l'aménagement des alentours, qui ont peu « bougé » depuis 1934, après le transfert de l'usine de chauffage urbain, contemporaine du quartier (encore une innovation d'époque ?). On songe aux parcs de stationnement qui manquent, au renforcement du commerce, considéré comme très florissant sur ce boulevard qui attire le chaland (juste après La Part-Dieu et sa galerie couverte). On pense même reconstruire l'entrée de la rue, à condition de ne pas altérer l'effet de contraste avec l'élanement des deux gratte-ciel.

Mais, cinquante ans après Lazare Goujon, une question subsidiaire est posée aux socialistes d'aujourd'hui, comme le souligne Jean-Jack Queyranne, adjoint au maire : « C'est un individu seul qui a décidé tout cela. Ce serait très difficile aujourd'hui. La concertation, les critiques variées conduisent souvent à un affaiblissement des formes et à une méfiance à l'égard de la nouveauté. Peut-on pratiquer un urbanisme démocratique ? Comment ? »

NICHÈLE CHAMPENOIS.



Entrée de l'immeuble Henri-Barbousse, inaugurée en 1934, avec les deux « gratte-ciel » de six-sept étages. Au fond, l'hôtel de ville.

un peu peur ». « C'est l'époque, rappelle Charles Herou, où sortent les 11 CV Citroën et personne n'en veut. On dit qu'elles vont se cabotiser ».

Les boutiques resteraient vides et murées jusqu'aux années d'après-guerre. Lazare Goujon, maire depuis 1924, sera battu en 1925 par les communistes, qui mènent campagne sur le coût de l'opération (mais il reviendra en 1947).

Les aléas de l'histoire immédiate n'ont rien à l'originalité d'une entreprise qui doit sa réussite à la

Ambitieux pour sa ville, il vise les cent mille habitants et n'hésite pas à marquer symboliquement le territoire municipal. Le statue d'un homme appuyé au repos sur un outil (elle a pour titre Répit) marque l'entrée de l'avenue triomphale ; elle avait été dressée avant même que le chantier commence (on le voit sur les photos exposées à la mairie) et donne l'esprit socialo-paternaliste de l'affaire.

L'autre personnage, Méricé Leroux, sort de l'ombre à l'occasion

che, s'informe à Paris auprès d'un confrère qui emploie ce Méricé Leroux. « Très sérieux, très travailleur, esprit pratique », répond l'autre par retour de courrier. « On peut lui faire confiance pour tenir les prix », ce qui, de tout temps, est une recommandation qui vaut son pesant d'or.

Alors que le « palais » qui abrite aujourd'hui le théâtre national populaire est en chantier, le maire, séduit par son esprit d'entreprise, confie à Méricé la construction des quinze cents logements qui vont donner vie au nouveau centre.

Les recherches menées avec ses étudiants par Michel Barris, professeur à l'école d'architecture de Lyon, sur la personnalité et l'œuvre de cet architecte (qui ne se remette pas des procès et des ennemis financiers consécutifs à l'affaire des gratte-ciel) le montrent curieux de nouveautés plutôt que personnellement très inventif et soucieux d'efficacité.

Du métal et des briques

Il propose par exemple un système de construction métallique, assez économique et vite monté, avec un remplissage de briques. Les parois sont très minces et posent aujourd'hui des problèmes d'isolation, mais les transformations ultérieures sont en revanche plus aisées que dans le béton.

La silhouette des immeubles (redents formant des sortes de courcs et brisant la monotonie de la rue), leur couronnement en gradins qui mélange de nombreuses terrasses sont inspirés des projets de Sauvage, qui construit deux immeubles à Paris mais n'a pas encore dessiné sa pyramide pour le front de Seine. Mais elle permet aussi une exploitation maximale des surfaces de ter-

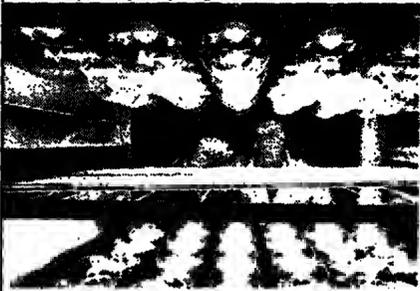
UNE NOUVELLE ELECTRICITE POUR NOS INDUSTRIES

Sûreté d'emploi, aptitude à l'automatisation, régulation très fine. Ces qualités, développées et affinées par les technologies nouvelles, rendent l'électricité de plus en plus économique et performante.

Les centres de recherche d'Electricité de France sont des bancs d'essai pour les nouvelles techniques électro-industrielles :

Banc d'essai pour lampes à infrarouge.

Four à induction expérimental.



Concentration du lait par osmose inverse.

Etudes sur les procédés de climatisation.

ELECTRICITE DE FRANCE

Le Monde dossiers et documents

LES BANQUES : UNE PUISSANCE

DANS CE NUMÉRO, UN DOSSIER LE SPORT EN FRANCE

NUMÉRO DE JUIN 1984

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Le Monde

5, rue des Saussaies - 75221 PARIS CEDEX 08

Handwritten text in a box: 010 300 135A

Jeudi 21 Juin 1984

# SPORTS

## FOOTBALL : LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS 1984

### La France et le Danemark en demi-finales

Il fallait avoir les nerfs solides le 19 juin pour suivre le dernier tour qualificatif, fertile en rebondissement, du groupe 1 pour les demi-finales du Championnat d'Europe des Nations. Virtuellement éliminés à la mi-temps par les Belges, les « diables rouges » danois ont réussi, dans l'enfer de la Meinau, à faire fondre leurs adversaires (3-2) en seconde période après avoir commencé à retourner la situation sur pénalty. Un pénalty tiré à deux fois en fin

de match n'a pas érité aux Yougoslaves, qui menaient 1-0 après quarante-cinq minutes de jeu, de subir leur troisième défaite successive (3-2) après un nouveau triplé de Michel Platini dans le « chaudron » de Geoffroy-Guichard. C'était trop d'émotions pour Bodjan Mile-novic, le médecin de la formation yougoslave (dont l'entraîneur Veselovic s'était déjà senti mal lors de la défaite (5-0) face au Danemark) : il s'est effondré victime d'un grave ma-

laise en début de seconde période. Son état est critique. Dans le groupe 2, les entraîneurs devaient aussi avoir les nerfs à toute épreuve car les quatre formations pouvaient encore mathématiquement se qualifier le 20 juin à l'occasion des matches RFA-Espagne et Portugal-Roumanie pour rencontrer en demi-finales, le 23 juin à Marseille, la France et, le 24 juin à Lyon, le Danemark.

### Platini frappe toujours trois fois

Saint-Etienne. — Vu des vertigineuses tribunes du stade Geoffroy-Guichard rénové, le football est un sport simple. Surtout lorsque Michel Platini, en un quart d'heure, marque par trois fois — entre la 60<sup>e</sup> et la 76<sup>e</sup> minute — des buts surprenants d'aisance. Le premier, classique, avec une passe venue de la droite et reprise du pied gauche. Le dernier, sur coup franc : ultra classique. Quant au second, il estera dans les collections privées des amateurs de football en cassette. Un centre de la droite, par l'arrière Patrick Battiston, un vol à l'horizontale, un mouvement très rapide du torse, une

De notre correspondant régional impulsion finale de la tête du capitaine des « bleus ». Un geste parfait à 15 mètres du but. L'équipe de France prenait définitivement l'avantage sur la Yougoslavie. Le but sur pénalty de Dragan Stojkovic (82<sup>e</sup> mn), que l'arbitre avait autorisé à retirer, estimant que Joël Bats avait bougé pour intercepter le premier tir de Radanovic, se pouvait changer le cours des choses.

Dans un match sans autre enjeu que la localisation du stade de la demi-finale, les Français ont mis une mi-temps pour trouver leur marque. Leurs adversaires avaient profité de l'aubaine pour marquer après une demi-heure de jeu par Sestic. « Notre organisation de jeu était un peu déséquilibrée », reconnaissait l'entraîneur français Michel Hidalgo. En deuxième période, la rentrée de l'arrière Thierry Tussaux, la montée en milieu de terrain de Luis Fernandez, la présence de Michel Platini aux avant-postes, ont apporté après le « 3-5-2 », qui avait terrassé les Belges, une nouvelle réponse tactique plus satisfaisante. Les trois buts de Platini ne doivent pas faire oublier cette première période délicate où seul le Bordelais Jean Tigana — le meilleur homme du match — maintenait la pression.

Côté yougoslave, l'entraîneur adjoint Ante Mladinic, tout en saluant la « classe mondiale » de Platini, pouvait légitimement insister sur le « meilleur match » de son équipe dans un tournoi européen très décevant pour elle.

C'est une constante dans ce pays de football : présents aux stades formidables des compétitions mondiales, les Yougoslaves ne surviennent pas,

pour des raisons difficiles à cerner, à se surpasser. La technique individuelle est un atout nécessaire mais pas suffisant, surtout lorsque des défaillances comme celles des gardiens de but Simovic ou Vukovic (respectivement contre la Belgique puis contre le Danemark) s'ajoutent à une absence de fond de jeu. Les Yougoslaves avaient, dans un passé récent, une grande école de gardiens de but. On se souvient des exploits marseillais de Dragan Pantalic ou stéphanois d'Ivan Curkovic. Leurs successeurs devront suivre des cours de formation accélérés.

Les malheurs yougoslaves n'étaient pas la seule note de nostalgie ce mardi à Saint-Etienne. Dans la foule enrobée de tricoteur pour soutenir l'équipe de France se trouvaient une majorité de spectateurs stéphanois supporteurs des « verts ». Ils ont retrouvé un stade tout neuf, au confort visuel très intéressant. Rien n'indique qu'ils auront, dans les mois prochains, l'occasion d'y revenir pour des événements aussi importants. L'AS-Saint-Etienne jouera la saison prochaine en seconde division. Ce ne sont pas des rencontres avec Le Puy, Valence ou Grenoble qui pourront faire « bouillonner » ce chaudron tout neuf. En parlant sur la permanence du phénomène « football » dans la cité fortifiée, les responsables politiques nationaux et locaux ont pris des risques. La rénovation de grande ampleur du stade aura coûté plus de 80 millions de francs. C'est beaucoup pour une seule rencontre de gala. La triple signature de Michel Platini, qui retrouvait son ancien public, vaut vraiment de l'or.

CLAUDE RÉGENT.

### Les Belges ont fondu

Strasbourg. — Il fait encore 27 degrés centigrades lorsque l'arbitre est-allemand Adolphe Prokop siffle, mardi 19 juin à 20 h 31, au stade de la Meinau à Strasbourg, le coup d'envoi de Belgique-Danemark. Au coup de sifflet final, à 22 h 17, la température, indiquée sur les deux tableaux électroniques, n'a baissé que de quatre degrés. Mais, dans les tribunes, et plus particulièrement dans le secteur est où étaient groupés des milliers de supporters, la fièvre n'a cessé de monter au cours d'un match joué à un rythme infernal et riche en émotions. Car les Danois ont eu triplement chaud.

En premier lieu, parce que la capitale de l'Europe a vécu une journée caniculaire. Les porteurs du drapeau rouge à croix blanche, venus du froid, ont dû, par manque d'habitude à la fournaise, se désaltérer encore plus que d'habitude. A un tel point que les CRS interdisaient l'entrée du stade à tout spectateur bien muni de canettes de bière.

Ensuite, parce que, à la mi-temps du match, le Danemark était éliminé. Renvoyant les protestes, les Belges, qui avaient retrouvé la vivacité montrée face aux Yougoslaves, ont donné le tournis, durant une grande partie de la première période, à la défense commandée par le capitaine Morten Olsen. Une valse ponctuée par deux buts limpides : un tir du gauche du capitaine Jean Ceulemans (27<sup>e</sup> minute) et un magnifique tir croisé plongeant de Francky Vercauteren (40<sup>e</sup> minute). Heureusement pour les Danois, Frank Arnesen, qui joue à... Anderlecht, réduisait le marqua dans la minute suivante, sur pénalty. C'était du délire dans les tribunes.

### De notre envoyé spécial

Chaque clan — moins fourni mais tout aussi tonitruant du côté belge — avait alternativement reçu un coup de cœur et une douche froide.

Enfin, les Danois ont eu chaud ou ont eu des sueurs froides — au choix — une troisième fois : deux minutes après la reprise, sur une attaque belge, la défense de Sepp Piontek, croyant à un hors-jeu, s'arrêtait net, figée comme la petite sirène de Copenhague à 35 mètres des buts d'Olé Qvist. L'avant-centre anders-lechtlois, Erwin Vanderbergh, s'échappait sans être poursuivi. On ignore comment on dit « Je ne veux pas voir ça » en danois, mais à cet instant des milliers d'yeux ont dû se fermer dans les tribunes du secteur est. Une immense clameur de déception retentit alors de l'autre côté du terrain : Vanderbergh venait de buter piteusement sur le gardien danois accouru en kamikaze à sa rencontre.

Tournant du match s'il en fut. A 3-1, c'en était virtuellement fait des chances de Morten Olsen et de ses coéquipiers. Ces derniers purent très bien le sentir : exactement comme on reprend goût à la vie après avoir échappé à un sort a priori mortel, ce furent eux qui, au fil des minutes, devinrent des « diables rouges », surnom habituel de leurs adversaires. Ils en avaient du reste la couleur de maillot. A la 56<sup>e</sup> minute, Kenneth Brylle, autre Danois d'Anderlecht, entraînait en jeu. Quatre minutes plus tard, il asso-mait la Belgique d'un coup de tête : à 2-2, c'était le Danemark qui était qualifié. Mais il restait une demi-heure à jouer. Le suspense demeurait entier.

Tout de suite après l'égalisation danoise, une partie du stade allait exploser. Non en raison de ce qui se passait sur la pelouse de la Meinau, où se produisaient alors quelques sérieux accrochages entre des joueurs passablement tendus, mais parce que défilait, sur les deux tableaux électroniques, des informations en provenance de Saint-Etienne et le nom magique, scandé par le public alsacien : Platini, Platini, Platini. Il était 21 h 49 et un vent de folie soufflait sur le stade.

Entre Belges et Danois la sarabande continuait. Et ce fut, à 7 minutes de la fin, le superbe exploit individuel de Preben Elkjaer-Larsen, celui-là même qui avait « provoqué » le pénalty de l'espoir et qui fut, avec Morten Olsen et Arnesen, le principal animateur de la formation nordique : une course folle de quelques quarante mètres, un « passage en revue » de toute la défense belge et Jean-Marie Pfaff s'inclinait pour la troisième fois.

Le rêve en noir-jaune-rouge, entretenu pendant une heure de jeu par Jan Ceulemans et par le jeune Enzo Scifo, dix-huit ans — qui paraît très doué mais qui n'est peut-être pas encore le prodige annoncé — s'envolait définitivement. Les supporters danois pouvaient aller revoir dans les brasseries de Strasbourg fêter une équipe qui s'est si brillamment rachetée de son élimination de la Coupe du monde 1982. Elles étaient ivres de joie, ces éhères têtes blondes. Tout comme, si le sort avait été contraire, elles auraient été ivres de tristesse...

MICHEL CASTAING.

### TENNIS

#### NOAH ET LÉCONTE FORFAITS POUR WIMBLEDON

Souffrant encore d'une douleur abdominale qui avait déjà perturbé sa préparation pour Roland-Garros, Yannick Noah, qui avait été classé tête de série numéro sur la base du classement mondial retenu pour la première fois par les organisateurs du Tournoi de Wimbledon qui commence lundi 25 juin. Le numéro un français, qui aurait dû rencontrer au premier tour, le Britannique Jonathan Smith, sera remplacé par un joueur issu des qualifications.

Blessé en 1982, suspendu en 1983, Noah n'a pas joué à Wimbledon depuis 1981, où il avait été battu au premier tour par l'Américain Eric Fromm. Son partenaire de double, Henri Leconte, qui s'était blessé à l'épaule gauche lors du premier tour du Tournoi du Quers, a dû également déclarer forfait.



### Dans le textile, la grande tendance c'est le charbon.

Chez tous ceux qui fabriquent bas, collants et fibre synthétique, le charbon devient un must.

Une bonne raison : l'utilisation de l'énergie-charbon entraîne une baisse sensible du prix de revient des produits grâce à la réduction importante de leur facture énergétique. Quand on se bat pour quelques points sur des marchés compétitifs, c'est vital !

Dans le textile, comme dans l'agro-alimentaire, la chimie, la papeterie, de nombreux décideurs choisissent le charbon. Ils connaissent ses avantages. Ils savent que le charbon est l'énergie la mieux répartie dans le monde, la plus abondante et que la loi de l'offre et de la demande garantit des prix très bas. Conclusion : l'énergie-charbon est un investissement sûr pour très longtemps et rentable rapidement.

Son utilisation est très moderne : manutention, stockage et régulation automatisés en font une énergie souple et propre qui bénéficie des progrès des techniques de pointe.

Avec Cdf Energie, la filiale de commercialisation de Charbonnages de France, l'énergie-charbon est facile à maîtriser : études, ingénierie, exploitation, financement.

Pour connaître votre interlocuteur-charbon appelez très vite le 824.88.32.

Cdf Energie vous branche sur le nouveau charbon.

**Cdf Energie**  
GROUPE CHARBONNAGES DE FRANCE  
6, rue de Téhéran, 75008 Paris

Monde  
et documents  
BANQUES :  
PUISSANCE  
MORT EN FRANCE  
St-Henri

# INFORMATIONS « SERVICES »

## JEUNES

### Lever de rideau

Panique dans les coulisses : Jacky a oublié l'heure et Isabelle souffre, paraît-il, d'une extinction de voix depuis le dernier conseil de classe. Et le salon du Théâtre de l'Est parisien (TEP) murmure d'impatience. A quelques minutes du lever de rideau, deux parmi les principaux rôles de la pièce manquent encore à l'appel. Enfin ! Les deux retardataires essouffés et penauds enfilent leurs costumes. L'atelier-théâtre du lycée Voltaire au grand complet va jouer *To cry or not to cry*. Ce sera le seul coup de la représentation.

Le Théâtre de la Jacquerie, en aidant les lycéens à monter sur les planches, ainsi que le TEP, qui a subventionné l'expérience avec le ministère de la culture et prêté sa salle, veulent éviter le « style » kermesse de fin d'année. Ils ont réussi. Le spectacle qu'ils ont donné à trois reprises, en mai et juin, devant le public difficile des scolaires de l'Est parisien était digne de professionnels. Les éclats de rire provenaient du jeu des acteurs et non d'une quelconque maladresse dans leur diction. Le souffleur n'avait même pas été convoqué.

« La preuve est faite que l'on peut faire du théâtre dans un lycée parisien », commente Sabine Stepanoff, l'une des animatrices de la Jacquerie. Cette troupe complète son travail de création et de résurrection du théâtre populaire par un effort de sensibilisation et de formation du public. C'est aussi la philosophie de Guy Rétoré, directeur du TEP, qui, en initiant les spectateurs de demain au jeu de l'acteur, souhaite « redonner au public son pouvoir critique sur le théâtre » et en finir avec les salles passives. Et puis, « on arrive bien à entrer dans les usages, pourquoi pas dans les lycéens ? », remarque-t-il. Le défi du théâtre est lancé au système scolaire.

La troupe de la Jacquerie souhaite, au départ, travailler avec des élèves de lycées d'enseignement professionnel (LEP). Mais la non-matité de la plupart de ces établissements et les difficultés d'accueil les ont fait renoncer à ce projet. A Voltaire, vieux lycée parisien, les professeurs ont trouvé un contact plus favorable : un cercle théâtral déjà très actif, un professeur de français doublé d'une comédienne professionnelle, un proviseur favorable et un gymnase pour les répétitions. Dès la rentrée 1983, plus de trente lycéens, de la quatrième à la terminale, se sont portés volontaires.

Après un travail d'initiation au mime et à l'expression corpo-

relle, conduit par la troupe de la Jacquerie, les élèves ont été invités à « apporter » un personnage ! C'est ainsi qu'est né « Ginette Lambert, dix-huit ans et toutes ses dents », l'héroïne de la pièce créée en juin, qui symbolise les émois et les angosises du jeune Français moyen. Autour de ce rôle principal bâti par les lycéens eux-mêmes, un écrivain professionnel a construit un scénario. Sur les trente-deux comédiens en herbe, une demi-douzaine à peine avaient déjà eu une expérience théâtrale : la mobilisation s'est opérée autour d'un projet professionnel ambitieux, mis au point à raison de six heures de travail hebdomadaire en dehors de l'emploi du temps normal des lycéens du lycée « à l'accoustique épouvantable ». A deux reprises, pendant les congés scolaires, la troupe s'est transportée dans des locaux plus adaptés à Noinmours.

### Timidité vaincue

Les répercussions sur la vie scolaire n'ont pas tardé à se faire sentir : « élocution améliorée, timidité vaincue », « Certains élèves se sentent mieux en classe », reconnaît Christine Fouché-Friedel, professeur de lettres. Pourtant, des enseignants extérieurs à l'atelier-théâtre ont remarqué que les élèves ne pensaient à rien d'autre. « Le prof de français était ravi, rappelle une lycéenne. Mais jamais je n'ai osé parler du théâtre à celui de maths ». La pièce a permis d'aborder publiquement des sujets souvent refoulés : gêne des adultes devant l'éducation sexuelle, angosse d'une vie stéréotypée, besoin de s'exprimer. Quand naît Ginette, l'héroïne, on lui tape dessus pour qu'elle aie ; ensuite, on procède de même « pour qu'elle aie la ferme ». Les lycéens de Voltaire ont exploré la faille de l'imaginaire : « Rêvez, rêvez, conseillent-ils aux spectateurs, il en naîtra toujours quelques choses... »

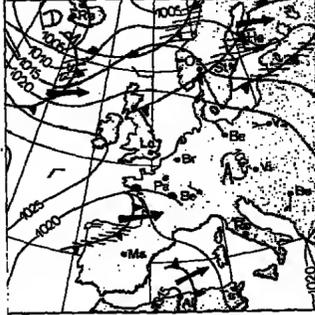
Le rideau s'est baissé sous les applaudissements. Le Théâtre de la Jacquerie ne demande qu'à persévérer avec des lycéens enthousiastes. Et le TEP, dont l'expérience en milieu scolaire est ancienne, veut continuer son dialogue avec tous les publics afin que « selon son directeur et le théâtre cesse d'être un art de Paris » et que « la société entière se la réapproprie ».

PHILIPPE BERNARD.

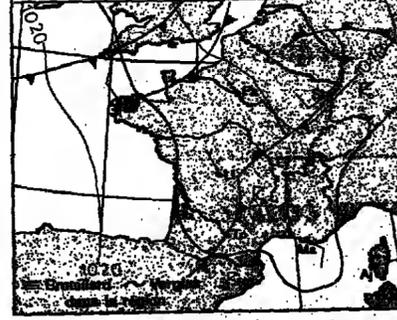
\* Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue Gambetta, 75020 Paris. Tél. : 364-80-88.

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 20.6.84 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 21.6.84 DÉBUT DE MATINÉE



Front quasi stationnaire / Front chaud / Front froid / Pluie / Brouillard / Verges / Neige / Averses / Vent fort / Occlusion

Evolution probable de temps en France entre le mercredi 20 juin à 0 heure et le jeudi 21 juin à 24 heures.

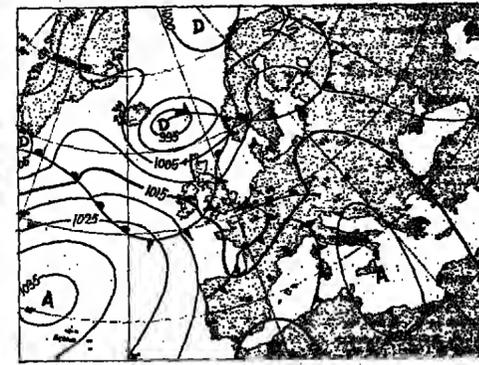
Les masses d'air chaud et instable qui affectent aujourd'hui mercredi l'ouest et le sud-ouest du pays gagneront progressivement l'est et le nord-est. Simultanément, un temps plus frais et stable venant des îles Britanniques pénétrera à partir du nord-ouest.

Mercredi en matinée, le temps sera lourd et orageux sur l'ensemble du pays. Les éclaircies prédomineront encore des Alpes à la Provence et à la Corse, mais sur les autres régions, le temps sera très nuageux après les orages nocturnes. Dans l'après-midi, l'activité orageuse se déplacera sur les Alpes et les régions méditerranéennes. Ailleurs, le temps sera variable, un peu plus frais et il y aura que de faibles averses près de la Manche. Les températures atteindront dans l'après-midi un maximum allant de 22 degrés à 30 degrés du nord au sud du pays.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 20 juin à 8 heures, de 1020 millibars, soit 76,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juin ; le second, le minimum de la nuit du 19 juin au 20 juin) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 23 et 18 ; Bordeaux, 26 et 19 ; Bourges, 28 et 17 ; Brno, 27 et 15 ; Caen, 27 et 13 ; Cherbourg, 24 et 15 ; Clermont-Ferrand, 27 et 16 ; Dijon, 28 et 15 ; Grenoble-St-Martin, 29 et 17 ; Lille, 23 et 18 ; Lyon, 28 et 17 ; Marseille-Mirignane, 27 et 19 ; Nancy, 27 et 11 ; Nantes, 30 et 19 ; Nice-Côte d'Azur, 26

### PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIL A 0 HEURE (G.M.T.)



et 19 ; Paris-Montsouris, 28 et 19 ; Paris-Orly, 28 et 17 ; Pau, 24 et 17 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 30 et 20 ; Strasbourg, 27 et 12 ; Tours, 28 et 16 ; Toulouse, 24 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 36 et 19 degrés ; Amsterdam, 24 et 18 ; Athènes, 27 et 19 ; Berlin, 24 et 14 ; Bonn, 27 et 11 ; Bruxelles, 26 et 14 ; Le Caire, 35 et 20 ; Les Canaries, 26 et 18 ; Copenhague, 20 et 14 ; Dakar, 30 et 24 ; Djerba, 27 et 19 ; Genève, 29 et 13 ; Istanbul, 26 et 15 ; Jérusalem, 25 et 13 ; Lisbonne, 25 et 18 ; Londres, 26 et 18 ; Luxembourg, 27 et 15 ; Madrid, 27 et 13 ; Moscou, 17 et 12 ; Nairobi, 25 (max) ; New-York, 29 et 19 ; Palma-de-Majorque, 31 et 21 ; Rio-de-Janeiro, 29 (max) ; Rome, 28 et 18 ; Stockholm, 20 et 13 ; Tōkyō, 37 et 24 ; Tunis, 33 et 20.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## EXPOSITION

### PARIS CAPITALE INTERNATIONALE DE LA ROSE

Du 21 au 25 juin, le troisième Salon international de la rose réunit, sur les 35 hectares du Parc floral du bois de Vincennes, les expositifs d'une douzaine de nations et d'une quinzaine de villes françaises.

Après Monaco en 1981 et Nantes en 1982, ce troisième Salon transforme le Parc floral en une roseraie de quarante-cinq mille pieds. Vingt-cinq mille rosiers, représentant plus de trois cents variétés créées, avec le grand hall et les pavillons d'exposition, un jardin ouvert de 12000 mètres carrés. Les cent vingt-cinq mille visiteurs attendus y découvriront, dans une diversité infinie de couleurs et de formes, rosiers tiges, pleureurs, grimpants, miniatures, couvre-sol, arbustes, buissons polyanthas, hybrides de thé et, bien sûr, roses coupées.

Parmi les pays représentés figurent l'Allemagne fédérale, l'Autriche, le Canada, l'Espagne, les Pays-Bas, le Japon, le principauté de Monaco, la Suède et la Suisse.

Ce salon, placé sous le patronage de la mairie de Paris et de la Société nationale d'horticulture de France, sera l'événement le plus important organisé au Parc floral du bois de Vincennes depuis les Florales de 1969 et 1979.

Un « baptême » marquera, le 21 juin, cette manifestation : celui de « Révo de Paris », une rose dont le coloris rose soutenu, la floraison abondante et la fleur à vingt-cinq pétales sont signés Meiland. Des formations de musique classique (l'ensemble orchestral de Paris, ballets (la Marmite), de jazz et des groupes folkloriques animeront ces journées florales.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 20 juin :

### UN DÉCRET

« Relatif aux modalités de la compensation des charges transférées en matière de transports scolaires aux départements et aux autorités compétentes pour l'organisation des transports urbains. »

### DES ARRÊTÉS

« Relatif à l'organisation des services du ministère de la Justice. »  
« Portant création d'une Commission nationale agroalimentaire. »

## PARIS EN VISITES - JEUDI 21 JUIN

- « La maison des artistes à Nogent-sur-Marne », 15 heures, 14, rue Charles-VIII, M<sup>e</sup> Bechevalier.
- « La place Royale devenue place des Vosges », 15 heures, centre de la place, M<sup>e</sup> Brossier.
- « L'église Saint-Sulpice », 15 heures, entrée, M. Jacomet.
- « Les Invalides », 15 heures, cour d'honneur, pied de la statue de Napoléon, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).
- « L'île Saint-Louis », 14 h 30, angle du quai d'Orléans et du pont Saint-Louis, Arcus.
- « L'Arsenal », 14 h 30, entrée de la bibliothèque (Arts conférences).
- « L'Opéra », 14 h 30, hall, D. Bouchard.
- « L'Opéra », 13 h 30, entrée, P.-Y. Jeslet.
- « Le château de la Reine-Blanche », 14 h 30, angle avenue des Gobelins et rue de la Reine-Blanche (Paris pittoresque et insolite).
- « Le palais de Justice », 15 heures, grille du palais, boulevard du Palais (Paris et son histoire).

## AUTOMOBILE - UNE BOITE AUTOMATIQUE QUATRE VITESSES POUR LA CITROËN BX 16

A compter du 1<sup>er</sup> juillet, les modèles BX 16 RS et 16 TRS pourront être commandés équipés en option d'une nouvelle boîte de vitesses automatique ZF à quatre rapports. Les BX ainsi équipés pourront être livrés dès septembre à la clientèle.

L'originalité de cette boîte de vitesses tient à ce que la transmission est totalement mécanique sur le quatrième rapport, ce qui élimine tout glissement. Sur le troisième rapport, la transmission est à 60 % mécanique et à 40 % hydraulique.

L'élimination totale du glissement en quatrième et partielle en troisième procure une économie de carburant non négligeable, idoine Citroën.

Le prix de l'option devrait être compris entre 5000 F et 6000 F. Rappelons que les prix actuels des BX 16 RS et 16 TRS sont fixés respectivement à 67 800 F et 72 200 F.

# HORS SÉRIE

# Le Monde

## VOYAGES

### 30 VILLES AUTOUR DU GLOBE

A tous ceux qui aiment voyager les yeux ouverts, le Monde propose de découvrir ou de redécouvrir trente villes, trente capitales, parmi les plus belles, les plus riches, les plus anciennes ou les plus nouvelles.

Trente villes autour du globe que l'on croit connaître, mais dont le Monde, ses journalistes spécialisés, ses correspondants à l'étranger, voudraient donner une image plus complète, plus actuelle. Au-delà des clichés, la réalité.

Ces villes-étapes peuvent être aussi des bases de départ pour aller à la rencontre du pays qui les entoure. Pour chacune est suggérée une excursion hors les murs.

Dernière question, et ce n'est pas la moins souven posée : comment atteindre au meilleur prix ces villes parfois lointaines ? Nous avons passé au crible les catalogues des transporteurs et des agents de voyages et donnons notre choix.

**EN VENTE AU « MONDE »**

**BON DE COMMANDE « 30 VILLES AUTOUR DU GLOBE »**

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal L L L L L Ville .....

Nombre d'exemplaire (s) ..... x 36F (frais de port) ..... F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde  
Service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens 75001 PARIS CEDEX-09

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3736

1	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								

9. Solidement construit. Ses pièces ont toujours du succès.

Solution du problème n° 3735

**Horizontalement**

1. Gosier. Or. - II. Obituaire. - III. Ul. Adiré. - IV. Ville. Reg. - V. Egoïste. - VI. Raie. Rât. - VII. NT. Tolet. - VIII. Aod. Anier. - IX. Ni. Prêt. - X. Trousser. - XI. Sensé. As.

**Verticalement**

1. Gouvernans. - 2. Obligatoire. - 3. St. Loi. Or. - 4. Italie. Pus. - 5. Endes. Tarse. - 6. Raie. Trônes. - 7. Irréalité. - 8. Orée. Tee. Râ. - 9. Ré. Guêtre.

GUY BROUTY.

### HORIZONTEMENT

1. Entreprises où l'on est assuré de faire « fortune ». - II. Ficelle à embobiner. Personnel. - III. Préfixe. - IV. Occupent une partie du vestibule dans un pavillon. - V. Marque un but. - VI. Repris en chœur dans un chœur. - VII. Tend donc et détend par la même occasion. - VIII. Genre de ménage qui n'est pas proprement fait. - IX. Pièce populaire. Fait travailler les uns et promener les autres. - X. Passe avant la discipline. Tout ce qu'il y a de plus simple ou de plus complexe. - XI. Elue avec un certain pourcentage d'abstentions. Dont le « jeu » est devenu une épreuve.

### VERTICALEMENT

1. Fines lames. - 2. Fait baver de plaisir ou de dépit. Exemple d'attente dans le travail. - 3. Une manière de refaire dont il vaot mieux se défaire. - 4. Fait le malin mais est loin d'être amusant. - 5. Finissent par rendre la vie impossible. Symbole chimique. - 6. Note. Article iodéfini ou articles bien définis. Unité de mesure anglosaxonne. - 7. Produit destiné à la vaisselle. - 8. Agent de liaison. Changement de timbre ou d'enveloppe (inversé). Scène antique. -

### ARTS PLASTIQUES SUR LE TROTTOIR

Les artistes peintres, sculpteurs, graveurs, etc., sont invités à se joindre aux musiciens de la Fête de la musique, à exposer leurs œuvres sur le trottoir et à se rencontrer entre habitants du quatorzième arrondissement de Paris, jeudi 21 juin. Une initiative des associations culturelles du quatorzième.

\* Culture dans la ville, 36, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris, tél. : 542-95-41.

### DROITS ET DÉMARCHES DERNIER CRU

Le système édité du Guide des droits et démarches, révisé par le Service d'Information et de diffusion du premier ministre (SID), vient de sortir en librairie. Ce guide fait l'inventaire de tout ce qui concerne les rapports entre les Français et leur administration : logement, consommation, environnement, loisirs, etc. Chaque des 275 rubriques analyse le contenu de la mesure décrite, les bénéficiaires, les formalités à accomplir et les interlocuteurs.

\* Guide des droits et démarches, éditions Albin Michel, 65 F.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES



### « Maria Chapdelaine » sur les écrans



#### L'amour d'un seul été

AUJOURD'HUI, Carole Laure est la vraie Maria Chapdelaine. Gilles Carle n'a pas, pour autant, retourné sa veste. Il a recréé l'œuvre de Louis Hémon dans son contexte historique (1913), il a raconté une belle, simple et triste histoire d'amour, liée à la réalité d'un pays, d'une nature, pour laquelle lui, cinéaste québécois, éprouve une profonde passion. S'il n'est qu'un peu transformé l'intrigue, en chargeant l'ordre de certains épisodes, en inventant, aussi, des personnages supplémentaires, c'est pour mieux affirmer le rapport d'une communauté à la vie et à la mort, selon le cycle des saisons.

En cette année de festivités franco-québécoises, pour célébrer Jacques Cartier, la sortie sur les écrans d'une superproduction tirée de Maria Chapdelaine s'imposait... Ce roman français considéré comme « l'œuvre la plus représentative de la littérature canadienne » — comme l'explique d'ailleurs le Dictionnaire des œuvres Laffont Bompiani — n'avait encore jamais été adapté pour le cinéma outre-Atlantique, alors qu'il avait donné lieu à deux films.

Gilles Carle, qui a mis en scène la version 1983 de Maria Chapdelaine, avec Carole Laure dans le rôle-titre, nous avait habitués, avec ses premiers films surtout (Les Mères, La Vraie Nature de Bernadette), à considérer avec un humour mordant les contradictions de la société qui est la sienne. Depuis quelques années, il s'est tourné vers un cinéma plus populaire, notamment avec le saga familiale des Plouffe (1).

Déjà, dans la Mort du bûcheron, symbolique du Québec contemporain, deux personnages s'appelaient Marie Chapdelaine et François Paradis; Carole Laure interprétait le rôle d'une jeune fille de la campagne venue à Montréal...

(1) La série télévisée des « Plouffe » sera présentée par TF 1 à partir du mois d'août.

Ni l'adaptation, plus fidèle à la lettre et réussie de Julien Duvivier, en 1934 (avec Madeleine Renaud et Jean Gabin), ni celle, tournée au Tyrol autrichien (1), et adaptée de Marc Allégret, en 1949 (avec Michèle Morgan et Philippe Lemaire), ne sauraient être comparées, en admettant qu'on puisse les revoir, à ce chant de la terre canadienne, débarrassé de vieux poncifs.

Au début du film, Marie revient à Péribonka, chez ses parents, après un voyage qui lui a permis de réfléchir à un projet de mariage avec le fermier Eutrope Gagnon. Elle ne l'aime pas. Ailleurs, le bûcheron et trappeur François Paradis (auquel Nick Mancuso prête la stature d'un millénaire) s'apprête à descendre vers la région du lac Saint-Jean, pour vendre ses peaux. Lorsqu'il surgit chez les Chapdelaine, Marie et lui se sentent irrésistiblement attirés l'un vers l'autre.

Dans cette région, l'été est la saison la plus courte. Chez Gilles Carle, elle paraît être la plus longue parce que le bonheur voudrait connaître l'éternité. A la fête de la Saint-Jean, en forêt, au bord du lac, Marie et François se disent leur amour sans faire de manières. Il reparait au Grand Nord, elle l'attendra. Mais comme les amoureux ne sont pas seuls au monde, toute une

société rurale poursuit, autour d'eux, ses activités. Si les images en couleurs sont magnifiquement composées, Gilles Carle décrit, avec un réalisme minutieux, les maisons de bois inconfortables, les hameaux dispersés, les façons de faire la cuisine, les habitudes de bon voisinage et, çà et là, les campements d'Indiens nomades. Tout cela passe, sans heurts, sans ruptures de ton, dans une mise en scène lyrique soutenue (un peu trop) par la musique de Lewis Furey.

Tout en gardant son amitié à Eutrope, tout en hésitant devant les propositions du riche Lorenzo qui veut l'emmenager aux États-Unis, Marie suit l'élan de son cœur, et le sauvage grandeur des paysages reflète ses états d'âme. L'automne est la saison des loupes, s'approchant des maisons pour dévorer les animaux domestiques, l'hiver celle de la claustration. Carole Laure donne, instinctivement, à Marie le jeunesses, les sentiments de la petite paysanne qui rêve de changer sa vie sans rompre l'ordre de la famille et l'attachement à Péribonka. Superstitieuse, elle récite des Ave Maria à pour que se réalise son vœu : le retour de François.

L'hiver précipite la crescendo dramatique. La mère de Marie (admirable figure incarnée par Annette Gagnon) meurt d'épuisement, après avoir fait découvrir à sa fille le sens de son existence. Sur un chantier forestier, un bûcheron est écrasé par la chute d'un charbonnet de bois. L'intimité de François, partant à pied pour rejoindre Marie, est vaine pour le neige, le bizzard, le froid implacable. L'amour d'un seul été enrênera le jeune Canadien au pays natal. Que Gilles Carle se soit rallié au cinéma romantique en présentant la vérité sociale, humaine, du Québec, est une prouesse. Et un grand attrait pour les spectateurs.

JACQUES SICLER.  
\* Voir les films suivants.

#### Gilles Carle et le livre

TOUS les Québécois ont un rapport avec Maria Chapdelaine, dit, pince sans rire, Gilles Carle. Seulement, les rapports ont changé. Comme dans un mariage... Au début, c'étaient des rapports très chrétiens! Quand j'ai fait la Mort d'un bûcheron, je n'avais que le mythe en tête, je n'avais pas relu le roman, je me souvenais du nom des personnages, d'un climat, j'avais vu le film de Duvivier et j'avais cru alors que cela se passait en France... et je trouvais que la France ressemblait beaucoup au Canada (rires).

Quand TF1, Radio-Canada et Astral Films m'ont demandé de tourner ce film, je l'ai relu à contre-cœur. J'ai été très, très surpris. Je croyais que Louis Hémon était un écrivain mineur qui ressemblait à toutes les copies de son livre qui ont été faites depuis. Vous savez que Maria Chapdelaine est le livre le plus copié au monde : les éditions Arlequin — qui sont originaires de Toronto — l'ont pris comme modèle. C'est toujours la même romance de base : la femme passive à la maison et l'homme qui doit franchir des distances incroyables, des tempêtes effroyables, le désert, la steppe, la neige, etc. Une littérature fabriquée par le marketing et qui s'adresse à la femme qui rêve de tromper son mari sans en avoir le courage.

On est donc venu m'offrir Maria Chapdelaine, que je croyais tout à fait aseptisé. Mais quand j'ai relu, je me suis aperçu que c'était un grand livre, un livre formidable, et pas seulement un dramatique histoire d'amour. Hémon, son malheur, c'est de n'appartenir à aucune littérature, ni québécoise, ni française, ni américaine, ni anglaise. C'est un auteur qui est le contraire de sa légende.

C'était un livre catholique pour familles, pour jeunes filles...

Oui. Pendant trente ans Bernard Grasset a travaillé avec les curés, les archevêques, les missions. Alors que Hémon, lui, était tout le contraire. Il fuyait sa famille grande bourgeoise de Paris, il ne pouvait

pas supporter les hiérarchies sociales. Un peu comme Jack London...

Maria Chapdelaine, c'est un livre qui est aux confins de tout, qui est comme Hémon lui-même. C'est un livre qui n'a rien de catholique. Hémon n'était pas un mauvais chrétien, il n'était pas antichrétien, seulement il fuyait le catholicisme, il fuyait la tradition. C'est un homme très moderne : il faisait du jogging, il faisait de la boxe, il était sportif et végétarien. Il ressemble plus à un jeune homme des années 60 qu'à un jeune bourgeois du début du vingtième siècle! Et, par un marketing extraordinaire, on a retourné complètement et le livre. Marie, on en a fait presque la Sainte Vierge... En 1908, il avait écrit M. Ripois et la Némésis, un roman un peu scandaleux ; pour ne pas nuire à Maria, les éditions Grasset l'ont retenu... jusqu'en 1950!

En 1980, on a fait la première vraie édition de Maria (chez Boreal Express) ; il y avait cent quatre-vingt-dix changements dans le texte, des petits changements insidieux, sournois, qui transforment la langue et la pensée.

Quel a été l'accueil fait au film au Québec?

J'ai été assassiné par la critique, mais curieusement pour des détails qui étaient tous vrais. On m'a démolit au nom de détails qui étaient dans le livre, mais personne ne s'est donné la peine de relire le livre, parce que tout le monde préfère le mythe à la réalité.

On vous a reproché d'avoir rhabillé Carole Laure?

Je ne l'ai jamais tellement déshabillée, contrairement à ce qu'on croit.

Peut-on dire que, depuis les Plouffe, vous faites un retour au nationalisme?

Mais, j'ai été élevé dans une famille qui ressemblait à la famille Plouffe. Je n'ai pas la nostalgie du passé, vous savez ; je fais la vie quotidienne du passé. Mais je ne suis

pas nationaliste. Je suis plutôt un émotif politique. Je souhaite l'indépendance du Québec pour des raisons plus culturelles que politiques ou économiques. J'aime les petits pays et j'aime les petites cultures. Je trouve que le Québec devrait être un pays, mais je n'attache pas à la nation politique l'importance qu'on y attache parfois. Je suis pour l'union de toutes les minorités.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

[Né le 12 octobre 1880 à Brast dans une famille d'origine britannique, élevé à Paris, où son père est professeur de lettres, Louis Hémon est admis à l'école coloniale, mais démissionne. Fasciné par l'Angleterre, il s'y fixe en 1903, devient correspondant de journaux sportifs, écrit des contes et deux romans, exerce divers métiers puis, en 1911, émigre au Canada. En juin 1912, il s'engage comme journaliste à Péribonka, près de lac Saint-Jean, dans une famille de bûcherons, qui seront les modèles de son livre, Maria Chapdelaine. Il en a expédié le manuscrit au journal le Temps avant de partir à pied vers l'Ouest. Un train le fauche près de Champlain (Ontario), en juillet 1913, à l'âge de trente-trois ans.

Publié en 1914 en feuilleton dans le Temps et en volume au Canada, ce roman, qui sera traduit dans toutes les langues, fera de lui le chef de file des écrivains régionalistes canadiens. Publié en 1921, par Bernard Grasset, il sera un succès considérable. Louis Hémon a été aussi le précurseur des romanciers sportifs avec Battling Malone pugiliste.]

### « NOSTALGIA », PAR KLAUS GRUBER A MILAN

#### Le théâtre des solitudes

HAMBURG ou bien ailleurs, un port sur la Baltique. Un pays d'éternel crépuscule. Un bar. Au-delà des vitres, on ne voit pas la mer, mais des pylônes, des formes verticales, indécises. On ne voit pas la mer et pourtant c'est un port, indéfiniment, et c'est un bar à matelots des années 30, décor art nouveau, avec un aquarium. La seule tache de couleur, c'est un gros poisson rouge qui nage, affairé.

Le patron (Lino Troisi), un géant, s'appuie sur une béquille. Deux hommes sont assis — l'un d'eux s'appelle Rudolph, c'est Raf Vallone, — deux tas sombres dans le jour pauvre. Ils boivent sans hâte, murmurent des lambeaux de phrases. Un Chinois entre, avec une fille seule (Della Boccardo), dont les cheveux en désordre sont collés de sueur, de brouillard. Elle cherche les caresses de son homme, mais il s'assnit et converse, lisse sa coiffure gominée... Du Mac Orlan tragique. Du Klaus Grüber, qui rencontre à son veau des hommes perdus, frères des spectres entassés contre le mur blanc, au bout de la Grand-Route, cette pièce de Tchekhov qu'il a nommée à Berlin.

Cette fois, le spectacle se passe à Milan, au Piccolo Teatro. Il s'appelle en italien Nostalgia, c'est l'adaptation par Eugenio Bernardi d'une pièce allemande dont le livre pourrait plutôt se traduire par Le Mal du pays, dans ce que l'expres-

sion a de plus sentimentale et larmoyant.

L'auteur, Franz Jung, naît en 1888 en Silésie du Nord et meurt en 1963, après avoir habité dans le monde entier, après avoir mené une existence hétéroclite, jalonnée d'exils. Très jeune, il appartient au mouvement dada berlinois, beaucoup plus polémique que celui de Bâle.

Après la première guerre, il entre au KPD (le parti communiste allemand) puis s'en sépare pour une fraction dissidente, le KAPD, anarcho-gauchiste. Journaliste, il se spécialise dans les problèmes de l'économie, et conseille les responsables de coopératives ouvrières. Il part d'Allemagne en 1933 et aboutit aux États-Unis, après s'être posé partout où il le pouvait en Europe. C'est un homme tourmenté, sinon névrosé, du moins bizarre, qui écrit une thèse sur la fabrication des allumettes. Son œuvre la plus importante est son autobiographie, Une vie vers le bas.

Le Mal du pays a été créé en 1928 (l'année de Mahagonny et d'Homme pour homme). Le spectacle inaugure la petite salle du théâtre de Piscator. La musique est de Hanns Eisler — sa première musique pour le théâtre. Le décor du peintre dada John Heartfield.

Franz Jung participe à la mise en scène. Il raconte qu'il a ajouté au texte des numéros de variétés folkloriques, dans du sabre, jongleurs chinois, une fanfare. Il a cherché dans les studios de cinéma des figurants de toute nationalité qui interviennent dans leur langue respective. Les spectateurs sont invités par haut-parleur à se livrer à l'amour libre...

Ce n'est pas tant la provocation qui déconcerte la presse et le public. Personne ne s'attendait à voir, dans le temple du constructivisme, de la nouvelle objectivité, sur la scène du théâtre prolétarien, une œuvre aussi subjective, fondée sur « la plus privé des sentiments privés ». Piscator tenait à donner la parole à un ami, « capable de transformer en réverie les statistiques économiques », mais la pièce ne lui parlait pas, ces « mots à peine formulés, assez vagues, bribes de phrases... » Ces personnages qui « ouvrent la bouche comme pour prononcer leurs dernières paroles... »

Alors, on voit que Klaus Grüber ne tire pas le texte à lui, mais qu'il l'a choisi parce qu'il colle à sa détresse, à son obsession des humains à bout de vie, lésés, sans plus d'espoir ni d'avenir, sans rien d'autre que la souffrance des vaines révoltes, des lucidités inutiles.

La pièce est bizarrement construite, en quatre actes. Le premier se termine par une bagarre confuse. Le second et le troisième se passent dans un port des mers du Sud. Il s'agit probablement d'un retour en arrière. On retrouve les personnages précédents, mais ils n'ont pas la même fonction. Rudolph porte un costume blanc. Il est administrateur, — comme le prince de Hombourg, il joue avec une couronne de fleurs, — vit avec la fille seule, devenue une belle jeune femme amoureuse. Il fait venir son frère pour prendre sa place et sa maîtresse. Il a escroqué la compagnie qui l'emploie, veut fuir avec la geisha d'une maison de thé voisine, qui, elle, refuse. Tous ces gens sont liés plus ou moins par un passé douteux, auquel ils font allusion en petites touches, mais qui ne se reconstruit pas. « Des tranches d'atmosphère », écrit Franz Jung.

L'entracte se situe entre le deuxième et le troisième acte, si bien que les changements se font à vue. Ce n'est pas coquetterie de mise en scène, c'est l'inextinguible simplicité des huscules de la mémoire. Le décor d'Arroyo est une merveille. Quand on passe du premier au second acte, les parois du bar s'effacent et brusquement se dévoile un paysage chroma, un

cyclo bleu éblouissant sur lequel se détache un bateau au bois blanc. Plus tard avancera la masse démesurée et stylisée, menaçante, d'un paquebot sombre. Le plateau est traversé par un tronç de cocotier, auquel est accroché un hamac. La lumière est jaune. L'ouragan fera tomber un autre tronç, la scène semble éclater. Les éclairs creussent la nuit, et de nouveau c'est le bar.

Le bar est seulement éclairé par l'aquarium et une ampoule suspendue. Tout est sens dessus dessous. De loin, des voix parviennent. Celle d'un homme qui dit : « Je l'ai vue, c'était son heure. » Une dispute, un rire de femme. Le patron écoute, le visage pour lui-même : « Je l'ai reconnu, ce chien... Ils me dégoûtent... Ce qu'ils font ne me regarde pas, qu'ils aillent au diable... Qu'est-ce que je n'aurais pas fait pour eux... » Il plonge la main dans l'aquarium, brasse l'eau, cherchant à saisir le gros poisson rouge qui lui échappe. Ses paroles se pressent, son ton s'intensifie, jusqu'à l'exaspération, la folie jusqu'au trop plein de solitude : « Qu'on jette ce truc à la poubelle », crie-t-il, seul dans sa tête, seul dans ce bar désert d'un port sans bateau.

COLETTE GODARD.

\* Piccolo Teatro, Milan.

Romancie Française

LA SAISON 84/85 EST OUVERTE

brochure et formulaires d'abonnements disponibles au théâtre

A PARTIR DU 27 JUIN l.h. de 11 à 23 h

COMEDIE-FRANÇAISE 296.10.20 (Palais-Royal)

Expositions d'été

PROVENCE - ALPES COTE D'AZUR

AIX-EN-PROVENCE - Granet: aquarelles de Paris et Versailles. Jusqu'à fin août. Le Chénier. Peintures récentes. Du 28 juin au 30 septembre. Musée Granet. - La tenture des Indes. Musée des Tapisseries. Du 25 juin au 1er octobre. ANTIBES - Picasso, tête-à-tête: la parabole du sculpteur. Jean-Michel Folon. Musée Picasso. Du 7 juillet au 30 septembre. ARLES - Arman. Accumulations photographiques. Jacques-Henri Lartigue, Raoul Ubac. Essais photographiques. Eliot Porter. Musée Réattu. Du 5 au 31 juillet. AVIGNON - Un retable avignonnais de la fin du Moyen Age. Petit Palais, été. Jean Vilar et les peintres. Maison Jean Vilar. Du 8 juillet au début août et un octobre et novembre. CAGNES-SUR-MER - Festival international de peinture. Château-musée. Du 30 juin au 30 septembre. CABRIÈRES - Monticelli. Château. Jusqu'en septembre. GORDES - Alchinsky. Frontons et bordures. Abbaye de Sénanque. Jusqu'à 3 septembre. MARSEILLE - Canova 84. Musée Cantini. Jusqu'à fin août. - Peintures italiennes du XVIe au XVIIIe siècle des collections du musée. Musée des beaux-arts. A partir du mois de septembre. - Le dessin et ses techniques dans les collections du musée, du XVIe au XIXe siècle. Musée Grégoire-Labadie. Jusqu'au 31 août. - François Brou. Le temps qui passe. Chapelle de la vieille Charité. Jusqu'au 15 août. - Marseille et les grands ports français vus par Louis Garneray. Musée de la Marine, palais de la Bourse. Jusqu'au 3 septembre. MENTON - Retrospective Linoise. Palais de l'Europe. Jusqu'au 28 juillet. NICE - Marc Chagall. Vitraux et sculptures, 1957-1984. Musée national message biblique Marc Chagall. Du 8 juillet au 8 octobre. - Helmut Newton, Africa Springs. Photographies. Musée des beaux-arts Jules Chéret. De juillet à fin septembre.

- Picasso. Peintures et sculptures du fonds J. Picasso. Galerie des Ponchettes. Du 15 juillet au 15 septembre. - Jean Evg. Musée international d'art naïf Anatole Jakovsky, château Sainte-Hélène. De juillet à septembre. - Fêtes et traditions carnavalesques. Pays nîpois, Provence, Alpes du Sud, Piémont, Palais Lascaris. Jusqu'au 31 août. - Esquisses japonaises du XVIIe au XIXe siècle. Eric-Nice Etoile. De juillet à fin octobre. - Ecritures dans la peinture. Ville Arson. Jusqu'en septembre. SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME - Sonnaïles, cloches et campaniles. Collège d'échanges contemporains. Août. SAINT-PAUL-DE-VENCE - Marc Chagall. Retrospective de l'œuvre peint. Fondation Meeght. Du 7 juillet au 15 octobre. TOULON - Robert Jacobsen. Pierre Dirmantienko. Sans titre-sans. Musée. Du 14 juillet au 30 septembre. VALRÉAS - Jean Le Moel. Peintures, maquettes de vitraux, gravures. Jean Arina. Peintures et dessins. Château de Simiane. Du 15 juillet au 2 septembre.

RHONE-ALPES

AMBIÉRIEU-EN-BUGEY - Dessins d'archéologie et d'architecture, du romantisme à l'informel. Château des Allymes, été. ANNECY - Les quints américains contemporains. Du 29 juin au 30 septembre. - Les quints américains contemporains. Musée de la sculpture et de l'architecture. Jusqu'au 31 octobre. Musée du château. BOURG-EN-BRESSE - Peinture religieuse. Musée de Brou. Du 28 juin au 2 septembre. - Peintures bressanes, des XIXe et XXe siècles. Centre Albert-Camus. Juillet-août. CHAMBERY - Pierre Buraliotti. Fenêtres. Dessins d'après. Musée savoisien. Jusqu'au 30 juillet. DIEULEFIT - Symposium international de sculpture en terre. Ecole maternelle. Juillet-août. GRENOBLE - Nicolás de Staël. Peintures et dessins. Musée. Jusqu'au 24 septembre.

LACHASSAGNE

- Festival d'art actuel 1984. La Cuvée. Centre d'art actuel. Du 19 juillet au 15 octobre.

LYON

- Paysages lyonnais, 1800-1900. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 30 septembre. - René Jacquès. Fondation nationale de la photographie. Jusqu'au 29 juillet.

SAINT-ÉTIENNE

- Joseph Baury. Dessins. Musée d'art et d'industrie. Jusqu'en septembre. - Paul Strand. Maison de la culture. Jusqu'au 15 juillet. - Jeunes artistes français: Bourget, Durieux, Faucon, Friedman, Guinchoet, Krauth, Leccia, Varini, Varjot. La Nouvelle Musée. Du 23 juin au 20 septembre.

BOURGOGNE

ANOST-LUCENAY-L'ÉVÊQUE - Tendres boucherias. Jusqu'en septembre. AUXERRE - John Craven. Un oeil du vingtième siècle. Maison du tourisme. Jusqu'au 30 septembre. - Musique et rythme. Centre culturel de l'Yonne. Du 23 juin au 22 octobre. BOURBON-LANCY - Gérard Garouste: la cinquième saison. Musée municipal. Du 8 juillet au fin août. CLUNY - André Masson. Peintures et tapisseries. Ecuries de Saint-Hughes. Jusqu'au 16 septembre. DIJON - François Rude au Musée des beaux-arts. De Lizard à Hoelder: deux siècles de dessins genevois. Musée des beaux-arts. Du 22 juin au 17 octobre. - L'art celtique en Gaule. Collections des musées de province. Musée archéologique. Jusqu'au 20 août. MAILLOT-SENS - De l'étrange au merveilleux. Le Temps de voir. Du 23 juin au 9 juillet et du 4 août au 15 octobre. RATILLY - Charles Marq. Peintures. Château, été. SAINT-GENGOUX - Paysages de Bourgogne et d'ailleurs: Meurij, Munier, Ubac - Hommage à Charles Ravier. Centre de création rurale. Du 29 juin au 15 août.

TANLAY (YONNE)

- Alberto Giacometti: Dessins, gravures, lithographies. Souvenirs d'un musée à la campagne: Ancy-le-Franc 1965-1981. Château. A partir du 30 juin.

ILE-DE-FRANCE

BRÉTIGNY - Dédans.../Dedors.../ Proposition III. Coignet, Gérard, Skoda, Lamière, Hellinger. Jusqu'en septembre. Haussmann, Gomez Perez, Houcman. Photographies. Du 23 juin au 29 septembre, Centre culturel communal. MAGNY-LES-HAMEAUX - Les belles amies du Port-Royal. Musée national des Granges de Port-Royal. Jusqu'au 29 juillet. MELUN - André Derain. Musée, maison de la Vicomté. Jusqu'au 13 juillet. NOINTEL - Des artistes et un château: Nointel - La sculpture est une fête: millésime 84. Musée du château. Jusqu'au 16 septembre. PONTOISE - Carlos Caroli. Sculptures. Aurélie Namours, peintures. Musée Tavet-Delacour. Jusqu'au 28 octobre. - Gustave Caillebotte, 1848-1894. Musée Pissarro. Jusqu'au 21 octobre. SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - Les Russes au présent. Centre culturel de La Villette. Jusqu'au 30 août. Fermé du 23 au 29 juillet. SCEAUX - Une girafe pour le roi. Musée de l'Île-de-France, château. Jusqu'au 15 juillet. NORD-PAS-DE-CALAIS

BEAUVAIS

- Un palais-musée à Beauvais: tours et détours de l'ancien hôtel épiscopal. Musée départemental de l'Oise. Jusqu'au 10 septembre. BLERANCOURT - La peinture américaine dans les collections du Louvre. Musée national de la coopération franco-américaine. Jusqu'au 30 septembre. CALAIS - Les collections du Fonds régional d'art contemporain Nord-Pas-de-Calais. Musée des beaux-arts. Et galerie de l'ancienne poste. Jusqu'au 4 septembre.

Jean Dubuffet: Paysage du Pas-de-Calais, Gratta-Merluce et autres œuvres, 1962-1964. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 3 septembre. DONATION Marie et Georges Delplanque. Musée de la Chartreuse. Du 29 juin au 3 septembre. DUNKERQUE - Trésors des musées du nord de la France: Le nord de la France, de Théodore à Charles Marrel. Musée des beaux-arts. Du 22 juin au 9 septembre. GRAVELINES - Hommage à Frans Meserel. Salles de la Poudrière, arsenal. Jusqu'au 5 août. LILLE - 700 000 ans de préhistoire dans le nord de la France. Musée de l'hospice Comtaese. Jusqu'à la fin décembre. SAINT-QUENTIN - Anciennes vues de villes du Palatinat et des bords du Rhin. Musée

Antoine-Lécuyer. Jusqu'au 23 juillet.

SAINT-VALÉRY - Plain vert: André Buisseret, de Frayssinet, Colignon, etc. Maison de l'oiseau. Du 1er juillet au 23 août.

TOURCOING - Architecture du centre-ville de Tourcoing: 1711-1984. Musée. Jusqu'au 15 octobre.

PAYS DE LA LOIRE

ANGERS - Bonjour M. David. Jusqu'au 13 juillet. Angers: images d'histoire. Du 27 juin au 30 décembre. Musée des beaux-arts. FONTEVRAULT-L'ABBAYE - Art espagnol actuel. Abbaye de Fontevault. Du 6 juillet au 2 septembre. MOUILLETON-EN-PAREDS - La France pittoresque. Découverte du passé national en France

GUIDE DES 1 700 MUSÉES

De la préhistoire à la bande dessinée

VOICI le guide rêvé pour les partisans de vacances « culturelles », si l'on prend « culture » au sens large (et exact) du terme, avec tout l'éventail de ses composantes réparties dans les 1 700 musées du patrimoine français - car il ne s'agit dans ce répertoire recensé par Pierre Cabanne que des musées. Les arts plastiques y tiennent naturellement et numériquement la place d'honneur, mais tous les objets convoités par la curiosité y ont trouvé refuge, de la préhistoire (Les Eyzies, Tautavel, etc.) à la bande dessinée (Angoulême). Six musées pour le cheval, vingt pour l'automobile, deux pour les bibelots, sept pour les images, douze pour les papillons (dont une ferme d'élevage à Villers-en-Bois dans les Deux-Sèvres), dix-huit pour les poupées, six pour Jeanne d'Arc, quatorze pour Napoléon entre mille autres. Ces collections sont faciles à repérer grâce à un index thématique. D'autres index concernent les artistes et hommes célèbres, les villes à musées qu'on peut ainsi situer dans les cartes qui

FORMÉS
Franzheim
Elizabeth Franzheim, de temps à autre, troque la palette et toutes ses ressources pour l'ère de Chine, avec laquelle elle a dû se familiariser il y a longtemps lorsque, séduite par la calligraphie extrême-orientale, elle avait « plus ou moins essayé d'apprendre à écrire le chinois », comme elle l'a elle-même déclaré. D'ou l'élégance de ces élans gestuels où s'exprime dans tous ses états, passionnés ou rêveurs, la sensibilité de l'artiste américaine. Si mes préférences vont à ces encres dépolluées, ion de moi l'idée de sous-estimer les autres compositions d'Elizabeth Franzheim, qu'elles soient abstraites, construites avec la même vigueur que les grandes huiles négatives admirées, ou qu'elles laissent resurgir le réel qui a présidé à leur élaboration, par exemple les poches ouvrant sur d'autres espaces. Partout et toujours, c'est sa vie intime dûment traduite en langage plastique qu'Elizabeth Franzheim projette sur la toile ou sur le papier (1).

poche
« RÉVÉLATION DE L'ANNÉE »
Prix du Syndicat de la Critique
Gertrude Stein
Un hors-temps spectacle, trépas de sensibilité, d'imagination et d'intelligence.
Le plaisir de l'amour
Fête galante, France Sor. Soirée triviale.
Un incontournable bonheur. Figure d'une des plus belles femmes de Paris contemporaine. Vie Ouvrière. Un spectacle qui fait sans concession. Un délice de tous les instants. Le Plein de l'Amour... un plaisir de théâtre.
ENTRÉE LIBRE

ORCHESTRE DE PARIS
CONCERT GRATUIT
FÊTE DE LA MUSIQUE
JEUDI 21 JUIN - 20H30
TMP-CHÂTELET
Daniel BARENBOÏM
Marc LAFORÊT, piano
Rafael OLEG, violon.
WAGNER - MENDELSSOHN
LISZT - RAVEL
ENTRÉE LIBRE

Centre Georges Pompidou
18/29 juin 1984
LA TERRE DE PUG création
chorégraphie
MURRAY LOUIS
grande salle/réervations 274.42.19

OPERA
« Beatrice et Benedict »
CONCERTS RECITALS
AVEC
ORCHESTRE NATIONAL DE LYON
LONDON PHARMONIC
THE ENGLISH CONCERT
ENSEMBLE ITINÉRAIRE (E.M.)
ORCHESTRE INTERCONSERVATOIRES
déppliant sur demande
tel (7) 860 85 40
FESTIVAL BERLIOZ
15-23 SEPTEMBRE 1984 - LYON - LA COTE SAINT ANDRÉ

THÉÂTRE MUSIQUE ET DANSE DANS LA VILLE
MAIRIE DE PARIS
Théâtre de rue à Montmartre
du 19 au 27 JUIN - à 21 h (sauf les 24 et 25 Juin)
« SOUVENIRS AUX FENÊTRES »
par le Théâtre du Point du Jour
conception - réalisation - masques: Hervé LELARDOUX
ce spectacle de rue débute sur le parvis de l'église Saint-Pierre, se poursuit sur des lieux voisins de la place du Terre et s'achève rue Chappe, aux Arènes de Montmartre
Spectacle gratuit - Renseignements 277.19.90

NOUVEAU A MONTPARNASSE
UNE VRAIE LIBRAIRIE MUSICALE
Variétés: Françaises, Internationales, rock, folk, jazz, blues, films.
Classique: Répertoire, 500 pages, méthodes, partitions d'ensemble, livres, littérature vocale et instrumentale.
La position de la musique.
135-139, rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Picking à proximité.

1520 من الأول

à travers la France

au XIX<sup>e</sup> siècle. Musée national des Deux-Victoires. Jusqu'au 24 septembre.

NANTES - Autour de Michel Ragon. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 16 septembre.

- Joseph Stany Gauthier, 1883-1968. Créateur des musées du château. Musée du château, tour du Fer à cheval. Jusqu'au 28 octobre.

LA ROCHE-SUR-YON - Boyd Webb, François Plouy, photographes. Carlo Perugini, peintures. Musée municipal. Du 26 juin au 1<sup>er</sup> septembre.

SAINTE-SUZANNE - Louis Travert. Château. Jusqu'au 10 septembre.

- Poids et mesures dans la vie quotidienne. Musée de l'Auditoire. Jusqu'au 16 septembre.

NORMANDIE-BRETAGNE

BREST - Charles Estienne. Une idée de nature. Musée des beaux-arts. Du 27 juin au 8 octobre.

CAEN - Riopelle. Musée des beaux-arts, hôtel d'Escoville. Jusqu'au 15 juillet.

- Sompé. Retrospective. Théâtre municipal. Jusqu'au 30 septembre.

DIEPPE - Orages déviés. Jusqu'au 31 août. Horsfield. Jusqu'au 30 septembre. Château-musée.

GAILLON - L'univers magique de Walter de la Mar. Musée des beaux-arts, hôtel d'Escoville. Jusqu'au 16 septembre.

LE HAVRE - Davide. Musée des beaux-arts André-Matraux. Jusqu'au 10 septembre.

- Henry Moore. Maison de la culture. Jusqu'au 22 juillet.

- Tapissier contemporains de Lertonie. Priauré de Graville. Jusqu'au 23 septembre.

HONFLEUR - Cappiello, caricatures et affiches. Musée Eugène-Boudin. Du 7 juillet au 24 septembre.

- Salon des artistes honfleurais. Du 14 juillet au 31 août.

JOUY-SUR-EURE - 1<sup>re</sup> Biennale européenne de sculpture de Normandie. Centre d'art contemporain. Jusqu'au 2 septembre.

LE PETIT-COURONNE - Un certain M. de Cornaille. Maison des champs de P. Cornaille. Jusqu'au 4 novembre.

PONT-AVEN - Roderic O'Connor. Musée. Du 30 juin au 30 septembre.

RENNES - Gravures d'Adolphe Beaufrère. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 30 septembre.

ROUEN - Choix de dessins français du XVIII<sup>e</sup> siècle. Collection du musée. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 7 octobre.

- La peinture d'inspiration religieuse à Rouen au temps de Pierre Corneille, 1606-1684. Eglise Saint-Ouen. Jusqu'au 7 octobre.

SAINT-MALO - La découverte du monde : Cartographies et cosmographies, du XVII<sup>e</sup> au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Musée-château. Jusqu'au 16 septembre.

- Jacques Cartier, le pilote du pays du Canada. Musée, chapelle Saint-Sauveur. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre.

VASCŒUIL - Jean Lurçat. Château. Du 8 juillet au 11 novembre.

VERNON - Dentelles contemporaines. Musée A.-G. Poulain. Du 23 juin au 30 septembre.

POITOU-CHARENTES AQUITAINE

BAYONNE - Acquisitions 1983 : terres cuites du XVIII<sup>e</sup> siècle. Musée Bonnat. En permanence.

BIRON (Dordogne) - Lumière et sons 84. Château. Du 23 juin au 22 septembre.

BORDEAUX - 50 ans d'art espagnol, 1880-1938. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

- Légendes - Anselm Klafar. Peintures 1983-1984. Cy Twombly. Œuvres 1973-1983. CAPC, atterrép Lainté. Jusqu'au 9 septembre.

CADILLAC - Histoires de sculpture. Château des ducs d'Épernon. Jusqu'au 18 septembre.

LA ROCHELLE - Artistes, architectes, artisans. Galerie des beaux-arts de la chapelle du lycée Fromentin. Du 23 juin au 22 juillet.

- Jean-Pierre Pincemin. Peintures et sculptures récentes. Maison de la culture. Jusqu'au 22 juillet.

POITIERS - Camille Claudel, retrospective. Musée Sainte-Croix. Du 28 juin au 16 septembre.

SAINTE - Saintes à la recherche de ses dieux. Musée de l'Échevinade. Jusqu'au 30 juillet.

CENTRE-LIMOUSIN AUVERGNE

AUBUSSON - Tapissier et œuvres textiles, de 1884 à nos jours. Musée de la tapisserie. Du 2 juillet au 30 septembre.

CHARTRES - Francis Limerat. Œuvres de 1971 à 1984. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 15 juillet.

CHATEAUROUX - Alain Kirili. Sculptures en terre cuite et dessins. Centre d'art contemporain. Jusqu'au 4 août.

- Sculptura in France. Couvent des Cordeliers et musée Bertrand. Jusqu'au 31 août.

FELLETIN - Michel Tourlière. Tapissier. Château. Du 24 juin au 16 septembre.

LIMOGES - Biennale internationale de l'art et de l'ameublement. Du 2 juillet au 31 août.

ORLÉANS - Diner et son temps. Gravures du musée d'Orléans. Jusqu'au 30 septembre.

- La peinture française au Museum of Art de La Nouvelle-Orléans. Jusqu'au 15 septembre. Musée des beaux-arts.

LA SAUNIÈRE - Jean-Pierre Tanguy. Château. Du 23 juin au 30 septembre.

TOURS - Temps de l'art - art du temps. Peintures italiennes contemporaines. Château. Jusqu'au 15 août.

VALENCAY - Le château des Tuileries. Du 28 juin au 31 août. Cavo, peintures. Du 17 juillet au 8 août. Château.

VICHY - Second Empire et thermalisme. Grand casino. Du 8 juillet au 15 août.

LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES

ALBI - Simon et les flamants roses : jeune sculpture européenne.

(1<sup>re</sup> partie). Centre culturel de l'Albigeois. Du 3 au 31 juillet.

ALÈS - Premiers paysans de la France méditerranéenne. Musée du Colombier. Du 10 juillet au 15 septembre.

BEAUJEU-EN-ROUERQUE - Jean-Jacques Signes. Vingt-cinq ans de recherches. Abbaye. Du 23 juin au 10 septembre.

CARCASSONNE - Gabriel Couderc. Musée des beaux-arts. Juillet-août.

CASES-DE-PÈNE - Jules Olitsky. Château de Jau. Été.

CÉRET - Jean-Michel Folon. Cinquante-sept gravures. Musée d'art moderne. Juillet-août.

MOSTRA-DEL-LARZAC - Abstraction au carré. Relais de poste sur la RN 9. Du 14 juillet au 15 septembre.

MONTAUBAN - Dado. Un signe des temps. Musée Ingres. Du 28 juin au 30 septembre.

- Aspects de la vie quotidienne à Montauban, à la fin du Moyen Âge. Muséum d'histoire naturelle. Du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août.

NIMES - Paul Klee. Œuvres de 1933 à 1940. Musée des beaux-arts. Du 5 juillet au 24 septembre.

PERPIGNAN - Grau Garriga. Tapissier, environnement. Le Castillet. Musée Rigaud. Musée Puig. Jusqu'au 30 août.

TOULOUSE - Jacques-Henri Lartigue. Photographies. Ancien réfectoire des Jacobins. Jusqu'à fin août.

- Eugène Irujo. Galerie municipale

du Château-d'eau. Du 18 juillet à fin août.

VALENCE-SUR-BAISE - La peinture en langue d'oc, de 1700 à 1735. Abbaye de Flaran. Du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre.

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON - Dédala 84. Deuxième Biennale des métiers d'art. Du 7 juillet au 19 août. Travaux des créateurs-résidents : A. Adjemian, sculptures. G. Cotte, photographies. A. Cohen, textes et dessins. Juillet-août. Chartreuse.

CHAMPAGNE ARDENNE LORRAINE

BRAUX-SAINTE-COÛÈRE - L'art contemporain en Champagne-Ardenne. Les jacobins allemands, 1792-1798. Château. Du 30 juin au 3 septembre.

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES - Images imaginées. Douze photographes contemporains et la pensée de G. Bachelard. Musée Rimbaud. Jusqu'au 31 juillet.

CHATEL-SUR-MOSELLE - Le vitrail en Lorraine, du XII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Colliers de l'Arsenal. Du 24 juin au 29 juillet.

HAROUË - L'architecture des fêtes du roi Stanislas par Emmanuel Héré, 1704-1755. Château. Jusqu'au 15 octobre.

LANGRES - Diderot et la critique de salon, 1759-1781. Musée du Breuil de Saint-Germain. Jusqu'au 15 septembre.

METZ - Friedländer. Gravures récentes. Musée d'art et d'histoire. Jusqu'au 30 juillet.

ALSACE-FRANCHE-COMTÉ

ARC-ET-SENANS - L'hologramme. Salines royales. Juillet-août.

COLMAR - Jean Bazaine. Musée d'Unterlinden. Jusqu'au 2 septembre.

MULHOUSE - Le zoo, hier et aujourd'hui. Musée historique. Du 10 juillet au 15 septembre.

- Gymnastiques II. Grand gymnase universitaire. Du 17 juillet au 20 août.

ORNANS - Visages, visages. Musée départemental G.-Courbat. Jusqu'au 28 octobre.

STRASBOURG - Strasbourg à l'affiche, 1890-1930. Musée historique. Jusqu'au 16 septembre.

- Fêtes populaires lorraines en usage en Alsace. Musée alsacien. Jusqu'au 25 novembre.

- Mini-texiles. Musée d'art moderne, ancienne Douane. Du 29 juin au 31 août.

SELECTION

CINÉMA

« Underfire » de Roger Spottiswoode

Le métier de « newsmen » (reporter ou photographe), sa morale boulimique, confrontés aux réalités d'une Amérique centrale qui secoue la dictature. Une admirable reconstruction, en fait la chute du somozisme, avec un tour romanesque qui donne à l'aventure son piment.

Hitchcock anglais et américain

Indispensable de comparer le rapport entre deux classiques de l'époque anglaise du « maître du suspense » (les Trente-Neuf Marches. Une femme disparaît) et deux classiques américains (Fenêtre sur cour. Mais qui a tué Harry?). Ici, le trait plus léger, l'humour plus britannique, là le triomphe d'une sorte d'expressionnisme cinématographique.

« La Déesse » de Satyajit Ray

Un des premiers Ray sélectionné à Cannes en 1960. Portrait d'une famille rurale au Bengale au siècle dernier. L'interprétation du drame bourgeois et d'une culture millénaire.

« Le Journal de Sally Mara » au Lucernaire

Nez pointu, œil perçant, voix coupante, toute en angles, en rires tranchants, en humour incisif, en éclats de gaieté impitoyables, c'est Sally Mara/Stéphanie Lolk, la petite sœur perverse de Zazie.

Il y aura bien d'autres événements à ne pas manquer, tels les concerts de Ranki, du Melos Quartet et de Michel Portal à Nohant (22-23 juin), ou le nouveau Tannhäuser de l'Opéra dans des décors de Vasarely (à partir du 26 juin).

ET AUSSI : le Prince de Hombourg, à l'Opéra. Histoire d'un fou qui refusait la raison d'État. Dérision et violence. Wielopole, Wielopole, au Théâtre de Paris. Poussière des souvenirs sur un village d'enfance. Dérision et violence.

MUSIQUE

La Fête

Pour la troisième fois, la Fête de la musique célébrera l'arrivée de l'été le 21 juin, en France, mais aussi en Belgique, au Luxembourg et jusqu'à Hambourg et au Portugal. Toutes les radios et télévisions s'y associent, et les musiques militaires, et les grandes institutions musicales (Orchestre de Paris, IRCAM, etc.), mais l'on espère surtout qu'une nouvelle fois les musiciens descendront dans la rue tout au long de cette journée (rens. « Allo, Fête de la musique », (1) 260-39-39).

Mais la Fête de la musique, ce sont aussi les festivals, dont beaucoup prennent le départ ces jours-ci : ainsi celui de La Rochelle (22 juin-7 juillet), consacré à la musique contemporaine, à la danse et au cinéma, particulièrement riche cette année, avec quarante créations et vingt-trois œuvres de référence (rens. (46) 41-03-35); les Fêtes musicales de la Grange de Maslay, où l'on entendra l'intégrale des Quatuors de Beethoven dans ce cadre enchanteur, avec aussi le maître des lieux Sviatoslav Richter (du 22 juin au 1<sup>er</sup> juillet : rens. (47) 05-58-08); le Festival « Bach et compagnie » de Toulouse, qui rassemblera des œuvres de Bach, de ses prédécesseurs et de ceux qui se sont inspirés de lui, avec des musiciens tels que Pinnock, Leonhardt, Kuijken, Isoir, Plasson (du 23 juin au 1<sup>er</sup> juillet : rens. (61) 22-22-07); celui de Colmar, avec Karl Münchinger et son célèbre orchestre, dans Bach, Vivaldi, Schubert et bien d'autres (du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet : rens. (89) 41-29-82).

DANSE

Le Ballet Cullberg au Théâtre de la Ville

Birgit Cullberg, aujourd'hui âgée de soixante et onze ans, a créé une forme de danse sud-africaine contemporaine. Son fils, Mats Ek, continue son œuvre et la renouvelle avec des créations puissantes et insolites comme sa lecture « moderne » de Giselle (située dans un univers psychotique) et une version du Sacre du printemps à la japonaise.

Murray Louis Dance Company au Centre Georges-Pompidou

Création de Terre de Pug, évocation d'un personnage et d'une société à mi-chemin entre la science-fiction et la BD. Musique de Nikolaï. Avec la participation du centre chorégraphique de Rennes.

ET AUSSI : Carolyn Carlson au Théâtre de la Ville (en soliste à 18 h 30 pour danser Blue Lady); Cycle de danse au Théâtre de la Bastille; Elsa Wollaston (danse contemporaine africaine); Yves Musard (une mballité entre les États-Unis et la France); le Ballet Bougarabou au Carré Silvia-Monfort (danses traditionnelles du Sénégal); le Ballet du Nicaragua à l'UNESCO (vendredi 22 juin à 18 h 30); le Four solaire au Théâtre de Poitiers (création de Trampe-Cœur, d'après Balthus); Une nuit blanche du cinéma expérimental et de la danse à la cinémathèque, Palais de Chaillot (où se rejoignent dans une même dynamique deux microcosmes en expansion : le 23 juin de 21 h 15 à l'aube).

THEATRE FONTAINE CAVANNA LES AVENTURES DE DIEU

Mercedes-Benz France expose les œuvres du peintre STAEBLER

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE AUTOUR DE JUAN RULFO

FONDATION C. GULBENKIAN EXPOSITION LE LABYRINTHE DANS L'ART CONTEMPORAIN

GALERIE REGARDS CHRISTIAN BONNEFOI

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMAGES DE LA MONTAGNE de l'artiste cartographe à l'ordinateur

GALERIE CAILLEUX LE DESSIN EN COULEURS Aquarelles, Gouaches, Pastels

La Maison de la Lithographie J.C. PICOT

FÊTE des Antiquités et des Provinces

BAS PARC - SAINT-CLOUD EXPOSITION EXCEPTIONNELLE sur le PATRIMOINE FRANÇAIS

Vertical advertisement on the left edge of the page, partially cut off.

PORTRAIT

Il est né le 14 juillet 1945, dans un village entre Lyon et Saint-Etienne : Sainte-Foy-l'Argentière, en Forez. C'était un jour de fête, on buvait du champagne, la mère a accouché de son neuvième enfant, soûlé et dans une salle de cent coups de canon. Les ancêtres du petit Pierre étaient passés par l'Éthiopie, avant de s'installer à Lyon, pour lui donner ses très drus cheveux noirs solidement frisés sur son front bas et la pilosité olivâtre de sa peau.

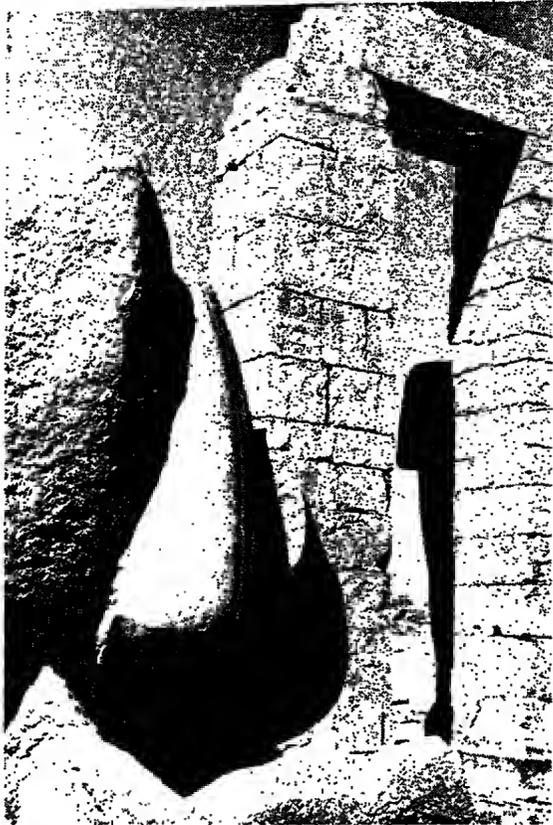
A l'âge du premier souvenir, vers quatre ans, le petit Pierre se retrouve en Corse, où son père est fonctionnaire. A l'école, déjà, il ne comprend pas grand-chose : surtout il ne comprend pas, quand on joue, pourquoi il faut s'arrêter pour passer à des choses sérieuses, et aussi, un peu moins souvent, pourquoi il faut abandonner le travail pour aller fêter. Ces turbulences de l'esprit qui remettent en question l'organisation même de l'apprentissage, l'ambroient au pied d'un arbre, où on le laisse des après-midi entiers, attaché à une grande corde, pour réfléchir en paix sur son sort.

Le père est républicain, lubie bien étrange à l'issue de la seconde guerre mondiale : il est encore dans la Révolution française, il vit avec un sifflet et demi de retard. Le petit Pierre trouve ça ridicule, le grand Pierre regrettera sa méchanceté et son incompréhension d'enfant, il trouvera touchante, au contraire, « cette fixation sur le passé ou sur l'avenir qui amène certains hommes à tout filtrer à travers leur passion. Souvent c'était inutile, mais ça permettait d'avoir une exigence par rapport à l'extérieur. Je ne vois plus cet attachement comme une chose passagère, mais comme une source pour retrouver des forces ».

Les deux enfants vivent en dehors des villes, dans de grandes belles maisons toujours pourries. Le petit Pierre est un grand décideur, il rapporte des caracis lamentables, il fait l'école buissonnière. Dans la ville de Vannes, il invente un parcours à travers les plus petites rues des plus petits quartiers où il ne pourra rencontrer ni parents ni professeurs. Il marche en direction de la mer, vers le golfe du Morbihan. Adulte, il se souviendra des couleurs grises de cette région. Il s'apercevra qu'il fait encore cela, dans son travail de photographe, « tout quitter et marcher : je ne fais que partir. Ce n'est pas une errance, et ce n'est pas forcément une aventure, mais je me mets en dehors ».

C'est le père Trousseau, un journaliste, qui l'a initié à la photographie, il a onze ans. Il n'y a pas de magazine chez lui : dans tous les journaux qu'il peut choper, il découpe ses photos préférées qu'il cache dans des boîtes. Il veut être photographe : « Une espérance un peu confuse, une attirance qui se rattachait à la mode. C'était l'époque du grand-reporter qui portait des trench-coats ».

A la maison, son aspiration n'est guère comprise : est-ce que les révolutionnaires perturbent leur temps à prendre des photos ? A quinze ans, il fait une fugue, en juin, juste après les classes, et un joli raccourci lui met un habit rouge : le voilà groom au Plaza-Athènes. Trois mois plus tard, dans un ascenseur, un monsieur laisse tomber une boîte pleine de photos, le groom se baisse pour les ramasser. L'homme est Louis



Louxor  
Mardi 7 février  
1984  
14 heures.

Dalmas, de l'agence... Dalmas, Pierre le flambeur assure qu'il est photographe. Il n'a pas d'appareil, il n'a jamais pris une photo, tant pis, il ira rendre visite au grand Dalmas dans son agence. Le monsieur n'est pas dupe, mais il l'engage tout de suite, comme photographe.

Dalmas est la première grosse agence : à l'époque, le staff comptait soixante-dix photographes, dont le débutant Depardon qui « plaquait » Brigitte Bardot. Mais là c'est Pierre le fier et pas content : « Très rapidement, j'ai été déçu par la manière de pratiquer la photographie, par la qualité des gens et des images. Obéir au doigt et à l'œil m'était impossible, pas vraiment par rébellion, plutôt par un refus inconscient de cet usage de

la photographie. » Pierre le lyphatique voit les photographes d'agence comme une armée de mercenaires, il décide d'être l'anti-mercenaire.

Il entre comme vendeur de photos à l'agence Holmès-Label. La vieille demoiselle Label, qui représente le portraitiste Youssif Karsh, lui fait découvrir l'histoire de la photographie. Il s'imaginait même pas son existence : « Je m'aperçois que tout le parcours que j'ai eu dans la photographie correspond à un très long développement. Chaque fois que j'aurais pu la quitter, il s'est trouvé un signe qui m'y ramenait, et chaque fois un signe plus fort que le précédent. Ce lent développement à l'intérieur de moi-même était lié au refus de pratiquer une photographie professionnelle.

grand musée de la photo, à Paris ; mais, à peine créée, la nouvelle direction du ministère décide de décentraliser la Fondation à Lyon.

Les crédits ne sont pas aussi importants que ceux qui avaient été annoncés, la lenteur administrative paralyse les actions ; bureaucratie (presque) malgré lui, il quitte la Fondation, mais se retrouve responsable de la photographie au Centre Georges-Pompidou : « Quand je suis entré dans ce système, s'est passé à moi un cas de conscience vis-à-vis de la photographie : soit la servir en y laissant ses plumes, soit la servir en l'aimant quotidiennement et en l'approfondissant pour soi personnellement. Je connaissais bien l'histoire de la photographie avant d'entrer au ministère, mais très vite je me suis aperçu que je m'éloignais de cette source qui m'avait alimenté. À partir de là, quand j'ai aussi compris que les circonstances étaient trop difficiles pour faire aboutir des projets de qualité, je me suis décidé à servir la photographie pour mon propre épanouissement ».

Aux antipodes du reportage

« Quand, ensuite, j'ai dirigé les archives de Magnum, j'ai rencontré la personne qui les avait fondées, M. Ringard, et qui lui aussi m'a tout de suite orienté, secrètement, vers l'histoire de la photographie. Il vivait cette histoire comme une mémoire, et à l'intérieur de Magnum cela représentait une espèce de morale photographique que le groupe avait tendance à laisser partir, à oublier ».

« J'ai fait tellement de choses, dans ce milieu, pour y participer sans y participer... » Après les archives de Magnum, Pierre l'instable se tourne vers l'édition, la publicité, la presse. Il a vingt-cinq ans en 1970. Il monte la première galerie de photos Rencontre, et regroupe des photographes isolés, Le Querrec, Dityvon, Franck, Kalvar dans une agence qu'il nomme Vu et qui va former le noyau de Viva. Mais à l'époque on ne vend pas de tirages de collection, la galerie s'effondre et il abandonne l'agence. Comme tout le monde, il part vivre à New-York un an et demi.

C'est le début du grand marché de la photo : il découvre les photos mises en scène de Duane Michals, de Les Krims et rêve de les introduire en France. Ce type de photo anti-naturaliste, aux antipodes du reportage, le séduit : « Au fur et à mesure que j'essayais pour moi-même de tendre vers une photographie dont il n'y avait pas de réceptacle ni de fonction, j'ai eu la chance de trouver devant moi des portes qui s'ouvraient. Plus je m'interrogeais, plus elle me dévoilait d'horizons ; je me suis rendu compte qu'elle révélait une magie que je n'avais pas soupçonnée, mais que cette attirance invisible à l'égard d'un hasard dans ma vie, que j'avais toujours eu ce caractère photographique, que j'avais été à la fois négatif et positif dans toutes mes actions ».

En 1975, Michel Guy, qui est alors secrétaire d'Etat à la culture, et le premier de cette fonction à vouloir reconnaître la photographie, se tourne vers Pierre de Fenoyl pour créer une Fondation de la photographie. Pierre le rêveur voit grand : un

Paris, Sienne, Louxor, Toulouse

Pierre de Fenoyl, le photographe buissonnier

l'élever dans la hantise des microbes. Pourtant, il l'emmena, avec sa femme, au début d'un printemps, dans une maison en Toscane, pour quatre mois. Il apprend à marcher, à regarder, à s'évader.

An début, il ne sait pas : il marche trop vite, sans direction, il se perd, et après il doit trouver une cabine téléphonique pour appeler à la rescousse. Maintenant, il sait : marcher plus lentement, en balisant sa perception, être capable de marcher des kilomètres à la recherche de l'apparition, comme un écho renvoyé par le paysage, qui va l'éblouir dans une adéquation au millimètre près entre la lumière et la position de son regard. « J'ai mis trois ans à acquérir une pratique photographique, dit-il. La boucle n'est pas encore bouclée, mais les deux aspirations se sont rejointes : avoir un regard buissonnier et pouvoir en vivre ».

Ses photos sur Paris avaient été montrées à la Galerie de France, en 1981, dans une exposition collective ; un an plus tard, il leur adjoint son travail « Italien » dans une exposition individuelle à la galerie Texbraun. Les fantômes s'assoient sur des canapés crévés, la campagne hrisse de présences aussi transparentes que l'air.

Fin 1983, Pierre, le beau parleur, réussit à décrocher une bourse du Centre national de la photographie pour aller faire un travail en Égypte. Il part avec sa petite famille s'établir à Louxor. Comme en Toscane, il dispose de quatre mois. Les deux premiers mois, il ne prend aucune photo ; comme pour un repérage, il visite les temples avec sa femme et sa fille.

Les deux derniers mois, il y retourne, seul, et photographie les signes qui ont eu le temps de faire un chemin dans sa mémoire : « J'ai l'impression d'être tout seul sur une route qui est celle du temps et de la photographie. Je me retrouve avec une œuvre qui est prévue, mais que je ne dévoilais qu'au fur et à mesure. C'est une histoire du temps, et c'est le temps de toute une vie. C'est pour ça que j'ai commencé par l'Égypte, en hommage à la première civilisation de l'image, comme un pèlerinage aux sources de la lumière et du temps. C'était un problème vital de se dire : je suis devant une pierre, est-ce que je la regarde vraiment, et quelle preuve pour moi-même je peux en sortir ? Quand je travaillais, je sentais un dialogue avec l'artiste qui avait sculpté il y a trois mille ans en fonction de la lumière. Et grâce à la lumière, une concordance d'esprit pouvait s'établir dans le temps ».

Ce sont ces photographies d'Égypte qui sont exposées aujourd'hui dans la salle d'animation, au rez-de-chaussée du Centre Georges-Pompidou. Les grands tirages noir et blanc, non tirés, ne portent qu'une indication de temps, jour et heure.

Le cheminement géologique

Pour leur auteur, la première salle est un hommage à la chambre noire : telle photo hachurée en trois parties, prise derrière un grillage, est comme le film photographique, son minuscule triangle noir, en haut à droite est « le petit objet qui va sortir » ; telle autre photo est comme une plaque photographique parcheminée : tel profil est la figure de proue du noir et blanc ; la figure de telle femme représente Horus, le dieu du regard, tandis que ce visage de femme, martelé par les Comptes, est invisible à l'œil nu et ne se révèle que par la photographie.

Il s'agit davantage d'un travail - presque scientifique - sur la photographie que d'un reportage sur l'Égypte.

« C'est un peu, toute proportion gardée, explique Pierre de Fenoyl, le même mouvement que celui de la Recherche du temps perdu : le chemin que je veux parcourir se terminera probablement par des images électroniques ou de synthèse. C'est tout un parcours de mémoire collective ou individuelle qui fait que j'ai envie, à travers le paysage, de poursuivre par la Grèce, Rome et l'Asie avant que toute cette mémoire ne disparaisse ». Par cette filière, il capte aussi retracer son cheminement géologique.

Jusqu'à là, trop impressionné peut-être par le saint soaire, il n'a pas photographié de visages, mais sa fille a grandi, et quand elle aura un âge où il pourra tenir une conversation d'adulte avec elle, il la photographiera. Ensuite, il photographiera les éléments, le feu, l'eau, la glace. Il terminera par le désert et le pôle Nord : « L'œuvre est conçue, il me reste à la réaliser ».

Il y a trois ans, Pierre de Fenoyl rêvait d'un château où il aurait ins-

tallé sa famille ainsi que des machines de phototypie sur lesquelles il aurait tiré ses propres livres et invité des amis photographes à faire de même. L'édition photographique est en train de s'établir en France ; Fenoyl détecte le petit format, il détecte Follet : il a préféré, pour son catalogue, tiré en phototypie, quinze planches détachables grand format. Il n'y aura pas de château, mais une grande maison près de Toulouse, où il s'apprête à transformer les deux dernières machines de phototypie qui ont survécu en France, et qu'il vient de racheter.

La mission photographique de la DATAR lui a commandé un travail sur le paysage. Il a vendu son appartement parisien pour se remettre en route. « L'invention de la photographie, dit-il, n'est pas assez regardée comme un signe des temps. Plus je me plonge sous son fait symbolique et plus je découvre. Sa magie remet en cause le fait de savoir si la photographie est un art ou pas. C'est une question que j'ai oubliée et ce n'est évidemment pas un art pour moi. Ou plutôt c'est un art de réception, et son art d'extraction comme celui du peintre ou de l'écrivain qui doit extraire quelque chose de lui-même pour découvrir. Le photographe l'invente rien, il reçoit. Ce hasard photographique dépasse les photographes, toujours abêtis d'attendre ce qui va être révélé et, à partir de là, de reconnaître la chose ou de ne pas la reconnaître ».

HERVÉ GUBERT.

\* L'Égypte de Pierre de Fenoyl, salle d'animation du Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 15 juillet. Catalogue 100 F.

Jusqu'au 7 juillet  
**ART JAPONAIS**  
RYTHMES et  
FLEURS D'ENCRE  
Galerie  
JANETTE OSTIER  
25, place des Vosges (2<sup>e</sup>)  
du mardi au samedi de 14 h à 19 h

L'ORDINATEUR A LA PORTÉE DE TOUS  
**L'EXPO**  
Exposition de technologie informatique  
JARDINS DU TROCADERO  
Du 19 mai au 27 juin  
De 9 h 30 à 18 h 30 - Entrée libre  
DERNIERS JOURS

GALERIE SCHMIT  
396, rue Saint-Hippolyte, 75001 PARIS 260.36.36  
**MAÎTRES**  
XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> SIECLES  
**EUGÈNE BOUDIN**  
1824-1898  
expositions : jusqu'au 20 juillet

**ARTCURIAL**  
centre d'art plastique contemporain  
**ETIENNE-MARTIN**  
Les bois 1951-1984  
**TAPIS D'ARTISTES**  
S. Delaunoy, Dumitresco, Matka, Meurice, Penalba, Rougemont, Schöffel  
**UN ART AUTRE / UN AUTRE ART**  
Les années 50  
Peinture, sculpture  
ESTAMPES AFFICHES  
Les années 50 Images de Paris  
9, av. Matignon Paris 8<sup>e</sup> - 297.16.16  
du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 15

Une exposition spectaculaire et pleine de fantaisie  
**UNE GIRAFE POUR LE ROI**  
ORANGERIE DU CHATEAU DE SCEAUX  
tous les jours sauf mardi, de 10 h à 18 h, M<sup>e</sup> Bourg-la-Reine ou Parc-de-Sceaux  
DU 19 AVRIL AU 15 JUILLET  
**ZOUBTCHENKO**  
25 ans de peinture  
Du 20 juin au 1<sup>er</sup> septembre 1984, de 8 h 45 à 17 h  
(sauf samedi, dimanche et jours fériés)  
**UNION DE BANQUES A PARIS**  
184, Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. 268-30-88

**FELIX VERCEL**  
9 AVENUE MATHIGNON  
PARIS 8<sup>e</sup> - 256.25.19  
présente en exclusivité  
sculptures récentes  
de  
**G. CHARPENTIER**  
14 juin - 28 juillet

15:50 من الامس



CINEMA

La Cinématique

CHAILLOT (704-34-34)

MERCREDI 20 JUIN

15 h, Cinéma américain : le Cour du l'humanité, de A.J. Holubar ; 19 h, Quinzaine des réalisateurs, Cannes 1984 : le Dernier Jeu, de J. Lindstrom ; 21 h : Verity, de B. Gordon.

JEUDI 21 JUIN

15 h, Cinéma américain : L'ère du cirque, de J.-P. Gossin ; 19 h, Quinzaine des réalisateurs, Cannes 1984 : Revanche, de N. Verbitski ; 21 h : les Héritiers, de W. Baumert.

VENREDI 22 JUIN

15 h, Cinéma américain : le Caravane, de L. Hillier ; 19 h, Quinzaine des réalisateurs, Cannes 1984 : Old Enough, de M. Silver ; 21 h : les Héritiers, de W. Baumert.

SAMEDI 23 JUIN

15 h, Cinéma américain : le Secret des sables, de L. Willis ; 17 h : le Roi de boules, de A. Weis ; 19 h : les Bonheurs, de J. Ivory ; 21 h : la Cinématique de la danse (nuit de cinéma expérimental et de la danse).

DIMANCHE 24 JUIN

15 h, Cinéma américain : Confusion, de R. Seaman ; 17 h : l'Équipe savante, de L. Rosenfeld ; 19 h : la Passion de Jeanne d'Arc, de C.T. Dreyer ; 21 h : les Daupins, de J. Lossy.

LUNDI 25 JUIN

Reliège

MARDI 26 JUIN

15 h, Cinéma américain : The Toll Gate ; 19 h : El Pastor tra trompé, de M. Dandekar ; 21 h : les Hommes de la mer, de J. Ford.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 20 JUIN

15 h : The Sentimental Bloke, de R. Langford ; 17 h : le Brava et la Belle, de R. Boechler ; 19 h : l'Épave de Monte-Cristo, de P. Karson.

JEUDI 21 JUIN

15 h : Piccadilly, de E.-A. Dupont ; 17 h : Un certain M. Jo, de R. Jolivet ; 19 h : la Escocada, de R. Gavaldon.

VENREDI 22 JUIN

15 h, R. (le Comp de foude), de Cl. Badier ; 17 h : les Indomptables de Coléide, de A. Hamilton ; 19 h : Les capions s'unissent, de J. von Sternberg.

SAMEDI 23 JUIN

15 h, Sa Majesté la femme, de E. Hawks ; 17 h : le Quatrième et dernier, de G. Toland ; 19 h : la Dame de vendredi, de E. Hawks ; 21 h : Walking down Broadway, de E. von Sternberg.

DIMANCHE 24 JUIN

15 h : le Cabinet du docteur Caligari, de R. Wiene ; 17 h : l'Empire du soleil, de E. Grae et M. Graveri ; 19 h : les Evénements de la nuit, de R. Rosellini ; 21 h : les Jeunes Filles de San Francisco, de V. Zurita.

LUNDI 25 JUIN

15 h : Ame de Boleyn, de E. Lubitch ; 17 h : Elms, de R. Richarz ; 19 h : l'Épave, de L. Bussard.

MARDI 26 JUIN

Reliège.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Marbeuf, 6 (225-18-45) ; Bagères, 9 (770-74-58).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz (h. sp.), 2 (743-60-33).

ALSHOY ET EL CONDOR (Nicaragua) : Daufert, 14 (321-41-01).

LES ARAGONES (AIL) : Studio Saint-Sévère, 5 (354-30-90).

LE BAL (Fr.-A.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).

BEAT STREET (A., v.o.) : Paramount Opéra, 6 (325-59-83) ; Paramount Marbeuf, 6 (325-75-90) ; Paramount Opéra, 5 (742-56-31) ; Paramount Opéra, 5 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Daufert (h. sp.), 14 (321-41-01).

BREAK STREET 84 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Tourville, 20 (364-51-98).

CARMEN (Esp., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17 (382-55-25).

CARMEN (Esp.-It.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Champ-Élysées, 6 (359-04-67) ; FILM Saint-Jacques, 14 (589-68-42) ; Kinopanorama, 15 (306-15-54-64-85).

LA CLÉ (h., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; Secrétan, 19 (241-77-99) ; Tourville, 20 (364-51-98).

LA DIÈSSE (Indien, v.o.) : 14-Juillet Roches, 49 (326-12-80) ; 14-Juillet Paris, 6 (326-58-00) ; Olympic Balzac, 6 (561-10-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

LE DERNIER TESTAMENT (A., v.o.) : Ambassade, 15 (354-46-45).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bois-A., v.o.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31).

EN HONNEUR CALICHEM (A., v.o.) : Émirats, 6 (359-15-71) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

EMMANUELLE IV (It. -18 ans) : Max Linder, 9 (770-72-86).

ÉCOUTEZ BEZEAU ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

EN HONNEUR CALICHEM (A., v.o.) : Émirats, 6 (359-15-71) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

ET VOUS LE SAVIEZ (Il., v.o.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME FLAMBEAU (AIL, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Berlitz, 2 (742-56-31) ; Marbeuf, 6 (325-75-90) ; Saint-Lazare, 6 (325-75-90) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (828-20-64) ; Miroir, 19 (241-77-99).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Miroir, 19 (241-77-99).

FINOT SCARLETT (Fr.) : Forum, 1 (297-33-74) ; Richelieu, 2 (232-56-70) ; Paramount Opéra, 6 (325-59-83) ; George-V, 6 (562-41-46) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Saint-Lazare, 6 (325-75-90) ; UGC Opéra, 5 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Nation, 12 (343-04-07) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Favette, 15 (331-60-74) ; Paramount Galade, 15 (330-15-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Métrol, 14 (339-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (828-20-64) ; Victor Hugo, 16 (727-49-73) ; Paramount Marbeuf, 17 (728-24-24) ; Patis Wexler, 19 (322-46-01) ; Gambetta, 20 (636-10-86).

LA PIRATE (Fr.) : Gaumont Hallé, 1 (297-49-70) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Olympic Balzac, 6 (561-10-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81) ; Parisiennes, 14 (320-12-06) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; Miroir, 19 (241-77-99) ; Tourville, 20 (364-51-98).

POLAROID KILLER (Fr.) : Miroir, 19 (241-77-99).

PRENOU CARMEN (Fr.) : Grand Palais (h. sp.), 15 (354-46-45).

RECKLESS (A., v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Ambassade, 6 (359-15-71) ; Richelieu, 2 (232-56-70).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Palais, 15 (354-46-45).

LA CLÉ (h., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : Quinze, 5 (633-79-38) ; George-V, 6 (562-41-46) ; Parisiennes, 14 (320-12-06) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; Miroir, 19 (241-77-99) ; Tourville, 20 (364-51-98).

LES COPAINS PARODI (A., v.o.) : Champs-Élysées, 6 (359-04-67) ; UGC Marbeuf, 6 (325-75-90).

LA DIÈSSE (Indien, v.o.) : 14-Juillet Roches, 49 (326-12-80) ; 14-Juillet Paris, 6 (326-58-00) ; Olympic Balzac, 6 (561-10-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81).

LE DERNIER TESTAMENT (A., v.o.) : Ambassade, 15 (354-46-45).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bois-A., v.o.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31).

EN HONNEUR CALICHEM (A., v.o.) : Émirats, 6 (359-15-71) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

EMMANUELLE IV (It. -18 ans) : Max Linder, 9 (770-72-86).

ÉCOUTEZ BEZEAU ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-48-18).

EN HONNEUR CALICHEM (A., v.o.) : Émirats, 6 (359-15-71) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

ET VOUS LE SAVIEZ (Il., v.o.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME FLAMBEAU (AIL, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-18-03) ; V.I. : Rex, 2 (236-30-19) ; UGC Convention, 15 (828-20-64) ; UGC Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; UGC Gobelins, 15 (336-23-44) ; Convention Saint-Germain, 15 (379-30-30) ; UGC Convention, 15 (322-46-01) ; UGC Convention, 15 (322-46-01).

LE FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Impérial Pathé, 2 (742-56-31) ; Ambassade, 15 (354-46-45) ; UGC Opéra, 6 (325-1

JP Min 3:50

DE DES ARTS

ET DES SPECTACLES

CINEMA

Les grandes reprises

ALIEN (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14).
L'ARNAQUE (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).
AURELIA STERNER (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14 (321-41-01).
LES ARISTOCRATES (A. v.l.) : Napoléon, 17 (755-63-42).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-26); George-V, 8 (562-41-46). - V.F. : Capri, 2 (508-11-69); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).
L'AVVENTURA (It. v.o.) : Olympic, 14 (545-35-38).
BARRETOUSSE (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 17 (532-91-68).
BARRY LYNDON (Angl. v.o.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85).
BLADE RUNNER (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71). - V.F. : Opéra Night, 2 (296-62-56).
BLANCHE-NEIGE (A. v.l.) : Napoléon, 17 (755-63-42).
BLOW UP (A. v.o.) : Reflet Médias, 5 (622-59-77).
CITIZEN KANE (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11).
LES COMTES D'HOFFMANN (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40).
LE CRIME ETAIT PRESQUE PARFAIT (A. v.o.) : Action Christiane, 6 (329-11-30).
DELIVRANCE (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).
LE DERNIER TANGO A PARIS (It. v.o.) : Saint-Ambroise, 11<sup>er</sup> (700-89-16).
EMMANUELLE (Fr.) : Paramount-City, 8 (562-45-76).
L'ENIGME DE GASPARD HAUSER (All. v.o.) : Saint-Ambroise, 11<sup>er</sup> (700-89-16).
L'ÉTÉ MEURTRIÈRE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (222-72-80); Gaumont-Sud, 14 (327-84-50).
L'ÉTRANGER (It.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).
L'EXTRAVAGANT M. RUGGLES (A. v.o.) : Penthée, 5 (354-15-04).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd. v.o.) : Calypso (H. sp.), 17 (380-30-11).
FAUT S'FAIRE LA MALLE (A. v.o.) : Rialto, 19 (607-87-61).
FENÊTRE SUR COUR (A. v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5 (326-84-65).
LE FLEUVE (A. v.o.) : Action Christiane Bis, 6 (329-11-30).
FURYO (A. v.o.) : Saint-Lambert (H. sp.), 15 (532-91-68); Paris Loisirs Bowling, 18 (606-64-98).
GIMME SHELTER (A. v.o.) : Vidéo-Studio, 6 (325-60-34); Saint-Ambroise, 11<sup>er</sup> (700-89-16). H. sp.
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).
HAMMETT (A. v.o.) : Lucernaire, 6 (64-57-94).
L'HOMME AU BRAS D'OR (A. v.o.) : Action Christiane Bis, 6 (329-11-30).
L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A. v.o.) : Saint-Michel, 7 (326-79-17); George-V, 8 (562-41-46); Parisiennes, 14 (329-33-11); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).
HUIT ET DEMI (It. v.o.) : Champo, 5 (354-31-60).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.l.) : Capri, 2 (508-11-69).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.l.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85).
LE JOUR LE PLUS LONG (A. v.o.) : George-V, 8 (562-41-46). - V.F. : Paramount Opéra, 5 (742-56-31).
JULIEN CÉSAR (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40).

Laura (A. v.o.) : Contrejour, 5 (325-78-37).
MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A. v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74); Hautefeuille, 6 (523-79-38); Olympic Saint-Germain, 6 (222-72-80); Mistinguon, 6 (359-62-82); Action Lafayette, 5 (525-79-89); 14 Juillet Bastille, 11<sup>er</sup> (357-90-81); Parisiennes, 14 (329-33-11); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - V.F. : Triplex, 9 (770-33-83); Naxos, 12 (343-04-67); Fauvette, 13<sup>er</sup> (331-56-86); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Maynil, 16 (525-27-06); Patis Chézy, 18 (522-46-01).
MANHATTAN (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83).
MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.l.) : UGC Opéra, 2 (261-30-32).
MÉRIKIDÉ (Fr.) : Marivaux, 2 (296-80-40); Paramount City, 8 (562-45-76).
MIDNIGHT EXPRESS (A. v.l.) : Capri, 2 (508-11-69).
MON NOM EST PERSONNE (It. v.l.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41); Montparnasse, 14 (320-12-06).
MONTY PYTHON, SÂCHES GRAL (Angl. v.o.) : Champ-Élysées, 5 (354-20-12).
MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Angl. v.o.) : Quinze, 5 (633-79-38).
LA NUIT (It. v.o.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).
L'ŒUF DU SERPENT (Suéd. v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01).
ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (354-72-71).
ORFÈVRE NÉRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85).
PAULINE À LA PLAGES (Fr.) : André-Bazin, 13 (337-74-39).
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56).
LA PLAGE DU DÉSIR (Brés. v.o.) : Movies, 1<sup>er</sup> (260-43-99); Olympic Entrépt, 14 (545-35-38).
POUR TOI J'AI TUÉ (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25).
QUAND PASSENT LES CIGOGNES (Sov. v.o.) : Cosmos, 6 (544-78-80); Olympic Entrépt, 14 (545-35-38).
RAMBO (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-26); George-V, 8 (562-41-46); Parisiennes, 14 (329-33-11). - V.F. : Grand-Rex, 2 (236-83-93); Français, 9 (770-33-83); UGC Gare de Lyon, 12 (340-01-59); Fauvette, 13<sup>er</sup> (331-56-86); Mistinguon, 6 (359-62-82); Gaumont-Convention, 15 (628-42-27).
LA RÉGIE DU JEU (Fr.) : Champo, 5 (354-31-60).
ROCKY III (A. v.o.) : Espace-Galt, 14 (327-95-94).
RUSTY JAMES (A. v.o.) : Cinéoches Saint-Germain, 6 (633-10-82).
SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).
SIE VOUS PLAÎT, LA MEER (Fr.) : Média, 4 (278-47-86).
SUEURS FROIDES (A. v.o.) : Publicis Médison, 8 (359-31-97); Action Christiane, 6 (329-11-30).
LE TAMBOUR (All. v.o.) : République-Cinéma, 11<sup>er</sup> (805-51-33).
THE ROSE (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14); Mistinguon, 14 (320-89-52).
TO BE OR NOT TO BE (Lobitch) (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6 (326-80-25).
LES 39 MARCHES (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> (233-42-26); Studio Caje, 5 (354-89-22); George-V, 8 (562-41-46).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It. v.o.) : Espace-Galt, 14 (327-95-94).
WEEK-END (Fr.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74); Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-71); Olympic-Belair, 8 (561-10-60); Olympic-Entrépt, 14 (545-35-38).
WEST SIDE STORY (A. v.o.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-53-74); Paramount-Odéon, 6 (325-59-83); Publicis Champ-Élysées, 5 (354-20-12); Action-La Fayette, 5 (878-80-50); Paramount-Opéra, 5 (742-56-31); Passy, 16 (288-62-34). - V.F. : Paramount-Bastille, 13<sup>er</sup> (343-04-67); Parisiennes, 14 (329-33-11); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); Convention Saint-Charles, 15 (578-33-00); Paramount-Mallot, 17 (758-24-24); Patis-Chézy, 18 (522-46-01).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14), 16 h.
AMERICAN GIGOLO (\*) (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14), 15 h 20 + Sam. 0 h 30.
L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21), jeudi, ven. lun. 18 h 30, mar. 22 h 30.
CASANOVA (de Fellini) (It. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), ven. à mar. 22 h 15.
LES CRABOIS DE FEU (Brés. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21), 20 h 15.
LA CITE DES FEMMES (\*) (It. v.o.) : Temples, 3 (272-94-56), 22 h.
LE CHATEAU DE L'ARAGNÉE (Jap. v.o.) : St-Lambert, 15 (532-91-68), mar. 21 h, sam. 18 h 15.
COUP DE TORCHON (Fr.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85), jeu. sam. 20 h, mar. 22 h 15.
COUP DE GRACE (All. v.o.) : République-Cinéma, 11<sup>er</sup> (805-51-33), mar. à mar. 16 h 20, dim. 22 h.
CREEPSHOW (\*) (A. v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4 (272-63-32), 14 h.
DANTON (Fr.-Pol.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85), jeu. ven. 14 h.
DEEP END (Brés. v.o.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85), jeu. sam. lun. 22 h 15.
DERSOU OUZALA (Sov. v.o.) : St-Lambert, 15 (532-91-68), ven. 18 h 30, mar. 20 h 30.
LES DIABOLIQUES (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-71), 12 h et 24 h.
FEMMES ENTRE ELLES (It. v.o.) : Olympic-Entrépt, 14 (545-35-38), 18 h en sem.
LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.o.) : Studio Bernard, 7 (783-64-66), jeu. ven. 17 h 30, sam. 22 h, dim. 20 h, mar. 17 h.
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It. v.o.) : Grand-Pavois, 15 (554-46-85), ven. 19 h 15 + St-Ambroise, 11<sup>er</sup> (700-89-16), jeu. 20 h 15.
LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36), lun. mar. 11 h 35.

en V.O. : U.G.C. CHAMPS-ÉLYSÉES - U.G.C. DANTON
CINÉ BEAUBOURG HALLES - 3 MURAT
en V.F. : U.G.C. BOULEVARDS - U.G.C. MONTPARNASSE
U.G.C. CONVENTION - U.G.C. GARE DE LYON
Cyrano VERSAILLES - Artael NOGENT

Deux Femmes. Chacune voit le visage du même homme. Chacune pense qu'il s'agit de son mari disparu. Une, seule, peut avoir raison. Seule la vérité pourra les unir ou les déchirer. Un Dernier Hiver

UGC HARRITZ - UGC OPERA - UGC DANTON - UGC ROTONDE
3 MURAT - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE
CINÉ BEAUBOURG LES HALLES/ARTEL Nogent - FRANÇAIS Enghien
« une grande aventure d'une beauté à vous couper le souffle ! » FRANCE SOIR

Carole Laure dans la plus belle histoire d'amour du monde. Maria Chapdelaine

COACH. Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain - c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté. Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris. Galerie Coach Bag 23 Rue Jacob, Paris 6 326.29.17

"DEMONS" spectacle de Lila GREENE du 12 juin au 1<sup>er</sup> juillet 84. Sous la Place de la Bastille canal Saint-Martin. Loc. 357.42.14

MAISON DES CULTURES DU MONDE. COREE DU 25 AU 28 JUIN 21 h une révélation LE THÉÂTRE JAYU DE SÉOUL "MÊME PAR GRAND VENT, LA FLEUR S'OUVRE" 60 F et 40 F. THÉÂTRE DE L'ALLIANCE 101 BO RASPAIL - TEL. 544.72.20

USA LANGUAGE. Attrapez l'accent américain. Stages d'Anglais-américain, tous niveaux, matin ou soir. En juillet et en août. Professeurs américains. Ambiance américaine. Petits groupes. Inscription dès maintenant. Rencontres "Open House". COUNCIL Centre Franco-Américain 1, place de l'Odéon, 75006 Paris Tél. : 634.16.10

USA LANGUAGE. Attrapez l'accent américain. Stages d'Anglais-américain, tous niveaux, matin ou soir. En juillet et en août. Professeurs américains. Ambiance américaine. Petits groupes. Inscription dès maintenant. Rencontres "Open House". COUNCIL Centre Franco-Américain 1, place de l'Odéon, 75006 Paris Tél. : 634.16.10

UNDER FIRE. Ce film est un chef-d'œuvre du regard. Du vrai cinéma. LIBÉRATION. en V.O. : GAUMONT AMBASSADE - HAUTEFEUILLE PATHE GAUMONT HALLES - BIENVENUE MONTPARNASSE en V.F. : GAUMONT BERLITZ - GAUMONT RICHELIEU MISTRAL - GAUMONT CONVENTION - IMAGES GAUMONT GAMBETTA - Gaumont Ouest BOULOGNE Français ENGHEN - 3 VINCENNES Triècle ASNÈRES - Buxy BOUSSY ST-ANTOINE

UNE FILLE POUR GREGORY. UN FILM DE BILL FORSYTH. GORDON JOHN SCLAIR - DES REPERJUN - CLARE GROCAN - BILL FORSYTH - DAVINA BELING - CLIVE PARSONS

MAIRIE DE PARIS THÉÂTRE, MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE dimanche 24 juin, à 21 heures Parc floral de Paris dans le cadre du 11<sup>e</sup> Salon international de la rose NUIT DE LA SAINT-JEAN Ballets - Bûchers géants - Feu d'artifice SPECTACLE GRATUIT - Renseignements au 271-19-80

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LA MOUCHE ET LE PANTIN, Espace-Gallé (327-95-94), 20 h 30, Dim. 15 h (20).

TAGUENO, Parc du Champ de Mars, Les 20, 21, 22, 23, 24 h.

LE PETIT MAITRE CORNIGÉ, Montreuil, Studio Théâtre (338-65-33), à 21 h, Dim. 17 h (20).

SEULS, LES ROUBINS, Vincennes, Th. D. Sorano (374-81-16), Les 21, 22, 23 à 21 h.

SCAPINO FANTASMA, Espace 88.5 (523-43-56), Les 22, 23, 24, 26 à 21 h; le 24 à 16 h 30 et 21 h.

CHACUN POUR MOI, Galie Montparnasse (322-16-18), 21 h (26).

LE GRAND ÉVANGÉ, Pré catalan, 21 h 15 (26 av 30).

ROURS PARIS

ARLES, L'Encre des pages, par le Théâtre du Campagnol et de la Carrière, mise en scène de Jean-Claude Pouchon, au « Més vu », de 22 au 30 juin, puis à Villeneuve-la-Vivienne, Martignes, Sarlat (Rens. 337-07-81).

Les salles subventionnées

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (742-57-50), le 25 à 19 h 30: Scène Stravinski (Concerto pour violon (G. Balanchine)); Le Sacre du printemps (P. Tchaïkovski); Danse concertante (K. Macmillan); Symphonie en trois mouvements (N. Strauss); dir. musicale: H. Florio-Cel Schmitzer.

SALLE FAVARTY (296-06-11), les 22 et 26 à 19 h 30: Méphisto.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), le 20 à 14 h 30: Cécile; le 23 à 14 h; le 26 à 20 h 30; le 29 à 20 h 30; le 30 à 20 h 30; le 24 à 14 h 30: Rue de la Folie-Coronin.

CHAILLOT (727-81-15), Théâtre Gérard Philouze, le 21 à 20 h: Hommage à J. Cortázar. A partir du 22 juin, relâche samedi et dimanche.

ODÉON (325-70-32), les 20, 23 à 15 h; le 23 à 18 h 30 et 21 h; le 26 à 18 h 30; le 29 à 18 h 30; le 30 à 18 h 30; le 24 à 18 h 30; le 25 à 18 h 30; le 26 à 18 h 30; le 27 à 18 h 30; le 28 à 18 h 30; le 29 à 18 h 30; le 30 à 18 h 30.

OPÉRA DE LA ROSE-CROIX (271-99-17), le 20 à 20 h 45: Hymne à la nuit, de N. Valéry.

CENTRE MANDAPA (589-01-60) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h: Gipsy-mench.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre (D. soir, L.), 20 h 30: Artemisia Abbatini; Maréchal (D. L.), 20 h 30: L'Art de la fague; La Rampe (D. L.), 20 h 30: L'École des maîtres.

OPÉRA-COMIQUE (742-43-41) (D. soir, L.), 20 h 30: Les Femmes savantes; le 23 à 17 h 30; dim. 15 h 30: Revue de la Folie-Coronin.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

DAUNOU (261-69-14) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30: S.O.S. homme seul.

DECHARGEURS (236-00-02) (D. J.), 20 h 30: les Sinistres - le Legs (D. soir, L.), 20 h 30.

18 THÉÂTRE (226-47-47) (D. soir, L.), 20 h 30: les Sinistres - le Legs (D. soir, L.), 20 h 30.

ÉDOUARD VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h: Treize à table.

ESPACE KIRON (373-90-25) (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h: l'Éternel amoureux.

ESPACE MARAIS (384-09-31) (D. L.), 20 h 15: l'Autre Don Juan; 22 h 30: Souffrir s'il vous plaît.

ESSAON (278-46-42) (D. L.), 12 h 30: Tranche de comte; 18 h 30: Nuit et jour; 20 h 30: Scenarii; 22 h: Takona; le 20 h 30: Vie et mort de P. P. Pasolini; 22 h: Rimbaldie.

GAITE-MONTMARTRE (322-16-18) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h: Chacun pour moi (à partir du 26).

en V.O. (4 pièces magnifiques): PUBLICS CHAMPS ÉLYSÉES

ACTION LAFAYETTE - en V.O. PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT ODÉON

FORUM LES HALLES - PARAMOUNT MONTMARTRE - PASSY

en V.F.: PARAMOUNT Gobelins - PARAMOUNT BASTILLE

PARAMOUNT MAILLOT

CONVENTION ST-CHARLES - Clichy Pathé - VERSAILLES Cyrano

THAÏS Salle Égérie - ENGHEN Français - POISSY Rex

ARGENTEUIL Garama - ROSNY Arzel

WEST SIDE STORY LE FILM AUX 10 OSCARS distribué par CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

GALERIE 86 (326-63-51) (D. L.), 20 h 30: Who's afraid of Virginia Woolf?

GRAND HALL MONTROUGE (296-04-06) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 18 h 30: Terrain vague.

HÔTEL DES MONNAIES, 21 h 15: Antigone (D. soir, L.), 20 h 30.

HUGUETTE (326-38-99) (D. J.), 19 h 30: le Coucou; 20 h 30: le Loup; 21 h 30: Bonsoir Révérent.

JARDIN SHAKESPEARE (264-91-49), 20 h 30: Twelfth Night (D. soir, L.), 20 h 30.

LUCERNAIRE (544-57-34) (L.), 18 h 30: le Mort vivant; 20 h 15: Six Heures au plus tard; 22 h 30: Hippocrate, avec amour; le 19 à 20 h: le Voleur humain; 20 h 15: Quatuor; 22 h 15: Journal intime de Sally Mara - Poésie salle, 22 h 30: Duo Colm.

MADELINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h: Les Cœurs de l'année.

MAISON DE L'ALLEMAGNE (707-77-65), les 20, 21, 22, 23, 26 à 20 h 30; le 24 à 17 h: Un homme véritablement sans queue.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), les 25, 26 à 21 h: Théâtre L'Art de Séoul.

MAISON DE LA GARE (278-52-51) (D. J.), 20 h: Més vu; 22 h 15: l'Opérette aux pinguins.

CARÉ SPEDGAR (322-11-02) (D. J.), 20 h 15 + sam. 23 h 45: Trois volés deux hondas; 21 h 30: Merveilles d'hommes; 22 h 30: Ordon de secours; 23 h 30: Les Enfants de l'été; 24 h 30: l'Opéra; 21 h 30: le Chronomètre; 22 h 30: Elles nous veulent toutes.

DEUX HEURES (506-07-48) (D. J.), 20 h: le Vie de part qui suit (D. soir, L.), 21 h 30: le Guachire; 22 h 30: Théâtre de poche.

LETTRE DE LA GARE (278-52-51) (D. J.), 20 h 15 + sam. 23 h 45: Trois volés deux hondas; 21 h 30: Merveilles d'hommes; 22 h 30: Ordon de secours; 23 h 30: Les Enfants de l'été; 24 h 30: l'Opéra; 21 h 30: le Chronomètre; 22 h 30: Elles nous veulent toutes.

DU CASINO (278-36-50) (D. J.), 21 h: le Vie de part qui suit (D. soir, L.), 21 h 30: le Guachire; 22 h 30: Théâtre de poche.

POINT-VIRGULE (278-67-43) (D. J.), 18 h: Britanniques; 21 h 30: Mot je crève, mes parents respirent.

RESTO-SHOW (508-00-81) (D. L. Mar.), 20 h 30: Les orléans se posent que dans le feu.

SEPTIER DES HALLES (236-37-27) (D. L.), 20 h 15: Les Dames de cœur qui piquent; 21 h 30: la Folie Nuit érotique de Roméo et Juliette; 22 h 30: Acad.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93) (D. L.), 20 h 15: M. Boujard.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 21 Salle Gaveau, 20 h 30: A.M. Miranda, M. Th. de Chénedé.

JEUDI 21 Salle Gaveau, 20 h 30: M. et Ch. Chénedé (Composita, Roussel, Bach).

OPÉRA (742-57-50), le 25 à 19 h 30: Scène Stravinski (Concerto pour violon (G. Balanchine)); Le Sacre du printemps (P. Tchaïkovski); Danse concertante (K. Macmillan); Symphonie en trois mouvements (N. Strauss); dir. musicale: H. Florio-Cel Schmitzer.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

Les concerts

MERCREDI 21 Salle Gaveau, 20 h 30: A.M. Miranda, M. Th. de Chénedé.

JEUDI 21 Salle Gaveau, 20 h 30: M. et Ch. Chénedé (Composita, Roussel, Bach).

OPÉRA (742-57-50), le 25 à 19 h 30: Scène Stravinski (Concerto pour violon (G. Balanchine)); Le Sacre du printemps (P. Tchaïkovski); Danse concertante (K. Macmillan); Symphonie en trois mouvements (N. Strauss); dir. musicale: H. Florio-Cel Schmitzer.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

OPÉRA DE LA MAIRIE DU VIIE (294-08-08), le 20 à 15 h: le Médecin malgré lui.

OPÉRA DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), le 20, 21, 22 à 20 h 45; le 23 à 17 h 30; le 24 à 17 h 30; le 25 à 17 h 30; le 26 à 17 h 30; le 27 à 17 h 30; le 28 à 17 h 30; le 29 à 17 h 30; le 30 à 17 h 30.

le retour de la fiction

WEEK-END JEAN LUC GODARD

LE VOLEUR DE FEUILLES UN FILM DE PIERRE TRABAUD

GRANDS SPECTACLES PALAIS OMNISPORTS DE BERCY

ET DES MUSIQUE

MUSIQUE

Jeux de jeunes de Metz (Cherchwin, Dufay, Bruckner)...

Orchestre de chambre de Luxembourg...

THEATRE PRESENT (205-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : La Vilette...

THEATRE DU ROND-POINT (254-70-80) (D. L.), 21 h : De Broadway à Hollywood...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

THEATRE DES QUINZE-VINGT (565-85-21) (D. L.), 22 h 30 : Les Indes...

APRES LA DEMISSION DE M. FAIVRE D'ARCIER Quel avenir pour le Festival d'Avignon ?

La démission de Bernard Faivre d'Arcier, directeur du Festival d'Avignon...

Après la mort de Pierre Birot (le Monde du 7 juin), les enseignants de l'UER de géographie de Paris-Sorbonne...

Après la mort de Pierre Birot (le Monde du 7 juin), les enseignants de l'UER de géographie de Paris-Sorbonne...

Témoignage LE GÉOGRAPHE PIERRE BIROT

Après la mort de Pierre Birot (le Monde du 7 juin), les enseignants de l'UER de géographie de Paris-Sorbonne...

Des structures anachroniques

La force du Festival, les raisons de sa longévité, viennent de ce qu'il a toujours su donner une image assez exacte des activités artistiques...

LETTRES

LE PHILOSOPHE MICHEL FOUCAULT EST HOSPITALISÉ M. Michel Foucault a été hospitalisé à la clinique des maladies du système nerveux de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière...

Vertical advertisement on the left side of the page, including 'cerf/AR', 'EX-END', and 'LES'.

La Fête de la musique à Paris

- IX. - Place Gustave-Toudouze : animation (13 h 30) ; passage des Panoramas : chorale (17 heures) ; square d'Anvers : gardiens de la paix : Notre-Dame de Lorente : orgue (18 heures)...

Large advertisement for 'Programme Doctoral' and 'Gestion de projets internationaux' by Groupe ESCP, Université Paris-Dauphine, 3ème cycle DEA-DOCTORAT.

Advertisement for 'La vente Sérusier à l'Opéra-Comique' featuring a 1350000 F aquarelle by Cézanne.



# COMMUNICATION

## GRUPE LAROUSSE DEVIENT LE DEUXIEME ENSEMBLE EDITORIAL FRANCAIS

Groupe Larousse, deuxième groupe d'édition français qui associe la librairie Larousse et la librairie Nathan, vient d'être constitué, conformément à ce qu'avait annoncé à la fin de 1983 M. Christian Brégué, PDG de la Compagnie européenne de publication (CEP), lors de la prise de participation de la CEP dans la librairie Larousse (Le Monde du 15 décembre 1983).

Le capital de Groupe Larousse est de 92 122 000 F, répartis entre 369 488 actions de 250 F valeur nominale assorties d'une prime d'émission de 780 F par action. Le total de fonds propres s'élève à 380 millions de francs. Ce capital se divise ainsi : la CEP détient 48 % des actions ; les personnes physiques (famille Larousse) 25 % ; plusieurs compagnies financières et bancaires 11 % ; parmi elles on remarque la Compagnie financière de Suez, le Crédit commercial de France, la Compagnie financière Barclays, la banque Neufville-Schlumberger-Mallet, les deux derniers notamment ayant une position forte sur le marché international sur lequel Groupe Larousse veut intensifier son action ; enfin de nombreuses sociétés de portefeuilles et fonds communs de placement détiennent 16 % du capital.

M. Brégué assure la présidence-direction générale de Groupe Larousse dont M. Bruno Rohmer est nommé directeur général.

Le holding Groupe Larousse a désormais des participations majoritaires dans la librairie Larousse, ses filiales françaises et étrangères ainsi que dans la librairie Nathan et ses filiales (notamment Jeux Nathan et VIFI International).

La CEP estime qu'« à la suite de ces opérations » elle « devrait réaliser en 1984, avec sa filiale Groupe Larousse, un chiffre d'affaires de l'ordre de 2 500 millions de francs ».

## PLUSIEURS SYNDICATS RECLAMENT LE MAINTIEN DE L'AGENCE CENTRALE PARISIENNE DE PRESSE

L'ensemble des sections des syndicats de journalistes (SNJ, FO, CGT, CGC) de l'Agence centrale parisienne de presse (ACP), de Reuter, la branche parisienne du syndicat britannique NUJ (National Union of Journalists) et la majorité du service français d'Associated Press ont appelé à un arrêt de travail le 20 juin de 12 h 30 à 13 h 30. Ils expriment ainsi « leurs plus vives inquiétudes quant au sort de l'ACP, son existence et l'emploi de ses personnels » (Le Monde du 9 juin), au moment où le Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR) doit se prononcer sur l'engagement des éditeurs de journaux de province envers l'ACP le 27 juin, les actionnaires s'attendant sur la dissolution ou la survie de l'agence.

La Fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audiovisuel et de la culture CFDT, la Fédération de l'éducation nationale et l'Association syndicale professionnelle des journalistes parisiens estiment, de leur côté, que le maintien de l'ACP est nécessaire pour préserver le pluralisme de la presse. La ligne des droits de l'homme partant de ce point de vue et « espère que la profession tout entière ne restera pas insensible au danger que représenterait la disparition de l'ACP ».

● **Restructuration du capital de Télé-Montecarlo.** - L'Europe 1 céder 10 % des parts qu'elle détient dans la Société spéciale d'entreprises (SSE) - qui gère l'exploitation de Télé-Montecarlo (TMC) à Radio-Montecarlo (RMC). Au terme de ce réajustement, les deux stations périphériques se retrouveront à égalité dans le capital de la SSE : 30 % des actions chacune, la troisième partie monétaire en détient 40 %. Cette restructuration - décidée dans la perspective de l'ouverture, à la rentrée, des émissions de TMC à une zone d'écoute plus large allant jusqu'à Toulon et Marseille - devrait être suivie d'un rajeunissement analogique du capital dans la région « extra-locale » de TMC (région niçoise). Une autre régie, associant Publitéc et le Protégéol, s'occupera de la publicité de la zone marseillaise.

● **Manifestation d'ouvriers du Livre chez les éditeurs.** - Plusieurs dizaines de membres de la Chambre syndicale typographique parisienne (Livres CGT) ont occupé, mardi 19 juin, pendant près d'une heure, les locaux du Syndicat national de l'édition à Paris. Ils entendaient ainsi attirer l'attention sur « l'implantation d'ateliers de photocomposition dans les maisons d'édition, sans qu'il soit assuré du statut du personnel ouvrier ni du problème de la saisie de textes ».

## L'AUDIENGE DE LA RADIODÉLÉVISION

### ● Antenne 2 et RTL toujours en tête ● Progression des radios libres

La suprématie d'Antenne 2 et le succès d'audience des radios locales privées se confirment, alors que l'écoute générale des radios a plutôt fléchi. Telle est la tendance de la dernière vague de sondage réalisée (du 10 avril au 14 mai) par le Centre d'études des supports de publicité (CESP).

Antenne 2 conserve, en ce qui concerne la télévision, sa position de leader avec 55,8 % en audience cumulée (contre 62,4 % au précédent sondage, en janvier dernier, et 52,4 % à même époque en 1983). A 2 dépasse également TF 1 pour la durée d'écoute journalière, avec 106 minutes en moyenne (soit plus 15 minutes en un an). TF 1 pour sa part redescend à 46,5 % d'audience en moyenne (49,4 % en janvier, 47,5 % l'an dernier) et perd 9 minutes en durée d'écoute. Cependant, TF 1 conserve la suprématie le dimanche ainsi qu'au journal de 13 heures (Yves Mourousi) en semaine.

FR 3 se redresse légèrement, avec 32,2 % d'audience cumulée contre 31,6 % l'an dernier (mais 33,2 % en janvier). Enfin, l'audience globale de la télévision est en légère hausse depuis un an (78,7 % contre 77,4 %).

Côté radio, si la hiérarchie est respectée, avec RTL en tête à 23,6 % (contre 29,5 % en janvier et 24,5 % il y a un an) et Europe 1 ensuite (17,6 % contre 19,8 % en janvier et 18,3 % en avril-mai 1983), France-Inter enregistre un nouveau et important fléchissement (13,5 % contre 15 % en janvier et 15,4 % il y a un an), alors que RMC (7,8 % contre 7 % en janvier et 8,5 % il y a un an) ne se redresse pas sensiblement. Mais par rapport au printemps 1983, le phénomène marquant reste la progression des « autres stations-radios libres », dont l'audience cumulée atteint 21,8 % (contre 19,6 % l'an dernier).

## LA LOI SUR LA PRESSE

### Libres opinions

#### Un siècle de retard

par DENIS PERIER-DAVILLE (\*)

Un journal, un patron de presse, cela existe. Une rédaction, ça n'existe pas. Ou du moins il serait éminemment dangereux de reconnaître son existence. Le journaliste, on veut bien admettre qu'il est nécessaire dans une publication, mais à condition de ne le concevoir que comme isolé, et donc impuissant. Des journalistes formant une équipe ayant sa personnalité propre, c'est l'abomination ; pour tout dire la soviétique.

Une telle mentalité n'est pas celle du temps de Charles X mais celle existant en l'an de grâce 1984. Aussi bien d'ailleurs à droite qu'à gauche, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition. On avait pu penser que cette sainte alliance avait pris fin lorsque le gouvernement a déposé son projet de loi sur la presse écrite qui, dans son article 13, utilisait pour la première fois dans un texte législatif le vocabulaire jusqu'alors frappé d'interdit : « équipe rédactionnelle ».

Après un moment d'espoir, il a fallu déchantar. Cet article ne constituait nullement une reconnaissance légale, mais tout simplement l'affirmation que dans un quotidien, la rédaction devait comporter un nombre suffisant de journalistes pour constituer le journal. Depuis, tout au long de la discussion parlementaire, l'ensemble de la classe politique s'est livrée dans l'hypocrisie. Le gouvernement et sa majorité veulent à toute force persuader les journalistes qu'ils ont enfin obtenu une reconnaissance légale promise depuis la Libération, alors qu'en réalité le législateur se refuse à prendre ses responsabilités sur ce point essentiel.

L'opposition s'est, certes, fait un malin plaisir, aussi bien à l'Assemblée qu'au Sénat, de souligner l'étendue équivoque de la majorité sur cette question. Elle a essayé de faire croire aux organisations de journalistes qu'elle approuvait leur position et qu'elle avaient son soutien. La réalité fut toute différente. Bien loin d'appuyer cette cause, le Sénat - où l'opposition est majoritaire - sans autre état d'âme... supprima purement et simplement l'article 13. Que demandait notre Fédération ? Simplement que soit ajoutée la précision suivante : « L'équipe rédactionnelle désigne librement l'organe chargé de la représenter. » C'est presque tout pour mot reprendre les termes de la loi Waldeck-Rousseau du 21 mars 1884 : « Les syndicats ou les associations professionnelles pourront se constituer librement... »

Ainsi complété, l'article 13 n'aurait réellement rien de révolutionnaire. Il se contenterait de combler, dans la presse, un siècle de retard.

(\*) Secrétaire général de la Fédération française des sociétés de journalistes.

## Le budget de l'audiovisuel

### M. JACQUES POMONTI (INA) INQUIET POUR LA CRÉATION

La création audiovisuelle passe, décidément, des moments difficiles en France. M. Jacques Pomonti, PDG de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et président de l'association des employeurs des sociétés de service public de l'audiovisuel, en a fourni, mardi 19 juin, un témoignage supplémentaire.

Pour illustrer les conséquences d'une rigueur qui, semble-t-il, n'épargne pas les chaînes de télévision et les organismes satellites tels que l'INA ou la Société française de production, M. Pomonti a cité, au cours d'une conférence de presse, l'exemple d'un projet mené conjointement avec TF 1 qui a dû être abandonné. Il s'agit d'une soirée « spécial Diderot » de deux heures trois quarts, dont le tournage devait commencer à l'automne. Etait donné l'épreux des discussions engagées avec les services du ministère des finances (partisan d'un gel de la redevance), et, partant, la perspective d'un exercice budgétaire encore plus acrobatique l'an prochain que dans le passé, le « une » renonce à investir les deux tiers des 3,5 millions de francs que devait coûter cette production. Seule, l'INA ne peut relever le gain.

Mais elle le fera sans doute avec Antenne 2. Deux soirées « spéciales » étaient en effet prévues avec le dernier épisode. Le projet Diderot était déjà très avancé, c'est une autre émission de variétés qui ne sera pas faite.

Si les conditions financières de la création ne devaient pas s'« éclaircir », a déclaré M. Pomonti, « d'autres déboires » sont encore à redouter ».

### EXPORTEZ sans souci

1983 premier français  
MARS achetez pour vos clients sur I.S.I.  
(sans produits alimentaires)  
Indiqués dans vos prospectus  
**PULVOREX S.A.**  
18, bd Général-de-Gaulle  
76200 DIEPPE

## Mercredi 20 juin

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**  
20 h 25 En survision : football. Championnat d'Europe des nations : RFA-Espagne en direct du Parc des Princes et Portugal-Roumanie en direct de Nantes.  
23 h 50 Journal.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**  
**Le bon emploi du temps**  
PAR ALAIN GILLOT-PETRE ET FRANÇOIS SIGALEA  
Robert Lafont  
20 h 40 Téléfilm : la Digue. De J. Labruno, avec C. Boisson, M. Garel, R. Blanche... Un téléfilm à part qui traite avec les productions télévisées habituelles, un huis clos dramatique, imaginé à partir d'un mélodrame : la crise d'une jeune femme sous prises avec la famille, une ambiance infernale dans une maison-blockhaus du bord de mer. Belles images violentes.  
22 h 10 Mogaize : Moi... je. De Bernard Boutbier. Lettres au président ; Les rois de la sappe ; Overdose ; Machines détraquées ; Images retrouvées ; L'homme-bus.  
23 h 5 Journal.  
23 h 25 Bonssoir les clips.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**  
20 h 35 Cinéma 16 : Sortie Interdite. De Daniel Boulanger et Patry Villiers, avec G. Blain, M. Noël, P. Chesnais...

L'histoire d'une amitié étrange entre un flic et des clochards. Une intrigue - qui oscille souvent entre le réel et l'imaginaire - servie par de très bons comédiens.  
22 h 10 Journal.  
22 h 30 Football. Championnat d'Europe des nations (résumé).  
22 h 45 Prélude à la nuit. Sonate pour violon et piano, de César Franck, interprétée par Alda Ciccolini au piano et Jean-Pierre Wallès au violon.

**FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE**  
17 h 5 L'histoire de France en BD  
17 h 10 Mon ami Guignol.  
17 h 25 Jazz aux Argentières.  
18 h 5 Série : La portaise de pain.  
18 h 30 Vie régionale.  
19 h Informations.  
19 h 35 Feuilletton : Une fille du Régent.  
19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

**FRANCE-CULTURE**  
20 h Les enjeux intermédiaires.  
20 h 30 Musique : Angers, musiques du XX<sup>e</sup> siècle, (œuvres de Bach, Leibowitz et P. Fenelon, par l'Orch. philharmonique des Pays de la Loire, dir. H. Luig).  
22 h 30 Nuits magiques

**FRANCE-MUSIQUE**  
20 h 30 Concert : le Roi malgré lui, de Chabrier, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. C. Duoit, sol. B. Gardet, violon, E. Hendricks, I. Garcinanz...  
23 h Les soirées de France-Musique : Walter Gieseking en public (1943-1948) : œuvres de Beethoven, Brahms, Pfitzner ; à 1 h. Poissons d'or.

## Jeudi 21 juin

**PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**  
11 h 15 TF 1 Vision plus.  
11 h 50 Le rendez-vous d'Annik.  
12 h 15 Télé-foot 1.  
12 h 30 A tout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 45 Objectif santé : Les pieds en vacances.  
14 h Série : Los Angeles années 30.  
14 h 50 Les choses du jeudi (et à 13 h 55).  
15 h 30 Quarté en direct de Chantilly.  
15 h 55 Images d'histoire. Emission de G. Gouly.  
16 h 15 L'affaire de la Somme.  
17 h 25 Le village dans les musées. Paléontologie et préhistoire ; Souris ; Le hérisson.  
17 h 45 Série : Quand la liberté venait du ciel.  
18 h 15 Presse-citron. Magazine des adolescents.  
18 h 25 Clip Jockey.  
18 h 50 Jour J.  
19 h 15 Emission régionale.  
19 h 40 Les petits drôles.  
20 h Journal.  
20 h 35 Fête de la musique : Tropicadero. La fête du Parc de Chailly.  
Musiques de tous les continents : salsa, reggae, spectacle de break-dance et de smurf, tout ce qu'il y a de plus - in - ce siècle.  
21 h 15 Contre-enquêtes. Emission d'A. Hoang. Histoire de Fernand, le mari de Jeanne : les deux printemps de Mathilde : Attention chassée dangereuse ; Le Pain maudit ; Lettre de Bruno.  
23 h 25 Journal.

pouvoir. Film biblique à grand spectacle, se terminant sur la destruction, longtemps attendue, des deux villes maudites Aldrick s'est égaré dans cette production internationale, à laquelle Sergio Leone participe, sans s'entendre avec lui.  
23 h 5 Journal.  
23 h 35 Cinéma : Bastien, Bastienne. Film français de M. Andrieu (1978), avec J. Berth, A. Prunel, O. Demazis, B. Bruno, E. Prat, S. Dambrière, M. Laccaille.  
En 1916, dans une propriété campagnarde dont la guerre se rapproche, trois jeunes garçons montent un petit opéra d'enfance de Mozart. Après d'eux, leurs mères et les servantes se désolent. Film d'auteurs aux images raffinées, poétiques, opposant le monde des femmes seules à celui de la pré-adolescence. A la musique de Mozart répond l'écho des canons.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**  
10 h 30 ANTOIPE.  
12 h Journal (et à 12 h 45).  
13 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.  
13 h 35 Feuilletton : l'Appartement.  
13 h 50 Aujourd'hui la vie.  
Des auteurs et vous (avec M. Grisol, R. Mazoyer, T. de Beaucé et F. Trostman).  
14 h 55 Téléfilm : Miroir, miroir. Trois femmes. Un ancien mannequin, une femme au foyer et une veuve face à la chirurgie esthétique.  
16 h 30 Magazine : Un temps pour tout. Les fêtes du tourisme en Camargue.  
17 h 35 Récit A2.  
Ple. Pic. Pic : Mes mains ont la parole ; Le petit écho de la forêt ; Lulu et Lireli.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 35 Expression directe. Sénat et Assemblée nationale.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : La fond du problème. D'après Graham Greene, réal. M. Lelo.  
21 h 40 Soirée spéciale : Musiques au chœur. D'Éve Ruggieri.  
Spécial Fête de la musique, avec l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. E. Krivine, en direct du Grand Palais (œuvres de Verdi, Ravel, Berlioz, Beethoven et Beethoven).  
23 h 10 Journal.  
23 h 20 Les enfants du rock : spécial Michael Jackson. Emission de P. Manœuvre. Avec notamment trois clips - historiques - : Billie Jean, Beat it, Thriller.

**PARIS-ILE-DE-FRANCE**  
17 h 5 L'histoire de France en BD.  
17 h 10 Faites de la musique.  
18 h 10 Feuilletton : Dynastie.  
18 h 55 Atout PIC.  
19 h Informations.  
19 h 35 Feuilletton : Une fille du Régent.  
19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

**FRANCE-CULTURE**  
7 h Matinales : Europe-tiers-monde : la naissance du jour.  
8 h Les chemins de la connaissance : hours et malheurs du cochon ; à 8 h 33, Poétique de Lauricmont ; à 8 h 50, Au bord des étangs.  
9 h 5 Matinée de la littérature.  
10 h 30 Le cri du bonnard.  
10 h 50 Musique : Angers, musiques du vingtième siècle : Ensemble Yanai No Kai (Tokyo) - et à 14 h 50.  
12 h 5 Agora.  
12 h 45 Passions : littérature et beaux-arts.  
13 h 30 Peintres et ateliers.  
14 h 10 Un livre, des voix : Le Sourire du chat, de François Maspéro.  
16 h 3 Méridiennes : adresse aux vivants : à 16 h 10, la politique des radios européennes en matière de création ; à 16 h 55, Paroles ; à 17 h, Une journée dans la vie de Sonia Rykiel ; à 18 h 22, Intime conviction.  
18 h 30 Feuilletton : A la dure...  
19 h 25 Jazz à l'ancienne.  
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : l'infection en milieu chirurgical.  
20 h Les enjeux internationaux.  
20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Désiré », de D. Lemahieu.  
22 h 30 Nuits magiques.

**FRANCE-MUSIQUE**  
2 h Les amis de France-Musique : Friedrich Gulda ; œuvres de Bach, Mozart, Beethoven, Debussy, Schubert  
7 h 10 Actualité du disque.  
9 h 5 L'oreille en costume.  
9 h 20 Le matin des musiciens : Gustav Mahler avec Vianec : œuvres de Mahler, Rubinstein, Franck, Bruhne, Bruckner, Berlioz, Brahms.  
11 h Concert (en direct de Vienne) : œuvres de Mozart, Beethoven, Offenbach par l'Orchestre symphonique de l'ORTF, dir. H. Hollreiser et L. Zagrock ; à 11 h 50, Entracte ; à 12 h 5, suite du concert : œuvres de Tchaïkovski, Verdi, Puccini, Wagner.  
13 h 32 Opérette-magazine.  
14 h 2 Répères contemporains : Marc Bleuse.  
15 h Atelier de la musique ; Académie d'été au Mozarteum de Salzbourg 1983 - Cours d'Elizabeth Schwartzkopf, de Rita Streich.  
18 h 5 L'impreu : Spécial : Fête de la musique...  
19 h Le temps du jazz : Feuilletton - Le jazz en France ; Interimède : Le Bloc-notes.  
20 h Fête de la musique : L'impreu : à 21 h, Concert de jazz (en direct de Toulouse) : Improvisations sur des airs de Massenet, Mozart, Wagner, Verdi, Bizet, Puccini, Schumann, par M. Solal, Z. Fleischer, A. Hervé, H. Sellin, La Velle, D. Humair, M. Benita ; à 23 h 10, L'impreu (suite) ; à 24 h, Programme musical.

**TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**  
17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des deux régions.  
19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadgét.  
20 h 5 Fêtes de la musique 1984. En direct des Invalides : concert donné par les principaux formations de la garde républicaine.  
20 h 35 Cinéma sans visa : Sodome et Gomorrhe. Film américain de R. Aldrich (1961), avec S. Granger, P. Angeli, S. Baker, A. Aimée, R. Podesta, C. Mori. Loth, chef des Hébreux, s'insulte avec son peuple sur un territoire de la reine de Sodome, aide celle-ci contre les Élamites, et succombe, un moment, à la tentation du

**PARIS-ILE-DE-FRANCE**  
17 h 5 L'histoire de France en BD.  
17 h 10 Faites de la musique.  
18 h 10 Feuilletton : Dynastie.  
18 h 55 Atout PIC.  
19 h Informations.  
19 h 35 Feuilletton : Une fille du Régent.  
19 h 50 Il y a de la pub dans l'air.

**FRANCE-CULTURE**  
7 h Matinales : Europe-tiers-monde : la naissance du jour.  
8 h Les chemins de la connaissance : hours et malheurs du cochon ; à 8 h 33, Poétique de Lauricmont ; à 8 h 50, Au bord des étangs.  
9 h 5 Matinée de la littérature.  
10 h 30 Le cri du bonnard.  
10 h 50 Musique : Angers, musiques du vingtième siècle : Ensemble Yanai No Kai (Tokyo) - et à 14 h 50.  
12 h 5 Agora.  
12 h 45 Passions : littérature et beaux-arts.  
13 h 30 Peintres et ateliers.  
14 h 10 Un livre, des voix : Le Sourire du chat, de François Maspéro.  
16 h 3 Méridiennes : adresse aux vivants : à 16 h 10, la politique des radios européennes en matière de création ; à 16 h 55, Paroles ; à 17 h, Une journée dans la vie de Sonia Rykiel ; à 18 h 22, Intime conviction.  
18 h 30 Feuilletton : A la dure...  
19 h 25 Jazz à l'ancienne.  
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : l'infection en milieu chirurgical.  
20 h Les enjeux internationaux.  
20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Désiré », de D. Lemahieu.  
22 h 30 Nuits magiques.

**FRANCE-MUSIQUE**  
2 h Les amis de France-Musique : Friedrich Gulda ; œuvres de Bach, Mozart, Beethoven, Debussy, Schubert  
7 h 10 Actualité du disque.  
9 h 5 L'oreille en costume.  
9 h 20 Le matin des musiciens : Gustav Mahler avec Vianec : œuvres de Mahler, Rubinstein, Franck, Bruhne, Bruckner, Berlioz, Brahms.  
11 h Concert (en direct de Vienne) : œuvres de Mozart, Beethoven, Offenbach par l'Orchestre symphonique de l'ORTF, dir. H. Hollreiser et L. Zagrock ; à 11 h 50, Entracte ; à 12 h 5, suite du concert : œuvres de Tchaïkovski, Verdi, Puccini, Wagner.  
13 h 32 Opérette-magazine.  
14 h 2 Répères contemporains : Marc Bleuse.  
15 h Atelier de la musique ; Académie d'été au Mozarteum de Salzbourg 1983 - Cours d'Elizabeth Schwartzkopf, de Rita Streich.  
18 h 5 L'impreu : Spécial : Fête de la musique...  
19 h Le temps du jazz : Feuilletton - Le jazz en France ; Interimède : Le Bloc-notes.  
20 h Fête de la musique : L'impreu : à 21 h, Concert de jazz (en direct de Toulouse) : Improvisations sur des airs de Massenet, Mozart, Wagner, Verdi, Bizet, Puccini, Schumann, par M. Solal, Z. Fleischer, A. Hervé, H. Sellin, La Velle, D. Humair, M. Benita ; à 23 h 10, L'impreu (suite) ; à 24 h, Programme musical.

### TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST ACTION HILL  
Pres d'Orléans, Ivry Auberjiviers, la Dôle-se Formentay/Bois Meudon  
STAGES INTENSIFS  
2 h 30 par cours (sauf 1 semaine)  
734-36-36

# ÉDUCATION

## LA PRÉPARATION DE LA MANIFESTATION POUR

### Les organisateurs attendent plus d'un million de personnes

« Nous n'avons jamais établi de stratégie en fonction de la politique, a déclaré, mardi 19 juin, devant la presse, le chanoine Paul Guibertau, le vote de dimanche dernier ne change rien à nos objectifs et à nos perspectives. » Comme le montre un sondage de la SORFES (le Monde du 19 juin), a épousé le catholicisme, des parents d'élèves de l'enseignement public votant à droite et des parents du privé votant à gauche: « Il n'y a donc pas une école de droite et une école de gauche. »

Le chanoine Guibertau présentait, avec les autres responsables de l'enseignement catholique, l'organisation de la manifestation du 24 juin à Paris pour l'école privée. Le but est, avant l'examen du texte au Sénat, de « protester contre les aspects ambigus et inacceptables de la loi », les « conditions de son vote » à l'Assemblée nationale, ses « arrangements pécuniaires ». Il est aussi « d'exiger des modifications substantielles pour maintenir en France les conditions d'un véritable pluralisme scolaire et de prendre date devant l'opinion et avec elle ».

Les organisateurs affirment attendre d'un million à un million et demi de manifestants. Mardi matin, le président de l'UNAPEL, M. Pierre Daniel, a été reçu au ministère de l'Intérieur par M. Gaston Defferre. L'autorisation a été donnée pour les parades. Il y aura quatre points de départ et un point d'arrivée: la Bastille.

#### Quatre cortèges

La manifestation s'écoulera « en continu ». Deux cortèges partiront le matin vers 9 heures, l'un de la gare Saint-Lazare vers la République, puis vers la Bastille, l'autre des gares de Lyon et d'Austerlitz vers la place d'Italie, puis vers les Gobelins et la Bastille. Deux autres se mettront en route vers 13 heures: le premier, des gares du Nord et de l'Est vers la République; le second, de la gare Montparnasse vers les Gobelins. Il n'y aura pas de discours sur une estrade mais un « chemin sonore » qui accompagnera la marche des manifestants: les messages enregistrés seront diffusés sur les parcs par des haut-parleurs. C'est vraisemblablement sous cette forme d'un message sonore que participent les évènements.

La mise au point des itinéraires n'a pas été sans difficultés. Les dirigeants de l'enseignement catholique,

souhaitaient défilier sur les Champs-Élysées. Le refus des autorités en a tellement mécontenté certains que les Bretons en particulier ont menacé de... boycotter la manifestation. Puis d'autres souhaits ont été formulés par les organisateurs: le porte Maitlot, entre autres. Les « contre-propositions » des pouvoirs publics expédiaient la manifestation au-delà des portes de Paris. Ce que l'enseignement catholique a catégoriquement refusé. L'éventualité d'une manifestation non autorisée a fait la news.

La dispersion constituera une manœuvre délicate. Les manifestants devront, à partir de la place de la Bastille, où ils ne stationneront pas, gagner les six mille autocars prévus, parqués sur les boulevards des Maréchaux, les trains de banlieue ou réguliers et les cent cinquante trains supplémentaires que la SNCF a mis à leur disposition en utilisant au maximum sa capacité de transport et de stockage, sans oublier les voitures particulières garées à la périphérie. 300 kilos de tickets de métro seront utilisés. Un système informatisé gèrera la capacité d'habbergement pour les manifestants venus de loin et qui auront approché la capitale la veille. Certains seront logés jusqu'à Orléans.

Les organisateurs ne cachent pas qu'ils prennent très au sérieux des risques de débordements. Il est évident qu'avec une foule d'une telle ampleur prévisible, habituellement disciplinée mais peu familière d'incidents qui ne nécessitent pas un grand nombre d'accidents pour être spectaculaires. Les réactions sont, elles, totalement imprévisibles. Vingt à vingt-cinq mille membres du service d'ordre - appartenant tous à l'enseignement catholique, assurent les organisateurs, - mille quatre cents médecins, deux cents secouristes, encadreront les manifestants. M. Pierre Daniel a lancé un appel à tous les participants: « Des incidents graves seraient immédiatement exploités contre le but de la manifestation. (...) Certains éléments extérieurs à l'enseignement catholique et poursuivant d'autres fins chercheront inévitablement à créer de tels incidents. Sous la discipline la plus absolue et la sang-froid devant les provocations peuvent les éviter. »

#### La place des élus

A toutes fins utiles, une assurance a été contractée pour couvrir la responsabilité civile des organisateurs et des participants en groupes, l'indemnité accident pour le service d'ordre et le service de santé et le dédommagement du matériel de sonorisation. Le montant de la prime approche les 700 000 francs... et les organisateurs ont prévu que seuls les manifestants censés relever d'un établissement scolaire seront couverts. Quant aux dérapages de l'enseignement catholique s'en sont prémunis par quelques précautions. Les élus ne seront pas autorisés à prendre la

parole. Ils devront défilier avec les écoles de leur région d'origine. Mais ceux de Paris, M. Chirac en tête, ne manqueront pas de se regrouper.

Chaque région ou académie a pu éditer son affiche. L'Île-de-France a tout de même été priée de remplacer le graphisme d'un poing frappant sur la table par un poing portant un crayon. Une seule affiche nationale jalonnait les parcours sur le thème « L'école libre vivra ». Dix-huit slogans ont été sélectionnés: « Négociations/du bled », « Pays libre/école », « Fonds publics/nos impôts » etc. Quatre coupures ont été trouvées sur les aires de Cadet-Rousselle, Frère Jacques, le P'tit Quinquin et Nabuco. Il n'en faudra pas moins pour scander cette marche, dont le budget annoncé atteint 2 millions de francs et qui se dévidera, dit-on, sous les yeux et les caméras de sept cents journalistes, et trois cents techniciens...

CHARLES VIAL

### DES APPELS DE PLUSIEURS ORGANISATIONS

Plusieurs organisations s'associent à la manifestation du 24 juin:

• La CFTC appelle « toutes ses organisations » à prendre contact avec les comités régionaux responsables « afin d'exprimer massivement la volonté populaire et d'amener le gouvernement à comprendre qu'il se trompe de siècle en remettant en cause un pluralisme qui est une garantie de liberté ».

• La Fédération nationale des écoles privées laïques sous contrat participera au rassemblement « aux côtés de l'enseignement catholique, étant donné la parfaite adéquation de leurs positions en ce qui concerne le libre choix de l'école ».

• La Confédération générale des cadres (CGC) « sera présente pour affirmer son attachement à un principe intangible: la liberté de l'enseignement, et dire non à l'extension des écoles, des maîtres et des enfants ».

• L'Association des écrivains catholiques présidée par M. Maurice Schumann, et l'Association française des journalistes catholiques, par M. Alain Guichard, participent pour « protester contre une réforme qui ferait disparaître de terme le caractère spécifique des établissements privés et en particulier celui des écoles catholiques ».

• La Confédération des syndicats libres (CSL) appelle tous ses militants à participer « massivement, sous les couleurs de la CSL, à toutes les manifestations organisées dans le pays dimanche 24 juin ».

• Un collectif de parents d'élèves d'écoles publiques et privées de Paris appelle les Français à manifester, « au-delà des querelles de politiciens », pour proclamer l'attachement des parents au libre choix de l'école et à se regrouper sous la bannière « Nous avons voté à gauche en 1981 pour les libertés: l'école libre vivra ».

### Le train de Montbrison

Montbrison. — Le chef de gare de Montbrison (Loire) fixe sa moustache d'excitation. Dimanche 24 juin au matin, il donnera le signal d'un train exceptionnel, celui des pèlerins de l'école catholique qui doivent défilier ce jour-là à Paris. Le coup de sifflet est prévu pour 4 heures 35, une heure à laquelle sa casquette reste habituellement au vestiaire, puisque, aucun convoi régulier ne circule la nuit sur cette ligne. Mais plus de quatre cents voyageurs se sont inscrits pour le périple. Il a donc fallu organiser le service en conséquence, mobiliser trois agents de circulation et autant de gardes-barrières.

M<sup>me</sup> Yvonne Plat, présidente de l'association des parents d'élèves de l'institution de La Madeleine, est ravie des services de la SNCF. Responsable de la préparation de la manifestation du 24 pour Montbrison, elle a rapidement obtenu la formation d'un train spécial d'une dizaine de wagons qui drainera l'essentiel des pèlerins des environs de la ville. Le collège catholique Victor de Laprade, anciennement petit séminaire, recrute la moitié de ses élèves dans les écoles communales. Et son directeur, M. Francis Malet, qui participera au cortège parisien, se félicite des bonnes relations entretenues avec ses collègues du public. « A lire les journaux, nous vivons à courts traits », s'étonne-t-il. « C'est absolument faux. »

Soucieuse de préserver ce paysage d'apparente paix sociale, la municipalité d'opposition, élue en 1983, n'a fait aucun geste pour aider les manifestants de l'école privée. M. le docteur Guy Poirot, maire et conseiller général, refuse aujourd'hui toute dérogation alors qu'il avait accordé un temps celle de l'UDF, après mai 81. « La querelle scolaire est artificielle et déplacée, répond-il. Le problème ne se pose pas à Montbrison. Le 24, à Paris, il faut être prêt à tout. Les manifestants de l'école privée, comme à son habitude, ont leur itinéraire. En tant que citoyen, assure le docteur Poirot, sinon ce serait un abus de confiance. » Son épouse, vice-présidente de l'APEL du lycée privé-Montalembert, appartient à l'équipe locale d'organisation pour Paris.

Depuis que la communauté scolaire catholique de Montbrison a décidé d'annuler sa fête annuelle pour monter à Paris, le téléphone de M<sup>me</sup> Plat ne tient pas en place. Le plan MOBAPEL, qui permet de joindre en cascade tous les parents au bout du fil, a bien fonctionné. Des circulaires ont été distribuées aux enfants dans les écoles, et les inscriptions n'ont pas tardé à affluer. Dans les

#### De notre envoyé spécial

rus paisibles de la petite cité, les affiches de l'UNAPEL ont recouvert celles des élections européennes encore toutes fraîches. Montbrison, « la ville aux votes clos », qui a donné 49 % de ses voix à Simone Veil et 11,41 % à Jean-Marie Le Pen le 17 juin, n'a pas pour autant perdu sa sérénité. L'enseignement privé acolarie un tiers de ses sept mille élèves, proportion largement supérieure à la moyenne nationale, et vit en bonne intelligence avec le secteur public. Le lycée d'Etat, vieux de douze ans seulement, a été construit en dehors du centre historique où sont regroupés l'essentiel des établissements privés de la ville. Le collège catholique Victor de Laprade, anciennement petit séminaire, recrute la moitié de ses élèves dans les écoles communales. Et son directeur, M. Francis Malet, qui participera au cortège parisien, se félicite des bonnes relations entretenues avec ses collègues du public. « A lire les journaux, nous vivons à courts traits », s'étonne-t-il. « C'est absolument faux. »

Le cortège politique du début de dimanche inquiète pourtant quelques professeurs invités à s'y joindre. Telles enseignantes de l'école de la Madeleine n'ira pas à Paris « parce que le débat a été trop lointain »; tel autre du collège de Laprade n'a « pas envie de défilier à côté de l'extrême droite ». M<sup>me</sup> Marguerite Rouillard, professeuse d'espagnol dans le même établissement, qui a déjà fait Lyon, a craint que « Paris ne soit pas si bon enfant ». Elle aime l'école où elle enseigne depuis douze ans et défend le libre choix des parents mais estime que l'enseignement privé « a déjà montré sa force tout l'hiver ».

Le noyau dur des enseignants, les adhérents du SNEC-CFTC en particulier, majoritaire à Montbrison, n'éprouve pas ce genre d'inquiétude. Pour eux, le projet de loi voté à l'Assemblée a vu supprimer l'enseignement libre et fait élargir des équipes pédagogiques. Dès lors, ils ont tout fait pour faire leur journée du 24 juin. A trois d'être retenus par un bapême, un mariage ou des petits enfants à garder, ils auront la conscience tranquille de leur syndicat pour une manifestation « digne et non violente » au cours de laquelle « aucune personne ne sera prise à partie nominativement ». « Nous ferons, tout pour, qu'elle ne dépasse pas », affirme un militant. Dimanche à l'aube, ils prendront le même train que le cortège de La Madeleine, non syndiqué qui avait avoir été « tenté de voter Le Pen parce qu'il défend les écoles privées » et cette année plus âgée qui compare les dangers de la manifestation à ceux qu'affrontaient les résistants...

#### Dernières nouvelles

Les dernières nouvelles ont été données aux responsables par M<sup>me</sup> Plat, promu chef de train: le service d'ordre recrutera un manifestant sur dix-neuf et les médecins défileront en blouses blanches pour être repérables, « il faudra bien dire aux bonnes sœurs de ne pas s'égarer ».

PHILIPPE BERNARD.

**AMERICAN CENTER**  
261 boulevard Raspail Paris 14<sup>e</sup>  
**AMERICAN LANGUAGE PROGRAM**  
COURS INTENSIFS EN JUILLET ET EN SEPTEMBRE  
pour voyageurs, lycéens en mal d'anglais, pour parler et comprendre l'américain courant.  
2 semaines ou 4 semaines à raison de 2 ou 4 heures de cours par jour  
RENSEIGNEMENTS 335.27.28

Jeune ou adulte éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle, **Vous pouvez suivre - ou reprendre - des études!**

**LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)**

Établissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale (7 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG, à la capacité en droit, à l'expertise comptable, etc.
- Préparations aux concours du recrutement relevant du ministère de l'Éducation nationale (carrières administratives et de l'enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres départements ministériels et Collectivités territoriales: police, SNCF, métiers sportifs, secteur para-médical et social, Administration départementale et communale, etc.
- Formation dans le domaine de l'informatique.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (loi du 16 juillet 1971).

Scolarité: Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine: de 227 à 566 F  
POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS: ÉCRIRE A

CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale  
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy  
75585 PARIS CEDEX 12

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE  
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger  
Exemplaires spécimen sur demande

**COURS DEVIENNE**  
Enseignement privé dans le calme et la verdure à "LA CHARMERIE" à CHAMPIÈRE (NICE)  
Professeurs hautement qualifiés  
Internat - Externat - Demi-pension  
**ANNÉE SCOLAIRE**  
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D  
**COURS DE VACANCES**  
du 2 août au 25 août  
**50 HEURES DE MATH**  
27 août au 6 septembre, de la 4<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> S  
2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. (93) 81.42.82

**DES ETUDES QUI DONNENT DU TRAVAIL**

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe École des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• C'est pourquoi I.L.S.E.A. a pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le souhaitent à ce diplôme dans les secteurs suivants:

- Commerce International, Comptabilité-Gestion, Informatique, Action Commerciale, Assurance, Publicité, Relations Publiques, Assistance et Secrétariat de Direction bilingue, etc.

Financement des études à 100% par prêts remboursables sur 5 ans et cautionnés par une mutuelle.

Conditions d'admission:

- Non bacheliers: sur examen d'entrée
- Bacheliers: sur présentation du dossier scolaire et entretien d'entrée

Examen d'entrée 10 Juillet  
Institut Supérieur d'Études Appliquées du Tourisme et des Loisirs.  
Groupe École des Cadres  
Établissement privé d'enseignement supérieur mixte  
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

**DES ETUDES QUI ONT UN AVENIR**

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe École des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• C'est pourquoi I.L.S.E.A. a pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le souhaitent à ce diplôme dans les secteurs de l'Activité Touristique (production et vente, accueil, administration, etc.)

• Vous souhaitez des études aussi passionnantes que le métier qu'elles préparent. Aussi, le programme de I.L.S.E.A. comprend-il des stages, trainings, visites de sites touristiques, ou de musées afin de compléter votre formation théorique.

Financement des études à 100% par prêts remboursables sur 5 ans et cautionnés par une mutuelle.

Conditions d'admission:

- Non bacheliers: sur examen d'entrée
- Bacheliers: sur présentation du dossier scolaire et entretien d'entrée

Examen d'entrée 10 Juillet  
Institut Supérieur d'Études Appliquées du Tourisme et des Loisirs.  
Groupe École des Cadres  
Établissement privé d'enseignement supérieur mixte  
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

**L'ÉDUCATION**  
JUN 1984

**LE FRANÇAIS AU BAC**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'ÉCOLE PI  
Les organis

Le chanoine Guibertau...  
Cela est...  
Pas de croisade

Pas de croisade

TÉLÉCOPI  
ÉTRAVE SERVO

04/21/84

# ÉDUCATION

## L'ÉCOLE PRIVÉE

### L'ABSENCE DES ÉVÊQUES

#### Les organisateurs ne nous attendent pas dans la rue

estime Mgr Vilnet

C'est quasiment sûr. Il n'y aura pas d'évêques dans les rues de Paris le 24 juin, à moins d'un revirement de dernière heure du conseil permanent de l'épiscopat, réuni à Paris depuis le 18 juin.

Le dilemme devant lequel se trouve l'épiscopat est bien réel. Les évêques sont condamnés à passer sous les fourches caudines car, quoi qu'ils choisissent, ils seront incompris par une partie de leurs fidèles. S'ils vont à la manifestation, ils cautionneront une démarche dont la tournure politique a pris une nouvelle dimension depuis la victoire de la droite aux élections européennes. S'ils ne vont pas à la manifestation, ils seront accusés de « lâcher » l'enseignement catholique par les défenseurs les plus intransigeants de celui-ci.

Cela explique la vaine hésitation à laquelle nous avons assisté, ainsi que les prises de position pour le moins dissonnantes au sein de l'épiscopat. Jusqu'à ces derniers jours, il y eut plusieurs thèses en présence. D'abord, celle de la liberté pour tout évêque d'accompagner ses ouailles à la capitale; ensuite, celle de faire représenter la hiérarchie catholique par son président, Mgr Jean Vilnet, par l'archevêque de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger, et par le président de la commission scolaire, Mgr Jean Honoré; enfin, celle de limiter la présence épiscopale à ce dernier.

#### Pas de croisade

D'autres évêques ont justifié leur absence à l'avance, en invoquant des engagements antérieurs - telle la Fête du peuple de Dieu organisée le 24 juin à Ecoubly (Seine-et-Marne) par l'évêque de Meaux, Mgr Louis Kucim, et son auxiliaire, Mgr Yves Bescond. Seul Mgr Jac-

ques Gaillot, évêque d'Evreux, avait dit clairement, lors d'une interview publiée par le *Nouvel Observateur* début juin, pourquoi il refusait de manifester à Paris: « Je regretterais que l'Église soit associée à cette récupération politique et qu'elle aliène sa liberté. C'est pour cela que je m'abstiendrai d'y aller. »

D'où les hésitations des évêques lorsqu'ils étaient interrogés sur leur intention d'assister ou non à la manifestation. Le cardinal Lustiger nous a déclaré qu'il voulait garder son « entière liberté d'appréciation » quant à sa participation; Mgr Vilnet, dans une interview à *Témoignage chrétien* publiée le 18 juin, a dit: « A l'heure où je parle, rien n'indique qu'il faille que j'aille à Paris »; et Mgr Honoré, parlant de la manifestation dans le *Figaro* du 18 juin, s'exprime ainsi: « Ce n'est pas d'une insurrection contre le pouvoir qu'il s'agit. Nous ne viendrons pas pour casser des vitres, mais pour enlever des verrous. »

Cette prise de position, nous a confié Mgr Gaillot, lui a valu un courrier volumineux et critique. « Les gens se sont montrés plus agressifs que lorsque j'ai affirmé mon désaccord avec le texte épiscopal « Gagner la paix », dit-il aujourd'hui. C'est pourquoi je ne suis toujours pas favorable à la grande manifestation parisienne. Elle serait une déclaration de guerre. »

Mgr Vilnet abonde dans le même sens lorsqu'il dit: « Il ne peut y avoir indéfiniment de croisade de part et d'autre. » Et il semble que ce souci d'apaisement de la part du président de la Conférence épiscopale l'ait emporté au sein du conseil permanent, qui rendra publique sa décision finale le 21 juin. Dans son discours d'ouverture, Mgr Vilnet a

fait remarquer: « Les organisateurs de la manifestation ne nous attendent pas dans la rue. »

En réalité, tout n'est fait pour rendre la présence des évêques inutile. Le défilé du 24 juin sera permanent, à partir de quatre points stratégiques (Montparnasse, Saint-Lazare, les gares du Nord et de l'Est et la place d'Italie), pour converger sur la Bastille. Sans points fixes, ni arrêts, ni chefs de file, ni estrades, ni discours, la manifestation - qui doit se dérouler dans la dignité et le calme - prendra la forme pour ainsi dire d'une liturgie de contestation. Des slogans et des messages seront diffusés par haut-parleur, ainsi qu'une déclaration épiscopale, que le conseil permanent est en train de mettre au point.

La « non-présence physique » des évêques, assure Mgr Vilnet, ne signifie nullement qu'ils se désintéressent de la manifestation. D'où l'importance de leur déclaration.

ALAIN WOODROW.

### M. CHIRAC DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE S'OPPOSER A TOUTE « MANŒUVRE »

M. Jacques Chirac, « en sa qualité de maire de Paris », demande au gouvernement de veiller « avec une vigueur sans défaut » à ce que la manifestation du 24 juin « ne soit troublée par aucune manœuvre, aucune diversion d'où qu'elle vienne ».

Il appelle les Français à y venir « nombreux », espérant « voir le Parlement modifier le projet de loi voté par l'Assemblée nationale et renoncer à ses dispositions les plus contrairement aux libertés ». M. Chirac demande néanmoins « à chacun de faire taire ses préférences idéologiques ou politiques ». « Il s'agira dimanche, conclut-il, d'une manifestation nationale, pas d'une manifestation partisane ».

# VOILE

## TRANSATLANTIQUE EN SOLITAIRE

### A Fauconnier la « victoire » à Poupon les « honneurs de la ligne »

Yvon Fauconnier (trimaran *Umupro Jardin*) est le vainqueur de la Transatlantique, tandis que le trimaran *Fleury-Michon*, de Philippe Poupon, a les « honneurs de la ligne ». La décision du comité de course du Royal Western Yacht Club of England n'a pas fini de faire parler d'elle, dans les tavernes de Newport et les bistros des ports bretons. La voile utilise, dans certaines compétitions, les handicaps de jauge pour égaliser les chances des bateaux. Mais c'est la première fois qu'un navigateur, arrivé dix heures trente minutes après le premier, se voit déclaré vainqueur après soustraction de son temps des seize heures passées à proximité d'un bateau naufragé.

A peine arrivé à Newport, Philippe Poupon avait été le premier à juger « formidable » l'attitude de « son excellent copain » lors du sauvetage de Philippe Jeantot (catamaran *Crédit agricole*, mais il devait ensuite déclarer: « Je me considère comme vainqueur ». Favori pour beaucoup de cette transat avec son trimaran très léger (moins de 5 tonnes) et surtout très performant dans les conditions de navigation après rencontres sur la presque totalité du parcours, Yvon Fauconnier n'avait pas hésité à attendre l'organisation des secours avant de reprendre sa route. Il aurait été injuste de lui faire perdre ses chances pour ce noble comportement de marin. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Dans la Route du rhum, Olivier Moussy avait aussi secouru un concurrent en difficulté, mais les organisateurs de la course l'avaient fait figurer hors classement. En revanche, dans le Tour du monde en solitaire, Jacques De Roux et Tony Lush avaient été « bonifiés » du temps passé à secourir des naufragés.

Il n'en est pas moins vrai que l'arrivée à quelque peu été faussée par les conditions météorologiques. Avant de toucher à nouveau du vent pour les toutes dernières heures de course, les quatre concurrents de tête, Philippe Poupon, Marc Pajot (catamaran *Elf-Aquitaine*), Eric Tabarly (trimaran à hydrofoils *Paul-Ricard*) et le Britannique Peter Philipps (trimaran *Travacrest Seaway*) sont restés pratiquement

enclimés pendant deux jours à proximité de Newport. Dans le même temps, Yvon Fauconnier pouvait filer à plus de 10 nœuds pour fondre sur eux.

Pour le vainqueur de la transat 1984, âgé de quarante ans, c'est une belle revanche sur le mauvais sort. Huit ans plus tôt, il avait dû abandonner à proximité de Terre-Neuve, bras droit cassé par un retour de manivelle de treuil, alors qu'il se trouvait en deuxième position derrière Alain Colas. Mais les conditions particulières de dénouement ne peuvent laisser que des regrets aux deux principaux protagonistes. A Yvon Fauconnier, dont la victoire sera toujours accompagnée de réserves, mais surtout à Philippe Poupon, qui avait apporté la preuve de ses exceptionnelles qualités de régatier et de sa résistance, pour s'imposer sur le fil à ses prestigieux

rivaux. Le seul point incontestable est que les deux navigateurs - ainsi que les huit autres concurrents arrivés à Newport après eux - ont amélioré l'ancien record de la traversée d'est en ouest, qui était déteu par l'Américain Phil Weld, vainqueur de l'édition 1980.

**SOCIÉTÉ ITALIENNE LEADER DANS LE SECTEUR DE L'EMBALLAGE**  
Pour le renforcement de son organisation de vente recherche pour la France du centre-nord  
**DES AGENTS**  
même multimandataires  
On demande expérience et connaissance du marché des calendriers rigides et plastifiés.  
Merci d'adresser votre candidature à: Cassella Pirella 10527 - 20100 MILAN, ITALIE

Publicité

### UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE

UER d'administration économique publique et sociale  
Avenue du Général-de-Gaulle, 94010 CRÉTÉL CEDEX

#### CENTRE DE PRÉPARATION A L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Si vous avez 4 ou 5 ans d'ancienneté dans la Fonction publique, Si vous possédez un DEUG ou une licence, Si vous êtes de nationalité française,

Vous pouvez préparer les concours d'accès au corps de catégorie A de la Fonction publique. Pré-inscriptions: 13 mai au 27 juillet et 13 août au 14 septembre au secrétariat du CPAG (bât. P3).

#### DÉPARTEMENT ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Deug AES commun à toutes les options LICENCE ET MAÎTRISE AES options:

- Administration publique (concours administratifs, collectivités locales);
- Administration des entreprises;
- Commerce international (anglais-français) ouvert aux étudiants titulaires d'un DEUG juridico-économique ou d'une licence anglais ou LEA après tests de niveau en anglais et culture générale.

Pré-inscriptions du 15 juin au 15 septembre

Section sport-études: convention avec l'INSEP.

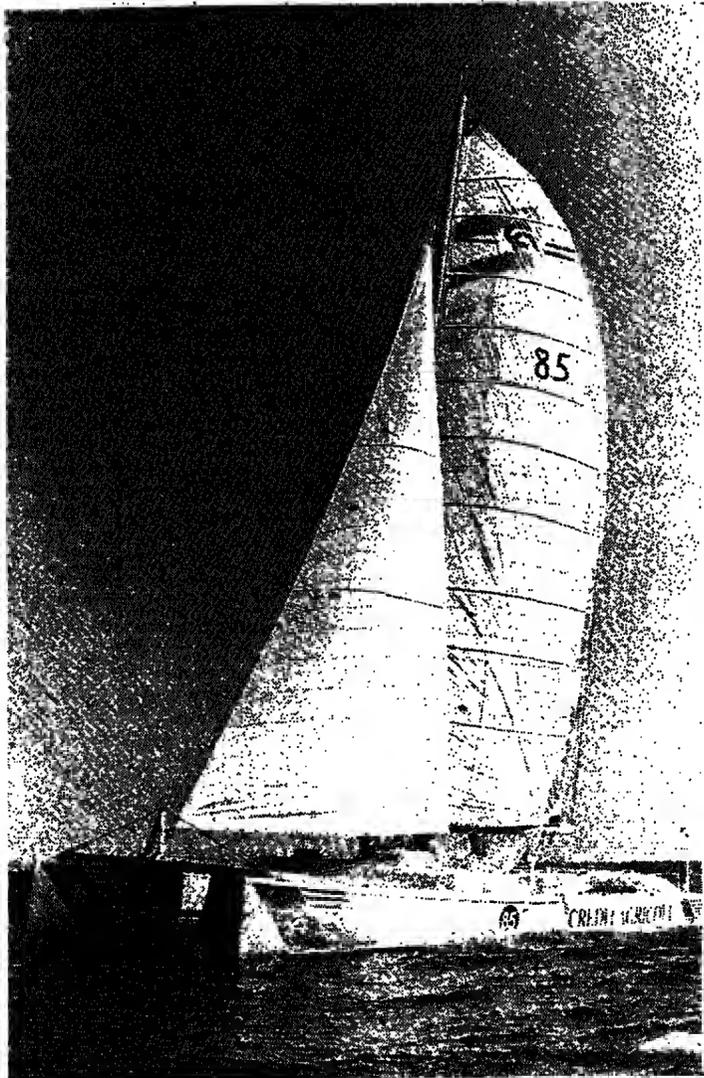
III<sup>e</sup> cycle: DESS ADMINISTRATION ET GESTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Ouvert aux étudiants titulaires d'une maîtrise AES ou droit et aux personnes exerçant une fonction dans une collectivité locale après sélection par entretien avec un jury.

Pré-inscriptions

RENSEIGNEMENTS: 898-91-44, postes 2410 ou 2408

**TÉLÉcopieur PARTAGÉ**  
ETRAVE SERVICE TÉLEX - TÉLÉCOPIE 345.21.62



# TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES...

... comme Philippe JEANTOT, le courage sera toujours une valeur qui permet de lutter contre tous les obstacles,

... comme Yvon FAUCONNIER skipper d'UMUPRO JARDIN, l'esprit sportif sera toujours une valeur qui permet de vaincre tous les obstacles,

... comme ceux de la Marine Nationale et de l'équipage de "l'Espérance", la solidarité et l'efficacité seront les valeurs qui permettront de franchir tous les obstacles,

... comme ceux d'Europe Assistance et de la COMEX, l'esprit d'entreprise sera toujours une valeur qui permet de surmonter tous les obstacles.

Tant qu'il y aura de tels hommes, tous les obstacles pourront être levés. A tous ces hommes, merci.



CRÉDIT AGRICOLE

# EMPLOI, LA REponse DE:

## HEWLETT-PACKARD FRANCE

**A** bâti sa notoriété sur la fabrication d'instruments électroniques permettant le test, la mesure et l'analyse. Avec un catalogue de 6400 produits, le secteur d'activité « mesure » représente toujours 30% de son chiffre d'affaires. Son activité s'exerce aussi dans l'électronique médicale, l'analyse chimique et les composants (deux domaines essentiels: diodes et transistors/hyperfréquences et l'opto-électronique). Dans les années soixante, le groupe Hewlett-Packard fait une entrée logique dans l'informatique, secteur où il figure aujourd'hui comme l'un des grands (7<sup>ème</sup> rang mondial des constructeurs d'informatique).

Cette diversification se double à l'heure actuelle d'un engagement délibéré dans la micro-informatique. Hewlett-Packard a défini les nouvelles orientations de produits, de fabrication et de marketing qui

lui permettent de répondre aux besoins spécifiques de ce nouveau marché.

Dans cette stratégie, Hewlett-Packard France tient une place essentielle. Grâce au doublement de sa capacité de production, l'usine de Grenoble assure depuis août 1983 la fabrication du HP 150, le premier micro-ordinateur à écran tactile, pour l'ensemble du marché européen. Plus déterminant, Grenoble assure aussi la responsabilité de la recherche et du développement de terminaux et de protocoles de communication: les éléments fondamentaux pour l'ordinateur de demain.

Une croissance assurée par des produits de haute technologie, la recherche développement considérée comme la clé du futur, HP France est bien à l'image de la société Hewlett-Packard.

### HEWLETT-PACKARD en chiffres

- siège Palo Alto (Californie)
- effectifs: 76 000 personnes
- bénéfices nets en 1983: 432 millions de dollars
- consacre 10% de son chiffre d'affaires à la recherche/développement, soit en 1983: 433 millions de dollars.
- les filiales:
  - 1963: création d'HP France; une unité de vente/assistance commerciale; la commercialisation de tous les équipements de mesure HP.
  - 1971: implantation d'une usine à Grenoble; elle produit les HP 2100 (le premier ordinateur à mémoire à semi-conducteurs); c'est la première unité de production informatique hors des États-Unis.
  - 1983: Grenoble est responsable de la production européenne de micro-ordinateurs à écran tactile, le HP 150.
- effectifs: 2 500 personnes
- production (Grenoble): 1 000
- établissement commercial: 1500
- Hewlett-Packard Europe:
  - présent dans 12 pays dont 5 unités de production (France, Allemagne, Angleterre)
- Hewlett-Packard France:
  - chiffre d'affaires:
    - une progression annuelle de 25,6%
    - 1983: 2 393 millions de francs
    - part réalisée à l'exportation: 866 millions de francs

### Carrières

Travailler chez Hewlett-Packard, c'est travailler dans de petites unités autonomes où chacun connaît exactement les répercussions de son travail. Hewlett-Packard mène cette politique de décentralisation systématique tant au niveau commercial qu'au niveau de la production. Un exemple? Les activités industrielles et technologiques de Grenoble se répartissent ainsi:

- ordinateurs personnels,
- réseaux de communication,
- marketing informatique,
- centre de supports informatiques pour l'Europe.

Chacune de ces divisions assume la responsabilité totale d'une ligne de produits, depuis sa conception jusqu'à la définition de sa politique de marketing. Encourager l'initiative individuelle fonde aussi un autre choix: la direction par objectifs. Chaque année, tout membre du personnel, quel que soit son niveau de responsabilité, négocie ses propres objectifs de travail, en parfaite connaissance des objectifs de l'ensemble du groupe.

Cette volonté de responsabilisation traduit le dynamisme d'une entreprise dont la moyenne d'âge est de 32 ans. Les jeunes diplômés représentent 30% des effectifs recrutés cha-

que année. Qui sont-ils? Des informaticiens, des électroniciens pour la plupart, mais ils sont aussi ingénieurs chimistes, mécaniciens, physiciens ou encore diplômés d'une école de gestion. Tous doivent pouvoir faire leurs preuves immédiatement dans un poste opérationnel. Par ailleurs les perspectives de promotion interne s'ouvrent à eux: à la base de cette promotion: l'initiative, les talents, les réalisations reconnues. Une carrière peut aussi profiter de la présence de Hewlett-Packard dans 49 pays. C'est pourquoi, Hewlett-Packard travaille à la constitution d'une banque de données qui centralisera les appels d'offre au niveau européen. On aura bien sûr accès à cette information depuis n'importe quel terminal.

Pourquoi privilégier le mouvement d'une fonction à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un domaine d'activité à l'autre? Pour Hewlett-Packard, la réponse est simple. La polyvalence qui résulte d'une telle mobilité constitue non seulement un enrichissement pour l'individu mais c'est aussi un atout pour une société. Le préserver suppose la conduite d'une politique de formation ambitieuse.

### Pour une politique de formation

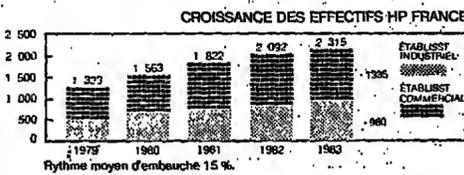
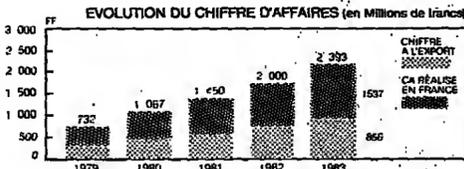
Hewlett-Packard consacre 6% de la masse salariale à la formation interne. Dans une société qui ne cesse de progresser sur le plan technologique, où la croissance est rapide, un tel effort s'avère indispensable. Les techniques changent. Il faut sans cesse améliorer des compétences, rechercher de nouvelles méthodes de travail. Dans cette optique, en 1983, 1 000 collaborateurs de la société ont suivi 15 séminaires permanents dans des disciplines aussi différentes que la gestion des ressources, le management ou bien encore les techniques de communication.

Conduire une politique de formation active, c'est aussi donner à des jeunes l'accès à la réalité d'une entreprise. Hewlett-Packard a toujours accueilli de nombreux stagiaires: en 1983, ils étaient 117 soit 5% des effectifs de Hewlett-Packard France. Issus d'écoles d'ingénieurs ou d'écoles de gestion, ces stagiaires sont venus réaliser dans la société un projet concret, en électronique ou en informatique. Pour Hewlett-Packard, ces

stages représentent la première étape idéale vers un emploi dans la société.

Sa mission de formation, la société entend la mener en liaison avec l'université comme en témoigne le contrat passé avec l'UT de Cachan. Ce contrat prévoit la formation complémentaire d'étudiants en électronique: enseignement théorique à l'UT de Cachan, stages pratiques chez Hewlett-Packard. Cette double formation, sanctionnée par un diplôme d'Université (Cadre Technico-Commercial) peut déboucher sur un emploi dans la société. Quatre diplômés ont déjà été décernés en 1983; cette année devrait voir la sortie d'une deuxième promotion de douze élèves.

D'autres exemples de cette collaboration? Des ingénieurs de la société animent régulièrement des cours et des séminaires à l'ENSERG, ESIEA, ESC Lyon... Par ailleurs, Hewlett-Packard accueille volontiers les enseignants souhaitant effectuer une année sabbatique dans un laboratoire de recherche.



### L'événement

Hewlett-Packard s'est porté acquéreur d'un terrain de 59 hectares situé à l'île d'Abreau (au Sud de Lyon).

A l'horizon 85/86, Hewlett-Packard prévoit l'implantation d'un centre de production sur ce terrain. La nouvelle unité sera chargée de la fabrication de matériel informatique et électronique. Il s'agit de créer à cette occasion une unité complémentaire de Grenoble. Elle serait structurée selon les mêmes principes: de petites divisions centrées autour des fonctions de recherche/développement, de

production et de marketing.

Une première tranche de bâtiments de 6 000 m<sup>2</sup> sera construite en 85/86. La société envisage la construction d'un troisième bâtiment à Grenoble.

Ces investissements effectués en France résultent d'une double volonté: poursuivre une intégration dans le tissu économique français et mener une stratégie industrielle à long terme. Une telle stratégie ne crée pas seulement des emplois, elle en préserve l'évolution.

### Partager la croissance

Hewlett-Packard souhaite faire de chacun de ses salariés un partenaire. Trois modes d'intéressement viennent concrétiser cette volonté.

• Le plan « Achat d'actions ». L'accès à l'actionnariat se fait dans des conditions particulièrement intéressantes. Tout employé peut acheter une action de la société à 75% de sa valeur. Chez Hewlett-Packard France, 70% du personnel est actionnaire!

Cette création interne d'actions contribue très fortement à la politique d'auto-financement sur laquelle la société base son expansion. Le personnel détient en effet 30% du capital.

• Le partage des bénéfices. 12% des bénéfices mondiaux (avant impôts) sont redistribués chaque semestre.

Ce système d'intéressement concerne tout membre du personnel après six mois de présence.

• Les salaires. Ils sont considérés comme de bons salaires, parmi les plus élevés dans le domaine de l'électronique. Leur augmentation résulte de performances réalisées sur les objectifs qu'un salarié a lui-même contribués à déterminer.

Etre à la pointe de l'innovation sociale, c'est aussi:

- introduire les horaires flexibles dès 1972;
- mettre en place quarante cercles de qualité;
- rechercher une amélioration constante des conditions de travail en portant une attention toute particulière au cadre de vie professionnelle;
- réduction du temps de travail à 36 h 40.

D'une manière générale, l'espace est conçu de manière à encourager la simplicité des relations et éviter les marques de statut. Tous les bâtiments permettent par ailleurs l'accueil des handicapés moteurs.

### Perspectives

Avec une progression annuelle de 15% de ses effectifs, Hewlett-Packard apporte une contribution notable à la création d'emplois hautement qualifiés. Un exemple? En 1983, la société a engagé plus de 200 ingénieurs et cadres commerciaux soit 8% des effectifs de Hewlett-Packard France. De telles créations d'emplois doivent se poursuivre grâce à la présence de la société dans des domaines d'activités particulièrement porteurs. Qu'on en juge! L'informatique occupe aujourd'hui le 8<sup>ème</sup> rang mondial au classement des entreprises industrielles. D'ici la fin de la décennie, elle devrait atteindre le 4<sup>ème</sup> rang pour devenir la deuxième industrie à la fin du siècle.

Le chiffre d'affaires global de cette industrie doublera d'ici 1987, réalisé à 84% sur les seuls marchés de la mini et de la micro-informatique à usage professionnel.

Hewlett-Packard entend prendre une part significative de ces marchés et dispose pour cela d'un certain nombre d'atouts. Sur ces marchés, les performances technologiques ne suffisent plus, le défi actuel c'est de produire au plus faible coût. En quatre ans, l'usine de Grenoble a réduit d'un quart ses coûts de production. Dans le même temps, la

diminution du nombre des composants utilisés augmente la fiabilité des produits. Aujourd'hui, une large automatisation de la fabrication, grâce à des produits Hewlett-Packard, augmente encore la productivité de cette unité.

Autre impératif de marché: préserver l'investissement informatique d'un client. 13 000 systèmes HP 3000 fonctionnent aujourd'hui, les premières versions des logiciels de base (livrés en 1974) sont toujours compatibles avec les plus récentes.

Ce choix de la compatibilité a motivé deux décisions:

- l'utilisation du système d'exploitation MS-DOS pour les ordinateurs personnels;
- l'implantation du système d'exploitation UNIX sur les séries HP 9800 et HP 9000.

Hewlett-Packard mène cette politique jusqu'à inclure des matériels de marques différentes au réseau de productivité qu'elle propose. Avec 10% de son chiffre d'affaires consacré à la recherche et au développement de nouveaux produits, Hewlett-Packard seconde aussi les moyens d'une réponse rapide aux demandes actuelles et futures de son marché.

### Moi, je...

Robert G., 30 ans, ingénieur commercial depuis un an chez Hewlett-Packard parle de son métier:

« Le plus important, c'est d'établir une véritable relation avec des clients. Cette relation va peut-être se poursuivre trois mois, six mois ou deux ans, le temps de la mise en place d'un projet.

Le métier de nos clients ce n'est pas l'informatique. Si l'on veut leur donner l'envie de travailler avec nous, il faut leur tenir le langage de leur métier. De plus en plus, nos interlocuteurs ne sont pas des spécialistes. On leur parle souvent de bureautique, de mini-informatique... Ce qui les intéresse, c'est de résoudre un problème concret qui se pose à eux: la gestion de la production par exemple.

Ce problème complexe, il faut avant tout le comprendre, l'analyser. A ce stade, l'ingénieur

commercial doit savoir faire appel à une autre personne de chez Hewlett-Packard: si cela s'avère utile. Cela peut être en l'occurrence un consultant en gestion. En faisant intervenir les bonnes personnes au bon moment, il joue en quelque sorte le rôle d'un chef d'orchestre entre différentes compétences. Hewlett-Packard présente la particularité de faire une offre très large de solutions.

Cela veut dire mille façons de résoudre un problème. Là intervient le talent de l'ingénieur commercial: savoir exploiter au mieux cette palette. On bénéficie chez Hewlett-Packard d'une très grande marge de manœuvre pour personnaliser son travail. Cette liberté, avec tout ce que cela comprend de risques et d'enrichissements, permet de mieux faire face à l'imprévisibilité d'une situation. Elle permet aussi une écoute plus précise et plus réelle d'un besoin.



Service Recrutement:  
Claire Bachetard, 5 avenue R. Chanas 98320 Eybens  
Tél. (78) 26.80.41  
Hervé Gallon, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac,  
91040 Evry Cedex. Tél. 077.83.83.

الطريق إلى النجاح

REPRODUCTION INTERDITE

	Le jour	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	55,00	55,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,65
IMMOBILIER	55,00	55,42
AUTOMOBILES	55,00	55,42
AGENDA	55,00	55,42
PROP. COMM. CAPITAUX	154,00	154,50

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne/jour*	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

### Jeunes officiers

Tournant de carrière

**Mercuri Urval**

Un Groupe International de conseil spécialisé dans la gestion des ressources humaines : recrutement, sélection, évaluation de personnel en poste, développement, vous propose de devenir **CONSULTANTS**.

**VOUS ETES DE JEUNES OFFICIERS :**  
30 - 35 ans.

**NOUS VOUS PROPOSONS :**  
- une formation complète en France et à l'étranger, un développement individuel sérieux et systématique,  
- un climat de travail jeune, efficace et professionnel,  
- une rémunération élevée et stimulante.

Vous êtes intéressés : adressez C.V., photo, sous référence MU 410 à **MERCURI URVAL** - 21, rue Eugène Flachat - 75017 PARIS, où vous recevrez les consultants qui de vive voix vous décriront le contenu de leur poste.

**STÉ PHOTOGRAPHIATION PHOTOGRAVURE**  
pour faire face à l'extension de son marché recherche

**COMMERCIAL**

- Expérience exigée.
- Dynamique.
- Sans du contact.

Adr. C.V., lettre manuscrite, photo et présentations à : **TOPEDIX** 7, cité Paradis, 75010 Paris.

**ENTREPRISE ALFRED HERLICO & FILS** département études et travaux recherche

**INGÉNIEUR DÉBUTANT**  
ou expérience de moins de 3 ans. B. comm. de l'anglais apprécié. Ecr. à **ALFRED HERLICO & FILS** Département Études, 72, rue Gabriel-Péri, 92120 MONTROUGE.

Nous sommes un Important Groupe d'Assurances  
Notre Directeur Administratif et Informatique recherche :

### Le Responsable des Services Généraux

Il prendra en charge :

- l'entretien et la gestion administrative des immeubles d'exploitation
- la gestion des achats
- les restaurants d'entreprise
- l'imprimerie intégrée...

De formation supérieure ingénieur, vous avez au moins 35 ans et une première expérience significative de la fonction.

Une bonne connaissance des télécommunications serait un atout supplémentaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prêtent. à N. 4005 - **PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris** qui transmettra.

**SOLVAY** se place, avec un chiffre d'affaires de 30 milliards de Francs, parmi les grands groupes chimiques internationaux.

**SOLVAY France** c'est 10800 personnes dans des sociétés de tailles diverses implantées sur tout le territoire.

### INGENIEUR TELECOM

**NOUS ALLONS VOUS CONFIER UN GRAND PROJET TELEMATIQUE**

Souhaitant développer une communication plus efficace, notre Direction Informatique crée un Département Techniques Nouvelles en introduisant la Base de données et le Télématique. C'est ce dernier projet que nous souhaitons vous confier.

L'homme qui conduira son développement sera responsable de l'étude, la spécification, la sélection des moyens à mettre en œuvre (réseaux publics et privés, autocommutateurs, concentrateurs) ainsi que de l'ensemble des moyens nécessaires aux communications informatiques.

Conscient de ce que cela représente en hommes et en moyens, nous ne laissons rien au hasard : 30 systèmes informatiques dont IBM 4341, 20 systèmes HP 3000 et 600 terminaux.

C'est un Ingénieur SUP TELECOM, SUPELEC option TELECOM, IEG, ou ENSEIHT ayant déjà une expérience d'au moins 2 ans dans la réalisation d'applications très techniques ou de participation à un projet semblable.

Disponible géographiquement pour assurer les liaisons avec nos sociétés françaises et européennes, il est aussi intellectuellement prêt à s'adapter aux techniques connexes.

Poste basé à Paris 8<sup>ème</sup>.

Envoyez CV, photo et présentations, sous réf. 896 M à notre Conseil ALPHA CDI 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

**ALPHA-CDI**

**BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème**  
Filiale d'une grande Banque Française recherche

### Assistant administratif change

GRADE III-IV

Back Office - Contrôle comptable  
Déclarations Banque de France - DGDDI

Aptitudes comptables confirmées.  
Bonnes connaissances des procédures comptables du Service Change.  
Poste évolutif.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite à **RECOR** (Département Recrutement bancaire et financier), 37 rue d'Amsterdam 75008 Paris.

Société de produits chimiques recherche pour son siège PARIS

### CHEF DE DÉPARTEMENT

Produits chimiques pour l'industrie TEXTILE.

- Formation Grande Ecole.
- Expérience industrielle 5 à 10 ans.

**ROLES :**  
- Animation du réseau commercial France et étranger ;  
- développement des ventes des marges présentes et futures du département ;  
- liaison avec les autres services de l'entreprise : production - recherche - Anglais indispensable.

Envoyez C.V. et présentations s/réf. 8.881 à **PIERRE LICHOU S.A.**, B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

### CONTROLE de GESTION et DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

Nous sommes une société d'édition et de vente de documentation en commerce international, en expansion (effectif 60, C.A. 40 M.; produit : le MOCI).

Notre politique de développement exige l'intégration d'un collaborateur directement rattaché au D.G., en position fonctionnelle, pour assurer le contrôle de gestion, conduire le renouvellement et l'extension du système informatique de vente par correspondance et de gestion, étudier tout projet informatique à l'attention des services opérationnels.

Une bonne formation de base en comptabilité-gestion-informatique, type Sop. de Co avec options comptabilité et informatique, est demandée, ainsi qu'une première expérience en P.M.E.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessaire maîtrise conceptuelle de l'outil informatique.

Lieu de travail : PARIS-16<sup>ème</sup>. Avantage social.

Merci d'adresser immédiatement C.V., photo et présentations à : **M. le Directeur, S.E.D.E.C.**, 20, rue Hamelin, 75116 PARIS.

## emplois régionaux

### MARKETING INTERNATIONAL

FABRICANT FRANÇAIS, nous distribuons nos produits à travers nos filiales F. EU - GB - D - B, et notre réseau international de 30 agents.

SPECIALISTE MONDIAL DE LA CHALEUR DIRIGÉE, notre développement nous amène à créer le poste :

### ETUDES ET PRODUITS NOUVEAUX

Candidat au FORT POTENTIEL, débutant ou confirmé, rattaché au Directeur Choix Technologiques et Recherche, le MARKETING "PRODUITS INDUSTRIELS" vous attire.

Travaillant sur nos marchés tant FRANÇAIS qu'ÉTRANGERS, vous serez chargé des études qualitatives et quantitatives, des axes de positionnement, des lancements de produits nouveaux dans le domaine de l'ÉLEVAGE et de l'INDUSTRIE.

Aller sur le terrain, partir à l'ÉTRANGER assez régulièrement n'est pas un obstacle pour vous. Bien sûr, vous parlez ANGLAIS et vous êtes prêt à résider en BOURGOGNE à DIJON.

Adressez lettre manuscrite - C.V. - photo et salaire actuel à notre société sous réf. 1456. La réponse à cette annonce est gratuite.

**CONSEIL EN RECRUTEMENT RESULTAIS**  
7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

**P.A.L.O. D'ALGERIE**  
RECHERCHE **CONSEILLER (E)**  
Tit. 1<sup>er</sup> dipl. 2<sup>ème</sup> ou 1<sup>er</sup> cycle univ. socio. ou éco. soc. ou D.E.A. ou D.E. éduc. spée. Notions d'économie + motivation

Envoyez lettre M. + C.V. dé-vaillé avant le 27-6-84 au **S.I.J.V.**, 70, rue du pont, 95000 ALGERIE.

**LABORATOIRE PHARMACOLOGIQUE** région NORMANDE recherche

### ASSISTANTE

DÉPARTEMENT ACHAT  
Bilingue anglais, espér. 5 ans. poste similaire souhaité.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. s/réf. 11.576 à **P. LICHOU S.A.**, B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui tr.

**INT de TOURS**  
Biologie appliquée  
recrute octobre 1984

**AGRÉÉ OU CERTIFIÉ TITULAIRE**  
**« SCIENCES NATURELLES »**

pour travaux pratiques et stages terrain écologie continentale et marine, possib. recherche. Tél. (47) 54-32-32 p. 04 ou 24.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT**  
**QUARTIER DÉFENSE** recherche

### AUDITEUR INTERNE

Diplôme maîtrise ou équivalent pour contrôle interne FRANCE  
Expérience d'un poste similaire indispensable

Adressez C.V. et présentations sous réf. 22.034, réf. à porter sur enveloppe à la Société Française, 23-27, avenue de Neuilly, 75118 PARIS, qui transmettra.

Groupes de jeunes-épouses-comptables ÉTOILE, rech.

### ASSISTANT

Niveau certifié supérieur. Diplôme enseignement supérieur apprécié, encadr. 2 ans min. pr révision, assistance et correspondance. Poste à responsabilité directe d'un expert-comptable.

Adr. C.V., M. S.E.A., 10, rue Pergolèse, 75118 PARIS.

**VILLE BANLIEUE SUD**  
40.000 habitants  
RECHERCHE

### 1 ATTACHÉ COMMUNAL POUR SES SERVICES TECHNIQUES

Avoir la responsabilité des études de marché et de la comptabilité. Espér. en domaine souhaité. Envoyer les candidatures. Ecr. s/réf. 8.070 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Le Centre d'Informations financières organise un stage pour recruter à Paris ou Versailles **DES CONSEILLERS COMMERCIAUX (M. F.)**

- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau, sens des responsabilités.
- Formation assurée, rémunération moyenne, possibilités de promotion.

Tél. : 500-24-03, p. 42.

Le Mouvement anti-apartheid recherche un collaborateur pour son secrétariat national. Le travail comporte différents aspects : passage de dossiers, prise en charge des dossiers (épous, relations France-Afrique du Sud, relations France-Afrique du Sud, répression, etc.). Un bon niveau d'anglais est indispensable. Si vous êtes intéressé par ce travail, envoyez dès maintenant votre C.V. accompagné d'une lettre expliquant vos raisons pour postuler au **MAA**, au 46, rue de Vaugivard, 75008 PARIS. N'hésitez pas à nous appeler au 770-25-09 pour avoir plus de renseignements sur le poste.

**LA CAISSE PRIMAIRE CENTRALE D'ASSURANCE-MALADIE DE LYON** recherche :

### UN PROGRAMMEUR SYSTÈME EXPÉRIMENTÉ SUR MATÉRIEL I.B.M.

**L'ENTREPRISE UTILISE :**  
- 2 ordinateurs 360-148 et 4341 (DOS-VSE, CICS, DL 1.) et 100 terminaux type 3270 à distance.  
- Une série de mini-ordinateurs « série 1 » répartis dans l'agglomération lyonnaise.

Le candidat retenu aura notamment la responsabilité de la mise en place et de la gestion du réseau de transmissions entre les mini-ordinateurs et l'atelier central.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae complet, ainsi que la photocopie des diplômes, sont à adresser, dans les plus brefs délais, à Monsieur le Directeur de la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de Lyon, 102, rue Masséna, 69471, Lyon Cedex.

Important Etablissement Industriel de l'Etat Région Ouest Littoral recherche

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Informatique/Électronique  
Éventuellement détenteur libéré obligations militaires pour création d'un centre de simulation de systèmes et de traitement d'images. Travail d'équipe.

Tâches de conception en relation avec l'industrie.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photographie à : Direction des Constructions et Armes Navales de BREST/Groupes d'Etudes Sous-Marines de l'Atlantique, 29240 BREST NAVAL.

### CHÂNE DE MAGASINS recrute

### CHEF DE SERVICE GESTION

**Votre fonction :**

- Vous aurez à vous assurer que les coefficients multiplicateurs de chaque famille de produits correspondent aux objectifs de marge de la Société.
- Vous suivrez les engagements d'achats par rapport au budget prévu.
- Vous travaillerez à la détermination des quantités à acheter par famille en départ de saison.
- Vous analyserez les ventes de chaque article grâce à la gestion unitaire afin de déterminer les réassortiments à faire pour la saison en cours.
- Vous attirerez l'attention des services d'achats et de vente sur les produits à trop faible rotation.
- Vous déterminerez, pour les produits permanents, les stocks optima.

**Votre profil :**

- Vous êtes diplômé d'une école de commerce ou de gestion.
- Vous avez travaillé dans les services achats d'une entreprise de distribution.
- Vous êtes tout-à-fait familiarisé avec l'informatique.
- Vous avez un très bon esprit d'analyse et de synthèse, un excellent contact humain et au minimum 30 ans.

D'intéressantes perspectives d'avenir dans notre Groupe seront offertes ultérieurement à des candidats de valeur.

Votre lieu de travail sera situé à PARIS.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et présentations s / réf. 11576 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### Ingénieurs électronique support technique

180.000 F

Matériel informatique - Cet important groupe international fabrique un matériel périphérique informatique de haute technicité. Pour faire face au développement rapide de ses ventes que sa position de leader a généré, il recherche deux ingénieurs support technique. Au sein de la direction commerciale, ils seront particulièrement chargés de rédiger l'ensemble de la documentation technique, d'assurer les démonstrations sur les salons internationaux et de développer l'argumentation technique en appui de la force de vente auprès d'une clientèle constituée de fabricants de matériel informatique et de distributeurs O.E.M. Les personnes que nous recherchons, ingénieurs diplômés en électronique, auront de bonnes connaissances en informatique (type système), valorisées par une expérience dans un secteur similaire. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable. Pour ces postes, basés en région parisienne, la rémunération, de l'ordre de 180.000 francs annuels, sera essentiellement fonction de l'expérience des candidats recrutés. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T7036M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DE

PAC KARD titres

pectives

toile

HEWLETT PACKARD

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**ENTREPRISE NATIONALISÉE**  
recherche pour son  
**CENTRE D'ESSAIS ET DE RECHERCHES  
A LA PLAINE-SAINT-DENIS**

**UN INGÉNIEUR**

GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Connaissances sérieuses en micro-électronique, informatique industrielle, Basic, Pascal, pour étude, développement et installation d'ensembles de mesures ou de régulation sur processus physico-chimiques.

Envoyer lettre avec curriculum vitae, photo sous n° 290.651 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, PARIS-7°.

**CILAS**  
**4catel**

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS (300 personnes - CA de 130 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optique, recrute pour son service commercial « applications militaires »

**RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT**

30 ans minimum, de formation scientifique, ayant connaissances des industriels européens de l'armement.

Anglais courant.  
Déplacements fréquents.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI  
Chef du Personnel de CILAS  
Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS

Constructeur américain d'informatique implanté à Paris Ouest, recherche

**Ingenieurs logiciel UNIX, langage C**

Il prendra en charge, les relations techniques avant et après-vente auprès de nos clients.  
2 à 3 années d'expérience sont souhaitées.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1682M à **RÉGIE-PRESSE**  
16 rue J.J. Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra

CHERCHONS  
**VENDEURS/SES PAR TÉLÉPHONE**  
DE  
**LIVRES DE LUXE**

Travail temps partiel de 9 h à 12 h ou 12 h à 16 h ou 16 h à 20 h.  
Ficheur d'ordinateur.  
Se présenter de 10 à 11 h

**PUBLITEL**  
15, rue des Grands-Augustins Paris 6°, métro Saint-Michel ou tel. pour R.V. 634-16-18.

**Ville de Neuilly-sur-Maine**  
recrute

**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

POUR SON SERVICE ÉCONOMIES D'ÉNERGIE CHAUFFAGE ÉCLAIRAGE PUBLIC

En plus des connaissances techniques, le candidat devra faire preuve d'aptitude à la gestion financière et à la direction.

Recrutement selon les conditions statutaires.

Envoyer lettre et CV à Monsieur le Député-Maire, de Neuilly-sur-Maine.

Rech. d'urgence : **PRINCIPAL COPROPRIÉTAIRE**

Secours activités : St-Denis, Espinay, Engles, Montmorency, Tél. n° R.V. : 821-02-70.

**CENTRE DE REINTEGRATION PR HOMMES EN DIFFICULTES**  
recherche pour 1 remplacement, de 2 mois de 15 JUILLET AU 15 SEPT.

**2 EDUCATEURS (trices)**  
Centre Paul-Basque, ETAMPES 91  
Tél. : 494-50-26.

**R.O.O.**  
78, CHAMPS-ÉLYSÉES  
vacance pour **U.S.A. ET PARIS**  
plusieurs **INGÉNIEURS**  
plusieurs **TELECOM**  
Tél. : 366-17-88, p. 420.

**1 PROFESSEUR DE COMPTABILITE**  
Pour assurer préparation CPEC (12 heures hebdomadaires).

**1 PROFESSEUR DE COMPTABILITE ANALYTIQUE**

**1 PROFESSEUR RESPONSABLE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**

Expérience entreprise et enseignement nécessaire. Poste plein temps.

**DÉS PROFESS. DE STATISTIQUES MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES A LA GESTION INFORMATIQUE.**

Ad. C.V. avec photo et prêt. à : M. Christian REGNIER  
Directeur Ecole Des Cadres, 70, Galerie-de-Dantona, Le Défilé 1, 92400 COURBOVOIE.

**Rech. d'urgence : PRINCIPAL COPROPRIÉTAIRE**

Secours activités : St-Denis, Espinay, Engles, Montmorency, Tél. n° R.V. : 821-02-70.

**CENTRE DE REINTEGRATION PR HOMMES EN DIFFICULTES**  
recherche pour 1 remplacement, de 2 mois de 15 JUILLET AU 15 SEPT.

**2 EDUCATEURS (trices)**  
Centre Paul-Basque, ETAMPES 91  
Tél. : 494-50-26.

**R.O.O.**  
78, CHAMPS-ÉLYSÉES  
vacance pour **U.S.A. ET PARIS**  
plusieurs **INGÉNIEURS**  
plusieurs **TELECOM**  
Tél. : 366-17-88, p. 420.

**1 PROFESSEUR DE COMPTABILITE**  
Pour assurer préparation CPEC (12 heures hebdomadaires).

**1 PROFESSEUR DE COMPTABILITE ANALYTIQUE**

**1 PROFESSEUR RESPONSABLE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**

Expérience entreprise et enseignement nécessaire. Poste plein temps.

**DÉS PROFESS. DE STATISTIQUES MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES A LA GESTION INFORMATIQUE.**

Ad. C.V. avec photo et prêt. à : M. Christian REGNIER  
Directeur Ecole Des Cadres, 70, Galerie-de-Dantona, Le Défilé 1, 92400 COURBOVOIE.

**Rech. d'urgence : PRINCIPAL COPROPRIÉTAIRE**

Secours activités : St-Denis, Espinay, Engles, Montmorency, Tél. n° R.V. : 821-02-70.

**CENTRE DE REINTEGRATION PR HOMMES EN DIFFICULTES**  
recherche pour 1 remplacement, de 2 mois de 15 JUILLET AU 15 SEPT.

**2 EDUCATEURS (trices)**  
Centre Paul-Basque, ETAMPES 91  
Tél. : 494-50-26.

Requis strict de conditionnement des eaux recherche **MICRO-BIOLOGISTE**  
- Homme de présence, Nord-est de la France.  
Ecrire avec CV n° 8877 à P. LICHNER, SA, BP 230, 75245 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

**capitiaux propositions commerciales**

Industrie pétrolière services/offices recherches représentation pour l'Inde Société indienne bien établie fabricant répète de matériel et produits pour l'industrie ainsi que sociétés de services pour l'industrie pétrolière en offshore. Considérable expérience dans ce domaine : 4 accélérateurs conçus avec appareils pétroliers gouvernementaux. Exp. a/r ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**ENTREPRISE IMPORTANTE EUROPÉENNE AVEC PRODUCTION DES BOITES**

**AGENCES EN FRANCE**

Entrepreneurs qui travaillent déjà avec succès dans ce secteur seront privilégiés.

Veuillez envoyer votre offre sous référence 250848 M à **RÉGIE-PRESSE**  
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**formation professionnelle**

**FORMATION ACCÉLÉRÉE**  
spécialisée en informatique, mathématiques, physique, chimie, anglais, français, etc. CEA 87, r. Armand-Camille, Paris-6°, Tél. 474-20-88 - 280-00-48.

**propositions diverses**

L'Est offre des emplois stables, bien rémunérés à tous les niveaux. Demandez nos services spécialisés en FRANCE-CARÈRES (C 16) B.P. 402 - 08 PARIS.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur les migrations (LM) B.P. 402 - 08 PARIS.

**automobiles**

**ventes**

**de 5 à 7 C.V.**

GSA Club-Intra-80  
Bon état, vert, métal, pré-équipé/moto appuie-tête, dégivrage et 75.000 km  
sous argus... 2690  
Tél. 246-72-23, poste 2690  
Domtels, 491-67-86.

**de 8 à 11 C.V.**

Particulier vend 506 STI gris foncé métallisé, 21.000 km sans 83 T.O. automatique jantes alliage, sièges cuir beige.  
70.000 F. 233-06-15, p. 63.

**de 12 à 16 C.V.**

518 cc/83, mod. 84 14.000 km, délpias, métal, vernis, radio, gl. teintée.  
CULICIL 546-67-07, p. 411  
920-66-53, après 18 h.

**boxes - parking**

Rue Mazurine - 75006 Paris  
vente parking 130.000 F. Tél. : 950-11-80 entre 14 et 17 h.

**Emplois Cadres**

ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOIS

CHAQUE MERCREDI PRIX : 6 F

**CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES**

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

**BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro  
5, rue des Italiens 75427-PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

**BANQUE INTERNATIONALE**  
Siège PARIS  
recherche

**ANALYSTE DE CRÉDIT**  
(niveau cadre)

**POUR SON DÉPARTEMENT DU CRÉDIT**

**FONCTION :**  
Analyse des dossiers de crédit avant présentation au Comité de Crédit. Cette analyse portera tant sur l'appréciation financière de l'entreprise que sur le montage technique des opérations proposées.

**PROFIL :**  
- Diplômé de l'enseignement supérieur ayant une bonne formation bancaire (deux ans service), acquise de préférence dans le Département International d'une banque. Excellent connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 8.024 à **le Monde Public, Service ANNONCES CLASSEES**  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

**IMPRIMERIE DYNAMIQUE**  
renforce son équipe  
de **COMMERCIAUX** sur Paris

recherche

**TECHNICO-COMMERCIAL**

Formation ou expérience graphique exigée.  
Rémunération motivante avec intéressement aux résultats.

Ecrire sous n° T 066.524 M - RÉGIE PRESSE  
7, rue de Montessuy, PARIS-7°.

**les annonces classées**

**Le Monde**

sont reçues par téléphone  
du lundi au vendredi  
de 9 heures à 18 heures  
au 555-91-82

**formation professionnelle**

**FORMATION ACCÉLÉRÉE**  
spécialisée en informatique, mathématiques, physique, chimie, anglais, français, etc. CEA 87, r. Armand-Camille, Paris-6°, Tél. 474-20-88 - 280-00-48.

**propositions diverses**

L'Est offre des emplois stables, bien rémunérés à tous les niveaux. Demandez nos services spécialisés en FRANCE-CARÈRES (C 16) B.P. 402 - 08 PARIS.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur les migrations (LM) B.P. 402 - 08 PARIS.

**automobiles**

**ventes**

**de 5 à 7 C.V.**

GSA Club-Intra-80  
Bon état, vert, métal, pré-équipé/moto appuie-tête, dégivrage et 75.000 km  
sous argus... 2690  
Tél. 246-72-23, poste 2690  
Domtels, 491-67-86.

**de 8 à 11 C.V.**

Particulier vend 506 STI gris foncé métallisé, 21.000 km sans 83 T.O. automatique jantes alliage, sièges cuir beige.  
70.000 F. 233-06-15, p. 63.

**de 12 à 16 C.V.**

518 cc/83, mod. 84 14.000 km, délpias, métal, vernis, radio, gl. teintée.  
CULICIL 546-67-07, p. 411  
920-66-53, après 18 h.

**boxes - parking**

Rue Mazurine - 75006 Paris  
vente parking 130.000 F. Tél. : 950-11-80 entre 14 et 17 h.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI  
DEMANDES D'EMPLOI  
IMMOBILIER  
AUTOMOBILES  
AGENDA  
PROP COMM CAPITAL

**L'imme**  
appari

4° arrdt

BP SAINT PIER  
LOT, 30 m. P. 533 000 F  
Tel 272-40-78

DEUR DE PARIS  
200 m. P. 518 000 F  
200 m. P. 518 000 F  
200 m. P. 518 000 F  
200 m. P. 518 000 F

**CEUR MARAIS**  
MANS HOTEL PARTICULIER  
Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier

5° arrdt

MANS HOTEL PARTICULIER  
Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier

**MANS HOTEL PARTICULIER**

Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier  
Mans Hotel particulier

**FABRICANT**  
de MERISIER MASSE  
VENTE DIRECTE PARTIE.

ATELIERS FRANCE

21, de Courcelles 75008 Paris  
33-53-31 "rue de Courcelles"

**Antiquités**

Particulier 7° vend  
TABLE DE MARBRE  
30 x 80 x 8 cm  
PRIX 7.000 F  
MONTRE  
MONTRE  
MONTRE  
MONTRE

**COMPTOIR FRANÇAIS**  
ACHAT COMPTANT  
RENTS BUDGETAIRES

RENTS OR, DR DENYARD,  
RENTS OR, DR DENYARD,  
RENTS OR, DR DENYARD,  
RENTS OR, DR DENYARD,

Tél. : 221-40-54 +  
M. Bouvier Collocat,  
Metro Valors

**ACHAT OR**  
BIJOUX ANCIENS

Bijoux anciens  
Bijoux anciens  
Bijoux anciens  
Bijoux anciens

**boxes tennis**

Boxes tennis  
Boxes tennis  
Boxes tennis  
Boxes tennis

06/11/84



# LE CARNET DU Monde

## Mariages

- M. et M<sup>me</sup> André CORBASSON, Le docteur Marc ZAZZO et M<sup>me</sup>, font part du mariage de leurs enfants Anne-Sophie et Vincent, le samedi 23 juin 1984, à Paris, 11, rue de la Faïence, Neuilly, 1, rue de Belgrade, Paris-7<sup>e</sup>.

- Rebecca GILLARD et Bernard GUILBERT ont la joie d'annoncer leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité, le jeudi 14 juin 1984, Paris, rue Saint-Jacques.

## Décès

- On nous prie d'annoncer la mort subite, à Châtigny (63), de M. Arthur BEL AYPHE, dans sa quatre-vingt-huitième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 21 juin 1984, à 16 heures, au cimetière intercommunal de Clamart.

### De la part de

Ses enfants Janine Bel Ayphe, Paul Bel Ayphe et M<sup>me</sup>, née Annie Bel Ayphe, et M<sup>me</sup> Prochasson, Ses petits-enfants, Arthur Bel Ayphe, Jean-Maurice Bel Ayphe et M<sup>me</sup>, Dominique Aulfré et M<sup>me</sup>, Ses arrière-petites-filles, Rebecca et Anrore Bel Ayphe, Yvonne Aulfré, Ses parents et alliés.

92130 Issy-les-Moulineaux, 59, boulevard Gallieni.

M<sup>me</sup> le docteur Eliette Beket, M<sup>me</sup> le docteur Pascale Fourcade, Alain Fourcade, Lola et Marion, M<sup>me</sup> Marielle Crespin, Le docteur Marcel Crespin, Renaud, Thomas et Nicolas, M. et M<sup>me</sup> les docteurs Frédérique et Alain Birenbaum, Leticia et Aurélie, Les familles parentes, alliées, Tous ses amis, Le personnel de la clinique Mirabeau à Eaubonne (95),

### ont la douleur de faire part du décès du

docteur Pierre BELOT, président de la Fédération des médecins chevalier de la Légion d'honneur, survenu accidentellement le 18 juin à Lannet (24). L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Leu-la-Forêt (95), le vendredi 22 juin, à 11 heures. La famille recevra les condoléances à la mairie de Saint-Leu-la-Forêt à partir de 9 h 30.

- La Fédération des médecins de France a la douleur de faire part du décès de son président

- Pierre BELOT, chevalier de la Légion d'honneur, survenu accidentellement le 18 juin à Lannet (24).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Leu-la-Forêt (95), le vendredi 22 juin, à 11 heures. (Lire page 38.)

- M<sup>me</sup> Max Blond, née Weiser, ses enfants et petits-enfants, Tous les parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de leur très regretté

Max BLOND, survenu à Nice le 17 juin 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Les obsèques auront lieu le vendredi 22 juin 1984. On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 11 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

La Colline, 181, route de Saint-Antoine, 06200 Nice.

- M<sup>me</sup> Paul Chapellat, Marie-Dominique et Claude-Marcé, Anne Chapellat, Pierre-Emmanuel, Céline et Edith, M<sup>me</sup> veuve Jean Cintas, M. et M<sup>me</sup> Pierre Chapellat et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Marcel Cintas et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Cintas et leurs enfants, Les familles Chapellat-Cintas, Parents et alliés, invitent à partager leur peine et leur espérance à l'occasion de la mort de

Paul CHAPPELLAT.

La messe des obsèques sera célébrée vendredi 22 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard. Ni fleurs ni couronnes. Les dons peuvent être adressés au CCFD, 4, rue Jean-La-Nitier, 75001 Paris. CCP 47-00 F Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Félix-Faure, 75015 Paris.

- Sauveterre fait part, avec regret, du décès subit de leur collègue et ami

Paul CHAPPELLAT, survenu le 15 juin, 11, rue Liémourt, 75014 Paris.

- Vichy, Masurel, Salda.

M<sup>me</sup> Eskinazi Suzanne, M. et M<sup>me</sup> Kifla Robert et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Toubaul Roger, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Dayan Georges et leurs enfants, Les familles Eskinazi, Darmas, Benichou, parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Nessim ESKINAZI, ancien combattant 1914-1918, survenu à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, le 16 juin 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Raymond Fabius, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Fernand Fabius, M. et M<sup>me</sup> Pierre Fabius, M. et M<sup>me</sup> André Fabius, leurs enfants et petits-enfants, font part avec tristesse du décès de

M. Emmanuel FABUS, engagé volontaire en août 1914, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre,

leur frère, beau-frère, oncle et grand-oncle, survenu à Paris, le 7 juin 1984, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

- M<sup>me</sup> Maurice Loury, François et Martine, ses enfants, Sophie, Jérôme, Mathieu, Chloé, Marion, ses petits-enfants, Sa sœur et ses proches parents, ont la douleur de faire part du décès, le samedi 16 juin 1984, dans sa soixante-dix-septième année, de

Maurice LOURY, ingénieur docteur EPCL.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 19 juin 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1956, avenue Salengro, 92370 Chevilly.

- Henri Moullier, son mari, Philippe, Bertrand et Thomas, ses fils, Marie-Claude Drogou, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri MOULLIER, née Naki Drogou.

Ils associent à leur peine le souvenir de ses parents,

Louise DROGOU et le commandant François DROGOU, compagnon de la Libération.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 23 juin, à 15 heures, en l'église de Durfort (Gard).

5, rue Freycinet, 75116 Paris.

Le docteur Benjamin Rabain, M. Just Rabain, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-François Rabain et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Jacques et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Rabain et leurs enfants, Le docteur Didier Rabain, ont la douleur de faire part du décès de leur fille, épouse, mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> Just RABAIN, née Marie-Antoinette Pazinos, survenue le 8 juin 1984, à Paris.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, le 13 juin 1984.

6, villa Catherine, 92270 Bois-Colombes, 5, avenue Franco-Russe, 75007 Paris.

- M<sup>me</sup> Jacques Walch, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Pierre Weber et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Denis Walch et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Henri Pagery, M<sup>me</sup> Robert Merliu, M<sup>me</sup> Robert Mercier, ses sœurs, M<sup>me</sup> Henri Walch, M. et M<sup>me</sup> Pierre Belong, M<sup>me</sup> Viviane Belong, ses belles-sœurs et son beau-frère,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques WALCH, ingénieur des Mines, ancien directeur délégué aux Houillères du Nord, et du Pas-de-Calais, ancien trésorier de la Fédération protestante de France, ancien membre du conseil d'administration et du comité de rédaction du journal Réforme, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 10 juin 1984, dans sa quatre-vingt-onzième année. L'inhumation a eu lieu à Brayères (Vosges) dans l'intimité. Une cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 juin, à 18 h 30, à la Maison Fraternelle, 37, rue Tournefort, 75005 Paris.

- M<sup>me</sup> Nicole Wisniewski, son épouse, M<sup>me</sup> et Laurence, ses enfants, Ghislaine, sa belle-fille, Sa famille et ses alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Zyskind WISNIEWSKI, survenu subitement le 5 juin 1984, à Tel-Aviv (Israël), à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 21 juin, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux. Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires

Pour le deuxième anniversaire de la mort de

Roger COLIN, ingénieur-docteur IEMN, survenu le 20 juin 1982, un souvenir est demandé à ceux qui l'ont connu et aimé. De la part de son fils Jean-Paul Colin, Avignon, 70150 Marzac.

Il y a un an, disparaissait

Daniel SAGOT.

Son souvenir est associé à ceux qui l'ont connu et aimé, pour qu'il reste vivant dans notre esprit et dans notre cœur.

47800 Miramont.

Messes anniversaires

Une messe anniversaire pour

Fabbé Pierre DUBEN, aumônier national des centres de jeunes handicapés, aumônier général des analgés, sera célébrée, le vendredi 29 juin à 12 heures, à la chapelle des Secours catholiques, 106, rue du Bac, 75007 Paris. Tous ses amis sont invités à participer à la manifestation avec le Père Dujardin et ses collaborateurs pour la liberté de choix de l'enseignement.

Communications diverses

Le bureau de l'Association des anciens de Saint-Martin-de-France invite ses membres à se réunir, le dimanche 24 juin 1984, à 13 heures, à l'angle des rues de Maubeuge et de Daubert (côté rue de Maubeuge) et participer à la manifestation avec le Père Dujardin et ses collaborateurs pour la liberté de choix de l'enseignement.



## CELINE PARIS

# SOLDES

Couture - Maroquinerie - Chaussures  
Foulards - Cravates

Coupons de tissus de Collection

**Jeudi 21 Juin**  
**Vendredi 22 Juin**  
**Samedi 23 Juin**

de 9h30 à 13h et de 14h30 à 18h.  
3, av. Victor-Hugo - 24, rue François 1<sup>er</sup> - 58, rue de Rennes

## il aime le drap écossais...

## ...il aime le bois...

## ...il est fait pour la "Sherlock"!

SÉRIE SPÉCIALE 51.000F\*

PEINTURE MÉTALLISÉE  
VERNE, PROTECTIONS LATÉRALES, ENJOUEURS DE STYLE, SPOILER  
VITRES TEINTÉES, ESSUIE-VITRE ARRIÈRE, SIÈGES ET RECOUVRETS EN DRAP SHERLOCK FINITION BOIS SUR PLANCHÉ DE BORD ET PANNÉAUX DE PORTE AVANT.  
POMMEAU DE LEVIER DE VITESSES EN BOIS, AUTORADIO FM.  
Modèle présenté : Horizon Sherlock, Année modèle 84. \* Tarif au 18.06.84. Prix sauf Corse. Garantie anticorrosion Peugeot 6 ans.

Elémentaire!...

TALBOT HORIZON

Les soldes sont actuellement chez Burberrys

Burberrys

8, bd Maiesherbes - Paris 8<sup>e</sup>  
55, rue de Rennes - Paris 6<sup>e</sup>  
The Scotch House  
56, rue de Passy - Paris 16<sup>e</sup>

Un constructeur sort ses griffes

Le Monde  
COMMERCES  
POUR LA PREMIÈRE FOI  
Les échanges

Le commerce extérieur de France a enregistré un excédent de 1,2 milliard de francs en mai 1984. Les chiffres de la balance des paiements ont été publiés par l'Institut national de la statistique économique (INSEE) le 20 juin 1984. Les importations ont été de 5,5 milliards de francs, les exportations de 6,7 milliards de francs. L'excédent de la balance des paiements est de 1,2 milliard de francs. Les exportations de biens ont été de 6,2 milliards de francs, les importations de biens de 5,0 milliards de francs. Les exportations de services ont été de 0,5 milliard de francs, les importations de services de 0,3 milliard de francs. L'excédent de la balance des services est de 0,2 milliard de francs. L'excédent de la balance des biens est de 1,2 milliard de francs. L'excédent de la balance des services est de 0,2 milliard de francs. L'excédent de la balance des biens est de 1,2 milliard de francs.

LE TO  
S  
du v  
au

04 11 00 1250

## COMMERCE EXTÉRIEUR

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

### Les échanges ont été excédentaires en mai

Le commerce extérieur de la France a enregistré un excédent en mai, le premier depuis le mois de décembre 1983. En chiffres bruts, ce surplus a représenté 849 millions de francs (- 403 millions en avril dernier; 7,17 milliards en mai 1983). Les importations ont atteint 73 515 millions (+ 5,5 % en un mois; + 11,2 % en un an), et les exportations 74 364 millions de francs (+ 7,4 % en un mois; + 26,2 % en un an). Le taux de couverture s'est établi à 100,2 % contre respectivement 99,4 % et 89,2 %.

Après correction des variations saisonnières, l'excédent de mai a représenté 83 millions de francs (- 4,41 milliards en avril; - 6,92 milliards en mai 1983). Les importations ont atteint 73 017 millions (+ 3,7 % en un mois; + 12,6 % en un an), et les exportations 73 100 millions (+ 10,7 % en un mois; + 26,2 % en un an). Le taux de couverture s'est établi à 100,1 % contre respectivement 93,7 % et 89,3 %.

Pour les cinq premiers mois de 1984, le solde négatif des échanges représente 17,2 milliards de francs contre 34,4 milliards de janvier à mai 1983. Dans son commentaire le ministre du commerce extérieur souligne: « Les quatre premiers mois de l'année se sont caractérisés par la persistance de la tendance à l'amélioration sous l'effet d'aléas énergétiques et agricoles, puis de la baisse de l'excédent industriel enregistré en avril. Au-delà des fluctuations au mois le mois, les résultats enregistrés en mai confirment la persistance de la tendance au redressement progressif de nos échanges. Ils manifestent la capacité de notre économie à poursuivre son adaptation à l'évolution du commerce mondial. »

Le résultat de mai est-il à son tour un accident, favorable cette fois ?

Faute de documents qui, traditionnellement, accompagnent les chiffres du commerce extérieur et qui parviennent depuis un certain temps avec quelque retard, il n'est guère possible de faire un commentaire étendu. Le redressement de la balance des échanges s'inscrit bien dans la logique de la rigueur. Mais l'équilibre et, si possible, un excédent du commerce des marchandises, qui est nécessaire pour permettre à la France de rembourser sa dette extérieure sans emprunter à nouveau, sont encore aléatoires. Pour les cinq premiers mois de 1984, le déficit représente en moyenne 3,4 milliards de francs, ce qui correspondrait à un solde négatif de l'année d'environ de 41 milliards de francs. Il apparaît donc nécessaire pour les pouvoirs publics de continuer dans la voie, difficile économiquement et politiquement, qui a été imposée par les faits.

M. B.

## FINANCES

### La Tanzanie cède pour partie aux exigences du FMI

Nairobi. - Le Fonds monétaire international (FMI) n'a pas « changé sa manière de faire », ainsi que M. Julius Nyerere, le chef de l'Etat tanzanien, l'y avait invité, et c'est ce dernier qui, en définitive, a dû se soumettre, pour partie, aux « exigences » de cette organisation financière.

En dévaluant le shilling tanzanien de 25,9 % par rapport au dollar (sa parité avait déjà été abaissée de 20 % en juin 1983), puis en présentant un budget de rigueur pour 1984-1985, qui prévoit notamment une réduction des dépenses publiques et la suppression des subventions aux engrais et, surtout, à la farine de maïs, nourriture de base de la population, les autorités de Dar-Es-Salaam ont fait plus qu'un geste en direction du FMI, avec lequel elles sont en négociation depuis cinq ans.

Le « programme d'ajustement structurel » que le gouvernement avait présenté en juin 1982 pour les trois exercices budgétaires à venir

De notre correspondant en Afrique orientale

paraît de l'hypothèse que la Banque mondiale et le FMI apporteraient un concours de 440 millions de dollars. Ces fonds ne furent pas débloqués, les responsables tanzaniens refusant d'engager une remise en ordre économique en profondeur dont ils redoutaient les conséquences socio-politiques; en clair, les effets sur la stabilité du régime.

L'an dernier, le gouvernement tanzanien avait jeté les bases d'une politique agricole plus pragmatique. La nouvelle dévaluation du shilling, accompagnée d'une augmentation des prix à la production, devrait favoriser la relance des cultures d'exportation, comme le thé, le tabac, le café et le coton, dont le pays tire les trois quarts de ses devises.

### Trois autres « succès »

Ce train de mesures économiques, contre lequel les autorités de Zanzibar ont protesté pour ne pas en avoir été tenues informées, porte la marque de M. Salim Ahmed Salim, le nouveau premier ministre qui a succédé, en avril 1984, à M. Edward Sokoine, mort dans un accident de voiture. Ancien ministre des affaires étrangères, le chef du gouvernement, qui a longtemps fréquenté les couloirs des Nations unies, a une image d'homme ouvert et pragmatique, apte à inspirer confiance aux bailleurs de fonds étrangers qui devront venir au secours d'un pays au bord de la ruine.

Le FMI a remporté trois autres « succès » en Afrique de l'Est. Suivant ses recommandations, le gouvernement zambien a récemment augmenté, de manière substantielle, les prix agricoles. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une réorientation et d'une diversification de

l'économie d'un pays qui tire 90 % de ses revenus du cuivre, dont le cours s'est effondré de 60 % au cours de la dernière décennie. De son côté, le gouvernement mozambicain a décidé d'engager des négociations pour obtenir son adhésion à la Banque mondiale et au FMI. Afin de préparer le terrain, les autorités de Maputo ont commencé à « désocialiser » quelque peu leur économie chancelante et, notamment, à préparer un code des investissements pour favoriser le flux de capitaux étrangers.

En revanche, la Somalie, que le FMI citait en exemple, a récemment refusé de s'engager plus avant sur la voie tracée par cette organisation financière. En contrepartie d'un nouveau prêt, le Fonds exigeait, semblait-il, une dévaluation de 60 % du shilling somalien, une réduction de moitié des dépenses militaires et un « sérieux » dégraissage » du personnel des entreprises d'Etat. Le porte-parole du gouvernement de Mogadiscio a indiqué que « ces mesures ne seraient pas bénéfiques au développement économique du pays et seraient lourdes à supporter pour la population ». Relation de cause à effet ? Début juin, le ministre des finances et le gouverneur de la Banque centrale ont été démis de leurs fonctions.

L'Ouganda, lui aussi considéré comme un « bon élève » du FMI et dont le montant des prêts s'élève, à ce jour, à 345 millions de dollars, principalement sous forme d'aide à la balance des paiements, vient de refuser de « démanteler » Uganda Airlines. L'organisation financière reproche, en effet, à celle-ci de « dévaloriser » des devises sans en produire aucune. Le gouvernement de Kampala a néanmoins retorqué qu'« un Etat souverain se devait de posséder une compagnie aérienne à ses couleurs ».

J. d. B.

## LES CAISSES D'ÉPARGNE LANCENT LEUR PREMIER EMPRUNT OBLIGATAIRE

Les Caisses d'épargne (réseau de l'Ecureuil) ont lancé leur premier emprunt obligataire, d'un montant de 1,3 milliard de francs à taux fixe de 13,80 %. Cet emprunt a pratiquement été placé en deux jours, dans les guichets des Caisses de toute la France. Au Centre national des Caisses d'épargne (CENCEP), M. Jean-Pierre Thiolon, administrateur unique, a déclaré que cet « événement » (c'est la première fois que les Caisses placent un emprunt obligataire pour leur propre compte) concrétise un souhait exprimé depuis longtemps et qu'il témoigne, à quelques jours de l'anniversaire de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1983 portant réforme des Caisses, du « redéploiement » du réseau.

Il a souligné le changement de comportement des épargnants, qui se traduit par un sens plus aigu de la rentabilité, la recherche d'une épargne « affectée » à un but précis (an déclin d'une épargne générale de précaution), une meilleure connaissance des produits et, donc, une aptitude plus grande à opérer des choix et des arbitrages entre diverses formules d'épargne et de placements eux-mêmes plus sophistiqués.

Dans cette optique, les Caisses, qui n'ont pas « subi » cette évolution, mais, au dire de M. Thiolon, l'ont accompagnée de façon très « volontariste », doivent diversifier leurs ressources, afin de pouvoir notamment satisfaire les besoins de leur clientèle en matière de prêts personnels et de prêts au logement. La baisse relative de la collecte des Caisses, au niveau des livrets A et surtout à celui des bons à cinq ans, pénalisés par la nouvelle fiscalité, les incite à recourir, maintenant, à l'épargne longue. Dans l'avenir, les Caisses lanceront donc des emprunts obligataires à intervalles réguliers.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ha	+ ba	Rep.	+ ou -	Rep.	+ ou -	Rep.	+ ou -
SE-U	8,4025	8,4000	+ 35	+ 65	+ 70	+ 110	+ 65	+ 170
Scm	5,5885	6,5125	+ 15	+ 55	+ 35	+ 85	+ 30	+ 120
Yen (100)	3,6320	3,6350	+ 180	+ 200	+ 330	+ 380	+ 1090	+ 1140
DM	3,0725	3,0745	+ 160	+ 180	+ 330	+ 340	+ 950	+ 1010
Flarin	2,7250	2,7275	+ 130	+ 150	+ 270	+ 290	+ 900	+ 950
F.S. (100)	15,0000	15,0000	+ 60	+ 150	+ 120	+ 250	+ 170	+ 475
E.S.	3,0975	3,7005	+ 240	+ 270	+ 480	+ 515	+ 1510	+ 1590
L.(1 000)	4,9775	4,9815	- 150	- 110	- 280	- 230	- 890	- 790
L.	11,6225	11,6225	+ 310	+ 370	+ 570	+ 640	+ 1600	+ 1700

### TAUX DES EUROMONNAIES

	11 7/16	11 13/16	11 5/16	11 11/16	11 1/2	11 3/4	12 1/8	12 3/8
SE-U	5 5/16	5 7/16	5 1/2	5 3/4	5 5/8	5 7/8	6	6 1/4
DM	5 3/4	6	5 7/8	6 1/8	6	6 1/4	6 3/8	6 5/8
Flarin	11 1/2	11 1/4	11 3/4	11 1/2	12	12 1/8	12 1/2	12 3/4
E.S.	2 1/4	2 3/4	4 1/8	4 3/8	4 1/2	4 3/4	4 1/4	4 1/2
L.(1 000)	14 1/2	15 1/2	14 3/4	15 1/4	15	15 1/2	16	16 1/2
E	8 3/4	8 3/4	8 3/4	9	9	9 1/4	9 5/8	9 7/8
R. (100)	11 3/4	12 1/4	12	12 1/4	12 1/4	12 1/2	13	13 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# LE TOUR DE PARIS EN 80 BOUTIQUES

# Soldes

du vendredi 22 juin  
au samedi 7 juillet



PALAIS DES CONGRÈS PORTE MAILLOT

# SOCIAL

## CONTRAIREMENT AUX APPARENCES

### Le chômage a progressé en mai

Annoucé précipitamment, au moment même où s'achevait la campagne pour les élections européennes, le 15 juin au soir, les chiffres mensuels du chômage ont provoqué la surprise. A la fin du mois de mai, contrairement à ce qui s'était produit les six mois précédents, les statistiques révélèrent, en effet, une stagnation, en données corrigées (le Monde daté 18-19 juin), puisque le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE était de 2 295 000 contre 2 296 400 à la fin avril.

Faute de pouvoir se référer aux documents habituels, fournis par le ministère de l'emploi, il était difficile d'aller au-delà de ce simple constat.

Aujourd'hui, à l'examen des données chiffrées, on y voit plus clair et il apparaît de façon presque évidente que la stabilité observée est fortuite, sans signification. La raison, aussi technique que simple, tient dans la brutale augmentation des « demandes d'emploi placées ou annulées », selon la terminologie officielle, et qui correspond en fait à une sortie des listes des chômeurs enregistrés. Ce chiffre, qui s'élève à 313 463 en données brutes, a progressé de 55 859 par rapport au mois d'avril, enregistrant ainsi un bond de 21,7 % en un mois et de 16,6 % en un an.

Parmi ces disparitions des statistiques du chômage, sont comptabilisées différentes catégories d'anciens demandeurs d'emploi qui ont repris une activité (+ 19,6 % en un mois, + 18,2 % en un an), qui sont entrés en stage (+ 33,6 % en un mois, qui ont été pris en charge par la Sécurité

sociale (+ 20,5 % en un mois, + 19,3 % en un an), ou incorporés au service national, par exemple. Viennent ensuite, dans cette même rubrique, les cas d'annulations sur inventaire (+ 32,8 % en un mois, + 7 % en un an), et surtout, l'important bataillon des chômeurs radies pour « absence au contrôle ou non réponse à convocation » constituée des situations individuelles les plus hétéroclites, allant de l'omission, par le chômeur, de l'annonce d'une reprise d'activité, ou l'abandon pur et simple de ses droits, au décès, en passant par l'erreur administrative, la cause fortuite ou la transmission de renseignements incomplets qui entraîne automatiquement la radiation.

Cette catégorie « fourre-tout », dans laquelle les services de l'ANPE eux-mêmes ont du mal à se retrouver, subit également le contrecoup de la mise en place de l'informatique dans les agences locales pour l'emploi avec le système GIDÉ. Déjà, en novembre 1983, il avait fallu réintégrer parmi les demandeurs d'emploi 15 000 chômeurs des départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, qui avaient été radies par erreur au mois d'octobre précédent (le Monde daté 18-19 décembre 1983).

Il semble que le même phénomène se poursuive avec l'informatisation progressive de l'ANPE, et que les chiffres du mois de mai en soient le reflet. En effet, on constate que 111 871 personnes ont été radies, soit 28 304 de plus qu'en avril, ce qui représente une hausse de

33,9 % en un mois et de 32,8 % en un an. Cette progression considérable s'expliquerait par la faiblesse du chiffre des radiations intervenues en avril - 83 567, - alors que, depuis deux ans environ, il oscille chaque mois entre 90 000 et 100 000, si l'on excepte la poussée jusqu'à 122 000 radiations, intervenue en décembre 1983.

### « Annulations sur inventaire »

Cette donnée, confirmée par l'augmentation subite des « annulations sur inventaire » (5 124), amène à considérer que 33 428 chômeurs de plus qu'en avril ont été retirés des listes et qu'un tel mouvement a eu pour effet de stopper l'augmentation du chômage en cours de mois. Si l'on ajoute à cette observation que le rythme de progression du chômage en mai et avril, autour de 50 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, avait paru un peu fort - les experts estimant que la pente devait plutôt être de l'ordre de 30 000 par mois, - la stagnation de mai viendrait corriger des aberrations statistiques antérieures. Sur les trois derniers mois, on retrouverait, en fait, ce qui est considéré comme une évolution « normale » et le mois de mai aurait donc vu, dans ces conditions, le marché du travail se détacher à l'image d'avril ou de mars.

Certes, pour être juste, la comparaison soit s'établir sur des chiffres en données brutes. Mais, même dans cette hypothèse, on s'aperçoit que la baisse du chômage de 3 % en un mois, en données brutes, représente 67 300 chômeurs de moins qu'en avril alors que, depuis le début de l'année - toujours en données brutes - le niveau était demeuré pratiquement stable. Le raisonnement demeure donc valable et le serait d'ailleurs d'autant plus que tous les autres indicateurs habituels en données corrigées ou en données brutes n'enregistrent aucune modification de tendance, voire, marquent une accentuation.

Ainsi en est-il du flux des licenciements économiques (+ 27 % en un an), de la progression des « premiers entrées » pour les jeunes (+ 21 %) et des reprises d'activité pour les femmes (+ 17,2 %) en la matière, de plus en plus inquiétante, du nombre de journées de chômage partiel indemnisées qui s'élevaient à 1 606 300 en mai contre 1,5 million en avril (+ 7 % en un mois, + 40,1 % en un an). Parallèlement, l'ancienneté moyenne dans le chômage atteignant trois cent vingt-six jours, soit douze jours de plus que le mois précédent, tandis que le volume des offres d'emploi non satisfaites ou enregistrées en cours de mois demeurait désespérément faible avec, respectivement, 43 500 et 30 500 en données corrigées.

Une fois de plus on constate donc que l'évolution du chômage ne peut s'apprécier que sur une période relativement longue et que les chiffres du solde mensuel peuvent masquer des tendances fort divergentes. Une raison de plus pour manier et utiliser ces statistiques avec prudence.

ALAIN LESAUBE

## Le club Droit et Démocratie dénonce la montée du racisme en France

Sur le thème « Une France pluri-culturelle », un colloque organisé par le club Droit et démocratie a réuni plusieurs dizaines de juristes, de philosophes et de travailleurs sociaux les 15 et 16 juin au Palais de justice de Paris, en présence de M<sup>me</sup> Georges Dufour, secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, venus exprimer sa « solidarité ». Ces assises ont été marquées par les interventions de M<sup>m</sup> Jacques Riès, conseiller d'Etat, président de Droit et démocratie, Gaston Maurice, président honoraire, Christian N'Guyen, directeur adjoint du cabinet de M<sup>me</sup> Dufour, la romancière et cinéaste Assia Djebar, l'architecte Bernard Huet, M<sup>m</sup> Jean-Claude Fouque, vice-président du tribunal de grande instance de Nanterre, et Paul Bouchet, président du Fonds d'action sociale des immigrés, ancien bâtonnier du barreau de Lyon, qui a fait la synthèse des débats.

Les orateurs ont souligné les lacunes et les imprécisions de la législation, qui sont souvent à la base des difficultés administratives et judiciaires des travailleurs étrangers et de leurs familles, notamment lors de l'exécution de procédures d'expulsion entamées avant le 10 mai 1981. Souvent, ont-ils noté, le parquet n'est pas au courant des nouveaux textes, et l'étranger qui se présente

devant le tribunal a grand besoin d'être défendu.

Estimant qu'il faut « repenser le logement des immigrés » comme un corollaire au logement social de l'ensemble de la population, M. Bernard Huet a dénoncé très vivement l'opération de rénovation de la Goutte d'Or, qui vise, selon lui, à rejeter vers la banlieue une communauté étrangère qui avait sa culture, sa vie propre, sa convivialité particulière, « comme autrefois les Bretons ou les Auvergnats de Paris ». Plus largement, les participants se sont inquiétés de la montée du racisme et de la xénophobie en France : un sujet d'actualité au moment où M. Le Pen s'apprête à recueillir plus de 10 % des voix aux élections européennes.

Dans une motion finale, le club Droit et Démocratie rappelle que la véritable menace contre l'identité nationale « n'est pas la différence ethnique, religieuse ou autres ». En conséquence, il souhaite une meilleure information du grand public, une participation accrue des représentants de l'immigration aux organismes publics et au réseau associatif, ainsi que « l'application effective du principe d'égalité en justice ». Enfin, le colloque souhaite que la France reste « fidèle à son idéal » en tant que « pays des droits de l'homme ». - J. B.

## A partir du 22 juin

### NOUVEAUX MOUVEMENTS

#### DE GREVE A LA SNCF

La Fédération générale autonome des agents de conduite de la SNCF (qui représente le quart de ces 21 000 agents) a annoncé le 19 juin qu'elle avait décidé un préavis de grève de vingt-quatre heures, commençant le 22 juin à 12 heures. Les cheministes autonomes exigent que « l'application de l'ordonnance sur les trente-cinq heures se concrétise par un véritable temps libre, c'est-à-dire par des repos supplémentaires ».

D'après la direction de la SNCF, un groupe de travail chargé de discuter de l'application de la réduction du temps de travail devait se réunir le 20 juin. Le même jour, le conseil d'administration de la SNCF devait débattre du problème du statut du personnel de la restauration ferroviaire et des voituriers. Ces salariés (3 000 environ) estimant, en effet, que la création, en avril dernier, d'une société anonyme où collaborait la SNCF et les sociétés gestionnaires de la restauration permet en cause le statut de la profession, appliqué depuis 1936.

Il s'est tenu en grève le 19 et le 20 juin. A l'appel des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CGC et FMC (Fédération maïtrise et cadres).

## LA MORT DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS DE FRANCE

### Du refus de la convention à son soutien

Avec la mort du docteur Pierre Bélot, président de la Fédération des médecins de France (FMF), deuxième organisation nationale de praticiens, depuis sa fondation, décédé accidentellement dans sa propriété de Lamoignon (Dordogne), le 18 juin, à l'âge de soixante-trois ans, disparaît un des principaux acteurs des discussions entre les syndicats médicaux et la Sécurité sociale depuis plus de quinze ans. Dans les négociations, régulières avec les caisses, les contacts discrets avec les différents partenaires, gouvernementaux, syndicaux ou patronaux, cet homme réservé, presque secret, avait trouvé son terrain. Il a ainsi joué un rôle de premier plan dans l'évolution de la corporation médicale.

Il a notamment été l'acteur d'un retournement qui a vu la FMF, à l'origine opposé à la politique conventionnelle, telle du moins qu'elle avait été définie en 1960, en devenir finalement le plus ferme

soutien et l'interlocuteur habituel, sinon préférentiel, pour les responsables de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés. Un paradoxe pour cet homme qui paraissait incarner la médecine libérale traditionnelle à laquelle il était attaché.

Président du Syndicat départemental des médecins de Seine-et-Oise en 1960, il fit partie des responsables syndicaux, une dizaine au départ - de la région parisienne, de la région Rhône-Alpes et du Centre-Loire - qui quittèrent la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) au début de 1961, après les « décrets Bacon » qui généralisaient le conventionnement des médecins ; ils refusèrent le principe de conventionnement individuel et surtout les limitations apportées à la liberté pour le médecin de fixer ses honoraires. S'il n'était pas apparu au premier plan au moment de la rupture, le docteur Bélot fut cependant le fondateur, en 1963, de l'organisa-

tion rivale, l'Union syndicale des médecins de France, puis de la Fédération des médecins de France en 1968, implantée dans une quarantaine de départements ; il en a été depuis l'incarnation.

A partir de 1971, la FMF devint se rallier à la convention - devenue nationale et non plus signée par les syndicats départementaux ; à la même date, elle devint une des organisations représentatives habilitées à négocier cette convention. En 1975, le docteur Bélot prit le risque de signer la nouvelle convention malgré les dispositions prévoyant la possibilité de réaliser des expériences d'autres formes d'exercice médical que la médecine libérale : aucune en fait n'a été lancée. En 1976 aussi, la FMF signa, seule l'avantant sur les tarifs. Le docteur Bélot, qui avait été généraliste pendant quinze ans, puis gynécologue, avait de devenir propriétaire d'une clinique pour personnes âgées, avait pu le faire accepter à ses adhérents - ceux-ci plus « libéraux » que la clientèle de la CSMF, étaient moins touchés par l'accroissement du nombre des médecins. Il avait aussi pris conscience que la médecine libérale gagnait à faire la « part du feu ».

Mais c'est la convention de 1980 - à laquelle la CSMF ne devait se rallier qu'au bout de plusieurs mois et après un conflit ouvert et un changement de président - qui devait donner raison au président de la FMF. En créant un « deuxième secteur » de médecins conventionnés, mais pouvant fixer librement leurs honoraires, elle a réalisé, pour au moins une partie du corps médical, ce que souhaitaient les opposants de 1960. Uttime succès : la FMF a vu jernièrement son souci de ne pas voir la rémunération des médecins limitée trop strictement par la Sécurité sociale partagée par une grande partie de la CSMF.

GUY HEZLICH

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

## 3<sup>e</sup> CYCLE MANAGEMENT AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau  
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 29 juin 1984

Nom \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_  
Diplôme \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

IGS souhaite recevoir une brochure détaillée du 3<sup>e</sup> cycle Management avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS  
Etablissement privé d'enseignement supérieur

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Travaux de réfection de la route de CONAKRY-MAMOU

#### AVIS DE PRÉQUALIFICATION

Le Ministère des Travaux Publics de la République de Guinée s'apprête à lancer un appel d'offres pour les travaux de réfection de la route Conakry-Mamou, itinéraire de 255 kilomètres environ constituant le principal axe routier de la Guinée.

En vue de cette consultation, le Ministère des Travaux Publics se propose de procéder dans un premier temps à la préqualification d'entreprises qui seront ultérieurement admises à soumissionner. La préqualification d'avril 1982 est annulée.

Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

- Consistance des travaux.
  - Renforcement de la route existante sur une centaine de kilomètres environ. Le renforcement sera constitué d'un couche de gravier concassé. Tonnage total prévu : 350 000 tonnes environ.
- La durée prévisible du chantier est de 30 mois.
- Le financement des travaux est assuré par le Fonds Africain de Développement (FAD) pour 70 % de la partie en devise, l'Association Internationale de Développement (IDA) pour 30 % de la partie en devise et par le Gouvernement Guinéen pour la partie en monnaie locale et les taxes.
- La préqualification est ouverte aux entreprises éligibles selon les règles de passation des marchés du FAD et/ou de l'IDA.
- Les entreprises retenues seront classées en deux groupes :
  - Groupe des entreprises éligibles selon les règles du FAD et groupe des entreprises éligibles selon les règles de l'IDA. Au cas où ces deux groupes ne sont pas identiques, les entreprises seront invitées à présenter des offres correspondant à respectivement 30 %, 70 % et 100 % du volume des travaux et l'évaluation des offres sera effectuée séparément pour chaque groupe. Au cas où chacune des deux évaluations conduit à la sélection de la même offre, un marché unique sera passé pour l'ensemble des travaux.
  - Au cas où les deux évaluations ne conduisent pas à la sélection de la même offre, deux marchés différents seront alors passés. Les travaux seront découverts en deux lots : le lot 1 couvrira environ 70 % du montant total et le 2 couvrira les 30 % restants. Le FAD financera 100 % du coût en devises du lot 1 et l'IDA 100 % du coût en devises du lot 2, tandis que le gouvernement financera la partie en monnaie locale et les taxes pour les deux lots.
- Les dossiers de préqualification seront disponibles à partir du 15 JUILLET 1984, auprès des organismes suivants :
  - Direction de l'Office du projet routier
  - Ministère des travaux publics Conakry
  - L'ambassade de Guinée en France
- Les dossiers de préqualification devront être remis au directeur de l'Office du projet routier au plus tard le 16 JUILLET 1984, à 10 heures à l'ouverture des plis en séance publique.
- Le démarrage des travaux est prévu pour MARS 1985.

Lisez

**Le Monde**

classés et documents

Société moyenne italienne, productrice de

## TUBES D'ACIER

ronds et profilés

de feuillard laminé à chaud

EST INTERESSÉE à l'achat de bandes enroulées en acier laminé à chaud, à la vente de tubes et à la transformation de bandes en tubes.

ADDRESSER A: FADASIDER 2010 Inverle (Brescia) Italy, Phone 030/581701, Telex 306330 Fada

## LES SECRETS DU POUVOIR ECONOMIQUE

Kou Auletta

# Une réussite sans frontières

Schubert et Jean Ribaut

Un système passionnant à portée de main

Le Nouvel Observateur

Préface de Roger Priorel

72 F

document MAZARINE

(Publicité)

## COMMUNES DE NIORT ET CHAURAY

### AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Il sera procédé, du 18 juin 1984 au 5 juillet 1984 inclus, à une enquête sur l'utilité publique du projet de mise à quatre voies de la R.N. 11, entre le boulevard de l'Europe et l'échangeur de Chaban, sur le territoire des communes de Niort et de Chauray. Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de Niort pendant cette période ; afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur le registre pendant les heures d'ouverture des bureaux. Un dossier sommaire d'enquête et un registre subsidiaire seront déposés également à la mairie de Chauray pendant la même période, aux heures d'ouverture des bureaux. M. Didier Vergne, directeur d'école honoraire, domicilié 55, rue de la Reconvoance, à Niort, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Toutes observations pourront également lui être adressées par écrit à la mairie de Niort, siège de l'enquête. Pendant les trois derniers jours de l'enquête, les 3, 4 et 5 juillet 1984 inclus, de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures, le commissaire-enquêteur recevra en personne, à la mairie de Niort, les observations du public. Une copie du rapport, dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions motivées, sera déposée à la mairie de Niort et à la mairie de Chauray, ainsi qu'à la préfecture, direction de la réglementation, 4<sup>e</sup> bureau. Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication de ces conclusions. Les demandes devront obligatoirement être adressées à la préfecture, direction de la réglementation, 4<sup>e</sup> bureau. Le dossier d'enquête déposé à la mairie de Niort, ainsi que le dossier subsidiaire, déposé à la mairie de Chauray, seront également à la disposition du public les dimanches 24 juin et 1<sup>er</sup> juillet 1984, de 9 heures à 12 heures.

010100152A

J. Bouhèlier

Pendant plus de 100 ans,  
LIP a été  
la première marque française,  
créant, innovant,  
dominant, portant très haut  
le goût, l'esprit d'invention  
que nous avons,  
nous français.

LIP doit rester vivante,  
sérieuse mais enthousiaste,  
à l'image

de certaines entreprises  
de notre pays  
qui savent se battre  
magistralement et gagner.

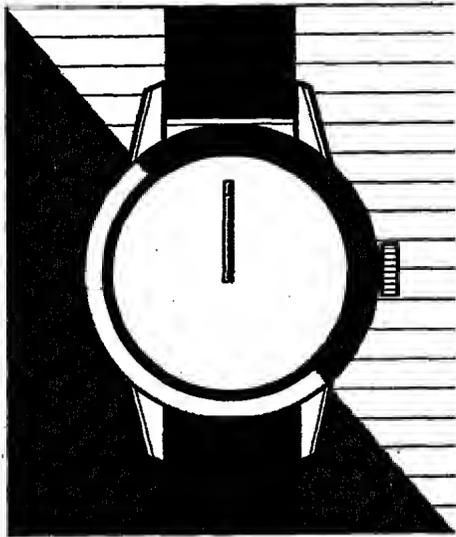
Parce que je suis fils,  
petit-fils et arrière petit-fils  
d'horloger  
et que j'ai réussi  
mon premier match en devenant  
l'un des leaders de la montre,  
j'ai décidé de redonner à LIP  
tout l'élan,

le modernisme, la force  
et le prestige qui s'attachent  
à son nom.

LIP, je le sais  
et je le sens,

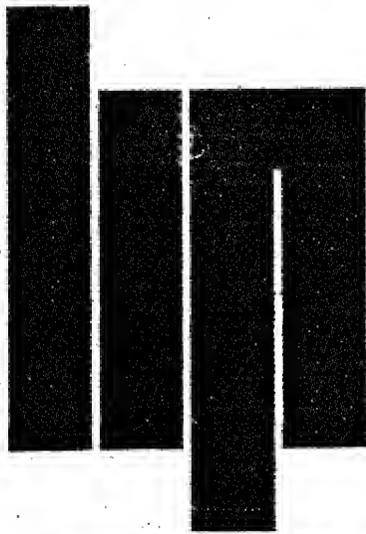
bat toujours au cœur  
des français.

Aujourd'hui,  
je m'engage à ce que,  
chez les horlogers-bijoutiers,  
LIP retrouve sa place,  
la première.



*Jacques Bouhèlier*

Jacques Bouhèlier  
Responsable de LIP.



# TOP DEPART



# AGRICULTURE

# FAITS ET CHIFFRES

« MIEUX PRODUIRE ET MIEUX VIVRE »

## Les Jeunes Agriculteurs se réunissent à Besançon

C'est un congrès très important que va vivre le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) à Besançon, du 19 au 21 juin. Important pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il s'agit d'un congrès électif, ensuite en raison des questions qui agitent aujourd'hui l'agriculture, enfin parce que M. Michel Rocard y est très attendu, le jeudi 21 après-midi.

Congrès électif, le CNJA, on le sait, c'est la branche jeune du syndicalisme agricole. Les dirigeants nationaux de la FNSEA y ont fait presque tous leurs classes. Cette organisation a une règle d'or: à trente-cinq ans, ses dirigeants doivent céder la place. L'actuel président, M. Luc Guyan, Vendéen, est dans ce cas. Son successeur sera M. Michel Tesseyrou, Cantalien, qui connaît sur le bout des doigts les problèmes de la montagne. À l'heure où le secrétaire d'Etat, M. René Soucheon, du Cantal lui aussi (il est maire d'Aurillac), défend un Parlement un projet de loi sur la montagne très controversé par le monde agricole. Ce choix ne sera sans doute pas sans répercussion sur l'évolution de cet important dossier. Outre le président, plus de la moitié du conseil d'administration (41 membres) et du bureau national (15 membres) va être renouvelée. C'est une nouvelle génération qui accède maintenant aux responsabilités syndicales nationales.

D'importantes questions: la mode, en Europe, on le sait, est aux quotas et aux réductions de production; deux perspectives que refuse le monde agricole dans son ensemble, et les jeunes encore plus. Presque

tous se sont récemment installés, un prix d'un endettement dont le poids financier apparaît démesuré dans tout autre secteur que l'agriculture. Leur seule chance de se maintenir, c'est ce modèle « productiviste » si contesté aujourd'hui et qu'ils ont le sentiment de ne pas avoir choisi. « C'est la politique agricole commune qui nous a imposé ces schémas, disent-ils à peu près unaniment, et aujourd'hui c'est à nous que l'on veut faire porter le chapeau, alors qu'il s'agit de notre survie. »

### L'élargissement

Le discours de M. Michel Rocard: le ministre de l'Agriculture n'a pas l'habitude de tourner autour du pot. A Besançon, il va être, bien sûr, question de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, dont il s'est toujours déclaré partisan. Or les régions méridionales y sont particulièrement opposées, et c'est dans ces régions que le syndicalisme agricole est traditionnellement le plus proche du parti socialiste. Ce paradoxe va donner beaucoup d'intérêt à la journée finale de Besançon, et il apparaît déjà que le ministre de l'Agriculture devra faire preuve de tout son talent pour s'imposer auprès d'une foule de congressistes (six cents délégués environ) pour qui le « chahut » du ministre en exercice fait un peu partie du folklore.

Cela dit, le CNJA affirme vouloir conserver son image de marque de « syndicalisme de proposition » forgée au cours de ses dix-huit précédents congrès nationaux. D'où le titre du rapport d'orientation (qui

sera présenté par M. Daniel Gremllet, un jeune Vosgien): « Pour gagner demain, mieux produire et mieux vendre »; un rapport qui s'organise autour de trois idées: refuser l'image selon laquelle les agriculteurs sont des irresponsables qui produisent n'importe quoi, en n'importe quelle quantité, sans se soucier de ce qui se passera ensuite; refuser la notion de « surproduction » dans un monde qui vit dans plusieurs continents en état de pénurie alimentaire; gagner enfin ce que Daniel Gremllet appelle la « bataille de la valeur ajoutée », c'est-à-dire donner à l'agriculture un poids déterminant et un contrôle effectif dans les filières agro-alimentaires: « Il est prouvé que jusqu'à présent les gains de productivité réalisés par l'agriculture ont profité essentiellement aux secteurs situés en aval. C'est une situation anormale et préjudiciable. Un développement de la politique contractuelle dans la filière agro-alimentaire devrait permettre de changer cette situation. »

GEORGES CHATAIN.

Vos annonces dans  
**Emplois Cadres**  
**Le Monde**  
5, rue des Italiens, 75009 Paris  
Régie-Presses, 85 bis, rue Réaumur,  
75002 Paris

### Etranger

#### ETATS-UNIS

● Progression de 0,6% des revenus. - Les revenus des Américains ont progressé de 0,6% en mai, soit au même rythme qu'en avril. Pour leur part, les dépenses de consommation ont augmenté de 1,1%, contre 1,6% en avril, le taux d'épargne étant ressorti à 5,2%, contre 5,7% en avril et 6,6% en mars. - (AFP.)

#### RFA

● Médiation dans le conflit de la métallurgie. - Une procédure de médiation afin de régler le conflit des trente-cinq heures dans la métallurgie ouest-allemande a débuté ce mercredi 20 juin entre partenaires sociaux. Alors que la grève, qui a commencé le 14 mai, touche près de cinq cent mille personnes et paralyse pratiquement l'industrie automobile, patronat et syndicat ont accepté comme arbitre l'ancien ministre social-démocrate de la Défense et syndicaliste, M. Georg Leber. Cependant, le patronat a étendu le lock-out dans la région de Francfort, comme il l'avait fait le 18 juin dans la région de Stuttgart. Cent vingt et un mille salariés sont maintenant lock-outés dans ces deux régions, alors que les adhérents de l'IG-Metall officiellement en grève ne sont que cinquante-huit mille. - (AFP.)

#### Social

● Citroën signe la convention sur 3259 départs en préretraite. - La société Citroën (45000 salariés) a signé, lundi 18 juin, avec M. Gabriel Mignot, délégué à l'emploi, la convention portant sur les départs en

préretraite FNE (Fonds national de l'emploi) des salariés âgés entre cinquante-cinq ans et soixante ans. Sur les 6000 suppressions d'emplois annoncés début mars, 3144 personnes bénéficieront de cette mesure, ainsi que 115 ouvriers non-professionnels, qui ne partiront qu'en 1985. Les 3259 préretraites accordées concernent toutes les catégories de personnel.

#### Transports

● Grève à Iberia. - Les pilotes de la compagnie aérienne espagnole Iberia ont déclenché, le 19 juin, une grève indéfinie, qui a entraîné la suspension de seize vols internationaux et de cinquante et un vols sur les lignes intérieures, a-t-on appris mardi, à l'aéroport de Madrid-Barajas. Le syndicat espagnol de pilotes de ligne (SEPLA) exige que la direction d'Iberia engage trente-quatre nouveaux pilotes et annule un ordre de mise en échec technique de soixante commandants, indication de source syndicale. La compa-

gnie Iberia, qui a mis sur pied un service minimum entre les aéroports espagnols, souligne qu'elle doit reporter à 1985 l'embauche de nouveaux pilotes, ses pertes s'étant élevées en 1983 à près de 30 milliards de pesetas (1,6 milliards de francs). - (AFP.)

● Tunnel sous la Manche: le « oui, mais » de Londres. - Le gouvernement britannique est favorable à la construction d'un tunnel sous la Manche, mais à condition qu'aucun financement ni aucune garantie financière ou commerciale ne soit exigé de lui, a indiqué le 19 juin aux Communes le ministre des transports, M. Nicholas Ridley. Le gouvernement estime, a-t-il ajouté, que ce projet est du ressort du secteur privé. Pour sa part, il n'est prêt qu'à donner des garanties politiques, à conclure les traités nécessaires avec la France et à apporter à la réglementation concernant la navigation maritime dans la Manche les changements qu'exigerait la mise en chantier de l'ouvrage. - (AFP.)

**Lip**

**Aujourd'hui 21 Juin 84 les montres Lip sont en vente chez les bijoutiers de France.**

**210 magasins en France.**



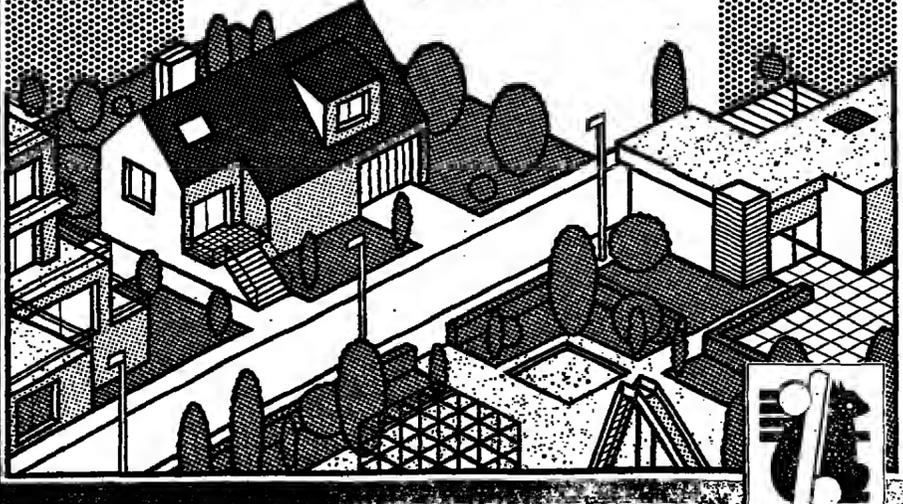
### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**EMPRUNT**  
**CAISSE D'EPARGNE**  
**ECUREUIL**  
**13,80%**  
**UN EXCELLENT PLACEMENT**

EMPRUNT DE 1 300 000 000 FRANCS  
Emission de 260 000 obligations de 5 000 Francs nominal

Jouissance	: 9 juillet 1984
Intérêt annuel	: 690 F
Taux de rendement au règlement	: 13,88%
Taux de rendement actuariel brut	: 13,88%
Durée	: 8 ans
Amortissement: en totalité à la fin de la 8 <sup>e</sup> année sauf rachats en Bourse	
Prix d'émission	: 4981 F

Une note d'information (visa COB n° 84-157 du 5/6/1984) peut être obtenue sans frais auprès de la société émettrice: Emprunts Caisse d'Epargne Ecureuil - 5, rue Masseran 75007 Paris - ou au guichet de votre Caisse d'Epargne Ecureuil (BALO du 18 juin 1984).



**EMPRUNTS CAISSE D'EPARGNE ECUREUIL**

(Publicité)

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**  
Société Nationale d'Exploitation des Eaux du Sénégal (SONEES)  
Avis d'Appel d'Offres International  
**ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE 11 CENTRES SECONDAIRES AU SENEGAL**

La SONEES lance un appel d'offres international pour fournitures et travaux des lots suivants:

- Lot I B: REALISATION DE 8 FORAGES D'EXPLOITATION à Thiès, Diourbel, Mbacké, Fatick, Kaolack, Tambacounda de profondeurs comprises entre 300 et 550 m.
- Lot II A: FOURNITURE ET MONTAGE D'EQUIPEMENT MOYENNE TENSION à Louga, Linguère, Thiès, Diourbel, Mbacké, Kaolack, Tambacounda, Ziguinchor et Kolda, comprenant entre autres: - 2.630 m de lignes MT 30 kv et 6,6 kv; - 450 m de lignes BT; - 14 transformateurs.
- Lot III: CONSTRUCTION DE CHATEAUX D'EAU ET REFECTION DE RESERVOIRS EXISTANTS à Louga, Linguère, Thiès, Bamboey, Diourbel, Mbacké, Kaolack, Fatick, comprenant entre autres: - 3 nouveaux réservoirs surélevés de 100, 250 et 1.000 m<sup>3</sup> - remise en état de 11 réservoirs existants.
- Lot V A: FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS D'EAU POTABLE à Thiès, Kaolack, Fatick, pour 118.235 m de réseaux en tuyaux PVC, 10 bars.
- Lot V B: FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS D'EAU POTABLE à Louga, Linguère, Bamboey, Diourbel, Mbacké, pour 102.420 m de réseaux en tuyaux PVC, 10 bars.
- Lot VI: FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS D'EAU POTABLE à Tambacounda, Ziguinchor et Kolda, pour 107.385 m de réseaux en tuyaux PVC, 10 bars.
- Lot VII: FOURNITURE DE MATERIELS DE BRANCHEMENTS à Thiès, comprenant entre autres: 8.400 compteurs, 89.410 m de tuyaux polyéthylène, 10.800 robinets de prise en charge et bouches à clé.

NE PEUVENT PARTICIPER:

A) Pour les lots II A, VI et VII, dont le financement par la CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE (CCCE) a été demandé, que les entreprises ayant, d'une part, leur siège social ou leur domicile en France ou au Sénégal et dont, d'autre part, le capital est détenu et la direction effective assurés par des ressortissants français ou français. Les matériaux, équipements et services devront être originaires de la zone franc.

B) Pour les lots I B, III, V A et V B, dont le financement par l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (IDA), Groupe de la Banque Mondiale, a été demandé, que les entreprises des pays membres de la Banque Mondiale, de la Suisse et de Taiwan.

Les dossiers pourront être retirés à l'une des deux adresses suivantes:

SONEES - DIRECTION TECHNIQUE - IGIP, Ingénieurs Conseils  
Routa de Front de Terre - HANN Martin-Buber-Strasse 50  
DAKAR / SENEGAL 6100 DARMSTADT / RFA

contre remise d'un chèque bancaire certifié barré libellé en Francs CFA au nom de la SONEES ou en Deutsch Mark au nom de l'IGIP du montant suivant les lots et suivant le lieu de retrait du dossier indiqué dans le tableau ci-après.

Les offres devront parvenir à la SONEES sous pli recommandé avec accusé de réception ou remises contre reçu au plus tard à la date et à l'heure limites fixées suivant les lots dans le tableau ci-après à Monsieur le Directeur Général de la SONEES, 97 Avenue André Poytavin - BP: 400, Dakar, Sénégal.

No du Lot	Prix de Licités	Remise des Offres		
		Date	Heure Locale	
I B	140.000	F CFA	920 DM	4 Sept 1984 à 12 heures
II A	100.000	F CFA	660 DM	4 Sept 1984 à 12 heures
III	120.000	F CFA	790 DM	4 Sept 1984 à 12 heures
V A	210.000	F CFA	1.380 DM	11 Sept 1984 à 12 heures
V B	200.000	F CFA	1.320 DM	11 Sept 1984 à 12 heures
VI	200.000	F CFA	1.320 DM	11 Sept 1984 à 12 heures
VII	140.000	F CFA	920 DM	4 Sept 1984 à 12 heures

Les entreprises sont libres de faire des offres pour un ou plusieurs lots mais chaque lot devra faire l'objet d'un pli séparé. Les soumissionnaires pourront se faire représenter aux séances d'ouverture des plis.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 juin

Léger accès de fièvre

Chaud, il faisait très chaud mardi à la Bourse de Paris et sur le groupe C...

Dès l'ouverture, Avions Marcel Dassault donnait le signal de la reprise...

Dans leurs commentaires, les professionnels étaient unanimes: la Bourse était morte pour une reprise technique...

La seconde réflexion entendue se rapporte au volume d'affaires. Cette rapide remontée des cours s'est faite avec peu d'échanges...

En baisse la veille au soir, l'or est remonté à Londres à 370,40 dollars l'once contre 367,90 dollars à Paris...

NEW-YORK

Nouvelle avance

Succédant au net redressement constaté la veille lorsque le marché new-yorkais avait mis plus de 22 points à son actif...

De l'avis général, les interventions des investisseurs institutionnels n'ont pas fondamentalement varié d'un jour à l'autre...

Pour la seconde journée, IBM a repris un peu de hauteur, le titre qui figure au même rang des valeurs les plus actives de la séance...

La seconde réflexion entendue se rapporte au volume d'affaires. Cette rapide remontée des cours s'est faite avec peu d'échanges...

BOURSE DE PARIS Comptant

19 JUIN

Table of stock prices for various companies in Paris, including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of convertible bonds (Obligations convertibles) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of actions on the comptant (Actions au comptant) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of foreign stocks (Étrangères) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of foreign stocks (Étrangères) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of foreign stocks (Étrangères) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of foreign stocks (Étrangères) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of foreign stocks (Étrangères) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of foreign stocks (Étrangères) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GROUPE SUEZ. - Le résultat net consolidé du groupe a été doublé en 1983, passant de 405 millions de francs à 1,05 milliard de francs...

BOURGEOIS. - C'est le 29 juin prochain que cette société fera son entrée à la Bourse de Lyon (second marché)...

Le total du bilan consolidé ressort à 235 milliards de francs, contre 197 milliards de francs en 1982...

SMOBY. - Ce fabricant de jouets en plastique qui est apparu sur le second marché de la Bourse de Lyon en juin 1983...

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 1983=100)

COTE DES AGENTS DE CHANGE (Base 1983=100)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (taux prévus du 20 juin)

COURS DU DOLLAR A TOKYO (1 dollar en yen)

Règlement mensuel

Large table showing monthly settlement data for various indices and markets, including Valeurs, Cours, and Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates (COTE DES CHANGES) for various currencies and gold prices.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices (MARCHÉ LIBRE DE L'OR) for various gold bars and coins.



Et succès



RUNT

it COOPER

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. L'opposition à l'élection de Mitterrand : « L'opposition à l'élection de Mitterrand », par Lionel Stokely; « Pour une « mise au net » du PS », par Suzanne Giran.
- ÉTRANGER**
- 3-4. DIPLOMATIE
  4. EUROPE
  - 5-6. AFRIQUE
  - L'Ouganda sous la terreur (II), par Jacques de Barrin.
  - La conférence du Sahara occidental.
  7. AFRIQUE-PROCHE-ORIENT
  8. AMÉRIQUES-ASIE
  - Une interview du commandant Bayardo Arca, membre de la direction sandinista.
- LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES**
- 9 à 11. Le nouvel état électoral du PFC : le bureau politique invite les communistes à une discussion ouverte et rigoureuse.
- SOCIÉTÉ**
12. La France va rechercher de nouveaux sites pour stocker ses déchets radioactifs.
  17. FOOTBALL : championnat d'Europe.
- LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**
19. CINÉMA : Mario Chapdelaine, de Gilles Carle.
  - THÉÂTRE : Nostalgia, par Klaus Gruber, à Milan.
  20. Formes.
  - 20-21. Expositions d'été à travers la France.
  21. Une sélection.
  22. PORTRAIT : Pierre de Fenoyl, le photographe boussonnier.
  23. Programmes des expositions.
  27. Quel avenir pour le Festival d'Avignon ?
- ÉCONOMIE**
37. FINANCES.
  38. SOCIAL : le chômage a progressé en mai.
  40. AFFAIRES.
  41. AGRICULTURE.
- RADIO-TÉLÉVISION (27)**
- « SERVICES » (18) : « Jeux » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.
- « Annonces classées (33 à 35) ; Carnet (36) ; Programmes des spectacles (24 à 27) ; Marchés financiers (43).

### Message personnel pour M<sup>me</sup> Berthe

Le Monde envoie, dans la mer de ses lecteurs, une bouteille contenant un message personnel pour une inconnue. Un message de remerciements pour lui faire savoir combien le sien nous a touchés. Il était ainsi rédigé :

*Chers et lointains amis,*

*J'ai voulu vous adresser tous mes encouragements sous une double forme (verbale et... financière). Voici donc le montant d'un abonnement d'un an au Monde : n'ayant plus la possibilité de lire votre journal tous les jours, je préfère continuer à l'acheter, par intermittence, dans un kiosque. L'adresse de « l'expéditeur » est donc tout à fait fantaisiste : n'en tenez pas compte !*

*Vous parviendrez à doubler le cap des tempêtes, j'en suis certaine, comme tous vos fidèles lecteurs ! Croyez à toute ma sympathie.*

M<sup>me</sup> Berthe devient ainsi, pour nous, le symbole de tous ces lecteurs inconnus qui, comme elle, souhaitent que nous doublions le cap des tempêtes. Le Monde, qui a souvent navigué par forte mer, s'y emploie.

A bord, le 20 juin 1984. A.L.

### En Autriche UN DIPLOMATE TURC EST TUÉ DANS UN ATTENTAT A VIENNE

L'attaché commercial turc en Autriche, M. Özcan Erdogan, cinquante ans, a été tué dans l'explosion de la voiture piégée survenue mercredi 20 juin devant l'ambassade de Turquie à Vienne, a-t-on appris de source policière.

Selon les renseignements obtenus auprès des enquêteurs, M. Erdogan est arrivé comme chaque matin à bord de sa voiture et s'est garé sur le parking réservé aux diplomates de l'ambassade après avoir été salué par le policier de service. C'est à ce moment que sa voiture a explosé.

Le policier de service et au moins deux passants ont été grièvement blessés. — (AFP.)

### Sur le vif Course au pouvoir

Ce fait plaisir cette victoire de Fauconnier dans le Transat. Ces seize heures perdues à secourir un copain en perdition, et à lui tenir le main au milieu de l'océan, se les voit rendus à l'arrivée, être salués par un coup de canon, ça a de la queue, ça ! Ça a de l'allure. Ce sans du fait play, — on devrait bien l'appliquer à la course au pouvoir. Non, mais réfléchissez : ça éviterait pas mal d'entourloupes, de coups bas, de trahisons, de coups-en-jambe, vicieux. Ça rebâtirait un peu le niveau du débat politique. Il en a bien besoin. Surtout dans ce pays.

Imaginez un système de handicap qui enrôlerait cinquante mille voix à Le Pen chaque fois qu'il se laisserait aller à débiter contre les étrangers, à les rudoier à leur égard ; poussez-vous de là, qu'on s'y mette. Ça serait chouette, non ? En revanche, on donnerait un bonus à Marchais pour avoir été son propre comité des droits de l'homme. Ça part d'un bon sentiment. Et ça mériterait d'être encouragé. Même si c'est un peu tardif, un peu poussif et pas très occupé.

Obligation à Chevènement de rendre deux cent mille voix le soir

Dans cette Transat-là, Chirac est nettement favori. Il est relativement jeune, il est fort, il a été bien entraîné. Il a même été poussé chez François Girard, pas de problème, il fait le charbon, d'autant qu'il a joué au foot avec Girard. Il a reçu un carton rouge. Il a été un coup de tête réformable à son ancien chef d'équipe. L'autre n'est pas comble.

Et Mitterrand ? Vous n'y pensez pas ! C'est l'arbitre.

CLAUDE SAFFRAUTE

### Le Chili fait appel à l'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS CONTRE LE PROTECTIONNISME DES ÉTATS-UNIS SUR LE CUIVRE

Le Chili vient de demander une réunion spéciale de la Commission économique de consultation et de négociation (CECON) de l'Organisation des États américains (OEA), le 26 juin, pour examiner l'éventuelle limitation de ses exportations de cuivre à destination des États-Unis, a-t-on appris le 20 juin à Santiago. La Commission américaine du commerce international, qui a exprimé, le 14 juin, un avis favorable à la demande de contingentement des importations de cuivre faites en janvier par les onze principaux producteurs de cuivre, doit se réunir, jeudi 25 juin, pour élaborer des mesures en ce sens. Si ces mesures, qui doivent être soumises à l'approbation de M. Reagan, représentent les termes de la demande des producteurs nord-américains, les importations de cuivre chilien aux États-Unis, seront ramenées de 300 000 tonnes à 120 000 tonnes par an. Selon l'ambassadeur du Chili auprès de l'OEA, M<sup>me</sup> Medariga, l'éventuelle adoption de ces restrictions « constituerait une violation grave des principes fondamentaux de la charte de l'Organisation ». — (AFP.)

### Le gouvernement français hésite à accorder l'asile politique aux quatre pirates de l'air iraniens

Les services de la police de l'air et des frontières ont entendu, le mardi 19 juin, les quatre iraniens — trois officiers de marine et un fonctionnaire civil — qui se sont posés, le jour même, sur l'aéroport de Nice à bord d'un Fokker F-27, qu'ils avaient détourné le 15 juin (le Monde daté 17-18 juin et du 20 juin). Quatre autres iraniens, qui se trouvaient à bord de l'appareil, ont demandé à être rapatriés.

Le préfet de police des Alpes-Maritimes, M. Etienne Ceccaldi, a déclaré, mardi, que l'asile politique ne serait pas accordé aux quatre délinquants. Cependant, on indiquait, au Quai d'Orsay, mercredi matin, que « la question [était] encore à l'étude ».

Le gouvernement français est manifestement dans l'embarras. La morale et une tradition bien établie auraient voulu que l'asile politique soit accordé aux quatre délinquants iraniens. En juillet 1981, deux personnalités politiques de premier plan, MM. Bani Sadr et Massoud Ratzavi, avaient bénéficié de ce droit, tout autant que six pirates de l'air qui avaient atterri à Paris deux ans plus tard. D'une manière générale, Paris a accueilli les États-majors de l'opposition iranienne dans toutes ses composantes, royaliste ou républicaine, de gauche ou de droite.

La France a payé cher sa générosité. Elle a dû rapatrier la plupart de ses ressortissants résidant en Iran, y compris plusieurs membres de son ambassade ; son contingent au Liban a subi de meurtriers attentats, perpétrés par l'aile islamiste du mouvement chiite.

Le détournement du Fokker F-27 par quatre officiers pose au gouvernement français un double problème, politique et juridique. N'ont-ils pas violé la loi internationale en s'emparant par la force d'un avion militaire ? Peut-on considérer ces

### OUTRE BOUYGUES ET GTM ENTREPOSE SPIE-Batignolles serait prêt à reprendre Technigaz, filiale d'AMREP

En marge de l'aspect judiciaire matérialisé par l'inculpation du président de la société AMREP et des deux commissaires aux comptes (le Monde du 20 juin), une lutte serrée s'est instaurée entre plusieurs « repreneurs » tentés par le secteur d'activité de la troisième compagnie para-pétrolière, industrielle. Ces derniers sont favorables à une reprise par ce dernier groupe, qui possède déjà une activité de cette nature et propose une reprise « globale » de Technigaz.

Ce contrat expliquant l'intérêt que porte à Technigaz le groupe Bouygues, qui n'a pas renoncé à ses visées sur AMREP à travers certaines de ses filiales d'exploitation, il n'est pas en mesure, la société GTM Entrepose et le groupe SPIE-Batignolles étant également sur les rangs. Les intérêts sont favorables à une reprise par ce dernier groupe, qui possède déjà une activité de cette nature et propose une reprise « globale » de Technigaz.

### FLÉCHISSEMENT DU DOLLAR : 8,48 F

Sur le marché des changes, le dollar, initialement en nouvelle hausse à 2,7650 DM le par de 8,49 F, a fléchi en dessous de 2,74 DM et 8,48 F en raison des déclarations des dirigeants de la banque allemande ICB-BALL, selon lesquelles ce syndicat serait disposé à accepter un compromis sur les traités-cinq heures. Du coup, le mark, qui est resté vis-à-vis du dollar, a baissé par rapport aux nouvelles négociations, notamment à Paris (3,07 F) en raison des conséquences d'un accord éventuel sur la productivité des entreprises allemandes.

**SOLDES D'ÉTÉ**

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS « COUTURE » ET « DÉCORATION »

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**HALOGENES LAMPES MOBILIER**

**SOLDES ANNUELS DU 15 AU 23 JUIN**

**READY MADE**

40, RUE JACOB 75006 PARIS

MARCEL LASSAFRE

**SOLDES**

du jeudi 21 Juin au samedi 30 Juin

17, rue du Vieux-Colombier Paris (6<sup>e</sup>)

Salerie Point Show 66, Champs-Élysées

**institut telesystemes**

11-15 rue Sorreze 75014 Paris

Votre rendez-vous de la rentrée. Paris : 6 septembre 1984.

**Télécom 1**

Les premiers projets de grandes applications.

Pour tout renseignement, contacter l'Institut Télésystemes, Benoît Duley 330.14.38.

**les soldes Tunmer**

Collections été 84

Plage - Tennis

Vêtements Matériel Chaussures

**Tunmer**

La mode pour le sport

5, place Saint-Augustin - Paris 8<sup>e</sup>

**TED LAPIDUS**

SAINT HONORE

Femmes **SOLDES** Hommes

23, FAUBOURG SAINT HONORE

**HERMÈS**

24 Faubourg Saint-Honoré 75001 Paris

**SOLDES**

CARRÉS • CRAVATES TISSUS

MERCREDI 20 JUIN JEUDI 21 JUIN 9 h 30 à 12 h 14 h à 18 h

VENREDI 22 JUIN 9 h 30 à 12 h

**LE SAVIEZ-VOUS ?**

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant. Exceptionnellement jusqu'au 25 juin (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture.

**4.000F MINIMUM**

quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion.

— 10, place Étienne-Péret, 75015 Paris Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure

— 50, boulevard Jourdan, 75014 Paris Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans

— 59 bis, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers

06 91 00 15 50